

Colloque organisé par l'OPAD avec la
collaboration du LADIPA, du DiRE et R2AD

ReSciLaC Vol.11, N°3

Analyse du discours : quels enjeux pour les États africains ?

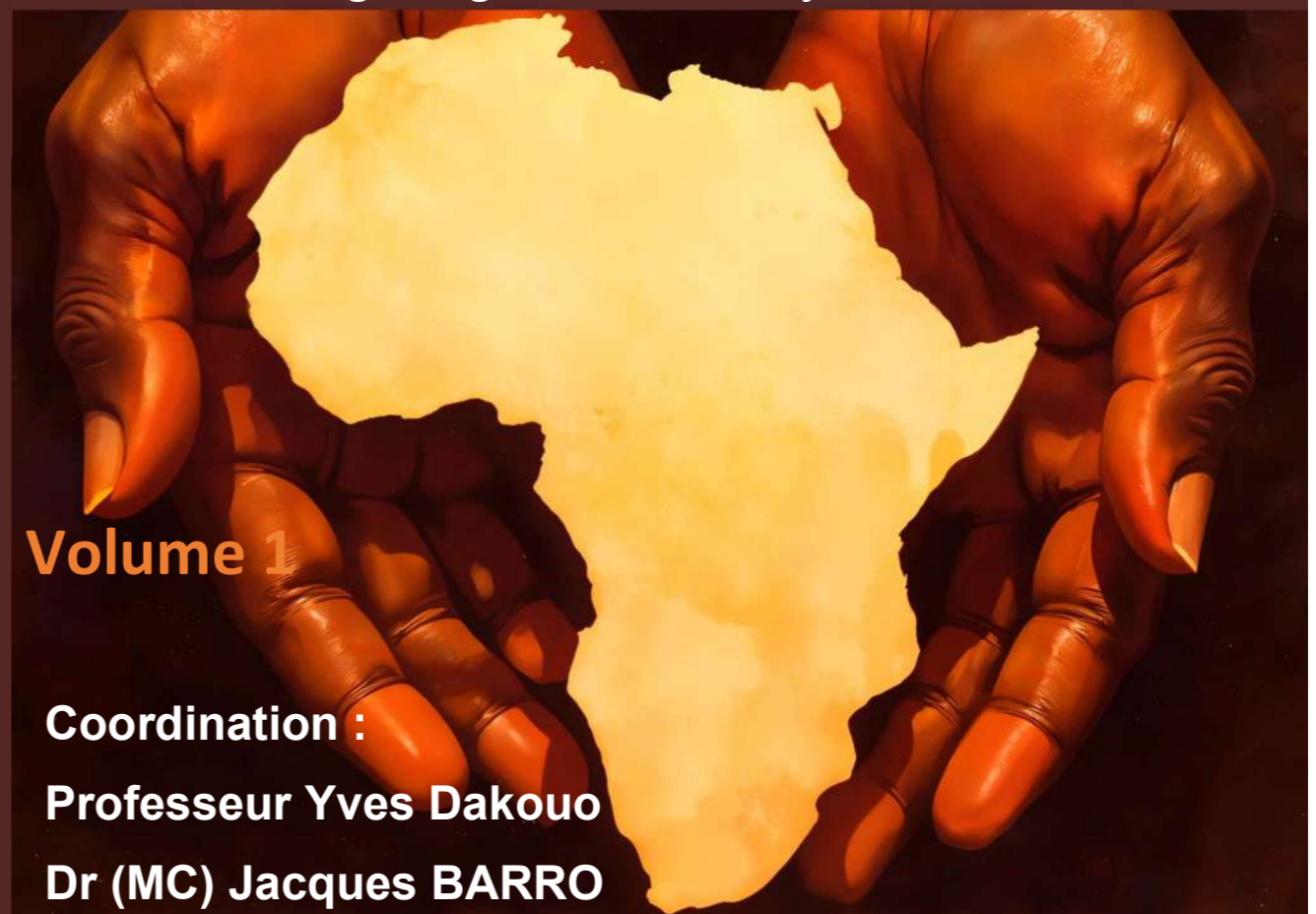
ReSciLaC Vol.11, N°3
ISSN : 1840-8001

**Actes des premières journées en
analyse du discours au Burkina Faso**

Analyse du discours :
Quels enjeux pour les États africains ?
Ouagadougou, du 25 au 27 juillet 2024

Volume 1

Coordination :
Professeur Yves Dakouo
Dr (MC) Jacques BARRO
Dr Boukary NEBIE



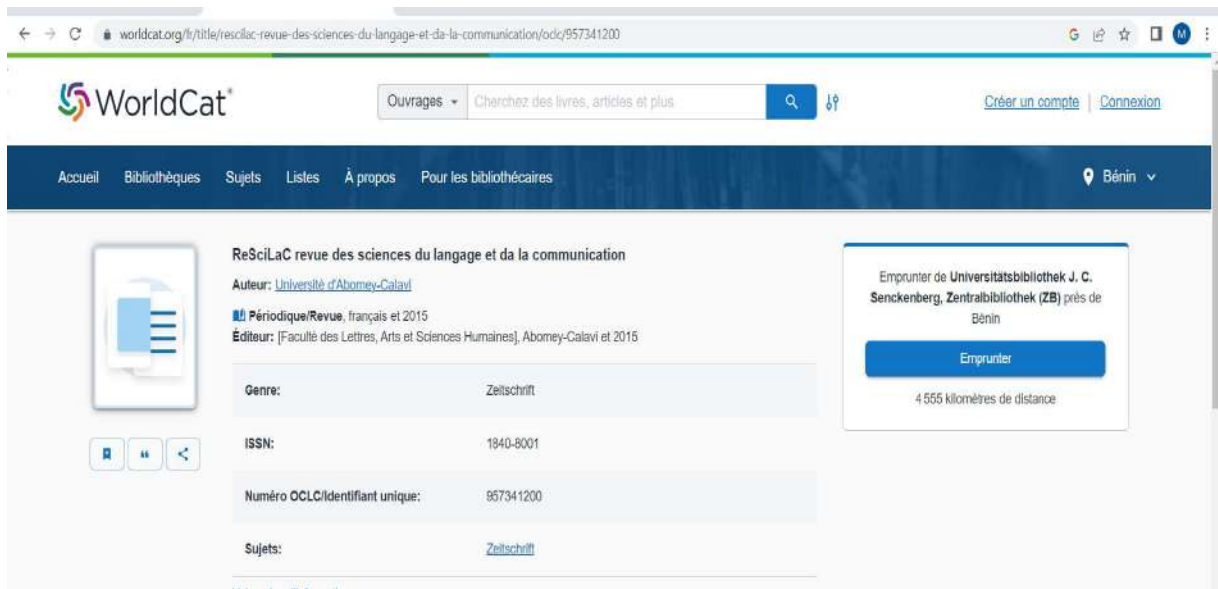
Indexation : Worldcat, Stanford Libraries, Penn Libraries, Zeitschriften Datenbank

Preuve de l'indexation

- <http://www.worldcat.org/title/rescilac-revue-des-sciences-du-langage-et-da-la-communication/oclc/957341200>

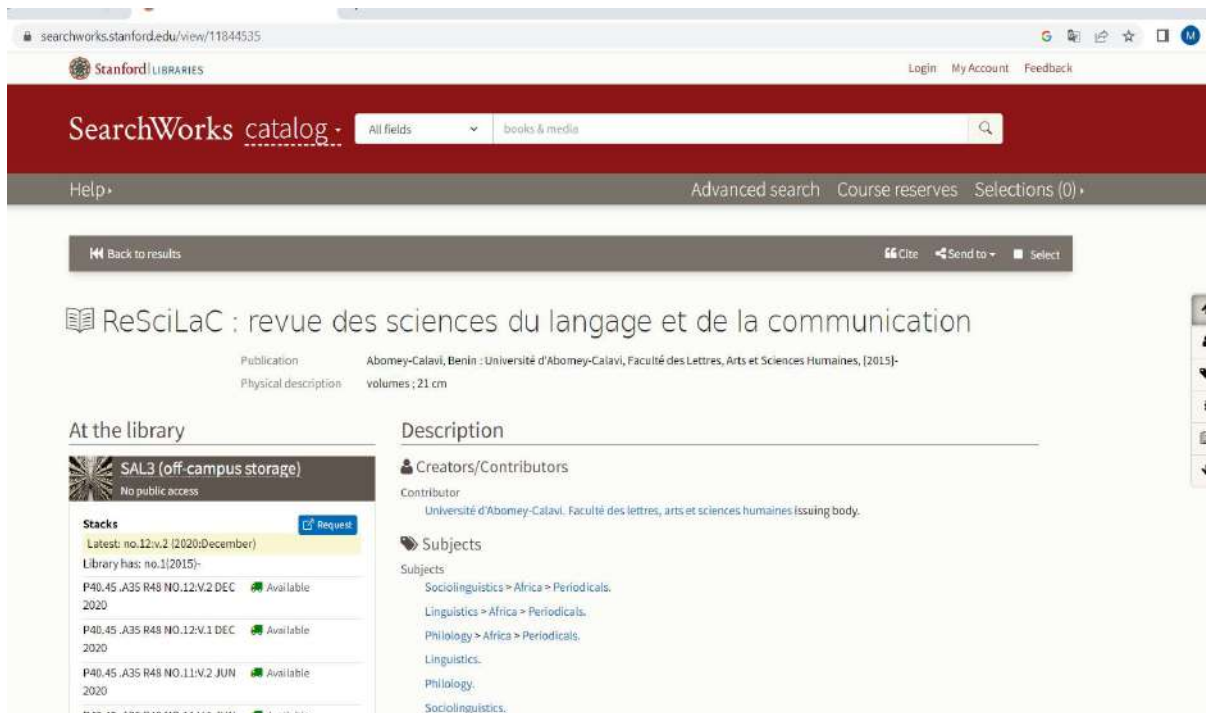
- <https://searchworks.stanford.edu/view/11844535>

Indexation ReSciLaC (WorldCat)



The screenshot shows the WorldCat record for 'ReSciLaC revue des sciences du langage et de la communication'. The page includes a search bar, navigation links, and a detailed record. The record lists the author as 'Université d'Abomey-Calavi', the genre as 'Zeitschrift', and the ISSN as '1940-8001'. It also provides the OCLC number '957341200' and the subject 'Zeitschrift'. A callout box on the right indicates that the item is available for borrowing from the 'Universitätsbibliothek J. C. Senckenberg, Zentralbibliothek (ZB) près de Bénin', which is 4555 kilometers away.

Indexation ReSciLaC (Stanford)



The screenshot shows the Stanford SearchWorks catalog record for 'ReSciLaC : revue des sciences du langage et de la communication'. The page includes a search bar, navigation links, and a detailed record. The record lists the publication as 'Abomey-Calavi, Bénin : Université d'Abomey-Calavi, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, [2015]-' and the physical description as 'volumes ; 21 cm'. The 'At the library' section shows the item is available in the SAL3 (off-campus storage) and provides a list of stacks with their respective dates and availability status. The 'Description' section includes the creator 'Université d'Abomey-Calavi. Faculté des lettres, arts et sciences humaines Issuing body.' and a list of subjects: 'Sociolinguistics > Africa > Periodicals', 'Linguistics > Africa > Periodicals', 'Philology > Africa > Periodicals', 'Linguistics', 'Philology', and 'Sociolinguistics'.

Université d'Abomey-Calavi
Faculté des Lettres, Langues, Arts et Communication
Laboratoire des Sciences du Langage et de la Communication
SODYLARY / UAC – 2025

ReSciLaC Vol.II, N°3

2nd semestre 2025 (décembre), vol.II, N°3

Directeur de publication

Prof. Moufoutaou ADJERAN (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Rédacteur en Chef

Prof. Aimé Dafon SEGLA (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Comité de rédaction

Dr (MC) Guillaume CHOGOLOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Comité scientifique et de lecture

Prof. Aimé Dafon SEGLA (CNRS, Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Akanni M. IGUE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Céline PEIGNE (INALCO, Paris)

Prof. Christophe H. B. CAPO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Pascal O. TOSSOU (Université d'Abomey-Calavi)

Prof. Gratien Gualbert ATINDOGBE (Buea, Cameroun)

Prof. Jean Euloge GBAGUIDI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Kofi SAMBIENI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Laré KANTCHOA (Université de Kara, Togo)

Prof. Maxime da CRUZ (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Tchaa PALI (Université de Kara, Togo)

Prof. Bernard KABORE (Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso)

Prof. Bangré-Yamba PITROIPA (Université de Koudougou, Burkina Faso)

Prof. Romuald TCHIBOZO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Djoko Luis Stéphane KOUADIO (Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire)

Prof. Laurent-Fidèle SOSSOUVI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Innocent Sourou KOUTCHADE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Etienne K. Iwikotan (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Dame NDAO (Université Cheikh Anta Diop, Sénégal)

Prof. Alain Christian BASSENE (Université Cheikh Anta Diop, Sénégal)

Prof. Mamadou DRAME (Université Cheikh Anta Diop, Sénégal)

Prof. Kuessi Marius SOHOUE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Constant KPAO SARE M. (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Joseph N. SAHGUI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Désiré MEDEGNON (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Mapkehrou Rogatien TOSSOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Adresse

Unité de recherche en Sociolinguistique, Dynamique des Langues et Recherche en Yoruba

Laboratoire des Sciences du Langage et de la Communication (LaSciLCom)

Université d'Abomey-Calavi.

laboratoiresociolinguistique@yahoo.fr

Site : <https://revues-uac.org>

Consignes aux auteurs

Modalités de soumission

Les articles doivent être envoyés au directeur de publication à l'adresse suivante : **laboratoiresociolinguistique@yahoo.fr** ou **directement à partir du site de la revue** (<https://revues-uac.org/>).

Chaque proposition est évaluée par deux instructeurs anonymes dans un délai d'un mois (les propositions sont anonymées pour la relecture). Un article proposé pourra être refusé, accepté sous réserve de modifications, accepté tel quel. Les articles peuvent être rédigés **en français, en anglais, en allemand, en espagnol et en yoruba**.

Ils doivent comporter un résumé de 20 lignes maximum en français et en anglais, ainsi que 5 mots-clés en français et en anglais. Le nombre de pages ou de caractères d'un article n'est pas limité. En revanche, un minimum de 8 pages est requis.

Présentation des contributions

Mise en forme

Format A4 ; Marges = 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ; Reliure = 0 cm ; Style normal (pour le corps de texte) : Police Centaur 15 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, interligne simple.

Titre de l'article : Police Centaur 16 points, sans couleurs, majuscules, gras ; paragraphe centré, pas de retrait, espacement après = 18 points, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre I : Police Centaur 14 points, sans couleurs, gras ; paragraphe gauche, espacement avant = 18 points, espacement après = 12 points, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 2 : Police Centaur 13 points, sans couleurs, italique ; paragraphe gauche, espacement avant = 12 points, espacement après = 6 points, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 3 : Police Centaur 13 points, sans couleurs, italique ; paragraphe gauche, espacement avant = 12 points, espacement après = 3 points, pas de retrait, interligne simple.

NB : notes de bas de page, numérotation continue, 1...2...3... ; Police Centaur 10 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Références bibliographiques : Police Centaur 14 points; paragraphe justifié, pas d'espacement, interligne simple. Retrait d'une tabulation à partir du début de la deuxième ligne de chaque référence.

Exemples :

Blakemore, D. 1992. *Understanding Utterances*. Oxford : Blackwell Publishers.

Braconnier, C. 1993. Quelques aspects du passif mandingue dans saversion d'Odiène. *Linguistique Africaine* 10 : 29-64.

Casali, R. 2008. ATR harmony in African languages. *Language and Linguistics Compass* 2/3 : 496–549.

De Korne, H. 2007. The pedagogical potential of multimedia dictionaries. Lessons from a community dictionary project. The 14th annual stabilizing indigenous language symposium in Michigan on 1-3 June 2007. Consulté le 1er février 2012 sur <http://jan.ucc.nau.edu/~jar/ILR/ILR-11.pdf>.

Présentation

ReSciLaC (Revue des Sciences du Langage et de la Communication) est une revue de l'Unité de recherche en Sociolinguistique, Dynamique des Langues et Recherche en Yoruba (UR-SODYLARY) du Laboratoire des Sciences du Langage et de la Communication (LaSciLCom) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC). ReSciLaC est une revue pluridisciplinaire en Lettres, Langues, Arts, Communication. Elle accueille des contributions abordant un grand nombre de champs d'études des sciences humaines et sociales.

ReSciLaC permet de faire la diffusion de travaux de jeunes chercheurs ou de chercheurs confirmés en sociolinguistique, en linguistique, en didactique des langues, en communication, en littérature, en philosophie du langage, en sciences de l'éducation, en sociologie, en histoire des sciences et techniques, en histoire de l'art, en histoire contemporaine, etc.

L'objectif de ReSciLaC est d'encourager des discussions scientifiques et théoriques les plus larges possibles portant aussi bien sur les sciences humaines, les sciences sociales.

Ethique et authenticité

Pour lutter contre le plagiat, nous utilisons l'application en ligne **Grammarly – plagiarism-checker** pour vérifier les contenus des articles publiés. Un code QR pour la revue. Ce code QR personnalisé contribue au renforcement de la sécurisation et de l'authentification des articles.

SOMMAIRE

1. LES MÉCANISMES DE COMMUNICATION POLITIQUE AU SÉNÉGAL ENTRE 2020 ET 2024 : UNE ANALYSE PSYCHO-SOCIO-PRAGMATIQUE DES MUTATIONS MÉDIATIQUES, Ibrahima BA **02-15**
2. DISCOURS DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DU BURKINA : INSTANCES ÉNONCIATIVES ET LEXIQUE DE DISCRÉDITATION, Hamidou BELEM **16-28**
3. LA MISE EN DISCOURS DE L'AUTODÉTERMINATION À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX, Dofini Dieudonné COULIBALY **29-42**
4. L'ICONOTEXTE PUBLICITAIRE : QUELS DISCOURS ARGUMENTATIFS À PARTIR DES LOGOS DES TROIS COMPAGNIES TELEPHONIQUES AU BURKINA FASO ? Yacinte Judicaël DIPAMA **43-51**
5. LES STRATÉGIES DU DISCOURS POLITIQUE CHEZ LE PRÉSIDENT MACKY SALL : LE CAS DE SON ADRESSE DE NON-CANDIDATURE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SÉNÉGALAISE DE 2024, Yves Deuhapeu DOH, Bernadin KOUMA & Tindio DIABATÉ **52-62**
6. LES NOUVEAUX NARRATIFS DANS LE DISCOURS DES ACTEURS POLITIQUES DES DEUX CONGO. LES NEOLOGISMES AU SERVICE DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR, Hygin Bellarmin ELENGA **63-73**
7. DE LA CEDEAO À L'AES : UNE DÉCONSTRUCTION CONSTRUCTIVE ? Kouaman IDO **74-85**
8. ANALYSE DU DISCOURS DE LA POPULATION SUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE L'AES : CAS DES WAYZYANS AU BURKINA FASO, KABORE Delphine & Madou BEOGO **86-94**
9. POUR UNE APPROCHE SOCIO-SÉMIOTIQUE DU SLOGAN « CONSOMMONS LOCAL » DANS LA DYNAMIQUE DE PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX AU BURKINA FASO, Diane Hortense NAGNINA **95-105**
10. LA DIPLOMATIE CLASSIQUE À L'ÉPREUVE DES DISCOURS SOUVERAINISTES, Boukary NEBIE **106-126**
11. ANALYSE SEMIO PRAGMATIQUE DU BREVIAIRE DU COLONIALISTE, Yamba Prosper NIKIEMA **127-138**
12. MANIFESTATION DISCURSIVE DE LA DOULEUR CHEZ LE PRÉSIDENT PAUL HENRY SANDAOGO DAMIBA, SUITE AU DRAME DE SEYTENGA EN JUILLET 2022, Angèle OUEDRAOGO **139-148**
13. REGARD SEMIOTIQUE SUR LES PRODUCTIONS ICONIQUES ANONYMES DE L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL (A.E.S.), Valentine PALM/SANOU **149-156**
14. LA THÉORIE DU COMLOT À L'ÉPREUVE DE LA POLÉMIQUE, Djessy Junior Gbagbo ZIDAGO **157-170**
15. ÉTUDE DE L'ORGANISATION PHRASTIQUE DU DITANYÈ : DE L'ITÉRATIVITÉ DES STYLÈMES DE LITTÉRARITÉ SYNTAGMATIQUES, Jeanne TIENDREBEOGO & Célestin ZOUMBARA **171-184**

16. ANALYSE DES EFFETS PERLOCUTOIRES DU DISCOURS ANTI-FRANÇAIS DE
NESTOR PODASSÉ PENDANT LE COUP D'ÉTAT DU 30 SEPTEMBRE 2022 AU
BURKINA FASO, Datoussinmaneba Xavier BELEMTUGRI **185-195**

**Discours et souveraineté nationale en Afrique contemporaine : quels regards
des Sciences du langage ?**

LES MÉCANISMES DE COMMUNICATION POLITIQUE AU SÉNÉGAL ENTRE 2020 ET 2024 : UNE ANALYSE PSYCHO-SOCIO-PRAGMATIQUE DES MUTATIONS MÉDIATIQUES

Ibrahima BA

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

ibrahima107.ba@ucad.edu.sn

Résumé

Dans cet article, nous nous intéressons à la situation politique et médiatique du Sénégal entre 2020 et 2024 marquée par des crises émaillées d'injustices et des manifestations violentes. Ces crises se manifestent dans les discours des sénégalais à travers les réseaux sociaux et les médias classiques qui se plient au gré de leur statut aux exigences des politiques. D'où l'intérêt de se poser la question de savoir si les règles¹ de la communication politique telles que définies par Dominique Wolton (1989 : 39) la réhabilitation de la part discursive et symbolique de la politique, le fonctionnement d'un espace public élargi, d'une extension de la démocratie résistent aux réseaux sociaux et aux médias classiques sénégalais dans ce contexte où la politique a pris en otage l'économie et le social réduisant la distance entre communication politique, propagande et manipulation au nom de la démocratie. Dans ce contexte politique, les réseaux sociaux apparaissent-ils comme arène politique bipolaire libre peu soucieuse de la vérité et de la transparence où les politiques mobilisent les masses? Qu'en est-il de l'impact des intérêts des politiques et de leurs militants sur les attitudes et les performances des médias classiques? Dans cadre psycho-socio-pragmatique nous tenterons de voir les mutations qui participent de la dérégulation de la communication politique au Sénégal.

Mots-clés: communication, politique, médias-classiques, socio-numérique, psycho-socio-pragmatique

Abstract

In this article, we focus on the political and media situation in Senegal between 2020 and 2024, marked by crises punctuated by injustices and violent protests. These crises are reflected in the discourse of Senegalese citizens on social media and traditional media outlets, which bend to the demands of politicians according to their status. Hence the interest in asking whether the rules of political communication as defined by Dominique Wolton (1989: 39) the rehabilitation of the discursive and symbolic part of politics, the functioning of an enlarged public space, and an extension of democracy, hold up against social media and traditional media in Senegal in this context where politics has taken the economy and society hostage, reducing the distance between political communication, propaganda, and manipulation in the name of democracy. In this political context, do social networks appear as a free bipolar political arena with little concern for truthfulness and transparency, where politicians mobilize the masses? What about the impact of the interests of politicians and their activists on the attitudes and performance of traditional media? Within a psycho-socio-pragmatic framework, we will try to examine the changes that contribute to the deregulation of political communication in Senegal.

Keywords: communication, politics, traditional-media, socio-digital, psycho-socio-pragmatic

Introduction

Ces dernières années, le Sénégal considéré comme une vitrine de la démocratie en Afrique a été secoué par une crise politique sans précédent avec ses lots de conséquences, à l'exemple des manifestations, des arrestations et des morts face à un pouvoir répressif et une opposition radicale. L'ambition de « réduire l'opposition à sa plus simple expression »

¹ *Rôles* (chefs, candidats, élus), de *logiques d'action* (gouverner, convaincre, séduire, enrôler) et de *situations* (manifestation du pouvoir, débats politiques, campagnes électorales). (Dominique Wolton)

du président Macky Sall, lors du conseil interministériel décentralisé tenu à Kaffrine au profit d'une majorité discriminante matérialisée par les abus de pouvoir, va accoucher un adversaire farouche, Ousmane Sonko, l'homme aux nouveaux, style politique et canal discursif. Dans ce contexte bouillonnant, les médias classiques et les réseaux sociaux numériques, caisses de résonances de la mise en spectacle de la communication politique, posent la problématique du déplacement de l'espace de la réceptivité du discours politique et de la requalification des fondements de l'information et de la communication politique. La communication politique comme « le processus par lequel le langage et les symboles, employés par les leaders, les médias ou les citoyens, exercent des effets prévus ou imprévus sur les connaissances, les attitudes ou les comportements politiques des individus ou sur les résultats qui portent sur les politiques publiques d'une nation, d'un État ou d'un groupe social » (Perloff 2013 : 30).

Plusieurs écoles ont abordé la thématique de la communication politique. En Allemagne, l'école de Francfort (1930-1940), en France Edgar Morin, Roland Barthes, Georges Friedmann, Robert Escarpit, Jacques Ellul mettent l'accent sur l'enjeu démocratique de la communication politique au détriment de l'hégémonie politique. Cependant entre 1970 et 1990, les ploutocrates vont revenir à l'hégémonie politique. Bourdieu, partant des stéréotypes marxistes, présente les médias comme des « aliénés et dominés par les logiques capitalistes » (Wolton 2008 : 114). Il voit plutôt dans les échanges communicationnels un vecteur potentiel permanent de violence symbolique et d'expression de rapports de pouvoir (Bourdieu 1982). Antonio Gramsci (1978 [1974]), considère que dans ces rapports de pouvoir une domination, d'ordre clairement idéologique, renvoie aux luttes hégémoniques entre idéologie dominante et mouvements contre-hégémoniques. Contrairement aux deux précédents auteurs, Habermas appréhende les « interactions médiatisées par le langage » comme une source d'engagement dans des relations interpersonnelles susceptibles de contribuer au bien commun (Habermas, 1986 [1983] ; 1992 : 139). Morale et communication s'avèreraient indissociables, dans le cadre d'un processus de co-construction permanent.

Nonobstant, Dominique Wolton pense que la critique bourdieusienne est réductionniste d'autant que les acteurs des médias sont sous l'emprise de l'économie et du sociale, mais pas de l'aliénation (2008 : 113). Cette emprise détourne les médias classiques de la communication politique transparente tout en favorisant un nouveau type de communicant politique dans les réseaux sociaux numériques surtout dans le contexte politique du Sénégal. Il se pose dans ce contexte politique une survalorisation des espaces sociaux numériques comme espace d'interaction et de massification et une reconsidération des médias classiques et du statut des journalistes. Pourquoi ce changement de paradigme et d'espace dans la communication politique au Sénégal ? Dans une approche psycho-socio-pragmatique permettant d'analyser le discours politique en tant que idéologie et élément mobilisateurs des citoyens dans son contexte social, culturel et historique nous démontrons et analyserons la pratique puis le déploiement de la communication politique au travers des canaux de transmission tels que Facebook, Twitter, Youtube, Tik tok etc. Nous nous appuyerons sur un corpus large composé de débats, de prise d'opinion de journalistes exclusivement à caractère politique, des vidéos collectés à travers les télévisions privées

TFM, Walf TV, Sen TV, Génération FM et la chaîne publique RTS I et reprises de façon tronquées sur les réseaux sociaux, de commentaires d'internautes et de « likes ». Et dans une démarche qualitative nous présentons les réseaux socio-numériques comme une arène politique bipolaire libre peu soucieuse de la véridiction et de la transparence d'interactions et de mobilisation des masses et l'impact des intérêts des politiques et de leurs militants sur les attitudes journalistiques et les performances des médias classiques.

I. Le déplacement de l'espace de la réceptivité

Internet, objet d'une désintermédiation entre les acteurs des médias et le public, est un grand espace numérique discursif libre confronté à des problèmes de réglementation porteurs de risques de « délinquance informationnelle » (D. Wolton 2008 : 114). C'est la raison pour laquelle, dans un contexte d'usage régulier et d'interaction, les internautes se doivent de surfer sans aucune restriction, une manière de manifester un « sentiment de liberté et de rapidité » (*ibid* : 108). Cependant cette liberté incontrôlée fragilise les lois et les règlements qui normalisent la transmission de l'information. Les réseaux socio-numériques favorisent l'individualisme et la « solitude interactive » alors que les médias classiques (radio, télévision...) vulgarisent l'information collective (*ibid* : 106). Chaque internaute est à la fois concepteur et transmetteur libre d'informations ou d'opinions destinées à des personnes cibles. Ainsi, la production solitaire de discours concurrence « l'altérité conversationnelle directe » du fait de la libéralisation de la prise de parole facteur de dissipation de pulsions émotionnelles et parfois de dissensions sociales. Le pouvoir de prononcer la parole (Bourdieu, 1975), se distingue selon qu'on est politique, influenceur, lanceur d'alerte ou activiste. Le « pouvoir d'écouter » crée des fans, des militants, des suiveurs ou de potentiels consommateurs d'informations. Dans ce réservoir infini d'informations, chacun s'approprié les informations qui riment avec ses besoins et ses attentes.

I.1. Les réseaux socionumériques : un espace de dicibilité et de visibilité

Le Web fait référence à un relativisme ambiant qui englobe vérité et mensonge. L'adversité politique est émaillée de tension, d'opacité et de transparence. Elle implique discrédit, médisance et violence verbale surtout lorsque le jeu démocratique est bafoué par ceux qui dirigent dont le pouvoir est plus orienté vers le musellement de l'opposition à l'image de Macky qui disait réduire l'opposition sénégalaise à sa plus simple expression lors d'une conférence de presse restreinte à Kaffrine.² Mais l'expansion d'internet jusque dans les milieux les plus reculés du pays a participé à la formation de forces opposées au musellement d'un quelconque opposant politique. Les réseaux sociaux, espaces de germination de nouvelles pulsions souverainistes et patriotes échappent à la censure et s'affichent comme des vecteurs de contre-pouvoirs et de contre-discours. Sans oublier que partout en Afrique, la jeunesse se distancie de plus en plus des régimes actuels extravertis au nom d'un appel au panafricanisme et au nationalisme patriotique. En effet, aux bancs des accusés de cette jeunesse se trouve l'impérialisme occidental, les intellectuels africains euro-centriques et les défenseurs de la France-Afrique paternaliste qui achètent leur

² <https://www.seneplus.com>

protection et leur maintien au pouvoir avec les ressources de leurs pays. La jeunesse gardienne actuelle de l'éthique fondée sur la culture locale par exemple « goor ca wax ja » (la dignité est dans la parole donnée) prône actuellement sur les réseaux sociaux la dénonciation des contre valeurs qui constituent un obstacle pour la survie de l'Afrique. Les actes de langage promissifs et engageants non matérialisés provoquent dénégation et disqualification des auteurs sous différentes formes, des discours ad personam et ad hominem via les réseaux sociaux. La promesse de réduire le mandat de sept à cinq ans non tenu a sonné le début d'une discorde entre le Président Macky et la jeunesse. L'instrumentalisation de la justice et de l'administration synonyme d' « un délitement de nos institutions et un traitement injuste des citoyens »³ a comme réponse des discours de révolte, des invectives et des appels à une mobilisation citoyenne à travers les réseaux sociaux numériques.

La justice à deux vitesses est en mode fast track pour les opposants accusés de fautes non commises ou d'actes minimes prétextes pour un isolement des opposants avec la complicité de certains juges et de certains médias. Par exemple, les procès de Karim Wade, de Khalifa Sall pour détournement de deniers publics et Ousmane Sonko accusé de viol sont présentés sur les réseaux sociaux comme des "commandes politiques" de liquidation d'opposants sérieux. Les stratégies discursives contre ces abus du pouvoir sont des discours de méfiance et de rejet du régime et des discours de valorisation de l'ethos des opposants politiques par la reprise et l'émancipation de leur combat et de leur idéologie politique. La radicalité et le discours patriotique de Sonko basés sur la dénonciation de la corruption, l'invite à la transparence dans les actions gouvernementales et la déconstruction du néocolonialisme qui ne cesse d'élargir le fossé entre le peuple et le pouvoir va créer des militants, des fanatiques, des influenceurs et des activistes relayeurs de son combat. Les thèmes qui occupent l'espace médiatique et qui intéressent les citoyens sont la gestion saine et vertueuse, la réduction des dépenses de l'Etat, l'équité des citoyens, la primauté du parti au détriment de la patrie. On assiste d'un autre côté, à la dénonciation de la survalorisation de l'intérêt particulier sur l'intérêt général accompagnée d'une restriction du corps social. La méfiance vis-à-vis de ceux qui gouvernent et la confiance pour les opposants persécutés est aussi une preuve de la prolifération de l'empathie. On note de plus en plus au sein de la majorité juvénile un certain engagement politique fondé sur le patriotisme et le retour aux valeurs cardinales ; d'où le parallélisme entre empathie et ascension politique, entre ethos politique et construction d'une image charismatique fondée sur une approche révolutionnaire et radicale qui associe authenticité, confiance, et véracité comme le pensait Marc Angenot (2013 : 28). En outre, une certaine articulation entre arguments d'expérience, de valeur et arguments d'anticipation. L'anticipation sur les événements et sur les décisions assurent la survalorisation du politique. En effet, étroitement lié à la prémonition, l'anticipation réussie élève celui qui est acteur au rang de visionnaire. Cette survalorisation trouve son fondement dans nos cultures traditionnelles ou religieuses. L'interrelation entre les sources coraniques et les prémonitions donne par exemple à certains leaders politiques un ethos religieux : « Sonko mu selmi », Seydina Ousmane

³ Mardellat, V. (2019). Qu'y a-t-il de mal dans la corruption (en démocratie) : Une approche contractualiste. *Revue française de science politique*, 69, 305-325. <https://doi.org/10.3917/rfsp.692.0089>.

Sonko ». L'éthos est un effet du discours (Maingueneau, 1989). Il se construit dans le processus d'argumentation du locuteur. Pour Patrick Charaudeau « identité sociale et identité discursive fusionnent dans l'éthos (2005 : 89). Ousmane Sonko dans ces discours utilise un référentiel religieux, des versets coraniques ou des récits liturgiques pour illustrer sa vision politique. Ces discours prémonitoires poussent certains de ces militants à le comparer à un saint qui allie temporalité et spiritualité. A l'image des guides confrériques au Sénégal, il y a une sorte d'allégeance qui lie Sonko et ses militants nommés principalement les patriotes. Ses dires sont des « ndigël » c'est des consignes venant de guide et appliquer convenablement quel que soit le prix. Pour preuve entre 2021 et 2023 plus de quatre-vingts trois jeunes ont perdu la vie pour sauver l'idéologie pastéfienne et le guide politique Sonko.

On assiste à un nouvel ordre moral qui confère à la victime en politique un statut sacré, puisqu'elle serait une version laïcisée des martyrs et des saints (G. Erner, 2006). En effet, Sonko dans ces discours se positionne comme un mandataire⁴ du peuple et particulièrement de la jeunesse qui forme plus de 70% de la population sénégalaise⁵ il suscite un effet d'oracle⁶. De plus en plus, on note un surclassement de la jeunesse sur les anciens dans le champ politique ceci s'explique non pas au renoncement au droit d'aînesse, mais à une prise de conscience du rôle qu'elle doit jouer pour sortir l'Afrique de l'emprise impérialiste occidentale grâce aux couloirs libres d'informations, les réseaux sociaux.

I.2. Les stratégies discursives sur les réseaux socionumériques

Les réseaux sociaux configurent des communautés publiques-politiques qui commentent en temps réel, dénoncent et soulignent les hypocrisies politiques, se moquent et raillent (Giaxoglou & Spilioti, ici même ; Schiffman, 2014 ; Sissons & Smith, ici même). Ils constituent un espace de mise en spectacle de projet politique, d'influence et d'incitation. Plusieurs stratégies discursives s'y déploient, parmi lesquelles, nous retiendrons le dicible, le visible et l'esthésie.

Le dicible est l'espace de représentation des échanges entre l'internaute militant et son auditoire. Pour Charaudeau (2009 : 2), toute relation sociale, marquée par des rapports d'influence, se réalise dans le langage à partir du principe d'altérité (il n'y a pas de *Je* sans *Tu*). En effet, par le dicible, les politiques comme Sonko et Ibrahima Traoré du Burkina entre autres, mobilisent la jeunesse, bouclier et relayeuse de la pensée politique panafricaniste. Cette jeunesse comprend des activistes, des influenceurs et des lanceurs d'alerte disséminés à travers le monde, des sympathisants, des patriotes qui s'activent dans la dénonciation du clientélisme, des détournements de deniers publics, de la transhumance

⁴ Bourdieu : le mandataire doit en quelque sorte s'annuler dans le groupe, faire don de sa personne au groupe, réclamer et proclamer,

⁵ Agence nationale de la statistique et de la démographie, Recensement général de la population et de l'habitat rgph 5, 2023.

⁶ L'effet d'oracle est un véritable dédoublement de la personnalité : la personne individuelle, le moi, s'annule au profit d'une personne morale transcendante (« je fais don de ma personne à la France ») (ibid.). L'effet d'oracle, c'est l'exploitation de la transcendance du groupe par rapport à l'individu singulier opérée par un individu qui effectivement est d'une certaine façon le groupe, ne serait-ce que parce que personne ne peut se lever pour dire (ibid.). L'effet d'oracle entraîne la monopolisation de la vérité du groupe. (« La délégation et le fétichisme politique » In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 52-53, juin 1984, p.52)

politique, de l'instrumentalisation des institutions mais aussi du cynisme de la France dans la gestion des conflits et le traitement équitable des candidats dans les élections en Afrique. Cette jeunesse comprend aussi des voix moins autorisées qui s'allient à l'idéologie et au projet politique. En effet, tout discours portant sur "ce qui est agréable, qui les flatte, qui rassure le peuple gagne en attention et en écoute. Le peuple, référent imaginaire, idéal et symbolique sert de principe légitimateur des discours et des actions politiques » Champagne (1990 : 42). La dicibilité est efficace sur les réseaux sociaux mais il l'est plus avec la visibilité.

La visibilité est une autre stratégie employée par les politiques sur les réseaux sociaux. Pour être plus visible sur les réseaux sociaux, certains politiques font le procès de certains médias classiques locaux jugés d'assurer la propagande interne ou externe, le rôle de *divide* et *impera* (« diviser pour régner »). Les médias occidentaux comme TV5, France 24, RFI dans les pays du Sahel et la plupart des médias classiques locaux surtout au Sénégal décrits comme des caisses de résonance de la propagande et de la manipulation gouvernementales (RTS, TFM, Leral TV, 7 TV) se trouvent lynchés ou boycottés par la jeunesse. Par conséquent, ce boycott entraîne le déplacement de la visibilité de la politique patriotique, africaniste et décoloniale des médias classiques aux réseaux sociaux. Selon le rapport « Digital 2021 Sénégal » réalisé par les agences Hootsuite et we are social, les réseaux sociaux ont joué un rôle non négligeable de relais des contestations populaires. Notons que l'algorithme sur Facebook influence et crée un impact sur l'ethos des hommes politiques en privilégiant les contenus très engagés qui captivent, séduisent. Le degré d'influence de ses contenus peut se mesurer par la qualité des commentaires, les likes et les partages. La multiplication des followers contribue au voyage des contenus et à leur visibilité. La stratégie de musellement et complotiste employée par le camp du régime de Macky a fini par transformer les réseaux sociaux en chambres d'écho des contestations et des mobilisations des militants et sympathisants d'Ousmane Sonko. La page Facebook d'Ousmane Sonko dépasse 1 millions de followers. Ousmane Sonko au Sénégal, considéré comme l'homme politique des réseaux sociaux, a su utiliser internet comme espace par excellence de partage de son idéologie politique fondée sur le don de soi et la dénonciation des dérives matérielles et immatérielles du régime de Macky Sall. Face à l'aura de Sonko sur les réseaux sociaux et la détermination de ces militants et collaborateurs à défendre, Macky Sall en le discréditant, s'attaque à son espace numérique de mise en spectacle de son projet politique : « on ne gouverne pas un pays par les réseaux sociaux, le mensonge, la calomnie et les diatribes » fera-t-il observer. Il poursuit en affirmant que « ces candidats qui croient qu'avec les réseaux, les insultes et le mensonge, on peut accéder au pouvoir, se trompent lourdement. Ils n'ont qu'à déchanter. »⁷

Bref, la dicibilité et la visibilité participent de la construction et de la transmission d'une vision politique et idéologique fondée sur des croyances et valeurs partagées qui exercent une action cathartique contre un système obsolète et corrompu. D'autres stratégies comme la victimisation et la résistance sont aussi employées.

⁷ <https://www.seneplus.com/politique/ne-gouverne-pas-un-pays-par-le-mensonge-et-la-calomnie>

1.3. La transgression des règles

Les discours sensationnels, les invectives, les promesses participent au renforcement d'une politique populiste qui harangue les couches sociales défavorisées. Les relations de partenariats discursifs à travers Facebook, Twitter, Instagram, Messenger, WhatsApp... entraînent la création de groupes sociaux, liés par l'amitié, la parenté, l'idéologie ou le parti politique. Celles-ci fonctionnent comme des espaces de représentation des jugements de fait, des jugements de valeur, de l'intercompréhension ou de l'interdépendance (Cf. Ducrot, 1984) les « Sonko boys », « les patriotes », « Doomi daara Pastef », « mafia kacci kacc », « les femmes de Pastef » etc.

Pour Bruno Latour (2002 : 150) : « La tendance est, pas de groupement sans (re)groupement, pas de regroupement sans une parole mobilisatrice ». La jeunesse africaine perçoit les réseaux sociaux comme un espace de concrétisation des convictions politiques et de construction de liens socio-politiques. La conversation sur internet est une nouvelle forme sociale à part entière en même temps qu'une véritable forme politique qui s'est approprié « les pouvoirs démocratiques de vigilance, dénonciation et notation » (Rosanvallon, 2006 : 72-73 ; 75).

L'insulte n'est plus un acte de plaisanterie connu dans les relations de raffermissement des liens claniques ou ethniques, mais de révolte, de désaccord, ou de haine. Les groupes socio-numériques sont des cadres idéologiques où les hommes politiques seraient de moins en moins jugés sur leurs idées, mais plus sur leurs actes. La focalisation sur les actes va à l'encontre du débat d'où la transposition de l'espace public en espace privé qui expose l'homme politique à la tyrannie d'une « communauté destructrice de l'esprit critique » en clair, une « communauté émotionnelle » constituant un groupe dont le discours n'est pas basé sur l'argument mais sur la colère, la rancœur et les invectives. Dominique Wolton considère ces cadres idéologiques comme des stratégies qui construisent les corps et les âmes aux mouvements tout en y donnant aux discours et aux connaissances leur pouvoir de séduction, de captation et de persuasion. Les travaux de la « new science of networks » (Watts 2004) ou de la « Web science » reconnaissent l'importance des cadres idéologiques dans le renforcement des mouvements sociaux car c'est dans ces cadres que les adhésions se multiplient et les actions se concrétisent et se dévoilent un « super leader d'opinion » (Gladwell 2002) sur internet. Pour Jean Philippe Le Comte ces cadres idéologiques se définissent par une :

Action collective, intentionnelle, concertée et orientée vers un but, une participation libre et volontaire et la croyance à une foi commune des acteurs attaché à une cause morale ou un intérêt matériel qu'ils entendent défendre ou promouvoir en agissant ensemble pour exiger un changement ou au contraire s'y opposer, et identifier un adversaire. (2010a : 113)

Ousmane Sonko au Sénégal, considéré comme l'homme politique des réseaux sociaux, a su utiliser internet comme espace par excellence de partage de son idéologie politique fondée sur le don de soi et la dénonciation des dérives matérielles et immatérielles du régime de Macky Sall. C'est dans l'espace des réseaux socionumériques qu'il véhicule plus ses discours d'alerte et de mobilisation et qu'il capte plus de militants, de partisans et de sympathisants.

Photo 1



Source : Pulse, news politique, 31 mars 2022

Notons cependant que la confrontation de cadres idéologiques opposés tue le débat d'idées sur internet au profit d'échanges d'opinions, de tronquage de vidéos présentées ou d'extraits de discours sortis de leurs contextes réels, falsifiés comme cette vidéo non authentique qui crée la polémique autour de l'image et le médium du nouveau Président au Sénégal. A la place de Bassirou Diomaye Faye, nous avons Ousmane Sonko.

La désinformation, la manipulation contraire à la communication politique deviennent une arme de persuasion. On vise plus le suspens, le doute et moins la vérité. Tout est généralement fondé plus sur des émotions et moins sur des arguments. En conséquence, il est difficile de distinguer information et rumeur parce que le vrai et le faux se mêlent et se partagent. Le site d'information Senego met à la une du 7 février 2023 l'ampleur de la manipulation et de la propagande dans l'espace politique sénégalais.

Photo 2



Source : Senego, 7 février 2023

En politique ce n'est pas la force du meilleur argument qui décide de la conduite politique à tenir, mais le pouvoir des rancœurs, des sentiments viscéraux, des métaphores, des images suggestives (Rosa, 2014 : 74). Ainsi le mal de la politique au Sénégal est sa carence morale. En juillet 2022, plusieurs unes des journaux ont été détournées sur les réseaux sociaux comme Twitter et sur Facebook pour tromper les utilisateurs, qui la plupart du temps, partagent tout contenu qu'ils jugent utile.

Les rumeurs se propagent facilement quand elles soutiennent les idées, les croyances et les préjugés (Renard 2015 ; 13). Elles posent la question des changements de postures énonciatives sur internet. Les énonciateurs premiers parfois des leaders d'opinion dans les cadres idéologiques, les hommes politiques, les activistes, les influenceurs cherchent à « faire voir », à « faire entendre », et à « faire croire » aux membres du cadre. Les persuadés procèdent au « faire dire » et au « faire agir », ils se transforment en partageur

de contenus qui parfois peuvent être faux ou créer par intelligence artificielle. Le « faire dire » marque un changement de situation par lequel les persuadés deviennent des énonciateurs seconds relayeurs des discours, ou de supports. En relayant le discours de l'énonciateur premier, les persuadés ou les non persuadés le motivent par un commentaire appréciatif ou dépréciatif.

Photo 3



Source : poste Facebook, commentaire

Le partage d'une information ne signifie pas toujours une adhésion à l'opinion d'autrui. Il peut marquer une réfutation, un discrédit, l'ironie ou «la réparation de l'image de soi» (Benoît 2015). Un texte, un audio ou une vidéo partagée peut être un « retravail de l'ethos » (Amossy 2010 : 24) ou un acte d'« auto-défense et d'auto-promotion » (Amossy et al. 2018 :118).

2. Communication politique et dérives médiatiques

La multiplication des dérives dans le secteur de l'information et de la communication interpelle les acteurs politiques, les journalistes et l'opinion publique. La communication politique est « l'espace où s'échangent les discours des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages » (Dominique Wolton, 1989 : 39).

Le discours journalistique obéit à une visée d'information celle du « faire savoir », et non du « faire faire » (Charaudeau 2005 : 57). L'énonciateur-journaliste en tant que communicant vise à « faire savoir » puis à « faire penser ». Lorsqu'il cherche à influencer, à «faire-faire» le public pour le compte d'un parti pris, il n'est pas loin de la corruption car sa mission dans le jeu politique et démocratique est d'informer de façon juste, fiable et objective. Il ne doit pas privilégier son opinion, amplifier, falsifier ou minimiser l'information. L'influence qu'il exerce sur l'opinion publique, sur la vie politique, sociale, culturelle, économique, lui donne-t-il le pouvoir de « faire faire ?» (Charaudeau, 2006).

2.1. Parti pris et clientélisme dans les médias classiques

Depuis mars 2021, la bipolarisation de l'espace politique sénégalais a eu une répercussion négative sur la qualité du discours à travers les médias classiques. La dialectique est concurrencée par la pensée unique. En effet, la bipolarisation de l'espace politique s'étend à l'espace médiatique. On note un parti pris flagrant des médias qui défendent la communication du pouvoir et d'autres qui prônent un discours qui mobilise les masses pour le compte de l'opposition et des gouvernants. Cette situation a un impact sur la transparence de l'information et sur « l'idéal démocratique du dialogue et de

l'échange" (Delporte, 2007 : 459). En effet, le débat porte plus sur les faits et non pas exactement sur la réalité des faits d'où la pollution de l'espace médiatique sénégalais. Comme nous l'avons déjà souligné, il est difficile de distinguer le faux du vrai dans ce contexte de nuisance, de rumeur, de violence verbale et de lynchage des journalistes non conformistes. Informer objectivement et impartialement devient une exception car le règne de la pensée unique pousse certains journalistes à prendre position librement ou involontairement. Ceux qui le font librement manifestent leur orientation politique ou idéologique dans cet espace bipolaire marqué par la présence d'un régime répressif et d'une opposition radicale construite autour de PASTEF d'Ousmane Sonko et de la Coalition Yewwi Askan wi où la neutralité devient un véritable tabou. Les journalistes qui prennent parti involontairement ou qui restent dans le silence subissent la peur d'être lynchés. Comme le note David Taras (1999: I) on est arrivé à un stade où les consommateurs sont trahis par les politiques, les propriétaires des médias et les journalistes coupables d'avoir mis ego, vanité et profits au-dessus des intérêts du public (Ibid.: 222). Le clientélisme médiatique découle en partie de la pression fiscale qui représente une arme de chantage et de musellement des médias. Les médias très proches du pouvoir subissent moins la pression de l'Etat lorsqu'ils acceptent de jouer le rôle de caisses de résonance des intérêts du pouvoir au péril de leur impartialité. Ceux qui informent sans parti pris, exigeant sont parfois victimes de leur transparence car les intérêts opposés entre média et pouvoir ne laissent pas libre l'institution médiatique et le journaliste. L'arme utilisée par l'Etat pour faire taire les médias à cheval sur les règles c'est en fait la coupure du signal de transmission, le refus de la restriction de la subvention accordée aux médias publics et privés mais également le retrait des exonérations fiscales. Ce dernier est parfois pris en étau par ces deux forces qui jouent sur le respect de la déontologie ou de l'éthique, principe incontournable dans ce secteur. L'industrie médiatique lorsqu'elle joue la proximité avec le pouvoir pour son propre intérêt au détriment de l'intérêt général impose au journaliste une ligne de conduite unidirectionnelle plus laudateur que critique à l'image du griot moderne dont la principale mission est de parfaire l'ethos de l'être individuel ou collectif, sur lequel il se focalise sans négliger pour autant le pathos et le logos, pour des largesses. Les pots-de-vin éloignent le journaliste des principes intrinsèques de la profession. Les conséquences de cette mutation des entreprises de communication sur le journaliste c'est l'exercice:

(...) d'une constante pression sur leurs propres collaborateurs afin qu'ils n'adoptent pas des positions contraires aux intérêts de la maison. Il s'agit d'une menace majeure et qui ne va cesser de s'amplifier, à mesure que les médias se transformeront toujours en groupes industriels. Plus que jamais, les organes d'information évitent de franchir des limites au-delà desquelles leurs intérêts économiques seraient en jeu. (De Tarlé, 2004 : 172)

D'autre part, la concurrence due à une floraison des médias et l'inclination politique de leurs propriétaires créent des sujets institutionnels divers aux intérêts divergents qui impactent négativement sur la transmission de l'actualité surtout politique, économique et sociale. Le champ journalistique dispose de fort peu d'autonomie ; il est l'un de ceux qui oppose le moins de résistance aux forces extérieures et aux contraintes économiques, étant soumis à la sanction du marché, du plébiscite, de l'«audimat » (Bourdieu, 1996a : 52 ; 1996b: 83).

La corruption médiatique entraîne le détournement de l'information du fait de la visée propagandiste qui suscite une ambiance politique émotionnelle marquée par la floraison des discours brutaux incluant des attaques ad hominem, ad personam et d'incompétence. On se détourne des affaires publiques pour se focaliser sur l'accessoire.

Pour Jean-Fabien Spitz :

Les vrais problèmes ne sont plus débattus, la politique tourne exclusivement autour des vices des hommes publics au détriment de leurs qualités d'hommes d'État, la vie publique revêt un tour moralisateur déplaisant, la politique subit une désaffection croissante et enfin, last but not least, le gouvernement des juges tend, par une dangereuse dérive, à remplacer les gouvernements démocratiquement élus (2003 : 42).

La parole vraie n'est pas l'objet attendu mais tout ce qui peut valoriser, accuser, caricaturer ou dénoncer sur les plateaux radios et télévisions.

2.1. La posture journalistique

La règle veut que le journaliste informe objectivement, alerte et se réserve du droit individuel de son opinion. Mais tel n'est pas toujours le cas pour certains journalistes qui s'adjugent le droit d'un parti pris. En effet, la transparence qui donne légitimité au journaliste s'oppose à une quelconque vision naturaliste (« l'actualité s'impose aux journalistes »), ou plutôt constructiviste qui « fait émerger arbitrairement des faits qui n'existeraient pas sans son intervention ». (Molénat, 2008 : 49)]. Le parti pris journalistique est dangereux lorsqu'il incite à la haine ou à la mobilisation violente comme cela est constaté dans ces propos d'un journaliste (Cheikh Yérim Seck)⁸: « Ma conviction est que l'affaire Ousmane Sonko, il faut la régler selon la loi. Qu'on tue 90% des sénégalais et que 10% restent en vie, c'est ça ma conviction. La loi est dure mais c'est la loi (...) ». Dans ces propos résonne la voix passionnée d'un journaliste dans une affaire de complot dont nul n'ignore la posture peu catholique de la justice sénégalaise. Outre la place importante du complot dans cette affaire civile transformée en une affaire d'État pour discréditer ou isoler un homme politique qui dérange « la théorie de la communication, les journalistes, les commentateurs autorisés ou chroniqueurs veillent, pour le meilleur et pour le pire, à ce que certaines idées ne se diffusent pas facilement dans l'espace public » (Bronner 2015). L'impartialité du journaliste se manifeste dans son temps de parole, dans ses prises de positions politiques ou idéologiques.

Malgré la rigueur parfois de la loi, la délimitation des frontières entre journalisme et activisme se pose du fait de la posture de certains plus militants que journalistes. Certes la communication politique s'associe aux règles d'éthique et de déontologie mais de plus en plus certains journalistes s'activent publiquement en politique et s'adjugent le droit de s'investir dans la gestion de la cité mais parfois avec un parti-pris flagrant. Sa capacité à influencer les masses l'éloigne parfois des limites de l'objectivité. Entre 2022 et 2024, il est difficile de situer certains journalistes comme Pape Alé Niang le directeur du site d'information Dakar matin. En effet, on note chez ce journaliste un penchant politique et idéologique flagrant dans sa démarche en faveur du parti PASTEF d'Ousmane Sonko. Même si on lui reconnaît l'option de journaliste d'investigation, son activisme fondé sur la

⁸Cheikh Yérim Seck, émission Faram Face, TFM, 2 juin 2023.

dénonciation des scandales du régime de Macky, la publication de rapport relevant du secret défense, le place dans une posture qui s'écarte de la transparence pour manifester une certaine opacité dans l'action. Selon le Ministre de la justice Ismaïla Madior Fall : « Pape Alé Alé Niang n'a pas été arrêté en tant que journaliste mais en tant que influenceur (Journal Xalima news 11 mai 2023). Il faut reconnaître cependant que ce même journaliste avait soutenu Macky Sall contre Wade en 2012. D'après Alexandre Soljenitsyne : « La presse a le pouvoir de contrefaire l'opinion publique, et aussi celui de la pervertir ». A cet égard, lorsqu'elle est bâtie sur une investigation et un discours subjectif, la question de la neutralité et de la conscience professionnelle se pose d'où parfois la confrontation entre justice et journaliste. En réalité, la dégradation de la posture journalistique est à rechercher dans le discours partisan qui impacte négativement dans la perception que le citoyen sénégalais a vis-à-vis du journaliste. Dans les conversations quotidiennes la parole du journaliste est semblable à celle du politique, elle est dévalorisée. Le mot valise « doulnaliste » (« journaliste menteur ») formé du mot wolof « doul » qui signifie menteur et du mot français journalistique sert à requalifier le comportement de certains journalistes qui ne sont plus des diseurs de vérité mais des « vendeurs » de l'espace rédactionnel au mieux-offrant.

Conclusion

Le politique est « un champ social de contradictions d'intérêts (réels ou imaginaires, matériels ou symboliques), mais aussi de convergences et d'agrégations partielles, régulé par un pouvoir disposant du monopole de la coercition légitime » (Braud, 1990 : 1). La politique a fortement évolué avec les réseaux sociaux numériques et les médias classiques. Ces canaux de transmission de l'information sont saisis par les politiques pour une large diffusion de leur projet et une meilleure construction de leur ethos politique. Des hommes n'ont pas manqué de profiter de ces espaces pour déconstruire les ambitions politiques du pouvoir et construire un projet politique en phase avec les aspirations de la jeunesse. En effet, les réseaux sociaux apparaissent dans notre travail comme un lieu de rencontre et de partage d'un projet politique et d'une vision idéologique d'où le déplacement de l'espace de la dicibilité et de la visibilité, par la dénonciation de toutes les formes de corruption et de distanciation morale.

Quant aux médias classiques, ils sont concurrencés par les réseaux socionumériques. Malgré tout, ils constituent des espaces de propagande et de manipulation ou d'affirmation d'idéologie politique. Ils représentent de plus des lieux de transgression des règles journalistiques parfois au profit d'une subjectivité de la pensée orientée vers la valorisation d'une vision politique ou de la défense des intérêts de l'entreprise médiatique inséparable de l'idéologie du propriétaire. Tous ces éléments participent de la pauvreté du débat et de la distanciation de la communication politique telle que définie par Dominique Wolton : « La communication politique est un espace d'échange des discours de trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique » (1989 : 39). Cette étude annonce le pouvoir des réseaux sociaux à créer un monstre politique comme Ousmane Sonko qui a su poser les fondements de regroupements sociaux capable de se mobiliser en

temps et en lieu pour défendre son projet en violant parfois les piliers de la cohésion et d'une altérité saine entre pouvoir et opposition. Outre cela, elle exhibe les tares de la profession journalistique dans un contexte où la pression politique et économique oblige certains à nourrir la manipulation et la propagande qui sont des dérives de la communication politique (Dacheux, 2004 : 30) au gré de leur conscience professionnelle. Il serait intéressant de chercher à comprendre comment le populisme vu les failles de la démocratie profitent des réseaux sociaux numériques pour venir à bout des démocraties.

Références bibliographiques

- Amossy R. 2010. La Présentation de soi. Ethos et identité verbale, Paris : PUF.
- Amossy, R. 2018. Introduction. Analyser la réparation d'image dans le discours électoral: bilan et perspectives .,
- Bonnafous S, P Ch, Dominique D, Carlos L. (dir.) . 2003. Actes du colloque international de Cerisy-la-Salle, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Bourdieu P. 1975. Le langage autorisé : notes sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel.
- Bourdieu, P. 1977. Questions de politique, dans Actes de la recherche en sciences sociales. Éditions Sciences Humaines
- Braud, Ph. 1990 1982. La Science politique, Paris, Presses universitaires de France.
- Bronner, G. 2015. Pourquoi les théories du complot se portent-elles si bien ? L'exemple de Charlie Hebdo, Éditions Presses Universitaires de France.
- Charaudeau, P. 2006. Discours journalistique et positionnements énonciatifs.
- Charaudeau, P. 2005, Le discours politique. Les masques du pouvoir. Paris, Vuibert.
- Dacheux, E. 2004. L'impossible défi. La politique de communication de l'Union Européenne. Paris : CNRS Éditions.
- Delporte Ch., 2007, La France dans les yeux. Une histoire de la communication politique de 1930 à nos jours, Paris : Flammarion.
- De Tarlé, A. 2004. Mensonges ou manipulations?, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Garapon A. et Salas D. 2006. Les Nouvelles Sorcières de Salem, Leçons d'Outreau. Paris : Seuil.
- Gaxie, D. 1978. Le sens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique, Paris, Seuil.
- Manga, M.-L. 2021. Gouvernance et luttes d'influences politiques au Sénégal: (1960-2000) Hermann.
- Molénat, X. 2008. Les médias nous trompent-ils ?.
- Offerlé Michel. 1994. Sociologie des groupes d'intérêt, Paris, dans Michel OFFERLÉ,
- Renard J-B. 2015. Les causes de l'adhésion aux théories du complot.
- Rosanvallon P. 2006. La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance. Paris : Seuil.
- Soljenitsyne Alexandre, 2022 [2014], Le destin du courage, Livre Broché
- Spitz, J-F. 2003. Corruption, dans Philippe Raynaud, Stéphane Rials (dir.), Paris, PUF

- Taras, David. 1999. *Power and Betrayal in the Canadian Media*, Peterborough, Broadview Press.
- Thiam, M. 2021. 2. «Approche éthique de la violence politique. Les fondements de la violence politique»
- Wolton D., 1989, *La communication politique. Construction d'un modèle*,
- Wolton, D., 1999. *Internet et Après? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris : Édition, Flammarion.
- DE Visscher, H. 2015. *Serions-nous les chiens de Pavlov?*

DISCOURS DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DU BURKINA : INSTANCES ÉNONCIATIVES ET LEXIQUE DE DISCRÉDITATION

Hamidou BELEM

Université Yembila Abdoulaye TOGUYENI

belem.hamid@gmail.com

Résumé

Le présent article analyse les stratégies discursives des discours d'une centrale syndicale burkinabè, à savoir la Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B). Il s'intéresse à la problématique de la contribution du discours à l'aboutissement de la lutte syndicale. L'analyse s'est basée sur une dizaine de discours pour apprécier leurs incidences sociodiscursives sur les actants de l'énonciation. Elle s'est évertuée à montrer comment le discours sert de moyen pour discréditer les adversaires de la CGT-B. Comme stratégies, la CGT-B associe un lexique axiologiquement négatif à ses adversaires que sont les autorités politico-administratives ou les représentants du patronat. Ainsi, l'image des adversaires se voit collée au mensonge, à la répression, au non-respect des textes et à une mauvaise moralité. En somme, ce type de lexique récurrent ternit l'image des adversaires et jette un discrédit sur eux. De la sorte, ils paraissent moins crédibles, ce qui légitime la CGT-B et ses revendications auprès de l'opinion publique.

Mots-clés : actants de l'énonciation, discours, lexique, discréditation, CGT-B.

Abstract

This article analyzes the discursive strategies of the speeches of a burkinabè trade union center, namely the General Confederation of Labor of Burkina (CGT-B). He is interested in the problem of the contribution of discourse to the success of the union struggle. The analysis was based on around ten speeches to assess their socio-discursive impacts on the actors of the enunciation. She strived to show how the speech serves as a means to discredit the adversaries of the CGT-B. As strategies, the CGT-B associates an axiologically negative lexicon with its adversaries who are the political-administrative authorities or representatives of employers. Thus, the image of the adversaries is stuck to lies, repression, non-compliance with texts and bad morality. In short, this type of recurring lexicon tarnishes the image of adversaries and discredits them. In this way, they appear less credible, which legitimizes the CGT-B and its demands among public opinion.

Keywords: actors of the enunciation, speech, lexicon, discredit, CGT-B.

Introduction

Dans le monde du travail, les organisations syndicales des travailleurs sont des institutions dont le rôle principal est la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Ainsi, elles remplissent plusieurs fonctions dont celle revendicative. Pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des militants, les syndicats sont amenés à élaborer des plateformes revendicatives qui synthétisent les préoccupations des travailleurs à un moment donné. Ces préoccupations sont transmises à l'employeur en vue de leur satisfaction. En l'absence de satisfaction, des actions peuvent être entreprises à l'effet d'amener l'employeur à donner une suite favorable auxdites préoccupations. Ceci étant, la lutte syndicale consistera donc à répertorier les valeurs à défendre dans un premier temps. Par la suite, elle s'attellera à mobiliser les militants, les alliés et les sympathisants et à leur donner les compétences nécessaires en vue d'une action pour la satisfaction de la plateforme

revendicative. Aussi, elle définira les actants contre qui ou vers qui les actions seront menées, toute chose qui configure le champ du combat syndical.

À l'instar des actions concrètes telles que les grèves, les sit-in, les marches-meetings, etc., les discours des syndicats sont l'expression de la lutte syndicale. Ainsi, se trouve posée la problématique de la contribution du discours syndical à la satisfaction des revendications des organisations syndicales. La question principale de notre réflexion est la suivante : comment les discours syndicaux contribuent-ils à la satisfaction des revendications des organisations syndicales ? L'objectif de la présente analyse est d'identifier les aspects du discours qui contribuent à discréditer l'adversaire de la lutte syndicale. Comme hypothèse, nous estimons que les discours syndicaux seraient des moyens pour discréditer les adversaires, ce qui participe à la réussite du combat engagé.

Pour mener cette réflexion, nous porterons notre analyse sur des discours de la Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B), une centrale syndicale du Burkina Faso. Nous leur appliquerons une grille d'analyse qui est celle de la sémiopragmatique. Ainsi, nous décortiquerons les discours à travers leurs instances énonciatives pour en déceler les actants et apprécier surtout l'influence du pouvoir des mots sur certains énonciateurs du discours. Pour y parvenir, nous allons d'abord présenter le cadre théorique et méthodologique de travail. Ensuite, nous analyserons les discours au prisme de la grille théorique présentée.

I. Cadre théorique et méthodologique

Dans ce point, nous présenterons d'une part la notion d'énonciation et ses actants et d'autre part les discours à analyser ainsi que leur mode de collecte et de traitement.

I.1 Énonciation et actants de l'énonciation

La question de l'énonciation occupe une place primordiale dans l'analyse des objets signifiants, quelle que soit leur nature. Considérer la dimension énonciative permet de comprendre les mécanismes de fonctionnement du discours et le rôle de chaque actant, toute chose qui contribue à appréhender davantage le sens. Dans les sciences du langage, le concept d'énonciation a commencé à émerger surtout avec la parution en 1966 de l'ouvrage historique de É. Benveniste intitulé *Problèmes de linguistique générale*. Pour É. Benveniste (1974, p. 80), l'énonciation « est cette mise en fonctionnement de la langue par un acte individuel d'utilisation ». Par la suite et suivant les auteurs, la notion a connu plusieurs acceptions. Nous considérerons seulement les plus opérantes pour les besoins de notre réflexion. Selon Y. Dakouo (2011, pp. 19-20),

...en tant qu'instance présupposée, l'énonciation est une frontière, étant à la fois dans le texte et hors du texte. En effet, bien que ne relevant pas du texte, elle rend possible son existence ; et cependant, elle n'est pas totalement absente du texte puisqu'il y laisse des « traces » repérables.

Par ailleurs, il faut distinguer l'énonciation de l'énoncé. O. Ducrot (1980, p. 29) définit l'énonciation comme « le fait même que l'énoncé ait été produit, l'événement historique constitué par son apparition ». En d'autres termes, l'énonciation est l'acte qui donne naissance à l'énoncé, c'est-à-dire le texte réalisé. L'énoncé est, quant à lui, la

résultante de l'énonciation. Il peut être une phrase, un texte, un discours, etc. Pour résumer, considérons cette affirmation de J. Dubois et *al.* (2002, p. 180) :

L'énonciation est l'acte individuel de production, dans un contexte déterminé, ayant pour résultat un énoncé ; les deux termes s'opposent comme la fabrication s'oppose à l'objet fabriqué. L'énonciation est l'acte individuel d'utilisation de la langue, alors que l'énoncé est le résultat de cet acte, c'est l'acte de création du sujet parlant devenu alors ego ou sujet d'énonciation.

S'intéresser à l'énonciation dans cette analyse consistera à identifier ses actants et à chercher les interactions explicites et implicites entre eux. J. Courtés (1991) dénombre trois actants de l'énonciation que sont : l'énonciateur, l'énonciataire et l'objet. Ces actants ne sont pas directement observables dans le discours ; ils occupent en arrière-plan une position à partir de laquelle ils interagissent. Dans un discours vu sous l'angle de l'énonciation, l'énonciateur est la source du sens qui tente d'influencer l'énonciataire. Ce sens-là est ce dont il est question et représente l'objet. En définitive, l'énonciateur s'avère être un sujet de manipulation au sens sémiotique du terme. Cette manipulation peut être positive (faire savoir) et / ou négative (faire ne pas savoir) et son objectif est rappelé par J. Courtés (2010, p. 13) en ces termes :

Pour le moment, seulement retenons que la manipulation énonciative a pour but premier de faire adhérer l'énonciataire à la manière de voir, au point de vue de l'énonciateur : dans tous les cas, qu'il s'agisse par exemple d'image (une séquence filmée) ou de mots (avec un livre par exemple), c'est du /faire croire/ qu'il est question.

Il convient de souligner que D. Maingueneau (1996) fait une distinction entre la situation d'énonciation et la situation de locution. À l'en croire, la situation de locution implique les actants comme le locuteur, l'allocutaire et le délocuté qui sont tous dans l'énoncé ; ils sont plus ou moins assimilables respectivement aux trois actants de l'énonciation que sont l'énonciateur, l'énonciataire et l'objet ; ce dernier est appelé non personne par É. Benveniste (1974). A. Rabatel s'inscrit dans cette logique d'où cette assertion : « Je distingue le locuteur, à l'origine de l'actualisation des énoncés, de l'énonciateur, qui adopte telle ou telle position énonciative, à laquelle co-réfère un PDV⁹, dans une prédication » (A. Rabatel, 2017, pp 4-5).

En tout état de cause, les instances énonciatives mettent en exergue la dimension sociale du discours. Elles sont une sorte de médiation - d'ailleurs inhérente et nécessaire - entre le contexte et l'énoncé. Leur analyse permet de déceler les intentions de l'énonciateur et ses stratégies de manipulation à l'égard de l'énonciataire.

I.2 Cadre méthodologique

La CGT-B, créée en 1988, fait partie des six centrales syndicales du Burkina Faso. Elle regroupe en 2023 deux fédérations syndicales, neuf syndicats nationaux professionnels, quatre coordinations nationales de comités CGT-B et soixante-dix syndicats d'entreprises (H. Belem, 2023). Sa ligne syndicale est le syndicalisme révolutionnaire de lutte des classes. Pour les besoins de la présente réflexion, nous avons considéré neuf (9) discours composés de déclarations, d'interviews et d'articles qui ont été

⁹ PDV : sigle de point de vue.

produits entre 2015 et 2021. Nous appelons déclarations, les textes rédigés et signés au nom de la CGT-B et portés à la connaissance des militants, des autorités, de l'opinion publique, etc. Les interviews sont, quant à elles, des échanges entre un journaliste et une personne sur un ou des sujets précis. Ces échanges se font à partir des questions posées par le journaliste auxquelles l'interviewé donne des réponses. Quant aux articles, ils sont rédigés par des responsables de la CGT-B et traduisent la vision de la centrale syndicale. Ces responsables analysent des faits et donnent la position de la CGT-B. Étant donné que ces articles sont validés par la CGT-B et que leurs contenus sont assumés par elle, nous les avons pris comme des discours de la CGT-B vu que « Le terme de discours désigne aussi un ensemble d'énoncés de dimension variable produits à partir d'une position sociale ou idéologique...¹⁰ ». En somme, ces discours sont adressés aux énonciataires de la communication de la CGT-B qui sont : les militants et sympathisants de la CGT-B d'une part et les adversaires constitués principalement des autorités politico-administratives et du patronat, d'autre part.

Le choix de ces neuf discours se justifie par le fait que leur ton est assez frappant. Ils ont une caractéristique commune : la discréditation des autorités politico-administratives et du patronat qui sont les partenaires sociaux de la CGT-B. Le tableau suivant fait le récapitulatif des discours retenus dans le cadre de notre analyse :

Tableau I : type et nombre de discours analysés

Types de discours	Signataire	Source
Déclarations	Bassolma Bazié, Secrétaire général (SG) / CGT-B	http://lefaso.net/spip.php?article70415 , 1 ^{er} avril 2016
	Bassolma Bazié, SG / CGT-B	http://www.fasoamazone.net , 5 avril 2018
	Norbert OUANGRÉ, SG adjoint / CGT-B	http://www.fasozine.com , 11 septembre 2020
	Bassolma Bazié, SG / CGT-B	http://www.lefaso.net , 2 juin 2021
	Bassolma Bazié, SG / CGT-B	Le Travail n° 70, août 2018, p. 17-19
Articles	CGT-B	Le Travail n°63, décembre 2015, p. 2
	CGT-B	Le Travail n° 75, septembre 2020, pp. 5-9
Interviews	Accordée à Bassolma Bazié, SG / CGT-B	https://www.lefaso.net , 16 octobre 2016
	Accordée à Bassolma Bazié, SG / CGT-B	Le Quotidien n° 2851, 1 ^{er} février 2021, pp. 8-9

Source : conçu par nous-même

Après avoir recensé ces discours, nous les avons lus et avons identifié les traits discursifs qui discréditent les adversaires de la CGT-B.

2. Les actants de l'énonciation dans les discours de la CGT-B

Comme nous l'avons vu dans le cadre théorique, les actants de l'énonciation sont : l'énonciateur, l'énonciataire et l'objet. En considérant les discours de la CGT-B, l'on

¹⁰ Voir Alpha Ousmane Barry, « Les bases théoriques en analyse du discours » disponible sur <http://www.infoamerica.org>, consulté le 17 août 2024.

distingue ces trois actants. Au regard des visées et de l'objet de la communication de la CGT-B, l'on s'aperçoit qu'elle s'adresse principalement à deux grandes catégories de cibles : les actants qui la soutiennent dans son combat et les actants qui s'y opposent. Les actants qui la soutiennent sont les militants, les sympathisants, les travailleurs, les couches vulnérables, etc. Les actants qui s'opposent à elle sont les représentants du patronat ainsi que les autorités politico-administratives. Nous appellerons actants adjuvants ceux qui la soutiennent et actants opposants ceux contre qui le combat de la CGT-B est mené. Ainsi, l'actant CGT-B¹¹ est l'énonciateur dans la mesure où c'est elle qui est la source des discours. Elle élabore le contenu de ses discours et prend l'initiative de s'adresser à des cibles identifiées au préalable. Sa visée est d'influencer les actants adjuvants et les actants opposants dans un sens qu'elle aurait souhaité. Elle tente de les manipuler suivant les objectifs et les stratégies de la lutte syndicale.

Dans les discours analysés, les énonciateurs sont les actants adjuvants et les actants opposants. Les stratégies de manipulation ne sont pas les mêmes vu que les deux catégories d'énonciateurs n'ont pas les mêmes statuts. Les adjuvants sont les bénéficiaires de l'objet de la lutte de la CGT-B ; dans cette perspective, ils ont intérêt à ce que la lutte aboutisse. Par ailleurs, ils sont plus ou moins prédisposés à adhérer au discours de la CGT-B. Par contre, les actants opposants, quant à eux, ont une posture toute autre. Ils font obstacle à l'aboutissement de la lutte étant donné qu'ils sont l'un des protagonistes de la lutte syndicale. Aussi, leur opposition à la quête de la CGT-B est plus ou moins connue et assumée.

Ceci étant, la CGT-B tend à tenir un discours valorisant à l'endroit des adjuvants à travers les félicitations, les remerciements et les encouragements (H. Belem, 2023) ; en revanche, le discours sera plus discréditant à l'égard des opposants avec l'usage d'un lexique dépréciant. Cette attitude de la CGT-B s'inscrit dans la logique de U. Windisch (1987, p. 18) qui affirme : « Le langage, le fait de parler, peut en effet, servir à autre chose qu'à communiquer au sens strict. La prise de parole peut servir à lutter, à combattre, à vaincre, à résister, à se révolter ».

L'objet, en tant qu'actant, dans les discours de la CGT-B est la justification du bien-fondé des préoccupations présentées sous forme de plateformes revendicatives. C'est la raison pour laquelle elle s'évertue à faire recours à toutes les formes d'argumentation pour convaincre ou persuader ses cibles. À présent, nous allons relever les aspects lexicosémantiques qui discréditent les actants qui s'opposent à la lutte de la CGT-B. Pour ce faire, nous opterons pour une méthode qualitative en ce sens que nous considérons la valeur sémantique du lexique analysé.

3. Le lexique de discréditation

Avant de voir les différentes stratégies utilisées pour discréditer les énonciateurs qui s'opposent à la lutte de la CGT-B, il convient de s'accorder sur la notion de discréditation. Selon le dictionnaire *Le Robert*¹², « discréditer » signifie : Diminuer fortement la valeur,

¹¹ Vu le statut de personne morale de la CGT-B, il va de soi qu'elle se fasse représenter par une personne physique. C'est ainsi que chaque discours est signé par un représentant bien connu.

¹² <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/discréditer>.

le crédit de quelque chose ou porter atteinte à la réputation de quelqu'un. Ses synonymes sont : avilir, compromettre, déconsidérer, décrier, dénigrer, déprécier, déshonorer, desservir, dévaloriser, dévaluer, diffamer, diminuer, disqualifier, faire du tort, nuire, porter préjudice à, traîner dans la boue.

Au regard de ce qui précède, les stratégies de discréditation regroupe tous les procédés discursifs identifiables dans les discours de la CGT-B qui portent atteinte à la crédibilité d'un actant. Ces stratégies servent à « ... détruire auprès du public-témoin l'image méliorative que les adversaires ont réussi à donner d'eux-mêmes » (U. Windisch, 1987, p. 104). L'analyse des neuf discours montre que la CGT-B fait recours à un lexique qui dévalorise les actants opposants. Ce lexique est associé à l'image des énonciateurs opposants et constitue des contre-valeurs qui ont trait au mensonge, à la violation des textes, à la répression et à la mauvaise moralité.

3.1 Le lexique du mensonge

Cette contre-valeur met en cause l'honnêteté, l'éthique, la probité, etc. des actants opposants et permet à la CGT-B de ternir l'image de ses adversaires. Le lexique se rapportant au mensonge agit sur l'image des énonciateurs en question. Considérons les deux extraits suivants :

Extrait 1 :

Il faut ajouter que dans **sa communication mensongère**¹³, le pouvoir utilise l'argument selon lequel le pays est pauvre, il manque de ressources, par conséquent il faudrait que chacun serre la ceinture et que chacun fasse preuve de patriotisme, que chacun se sacrifie au nom de la patrie. Cet argument de manque de richesse est **infondé. Duperie !** Rien que de la **duperie !** Rien que¹⁴ ! (CGT-B, in *Le Travail* n° 75, septembre 2020).

Extrait 2 :

Je prends un deuxième exemple, la question des cimenteries, nous avons rencontré également le ministre de la fonction publique pour dire qu'il y a des protestations dans la région des Hauts-Bassins parce que les cimenteries là où elles sont implantées sont sur des zones sensibles. On n'est pas contre la présence des cimenteries à Bobo-Dioulasso, mais il faut les déplacer. Ils ont dit qu'il n'y a pas de problème mais en fait les populations se plaignaient pour des questions de poussières. Nous avons été mis devant les faits accomplis que ce n'était pas du tout ça. D'autant qu'il y a des directeurs régionaux qui ont écrit pour indiquer au gouvernement que les cimenteries n'étaient pas à bonne place. Et là aussi, c'est **une contre-vérité** qu'on nous a apportée (Bassolma Bazié, <https://www.lefaso.net>, 16 octobre 2016).

À partir de ces deux extraits, nous percevons la volonté de la CGT-B de discréditer les actants opposants. En effet, elle qualifie les énonciateurs « pouvoir » et « gouvernement » d'acteurs qui flirtent avec le mensonge. Avec les mots ou expressions « communication mensongère », « infondé », « duperie », « contre-vérité », l'attitude blâmable du gouvernement est décriée étant donné que le mensonge est une contre-valeur rejetée, surtout dans le monde syndical. De surcroît, lorsque l'on incarne une autorité, il vous est interdit de dire des choses qui relèvent du mensonge. Pourtant, dans ces passages, le « gouvernement » ou le « pouvoir » qui incarne l'autorité est accusé de recourir à des

¹³ Les gras sont mis pour les lexiques qui servent à discréditer.

¹⁴ Tous les extraits cités dans cet article ont été repris tels quels. Les erreurs de construction ou fautes observées proviennent des sources.

manœuvres mensongères. Dans le premier extrait, il lui est reproché une communication mettant en avant le mensonge pour justifier sa politique qui demande aux citoyens de faire un effort patriotique vu que le pays a des ressources limitées. La CGT-B charge aussi le gouvernement en qualifiant de contre-vérité certains de ses propos. Dans le deuxième extrait, elle affirme clairement que le gouvernement a tenu des contre-vérités au sujet des cimenteries. La CGT-B estime que le ministre de la fonction publique et le gouvernement ont entretenu un mensonge qu'elle a découvert. Ici, les deux acteurs incriminés se voient attaqués, qu'ils soient effectivement auteurs de mensonge ou pas. Dans l'extrait suivant, le mensonge de certains actants opposants est aussi mis en lumière.

Quant aux politiciens véreux qui croient qu'il s'agit tout simplement de tenir des discours **démagogiques** au peuple pour oublier après les préoccupations des populations et de leurs engagements. Il est bon qu'ils méditent ces paroles d'Abraham Lincoln, 16^e Président des États Unis, « On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps » (CGT-B, in *Le Travail* n° 64, mars 2016).

Les hommes politiques sont accusés de tenir des discours « démagogiques ». La démagogie ayant une charge sémantique négative, l'on comprend que la CGT-B vilipende ici les politiques aux yeux des populations. Ces politiques, selon la CGT-B, useraient de procédés peu orthodoxes pour persuader le peuple pendant les campagnes électorales sans pour autant tenir les promesses par la suite. De la sorte, ils seront perçus comme des politiques qui ne respectent pas la parole donnée, qui ne placent pas l'éthique au cœur de leurs campagnes électorales. Une fois l'objectif atteint, ces politiques oublient leurs promesses.

Dans tous ces extraits, la notion de mensonge apparaît à chaque fois. En effet, les mots ou expressions « contrevérités », « démagogiques », « communication mensongère », « infondé », « duperie » participent à mettre en exergue le thème du mensonge. Ce mensonge est celui du gouvernement ou des autorités administratives. Traiter le gouvernement ou ses représentants de menteurs revient à les prendre pour des partenaires dont la crédibilité est douteuse ; ainsi, la CGT-B ne peut leur faire confiance. Le mensonge est socialement mal vu surtout quand il émane des personnes qui devraient donner l'exemple ou incarner des modèles. Bref, la caractéristique de menteur que la CGT-B attribue à ces actants leur fait perdre leur crédibilité. En sus du mensonge, les discours de la CGT-B regorgent de lexique mettant en exergue la violation des textes par les actants opposants.

3.2 Le lexique du non-respect des textes

L'un des reproches que la CGT-B fait à ses adversaires est le non-respect des textes. Ce non-respect des textes est synonyme d'une attitude qui s'inscrit dans l'illégalité, ce qui n'est pas à l'avantage des actants opposants qui par ailleurs devraient donner l'exemple. Le réquisitoire fait par la CGT-B en lien avec la violation des textes est sans équivoque. La violation des textes est un sujet autour duquel la CGT-B formule ses attaques. En effet, elle n'hésite pas à brandir des cas avérés pour discréditer les adversaires. Elle conçoit mal

que dans un État de droit, la législation ne soit pas respectée. La discréditation du gouvernement se joue sur ce terrain. En voici une illustration :

C'est dans l'attente pressante de cette réponse, avec un délai largement dépassé, que nous constatons avec amertume **une violation une fois de plus flagrante de la législation du travail**. Malgré nos multiples interpellations, **les violations des textes et des décisions des inspections du Travail** se poursuivent allègrement, avec l'accompagnement des forces de l'ordre et malheureusement de certaines organisations. Ainsi, le mercredi 30 mars 2016, c'est au forceps, **en foulant au pied les textes et l'avis émis par l'inspection du travail**, mais sous la protection de la gendarmerie que la direction des ZIE a organisé des élections scandaleuses. Compte tenu de cette situation de **violation flagrante des textes en vigueur**, l'inspection du travail a refusé de venir sur les lieux superviser ces élections afin de ne pas cautionner une forfaiture. Au vu de ce qui précède, et du constat aussi de beaucoup de **licenciements abusifs** opérés dans plusieurs milieux du travail, le Collectif Syndical CGT-B :

I-Dénonce l'immobilisme avec lequel les engagements contenus dans le communiqué final de septembre 2015 et exige un chronogramme clair de mise en œuvre des engagements... (Bassolma Bazié, <http://lefaso.net/spip.php?article70415>, 1^{er} avril 2016).

La CGT-B n'est pas avare en dénonciation du non-respect des textes par les actants opposants, notamment le patronat privé. Dans cet extrait, c'est le constat qui est fait de manière insistante. La CGT-B met en évidence des manquements tels que les violations de la législation du travail et le non-respect des décisions et avis de l'inspection du travail dont la direction des ZIE se serait rendue coupable. Elle l'accuse de « [fouler] au pied les textes et l'avis émis par l'inspection du travail ». L'axiologie qui se dégage dans « fouler au pied les textes » est de nature à ternir l'image de l'entreprise ZIE dans la mesure où ne pas respecter le droit du travail et les avis de l'inspection du travail pourrait être synonyme d'incivisme, de défiance, de « brigandage » pour employer les termes de la CGT-B.

Le droit du travail est fait pour être respecté par les employeurs et les travailleurs dans le but d'assurer de meilleures relations professionnelles dans le milieu de travail. Tout manquement à cette obligation ne grandit pas son auteur ; c'est la preuve d'une attitude qui ne mérite pas la considération des travailleurs. Cette caractéristique est celle que les syndicats révolutionnaires comme la CGT-B attribuent au patronat, à la bourgeoisie, qui n'a de respect que pour ses intérêts au détriment du travailleur.

Le non-respect des décisions de l'administration du travail est, quant à elle, une attitude d'un acteur qui se met au-dessus des règles de l'arbitre, donc de celui qui ni ne prône, ni ne privilégie le respect des règles. Pour rappel, l'administration du travail est le « gendarme » du monde du travail, c'est-à-dire celui qui veille à l'application de la législation sociale.

Pour finir, notons que le non-respect des textes concerne même les textes de degré supérieur comme la Constitution et les Conventions internationales ratifiées. La CGT-B pointe ainsi du doigt le gouvernement qui aurait fait une annonce qui contraste avec les principes édictés dans ces textes de grande portée juridique. Elle le dit à travers l'extrait suivant :

Une telle annonce constitue **une grave atteinte à la liberté syndicale notamment au droit de grève reconnu dans notre loi fondamentale, de même que par les conventions du BIT, ratifiées par notre pays**. Elle vient en contradiction flagrante avec le discours sur la disponibilité au dialogue social tant chanté par le gouvernement (Bassolma Bazié, <http://www.fasoamazonie.net>, 5 avril 2018).

En définitive, le non-respect des textes est une contre-valeur qui colle plus aux actants opposants. La CGT-B, en relevant cet état de fait, dénonce le non-respect des textes et s'en démarque. Ainsi, elle manifeste son opposition à ce type de comportement ; par la même occasion, elle exprime son désaccord avec ces actants, ce qui s'inscrit dans la logique de sa lutte, partant, de la discréditation de son adversaire.

3.3 Le lexique de la répression

L'attitude répressive des actants opposants est mise en exergue dans les discours de la CGT-B. Le lexique qui y a trait est développé, identifiant les autorités comme oppresseurs et les travailleurs comme opprimés. La répression est l'arme qu'utilisent le plus souvent les actants opposants pour faire échec aux luttes syndicales. Elle se manifeste de plusieurs manières avec la répression physique et la répression abstraite. Dans tous les cas, l'arme répressive a pour but de faire subir aux travailleurs des conditions physiques, psychologiques ou morales difficiles à supporter. La CGT-B ne cesse de mettre en exergue cette posture de ces actants en vue de leur coller une étiquette qu'abhorrent les bonnes consciences. Ainsi, la dénonciation de la répression que subissent les travailleurs se perçoit comme une arme pour la centrale syndicale contre la répression elle-même en particulier et contre les adversaires en général. Considérons l'extrait suivant :

Cette répression barbare n'a pas épargné les travailleurs de l'éducation qui ont, dans de nombreux établissements, été **gazés** jusque dans les salles de professeurs. **Les morts et blessés** n'émeuvent pas en réalité le pouvoir, lui qui ne se gêne pas de féliciter les FDS pour leur « professionnalisme » dans **la répression des élèves**. À quelles échelles de valeurs se réfèrent les autorités de ce pays soutenues activement par une association fantoche de parents d'élèves, pour considérer qu'il est « normal et professionnel » qu'un maintien de l'ordre face à des manifestants pacifiques d'élèves **se solde par des morts et de nombreux blessés** ? Qu'y a-t-il de plus précieux que la préservation de la vie de nos enfants ? (Bassolma Bazié, <http://www.lefaso.net>, 2 juin 2021).

Plusieurs mots et expressions dans cet extrait rendent compte de la répression physique. En effet, le gouvernement est accusé d'avoir « gazé » des enseignants dans leur lieu de travail et d'avoir causé des morts et des blessés dans les rangs des élèves. Qu'il s'agisse des professeurs ou des élèves, les victimes sont décrites d'une manière à ce que la répression soit négativement perçue.

Pour les enseignants, rien ne peut justifier qu'ils subissent ce type de répression étant donné qu'ils se trouvent dans une situation où apparemment ils ne constituent aucunement une menace. Ainsi, les gazer, surtout à cet endroit, dénote d'une véritable agression de la part du gouvernement ou des forces de l'ordre. La répression qui s'abat sur les professeurs s'apparente à une maltraitance faite à un innocent qui ne constitue aucun danger.

Concernant les élèves réprimés, la CGT-B indique qu'ils ont manifesté pacifiquement ; malgré tout, ils ont été blessés et certains d'entre eux ont perdu la vie. À l'instar des professeurs, les élèves s'apparentent à des innocents qui subissent des répressions tout au moins disproportionnées.

En somme, élèves et enseignants sont des victimes innocentes ; en considérant la présentation faite par la CGT-B, d'une part les enseignants ne devraient pas être gazés, et d'autre part les élèves ne devraient pas enregistrés de blessés ou de morts dans leur rang. Que ce soit sur le plan moral ou juridique, en principe, il est interdit d'agresser une

personne qui ne constitue pas une menace. Le faire relève de la cruauté et du cynisme. L'extrait suivant en est une autre illustration :

Depuis le début de l'année scolaire 2019-2020, l'administration du lycée Philippe Zinda KABORE a engagé des **tracasseries** contre BAZIÉ Bassolma, professeur de SVT et secrétaire général de la CGT-B. Après une lettre de demande d'explication du censeur en octobre 2019 suivie d'une autre lettre en novembre 2019 auxquelles il a répondu, il a communiqué à l'inspection technique du ministère une série de documents que celle-ci lui a demandés suite à l'entretien qu'il a eu avec elle le 14 février 2020. Il a reçu une autre lettre de demande d'explication du proviseur au motif qu'il aurait rassemblé les enseignants au lycée pour parler de l'IUTS et de la gouvernance des autorités. [...] Le 4 septembre 2020, le secrétariat de la CGT-B a reçu d'un cabinet d'huissier une signification de pli fermé. Ledit pli contenait une citation à comparaître devant le conseil de discipline adressée au camarade Secrétaire général. [...] Il résulte de ce qui précède qu'il s'agit d'une **cabale** qui est montée contre le secrétaire général de la CGT-B dans un contexte d'attaques multiples contre les droits et acquis des travailleurs marquées notamment par la réforme en vue du système de rémunération, la remise en cause des sit-in et même du droit de grève, l'application illégale et au forceps de l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs du privé, du public et du parapublic, les **affectations arbitraires**, les **coupures et suspensions de salaires abusives et illégales**, la **révocation** de délégués syndicaux du SNAID (que le tribunal du travail a annulée le 08 septembre dernier) ; le **refus d'appliquer les décisions de justice** confirmées par la cour de cassation favorables aux militants de l'Alliance Police Nationale, victimes de **licenciements et d'affectations arbitraires**, la réduction drastique des effectifs des candidats aux concours directs et professionnels, etc. (Norbert Ouangré, <http://www.fasozine.com>, 11 septembre 2020).

Ce passage relate la répression dont les syndicats ou leurs militants sont victimes. D'abord, il est expliqué que le Secrétaire général de la CGT-B est victime de « tracasseries » et « d'une cabale » et les auteurs sont l'administration publique et ses représentants. Il est dénoncé le sort que l'administration fait subir à ce responsable syndical. En effet, le censeur et le proviseur du lycée où est affecté Bassolma Bazié lui ont demandé des explications sur des faits dont il serait coupable. *A priori*, une demande d'explication n'est pas une répression. Mais à en croire la CGT-B, la succession des demandes d'explication est une tracasserie et une cabale, ce qui traduit une sorte de répression vis-à-vis de son Secrétaire général.

Derrière les mots *tracasseries* et *cabale*, se lit une succession d'acharnements orchestrés et des intrigues concertées contre le Secrétaire général de la CGT-B. Ces manœuvres, qui n'honorent pas son administration, auraient pour but de lui créer des angoisses, ce qui pourrait porter un coup à son engagement syndical. Au vu de ce qui précède, l'on est enclin de dire que *tracasseries* et *cabale* expriment une forme de répression contre le mouvement syndical.

En outre, l'extrait montre l'action répressive du gouvernement à travers les affectations arbitraires, les révocations, la non-application de décisions de justice, les coupures et suspensions de salaire illégales et abusives. Ces sanctions constituent des répressions dans la mesure où les travailleurs victimes ont subi des conséquences difficiles à supporter. Un travailleur victime par exemple de retenue illégale de salaire aura des difficultés à faire face à ses charges habituelles. En somme, le recours au lexique qui a trait à la répression constitue un moyen pour ternir l'image des auteurs de la répression qui seront négativement perçus par les travailleurs et même par l'opinion publique. Ainsi, ils

pourraient être discrédités. Comme autre stratégie de discréditation, la CGT-B recourt au lexique mettant à nu la moralité peu orthodoxe des actants opposants.

3.4 Le lexique de la mauvaise moralité

La CGT-B reproche aux actants opposants leur manque de vertu qui est un aspect autour duquel les syndicats bâtissent leur opposition aux gouvernants. Dans les discours de la CGT-B, la mauvaise moralité des gouvernants ou du patronat est mise en exergue dans l'optique de les déprécier. Considérons l'extrait suivant :

L'affectation ici n'est pas le seul acte qui ait violé les règles élémentaires d'un État de droit. En effet :

Primo, la convocation en conseil de discipline d'un agent qui a été noté 9/10 dont 4/4 en conscience professionnelle et 4/4 en respect du bien public est une **abomination administrative**. Malheureusement, il y a aux côtés de ces hommes dits politiques, **des mercenaires en droit, qui se disent aussi spécialistes conseillers dans les couloirs administratifs**, dont la spécialité est plutôt démontrée que dans **les braquages réglementaires et institutionnels**. Vous entendrez certains dire que l'État est libre de se **permettre toutes les monstruosité**s, y compris sur la vie de ses concitoyens, s'il le veut. Ces derniers sous le flux momentané des espèces sonnantes et trébuchantes perdent leurs sens en ignorant qu'ils seront les premiers à être jetés par une fenêtre tel un citron pressé ou un « clinex » usé ayant terminé sa course au talon d'un soulier du politicien. Secundo, la non mise en œuvre des recommandations de ce conseil de discipline notamment sur le respect de l'article 121 de la loi 081 du 24 novembre 2015, suivi de la suspension arbitraire de mon emploi du temps dont j'ai eu connaissance que le 2 octobre 2020 sur le fallacieux prétexte de l'existence d'un « contentieux » est une fois de plus la preuve que certains dans leur vécu socio-professionnel **s'accommodent très mal avec les règles minimales d'un État démocratique**. Tertio, le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection Sociale dans une correspondance « N° 2020-796/MFPS/CAB du 12 novembre 2020 », portant « objet : demande de suggestions sur la mise en place de permanents syndicaux » adressée à l'Unité d'Action Syndicale (UAS) a cité les textes nationaux et internationaux sur cette question...

Quelle fierté une autorité peut-elle revêtir au nom de l'État **en jonglant avec les règles d'une société qui se réclame civilisée dans un pays des hommes intègres** ? [...]

Si c'est un échec, cela est gravissime dans la mesure où... des gens engagés avec zèle dans la **servitude** du système y perdent des plumes de façon **avilissante**. **Des exemples dans l'histoire de notre pays sont aussi à profusion dans ces types de servitudes** (Bassolma Bazié, in *Le Quotidien* n° 2851, 1^{er} février 2021).

Le Secrétaire général de la CGT-B dans cet extrait se montre très acerbe vis-à-vis des autorités administratives de son pays. Il dépeint leurs attitudes en les présentant comme des personnes qui n'incarnent aucune valeur. Dans un premier temps, il ne comprend pas sa traduction par l'administration en conseil de discipline. Pour lui, l'administration a commis « une abomination » sur avis de pseudo conseillers qu'il appelle des « mercenaires en droit » spécialisés en « braquages réglementaires et institutionnels ».

Les vocables « abomination », « mercenaires » et « braquages » sont des marques d'une moralité dénuée de toute vertu. Ils sont collés au gouvernement et à des autorités agissant en son nom. Les termes contiennent intrinsèquement des défauts qui enlèvent toute valeur appréciable aux actants à qui ils sont attribués. Ici, l'administration et ses responsables sont placés dans la même enseigne car ils présentent tous les mêmes vices. Une abomination s'apparente à la violation morale des principes et le mercenaire est guidé

par son intérêt personnel et la commission d'actes souvent immoraux. À travers ces caractéristiques, l'on mesure le degré d'immoralité des acteurs mis en cause ici. Ils sont pris comme des bandits qui n'ont aucun égard pour la réglementation et les institutions. À partir de ce lexique, la CGT-B écorne l'image de ses adversaires. L'extrait suivant est une autre illustration de la mauvaise moralité des actants opposants :

En effet, la manipulation des consensus, la violation permanente des règles du jeu, **l'immoralité intellectuelle dans l'accompagnement aveugle des dirigeants politiques et le brigandage administratif**, en un mot, le manque de justice sociale, contiennent les vraies sources de la dépravation des mœurs, du terrorisme, du viol, et des fractures sociales...

[...]

Par conséquent, j'ose inviter notre Commission de l'Application des Normes à soumettre à la plus haute Autorité de la Conférence Internationale du Travail (CIT) la production d'une brochure simple, rappelant, ce que c'est qu'une convention (surtout une convention fondamentale) et la hiérarchie des normes pour tout pays l'ayant ratifiée, afin de sauver, préserver, protéger beaucoup de travailleurs d'esprit jeunes, voire naïfs, **du braconnage intellectuel et des autres acteurs ou volontaires du mercantilisme moral** (Bassolma Bazié, in *Le Travail* n° 70, août 2018).

Cet extrait est tiré du discours du Secrétaire général de la CGT-B à l'occasion de la 107^e Conférence Internationale du Travail de l'Organisation Internationale du Travail tenue à Genève en 2018. Ce discours dénonce la décision des autorités burkinabè d'interdire le sit-in comme manifestation syndicale. Il accuse certains acteurs ayant conseillé l'État d'interdire le sit-in qui était jadis une forme de manifestation à laquelle les syndicats font recours. Ces acteurs sont, entre autres, le ministre en charge de la fonction publique, le Conseil d'État¹⁵ et certains syndicats. Pour le Secrétaire général, les autorités politiques ont bénéficié du soutien « aveugle » de « brigands administratifs » dont « l'immoralité intellectuelle » est décriée. À l'aide du qualificatif « aveugle », il montre une attitude peu réfléchie de tous ceux qui ont œuvré à ce que l'interdiction du sit-in soit prononcée par le gouvernement. Par ailleurs, il craint que les travailleurs ne soient livrés à des « braconniers » et à des « mercantilistes ». Ces appellatifs montrent à souhait l'image répugnante des adversaires. Dans tous les cas, pour la CGT-B, ils ne sauraient être des acteurs dignes et vertueux. Ce type de discours semble être un K.-O. verbal qui « ... disqualifie non seulement un discours, mais aussi une personne et son identité » (U. Windisch, 1987, p. 27).

Conclusion

L'analyse lexico-sémantique des discours de la CGT-B a révélé des stratégies de discréditation des adversaires de la lutte syndicale. À l'image des actions concrètes, les discours servent à mener d'une certaine manière la lutte syndicale. L'énonciateur CGT-B conçoit son discours aussi bien à l'endroit des actants adjuvants qu'à l'endroit des actants opposants. Au regard de l'adversité qu'il y a entre elle et les énonciateurs qui s'opposent à son combat, la CGT-B fait recours à des stratégies pour disqualifier son vis-à-vis. Cette

¹⁵ En 2018, le Ministre en charge de la fonction publique a introduit une requête auprès du Conseil d'État pour lui demander de statuer sur la légalité du sit-in au Burkina. En réponse, le Conseil d'État a conclu que le sit-in était illégal au regard de la législation nationale. Avec cet avis, le gouvernement a interdit effectivement les sit-in, sinon les a considérés comme des manifestations illégales qui devraient être traitées comme telles. Au sein du mouvement syndical, la nouvelle a été appréciée diversement, les uns allant dans le sens de l'État, les autres (dont la CGT-B) rejetant complètement cette position.

stratégie consiste à utiliser un lexique qui ternit l'image des autorités politico-administratives ou des représentants du patronat. Ainsi, elle associe un lexique axiologiquement négatif à l'image des adversaires. Ce lexique est en rapport avec le mensonge, le non-respect des textes, la répression et la mauvaise moralité. Cette stratégie expose les adversaires aux yeux des militants et de l'opinion publique, toute chose qui crédibilise davantage la CGT-B. L'analyse ayant mis en exergue le lexique dégradant les adversaires, il serait envisageable d'analyser le lexique mélioratif à l'adresse des militants.

Références bibliographiques

- Belem, H. 2023. Analyse sémiopragmatique des discours de la Confédération Générale du Travail du Burkina : argumentation, interactions verbales et modalités évaluatives. Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso.
- Benveniste, É. 1974. Problèmes de linguistique générale. Paris. Gallimard. Coll.
- Courtés, J. 1991. Analyse sémiotique du discours : de l'énoncé à l'énonciation. Paris. Hachette.
- Courtés, J. 2010. L'Énonciation comme actes sémiotiques (III). L'objet sémiotique comme un enjeu de manipulation et de sanction : stratégies et contre stratégies.
- Dakouo, Y. 2011. Émergence des pratiques littéraires en Afrique francophone : la construction de l'espace littéraire au Burkina Faso. Ouagadougou. Harmattan Burkina.
- Dubois, J. et al. 2002. Dictionnaire de linguistique. 2^e édition. Paris. Larousse-Bordas/VUEF.
- Ducrot, O. et al. 1980. Les Mots du discours. Paris. Minuit.
- Mangueneau, D. 1996. Les termes clés de l'analyse du discours. Paris. Seuil.
- Rabatel, A. 2017. L'énonciation, la praxis énonciative et le discours. *Semiotica*.
- Windisch, U. 1987. Le K.-O. verbal. La communication conflictuelle. Lausanne.

LA MISE EN DISCOURS DE L'AUTODÉTERMINATION À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Dofini Dieudonné COULIBALY

dofidieucoulba@yahoo.fr

Résumé

La diversité des réseaux sociaux constitue un levier important dans la fabrication de l'information. Entre le 19^e et le 20^e siècles, les panafricanistes passaient par des cours et des conférences publiques pour éveiller les consciences. Aujourd'hui, les activistes panafricanistes utilisent les réseaux sociaux pour produire et diffuser leurs messages. La situation géopolitique actuelle dans les pays du Sahel renforce la lutte panafricaniste à tous les niveaux. En optant de mener l'analyse sur les conditions de « La mise en discours de l'autodétermination à l'ère des réseaux sociaux », nous envisageons interroger deux aspects du panafricanisme moderne : la biographie et la rhétorique discursive de quelques activistes panafricanistes. En effet, le discours panafricaniste se veut un discours souverainiste. Il s'oppose donc aux discours « impérialistes » occidentaux et africains. Pour mettre en lumière la visée dénonciatrice du discours panafricain, nous exploitons la rhétorique d'Aristote et la théorie de l'argumentation de Ruth Amossy.

Mots-clés : analyse du discours, biographie, panafricanisme, discours, réseaux sociaux.

Abstract

The diversity of social networks constitutes an important lever in the production of information. Between the 19th and 20th centuries, the panafricanists passed by courses and the public conferences to awaken the consciences. Today, the activists panafricanistes uses the social networks to produce and to distribute their messages. The current geopolitical situation in the Sahel countries reinforces the panafricanist struggle to all levels. By choosing to conduct our analysis on the conditions of "The Discourse of Self-Determination to the era of the Social Networks," we intend to examine two aspects of the modern panafricanisme : the biography and discursive rhetoric of some activists panafricanistes. Indeed, the panafricanist discourse is intended to be a sovereignist discourse. It therefore opposes Western and African "imperialist" discourses. To highlight the denunciatory aim of panafricanist discourse, we exploit the rhetoric of Aristote and Ruth Amossy's theory of argumentation.

Keywords: discourse analysis, biography, panafricanisme, discourse, social networks.

Introduction

Le discours constitue une donnée irréductible dans les relations interpersonnelles et politiques. Il structure et régule les rapports entre les individus. En politique, la place du discours est d'une importance capitale. C'est une véritable arme de combat politique. Chez les partisans du panafricanisme¹⁶, les joutes oratoires fondées sur une sorte de hargne verbale, deviennent une nécessité dans leur lutte pour l'émancipation des Noirs. Le canal de prédilection de ces messages demeure les réseaux sociaux¹⁷. Ces nouveaux espaces discursifs drainent une foule importante de « followers » parmi les jeunes générations, cibles prisées des activistes panafricanistes. Le présent article s'intéresse à trois panafricanistes de renommée en l'occurrence Nathalie Yamb, Franklin Nyamsi et Kémi Séba.

¹⁶ Ce sont notamment Nathalie Yamb, Franklin Nyamsi, Kémi Séba qui seront concernés par la présente étude.

¹⁷ Citons, par exemple, Facebook, Youtube, Telegram, Instagram...

Le choix de ces activistes se justifie par leur proximité idéologique à savoir le panafricanisme. En outre, ils n'hésitent pas à se citer mutuellement et à prendre fait et cause les uns les autres dans les persécutions judiciaires et politiques auxquelles ils sont régulièrement confrontés. Notre analyse entend interroger leurs déterminismes biographiques, d'une part, et leur rhétorique discursive, d'autre part. Pour ce faire, nous inscrivons cette réflexion dans le cadre théorique de la rhétorique (Aristote, 1991) et de la théorie de l'argumentation (R. Amossy, 2016). L'ossature de l'article s'articule autour de deux points : la présentation biographique des activistes panafricanistes et du corpus, d'une part, et les stratégies contre-discursives aux discours « impérialistes »¹⁸, d'autre part.

I. Biographie des activistes panafricanistes

Dans cette section, nous présentons tour à tour Nathalie Yamb, Franklin Nyamsi et Kémi Séba. Chaque présentation fera ressortir quelques pistes sur le parcours de vie privée et publique de chaque activiste. Notons d'emblée qu'en termes d'idéologie, ils sont tous panafricanistes, anti-impérialistes et anti-néocolonialistes.

I.1. Nathalie Yamb surnommée *La dame de Sotchi*¹⁹

Nathalie Yamb est née le 22 juillet 1969 à La Chaux-de-Fonds en Suisse d'un père camerounais et d'une mère suisse. En conséquence, elle possède une double nationalité : suisse et camerounaise. Dès son enfance, elle vécut l'expérience amère de la différence de sa peau à cause de ses camarades d'école qui la trouvaient « sale²⁰ ». Ces préjugés raciaux l'ont certainement marquée et forgé son caractère futur. Après des études en sciences juridiques et politiques, de journalisme et de communication en Allemagne, Nathalie Yamb exerce dans plusieurs sociétés dans plusieurs pays : Suisse, Cameroun, Allemagne, Côte-d'Ivoire, Nigéria, Ghana. Très engagée politiquement, elle fut porte-parole du Président ghanéen Jerry Rawlings auprès de qui elle a affûté ses armes anti-impérialistes. Elle a aussi milité dans l'opposition politique en Côte-d'Ivoire d'où elle est expulsée en 2019 par le Président Alassane Ouattara qui l'accusait d'exercer des activités « incompatibles avec l'intérêt de l'État²¹ ».

C'est donc dire que l'activiste panafricaniste Nathalie Yamb, à l'instar de ses camarades de lutte, est persécutée par les régimes politiques africains et occidentaux qu'elle combat. Par exemple, en janvier 2022, elle est interdite d'entrée et de séjour sur le territoire français par les autorités françaises qui l'accusent de militantisme anti-français²². En plus

¹⁸ Nous entendons par ce vocable de « discours impérialiste », toute prise de parole publique par une autorité africaine ou occidentale allant dans le sens d'infirmer la capacité de l'Afrique à prendre des initiatives par elle-même dans le cadre de son développement. De l'avis des panafricanistes, les tenants de tels discours à caractère défaitiste se recrutent au sein des puissances occidentales et de leurs valets locaux.

¹⁹ Elle doit ce surnom à sa participation au premier sommet Russie-Afrique, tenu en 2019 dans la ville de Sotchi et au discours aux accents anti-français, anti-impérialistes clairement affichés.

²⁰ Selon son propre témoignage, elle dit qu'un jour elle est rentrée de l'école tout en larmes en se griffonnant la peau pour essayer de faire disparaître la noirceur ; et elle s'est plainte auprès de sa mère pour comprendre pourquoi elle était noire. Voir la vidéo « [Nathalie Yamb dévoile tout sur son enfance](#) », (Entretien), sur camerounweb.com, 10 avril 2023 (consulté le 14 avril 2024)

²¹ « L'opposante Nathalie Yamb expulsée de Côte d'Ivoire », *Le Monde.fr*, 3 décembre 2019, consulté le 14 avril 2024)

²² Cette décision a été publiée en octobre 2022 par un arrêté pris par le Ministre de l'Intérieur Gérald Damanin. Dans ledit arrêté, on pouvait lire : « Au regard à la haine profonde qu'elle (Nathalie Yamb) entretient à l'égard de la France qu'elle exprime

de la France, le département d'État des États-Unis la soupçonne d'entretenir des liens avec le groupe paramilitaire russe Wagner. D'ailleurs, Nathalie Yamb et Kémi Séba sont considérés par les services secrets occidentaux comme des agents de la propagande pro-russe sur le continent africain²³. Franklin Nyamsi n'est également pas en reste dans cette armature persécutrice contre les panafricanistes.

I.2. Franklin Nyamsi dit Wa Kamerun Wa Africa

Né le 31 mars 1972 au Cameroun, Franklin Nyamsi a également acquis la nationalité française. Ayant mené des études de philosophie, il a d'abord enseigné la philosophie et la littérature francophone dans les établissements d'enseignement secondaire au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Diplômé d'un doctorat en Philosophie de l'Université Charles de Gaulle-Lille 3, il est, depuis 2003, Professeur Agrégé Titulaire de l'Éducation nationale française, fonctions qu'il a exercées dans plusieurs Académies et Universités de France : Nantes, Lille et Rouen. Très engagé politiquement, il a fait ses armes auprès de son ami Guillaume Soro en Côte- d'Ivoire. Il est le président fondateur de *l'Institut de l'Afrique des libertés* qu'il a porté sur les fonts baptismaux le 28 novembre 2023. Le programme de combat de cet institut s'articule autour de quatre points à savoir « la fin de l'occupation militaire étrangère du sol africain, la fin de la domination économique néocoloniale et impérialiste en Afrique, la fin des régimes despotiques en Afrique, la renaissance culturelle africaine²⁴ ».

En termes de sanctions, entre autres, Dr Franklin Nyamsi a été suspendu de sa profession d'enseignant et privé de salaire pendant trois mois par le ministère de l'Éducation nationale française, suspension confirmée le 5 mai 2023 par le tribunal administratif de Rouen²⁵. Dernièrement, il a encore vu ses comptes bancaires gelés pour des velléités de trouble à l'ordre public. Quant à Kémi Séba, il a, depuis février 2024, perdu simplement sa nationalité française. Mais qui est-ce ?

I.3. Gilles Robert Capo Chichi dit Kémi Séba²⁶

Il est né le 9 décembre 1981 à Strasbourg en France. Victime du racisme depuis son bas âge, il s'est forgé un caractère révolutionnaire et se caractérise par son verbe acerbe et agressif vis-à-vis de ce qu'il appelle « l'oligarchie occidentale ». Dans ses premières prises de position politique, il prône un *afrocentrisme* pur et dur allant jusqu'à inviter les Noirs, les Arabes et les Asiatiques vivant en France à la rupture totale avec les Blancs et à la défense de leur identité propre. Ces visions radicales, il en a fait le crédo des premiers organes politiques qu'il a, pour la plupart, créés : *Nation of Islam* (1999) lutte pour la séparation

très régulièrement par des propos virulents diffusés et relayés via des services de communication au public en ligne qui bénéficient d'une large audience, il est à craindre que sa présence en France provoque de graves troubles à l'ordre public. »

²³ Lire à ce sujet : « [Russie-Afrique : de Kemi Seba à Nathalie Yamb, les « influenceurs » pro-Poutine du continent \[archive\]](#) », disponible sur <https://www.jeuneafrique.com>, consulté le 31 mars 2022 (consulté le 14 avril 2024).

²⁴ Institut de l'Afrique des libertés disponible sur <https://www.afrique-des-libertes.org> consulté le 22 novembre 2024

²⁵ Un professeur de l'Université de Rouen suspendu trois mois disponible sur <https://www.ouest-france.fr> consulté le 22 novembre 2024

²⁶ Le pseudonyme « Kémi Séba », il se l'attribue en 2002 en référence à une religion égyptienne de la Tribu Ka. « Kémi Séba » signifie « Étoile noire ». Ce nom se veut une promotion de la Civilisation égyptienne et par ricochet des valeurs ancestrales noires africaines.

entre les Noirs et les Blancs ; le *Parti kémitte* (2000) qui n'accepte que des coreligionnaires en son sein ; la *Tribu Ka* (2004) reprend à son compte l'idéologie de la ségrégation raciale tout en prônant un retour des afrodescendants sur leur terre natale africaine²⁷. Elle est censurée pour incitation à la haine raciale ; la *Génération Kémi Séba* (2006), la *Jeunesse Kémi Séba* (2008) reprennent la doctrine de la *Tribu Ka*. Ce qui a valu à Kémi Séba sa première condamnation. À l'issue de cette expérience, Kémi Séba adopte une nouvelle stratégie de combat : il délaisse l'afrocentricité pour l'universalité du panafricanisme. S'inscrivent dans cette dynamique le *Mouvement des damnés de l'impérialisme* (2008-2010), le *New Black Panther Party* (2010), l'*ONG Urgences panafricanistes* (2015).

L'activiste panafricaniste est maintes fois arrêté dans divers pays pour son combat politique contre le néocolonialisme et le franc CFA : France, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Guinée Conakry, Suisse... Le 9 juillet 2024, Kémi Séba est déchu de sa nationalité française²⁸. Quelle analyse pouvons-nous établir de cette présentation biographique des trois activistes panafricanistes en étude ?

I.4. Le panafricanisme, une idéologie de l'autodétermination politique

De cette présentation des déterminismes biographiques des activistes politiques retenus pour la présente étude, il ressort qu'ils partagent la même idéologie politique à savoir le panafricanisme. Mouvement anticolonialiste, anti-impérialiste, antiraciste, le panafricanisme est tourné vers la libération et l'autodétermination des peuples noirs.

Hier, les principaux défenseurs du panafricanisme se sont recrutés parmi la diaspora africaine vivant aux États-Unis et en Europe (W. E. B. Du Bois²⁹, M. Garvey, etc.). Aujourd'hui encore, les activistes panafricanistes dont il est question dans le présent article appartiennent également au monde de la diaspora africaine. Tout porte à croire que l'*afrocentricité* est un sentiment partagé par les migrants noirs, persécutés dans la plupart des cas, hors du continent africain³⁰. Grâce au développement des techniques de communication, les canaux d'expression des panafricanistes du 21^e siècle ont davantage évolué atteignant par voie de conséquence une audience plus importante.

I.5. Présentation du corpus d'étude

L'utilisation des réseaux sociaux quelle que soit leur nature exige la création et l'animation régulière de comptes y afférant. Ainsi, les activistes panafricanistes au cœur de la présente réflexion disposent de comptes de divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, TikTok, Instagram, etc.). L'animation de ces comptes étant quasi-quotidienne, il s'ensuit que ces acteurs sont auteurs d'une multitude de contenus. En conséquence, pour

²⁷ Marcus Garvey, initiateur du Mouvement « Back to Africa », est sans doute l'une des figures emblématiques du panafricanisme. Lancé à l'aube du XX^e siècle, ce mouvement historique a eu le mérite de croire au rêve de l'unité et de l'émancipation de l'Afrique.

²⁸ Kémi Séba a perdu sa nationalité française disponible sur <https://www.lefigaro.fr> consulté le 22 novembre 2024.

²⁹ William Edward Burghardt Du Bois a participé à la première conférence panafricaine tenue à Londres en 1900, puis à tous les autres congrès panafricains tenus dans divers pays jusqu'en 1945

³⁰ Loin de nous, par cette appréciation de la condition sociologique du panafricaniste, de dénier aux Noirs vivant sur le continent africain leur appartenance à l'idéologie panafricaniste. D'ailleurs, on peut citer quelques noms devenus célèbres : Thomas Sankara, Patrice Lumumba, Kwame N'Krumah...

plus d'objectivité dans l'analyse, un choix s'impose. C'est pourquoi, nous avons retenu une vidéo par activiste sur le réseau social Youtube :

Nathalie YAMB : *Retrait de l'AES de la CEDEAO*³¹ : *Pourquoi Macron est-il en colère ?* du 01/02/2024 sur Youtube. Durée : 24'20. Dans son adresse, elle critique sévèrement tour à tour les dirigeants corrompus africains, les dirigeants politiques occidentaux et les institutions financières mondiales dont l'objectif est de maintenir les pays du Tiers-monde dans une précarité permanente.

Franklin NYAMSI : *La CEDEAO se met encore une grosse corde au cou : imposition de visas à l'AES* du 08/07/2024 sur Youtube. Durée : 17'52. Il s'attaque aux sanctions injustes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre les États de l'Alliance des États du Sahel (A.E.S.) et s'en prend violemment à la personne du Président de la Commission de la CEDEAO, le Dr Aliou Touré.

Kémi Séba : *Désintégration de la CEDEAO : Kémi expose les défis à venir* du 29/01/2024 sur Youtube. Durée : 11'22. Il embouche la même trompette que ses aînés pour critiquer de façon acerbe les détracteurs de l'A.E.S., les mesures prises à l'encontre des peuples du Sahel par la CEDEAO et ses partenaires pour des raisons démocratiques. Les occidentaux, notamment Emmanuel Macron, sont accusés d'être la base arrière de la CEDEAO et des terroristes contre lesquels les militaires au pouvoir se battent sans le soutien de la CEDEAO.

Le choix de ce corpus répond à la fois à des critères spatio-temporel et thématique. Le fil conducteur étant que les trois sorties portent sur les pays de l'A.E.S. courant l'année civile 2024. Aussi dans ces documents numériques, l'objet discursif demeure-t-il les tensions entre l'A.E.S. et la CEDEAO. Ces tensions ont atteint le paroxysme le 28 janvier 2024, lorsque les leaders politiques de l'A.E.S. « prenant toutes leurs responsabilités devant l'Histoire, répondant aux attentes, préoccupations et aspirations de leurs populations, décident en toute souveraineté du retrait sans délai du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest³² ». Dès lors, les panafricanistes admirateurs et défenseurs des choix politiques et géostratégiques opérés par les leaders des pays du Sahel pour combattre l'hydre terroriste vont monter au créneau pour « dépiécer » l'armature argumentative déballée par les défenseurs de la CEDEAO. Nous assistons ainsi à une véritable guerre idéologique.

2. Rhétorique et argumentation dans le discours des activistes panafricanistes

Dans cette seconde section de notre analyse, nous situons le cadre théorique et le contexte de l'étude avant de décortiquer la pratique du contre-discours par les activistes panafricanistes.

³¹ CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest créée le 28 mai 1975 à Lago au Nigéria par 15 pays africains : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissao, Guinée Conakry, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Togo.

³² Termes du communiqué conjoint lu simultanément le dimanche soir sur les chaînes de télévisions nationales des trois pays.

2.1. Cadre théorique et mise en contexte

Nombre de spécialistes en rhétorique, en stratégies argumentatives et discursives³³ s'accordent à dire que tout orateur cherche à influencer les positions de ses auditeurs (adversaires ou admirateurs) dans un sens ou dans l'autre. Déjà, à l'époque de l'Antiquité, le père de la rhétorique, Aristote, avait perçu cette fonction irréductible de l'art oratoire. Les trois genres rhétoriques qu'il a théorisés avaient des fonctions précises.

Primo, le genre judiciaire, pratiqué par les avocats à l'endroit des juges, vise à accuser et/ou à défendre une tierce dans l'optique de distinguer le juste de l'injuste. Deuzio, le genre délibératif est l'apanage des politiques, cherchant à persuader ou à dissuader l'Assemblée publique afin de guider son choix dans ce qui serait utile ou inutile pour la vie de la cité. Tertio, le genre épideictique ou démonstratif a pour optique de louer, de blâmer ou d'instruire en célébrant des valeurs telles que l'exemplarité, la vertu ; et en incriminant d'autres mœurs socialement contraires à la vertu.

La distinction formelle entre ces genres discursifs obéit davantage à un besoin pédagogique. D'ailleurs, dans le chapitre XVIII de sa *Rhétorique*³⁴ intitulé « Des traits communs à tous les genres de discours », Aristote s'emploie, au-delà des spécificités de chaque discours, à souligner la nécessité d'une interaction entre les genres discursifs :

En effet, il est nécessaire à tous les orateurs d'employer, dans leurs discours, en outre (des arguments spéciaux), ceux qui reposent sur le possible et l'impossible (...), la question de l'importance est un lieu commun à tous les genres de discours ; car tout le monde emploie des arguments qui tendent soit à diminuer, soit à grandir l'importance d'un fait, soit que l'on conseille ou que l'on dissuade, qu'on fasse un éloge, ou qu'on présente une défense.

E. Benveniste (1966, pp. 241-242) souligne également le caractère influent du discours qui, dans sa conception étendue, prend en compte toutes les formes verbales :

Il faut entendre par discours dans sa plus large extension : toute énonciation supposant un locuteur et un auditeur, et chez le premier l'intention d'influencer l'autre de quelque manière... bref, ce sont tous les genres où quelqu'un s'adresse à quelqu'un, s'énonce comme locuteur et organise ce qu'il dit dans la catégorie de la personne.

Les orateurs activistes panafricanistes évoluant, ici, adoptent des postures prioritairement politiques, mais il leur arrive de louer et de défendre (les leaders de l'A.E.S.) ; de blâmer et d'accuser (les défenseurs de la CEDEAO). Pour ce faire, N. Yamb, F. Nyamsi et K. Séba développent une anti-argumentation, un contre-discours à celui de leurs adversaires idéologiques et politiques. Mais qu'est-ce qu'une argumentation ?

Globalement, on peut dire qu'il y a argumentation quand une prise de position, un point de vue, une façon de percevoir le monde s'exprime sur le fond de positions et de divisions antagonistes ou tout simplement divergentes, en tentant de prévaloir ou de se faire admettre. Ainsi, il ne peut y avoir de dimension argumentative des discours en dehors des situations où deux options au moins sont envisageables. (R. Amossy, 2016, p. 41).

³³ Citons, entre autres : Aristote (1996), E. Benveniste (1966), D. Maingueneau (1991), A. Schopenhauer (1998), R. Amossy (2014, 2016), etc.

³⁴ Aristote, *Rhétorique*, [Œuvre numérisée par J. P. MURCIA] disponible sur [<http://www.remacle.org>]

Les deux camps qui s'affrontent dans cette étude sont la CEDEAO et l'A.E.S. Pour des besoins d'efficacité, une clarification du contexte de production des discours numériques en cause s'avère nécessaire. Pour mémoire, une succession de coups d'État a eu lieu dans la région du Sahel notamment au Mali³⁵, au Burkina Faso³⁶ et au Niger³⁷. Ces changements politiques sont consécutifs à la gestion de la crise sécuritaire qui sévit dans la zone du Liptako Gourma pendant plus d'une décennie.

Cependant, chaque coup d'État est systématiquement sanctionné par l'organisation commune sous-régionale qu'est la CEDEAO. À l'annonce d'une éventuelle attaque militaire contre le Niger en vue de replacer au pouvoir le Président Mohamed Bazoum déchu par le Général de Brigade Abdourahamane Tiani le 22 juillet 2023, les deux pays voisins, le Mali et le Burkina Faso, ont pris une décision historique. Ils ont décidé qu'une attaque contre le Niger équivaudrait à une déclaration de guerre contre le Mali et le Burkina Faso³⁸.

Cette solidarité agissante a eu le mérite d'éviter une des pires incongruités démocratiques de l'histoire africaine. En effet, cette intervention militaire de la CEDEAO au Niger demeura au stade de l'annonce médiatique. Petit à petit, ces trois pays, ayant compris l'urgence d'une collaboration soutenue dans la lutte contre leurs ennemis internes et externes, ont porté à la connaissance du monde entier un communiqué conjoint de leur retrait de la CEDEAO, le 28 janvier 2024, d'une part ; et de la création de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (Confédération A.E.S.), le 6 juillet 2024, d'autre part. Pour mieux percevoir la stratégie du contre-discours des activistes panafricanistes, nous présentons d'abord quelques arguments clés développés par ce que nous appelons le « camp – CEDEAO ».

2.2. Le contre-discours, une fabrique rhétorique chez les activistes panafricanistes

Les sanctions prises contre les pays de l'A.E.S. sont intervenues aussi bien dès l'avènement des coups d'État qu'à l'annonce simultanée des trois pays de se retirer de la

³⁵ 18/08/2020 : premier coup d'État militaire dirigé par le Colonel Assimi Goïta et le Colonel-major Ismaël Wagué contre le président Ibrahim Boubacar Kéita. Le Colonel à la retraite Bah N'Daw est porté à la tête du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), organe de la Transition, avec comme vice-président Assimi Goïta. Dès l'avènement du coup de force, la CEDEAO inflige au Mali des sanctions et exige une transition d'un an dirigé par un civil tandis que les militaires au pouvoir demandaient trois ans. Le 24/05/2021 une « rectification » au sein de la Transition porte Assimi Goïta à la tête de la transition pour cinq (05) ans. Dès lors le pays est mis sous embargo par la CEDEAO.

³⁶ La dégradation de la situation sécuritaire et l'incapacité du Président Rock Marc Christian Kaboré à la juguler a conduit les militaires dirigés par le Lieutenant-colonel Pau Henri Sandaogo Damiba à prendre le pouvoir par un coup de force le 24 janvier 2022. Avec ses frères d'arme, ils initient le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR). Quelques mois plus tard, le Capitaine Ibrahim Traoré décide, pour des raisons de conflits internes liés à l'orientation politique de la Transition, décide de prendre le pouvoir le 30 septembre 2022. La CEDEAO qui avait eu un regard, plutôt bienveillant à l'égard du premier coup d'État de Damiba, a voté une batterie de sanctions contre le Burkina Faso à l'issue du coup d'État de Traoré.

³⁷ Lorsque le Niger décida d'emboîter le pas à ses deux voisins du Liptako Gourma, par le coup d'État du Général de Division Abdourahamane Tiani, contre le Président Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023, ce fut, pour la CEDEAO, et les organismes internationaux, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Très vite, la CEDEAO, avec le soutien de ses partenaires internationaux, dont la France et l'Union européenne, sont montés au créneau aux fins de lever un contingent militaire pour rétablir de force Mohamed Bazoum au pouvoir. Contre cette menace, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé publiquement leur soutien militaire au Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP), organe politique de la Transition nigérienne.

³⁸ Le communiqué, lu conjointement et simultanément sur les chaînes de télévisions nationales des trois pays, date du 28 janvier 2024 avec prise d'effet immédiat.

CEDEAO. De l'essentiel des arguments opposés aux aspirations des pays du Sahel, nous en retenons trois affectés d'un numéro pour faciliter la manipulation :

- de la « diabolisation » des coups d'État militaires dans l'espace CEDEAO (*arg. 1*) ;
- de l'enclavement des pays de l'A.E.S. pouvant envenimer les conditions de vie de leurs populations (*arg. 2*) ;
- de la libre circulation et la libre installation des ressortissants des pays de l'A.E.S. dans la zone CEDEAO. Cette menace pourrait se traduire par l'instauration d'un visa pour les ressortissants A.E.S. désirant voyager dans l'espace CEDEAO (*arg. 3*).

La stratégie du contre-discours adoptée par les activistes panafricanistes permet de contrecarrer les arguments ci-dessus. Cette stratégie se déploie en quatre modes de déconstruction de l'argumentaire de l'adversaire CEDEAO : la logique, l'analogie, les attaques *ad hominem* et *ad personam*.

2.2.1. La déconstruction par l'argumentation logique

L'argumentation logique consiste pour l'orateur à mettre en avant la raison pour détruire les arguments de son adversaire. Par une forte démonstration avec preuves à l'appui, celui-là conclut à la fausseté de la position argumentative de celui-ci. Ainsi, pour anéantir l'*arg. 2* qui, en réalité, sous-entend la fermeture des ports des pays côtiers aux pays continentaux, N. Yamb fait remarquer qu'il existe plusieurs accords et traités internationaux qui garantissent l'accès à la mer des pays littoraux³⁹. Ainsi, il n'est pas logique de la part des défenseurs de la CEDEAO de s'opposer au droit international.

En outre, sur la question de la libre circulation et de la libre installation (*arg. 3*), elle fait savoir que l'A.E.S. demeurant encore membre de l'UEMOA, elle peut logiquement continuer de bénéficier de l'intégration des huit (08) pays membres de l'UEMOA dont le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Togo. En d'autres termes, cette sanction ne pouvait pas être respectée par les principaux pays côtiers qui desservent les pays du Sahel et en tire bénéfice. En conséquence, cette mesure ou menace manque d'efficacité ou de pertinence.

Enfin, le principe de la *réciprocité* participe de la logique des choses. Les États de l'A.E.S. ont également le loisir de répondre à une fermeture des ports maritimes par la fermeture ou une taxation de leur espace aérien (*arg. 3*) : « Le ciel de l'A.E.S. sera **également** fermé ou chèrement taxé pour la CEDEAO. » (F. Nyamsi). L'A.E.S. est aussi libre d'instaurer *réciroquement* des visas aux ressortissants des pays de la CEDEAO avant d'accéder à son espace :

Si la CEDEAO demande que les ressortissants des pays de la Confédération de l'A.E.S. paient des visas pour aller dans les territoires des pays de la CEDEAO, qu'est-ce qui empêche l'AES d'exiger des ressortissants de la CEDEAO qu'ils paient **également** des visas pour venir dans son espace ? (F. Nyamsi).

³⁹ Ce principe est clairement prescrit dans plusieurs accords et traités internationaux. Nathalie Yamb cite dans sa vidéo deux conventions : la Convention relative au commerce de transit des États sans littoral signé à New York, le 8 juillet 1960, et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer signé à Montego Bay, le 10 décembre 1982. Toutes ces conventions ratifiées par les pays membres de la CEDEAO garantissent aux pays de l'Interland l'accès à la mer.

En somme, les mesures prises par les partisans de la CEDEAO contre les pays de l'A.E.S. dépourvues de logique cartésienne, les rendent caduques et de nul effet.

2.2.2. La déconstruction par l'argumentation *ad hominem*

L'argumentation *ad hominem* procède d'une attaque de la logique de l'adversaire. Il s'agit de jeter le discrédit sur l'adversaire, auteur d'un argument dont la logique est remise en cause par lui-même, soit dans le même discours, soit dans ses actions et discours précédents. En clair, il s'agit de confondre l'adversaire en lui opposant ses propres paroles ou ses propres actes :

Quand l'adversaire fait une affirmation, nous devons chercher à savoir si elle n'est pas d'une certaine façon, et ne serait-ce qu'en apparence, en contradiction avec quelque chose qu'il a dit ou admis auparavant, ou avec les principes d'une école ou d'une secte dont il a fait l'éloge, ou avec les actes des adeptes de cette secte, qu'ils soient sincères ou non, ou avec ses propres faits et gestes. Si par exemple, il prend parti en faveur du suicide, il faut s'écrier aussitôt : « Pourquoi ne te pends-tu pas ? » Ou bien s'il affirme par exemple que Berlin est une ville désagréable, on s'écrie aussitôt : « Pourquoi ne prends-tu pas la première diligence ? » (Schopenhauer, 1998, p. 101)⁴⁰.

En guise d'illustration, considérons les *arg. 1* et *3*. L'*arg. 1* porte sur la « diabolisation » des coups d'État militaires dans l'espace CEDEAO. À ce titre, les activistes panafricanistes relèvent la tactique du deux poids deux mesures prônée par les partisans de la CEDEAO. Ceux-ci récusent les coups d'État militaires et adoptent la politique de l'autruche sur les coups d'État civils se manifestant par le tripatouillage constitutionnel dans la l'intention affichée de perdurer au pouvoir. Or, ce principe démocratique est permanemment remis en cause dans les pays africains. Si, blâmer les coups d'État est un principe fondamental de fonctionnement de la CEDEAO, la logique voudrait que toutes les formes de coups de force (militaire et civil) soient logées à la même enseigne. Pis, certains auteurs de coups d'État sont « compris » (M. Doumbouya de la Guinée, P. H. S. Damiba du Burkina Faso, O. N'Guema du Gabon, I. M. Déby du Tchad) pendant que d'autres subissent des sanctions drastiques et impopulaires (A. Goïta du Mali, I. Traoré du Burkina Faso, A. Tiani du Niger).

En basant leur stratégie argumentative sur la dénonciation de cette tactique incongrue, les panafricanistes jettent l'opprobre sur le discours de leurs adversaires. En outre, sur la menace d'instauration de visas (*arg. 3*), F. Nyamsi remonte dans l'histoire pour relever l'introduction d'une carte de séjour par A. D. Ouattara en 1995 en violation des textes de la CEDEAO à l'époque. Ici, la visée argumentative cherche à accabler l'adversaire en le présentant comme un « éternel » détracteur des principes de la CEDEAO, principes qu'il prétend défendre aujourd'hui en contexte A.E.S. Une fois de plus, la logique de

⁴⁰ Quelques exemples classiques d'arguments *ad hominem* : « Comment Voltaire peut-il prétendre parler de l'égalité des Hommes alors qu'il avait investi dans le commerce des esclaves ? » « Comment peut-on lire ce que Jean-Jacques Rousseau peut écrire sur l'éducation des enfants alors qu'il a abandonné les siens ? » La pratique de l'argumentation *ad hominem* est observable sur les canaux modernes d'expression des activistes panafricanistes à savoir les réseaux sociaux où ce phénomène est globalement désigné par la métaphore *footballistique* la « VAR ». Cet acronyme anglais signifie « Video Assistant Referee » qui veut dire en français « Assistance vidéo à l'arbitrage ». La particularité de la VAR est qu'elle permet le retour dans les détails sur une action jugée litigieuse afin de permettre à l'arbitre de décider avec plus de certitude et de pertinence. Opposer les propos ou les actes antérieurs de l'allocutaire à ceux présents s'avère une stratégie efficace pour un locuteur de vaincre son vis-à-vis.

l'adversaire est méthodiquement remise en cause. Démontrer que la logique argumentative des défenseurs de la CEDEAO manque de logique, tel est l'objet de la stratégie de l'argumentation *ad hominem*.

2.2.3. La déconstruction par l'argumentation analogique

L'argumentation par analogie permet d'établir un rapport de ressemblance entre deux réalités de sorte que si l'une a été possible, l'autre l'est ou le sera également. L'analogie, en tant que technique argumentative, se rapproche des figures de style de la comparaison et de la métaphore. Dans l'étude qui nous concerne, ici, la déconstruction par l'argumentation analogique est illustrative dans l'*arg. 2* portant sur l'enclavement des pays de l'A.E.S.

De l'avis des défenseurs de la CEDEAO, les pays du Sahel n'ayant pas un accès direct à la mer n'ont aucun intérêt à quitter la CEDEAO dont certains pays membres les desservent en matière d'accès aux ports maritimes. À cette conviction, N. Yamb argue qu'il existe des pays très développés dans le monde, et qui n'ont, cependant, aucun débouché maritime. Elle cite le cas de la Suisse, un pays qui, bien qu'enclavé, fait partie des plus riches de ce monde. En sus, sur l'apparente impossibilité pour les pays du Sahel de quitter une organisation commune depuis des décennies, l'activiste franco-camerounaise cite l'Angleterre, qui a quitté l'Union européenne, sans pour autant cesser d'exister.

De sorte que ce qui a été possible pour le Brexit peut aussi l'être pour les pays de l'A.E.S. Elle pousse même le rubicond jusqu'à faire voir à ses adversaires politiques que, dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne, les sanctions occidentales contre la Russie ont produit plutôt l'effet contraire sur l'Europe et les États-Unis. Une réalité que la CEDEAO n'a pas pris en considération lorsqu'elle prend des sanctions contre des pays membres au motif de coups d'État :

Prenez l'exemple sur le Bénin qui ferme ses frontières avec le Niger et qui **tue le port de Cotonou**. Vous devez vous inspirer de tous les **autogoals** que vous avez marqués en tentant de punir les pays de l'A.E.S. (N. Yamb).

En somme, l'idée consiste à faire admettre aux adversaires que ce qui a été possible ailleurs l'est ou le sera ici. Pour preuve, les sanctions contre les pays de l'A.E.S. ont été fortement ressenties dans les pays côtiers qui n'arrivaient plus à mettre à profit leurs investissements portuaires. Cette situation impacte réciproquement sur les différentes économies et sociétés des antagonistes. À l'image de la fable fontainienne du trompeur trompé, nous pourrions qualifier la posture de la CEDEAO de « *sanctionneur sanctionné* ».

2.2.4. La déconstruction par l'argumentation *ad personam*

Contrairement à l'argumentation *ad hominem* qui consiste en une attaque de la logique de l'adversaire, l'argumentation *ad personam* procède d'une attaque brutale de la personne même de l'adversaire. En cela, elle ne porte plus sur les faits à proprement parler, mais sur la sphère privée de l'adversaire, sans parfois un réel rapport avec l'objet du discours mis en cause. Selon A. Schopenhauer (1998, p. 125), l'argumentation *ad personam* constitue « l'ultime stragème », c'est-à-dire le dernier recours :

Si l'on s'aperçoit que l'adversaire est supérieur et que l'on ne va pas gagner, il faut tenir des propos désobligeants, blessants et grossiers. Être désobligeant, cela consiste à quitter l'objet de la querelle (puisque l'on a perdu la partie) pour passer à l'adversaire, et à l'attaquer d'une manière ou d'une autre dans ce qu'il est : on pourrait appeler cela *argumentum ad personam* pour faire la différence avec l'*argumentum ad hominem*. Mais quand on passe aux attaques personnelles, on délaisse complètement l'objet et on dirige ses attaques sur la personne de l'adversaire. On devient donc vexant, méchant, blessant, grossier. C'est un appel des facultés de l'esprit à celles du corps ou à l'animalité. Cette règle est très appréciée car chacun est capable de l'appliquer, et elle est donc souvent utilisée. La question se pose maintenant de savoir quelle parade peut être utilisée par l'adversaire. Car s'il procède de la même façon, on débouche sur une bagarre, un duel ou un procès en diffamation.

Ainsi, les ultimes attaques des activistes panafricanistes sur leurs adversaires, fervents défenseurs de la CEDEAO, portent aussi sur la dégradation de leurs personnes. Mais le font-ils dans le même contexte de défaite décrit plus haut par A. Schopenhauer qui considère l'argumentation *ad personam* comme une tentative de survie argumentative ? Ce serait difficile à affirmer. Chez les activistes, cette stratégie est voulue et utilisée, pour sa substance foncièrement nocive pour l'image de l'adversaire. La préservation de cette image de soi, si chère aux partenaires discursifs, constitue ce que E. Goffman (1974, p. 9) appelle « face » :

On peut définir le terme de face comme la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier. La face est une image du moi déclinée selon certains attributs sociaux approuvés, et néanmoins partageables, puisque, par exemple, on peut donner une bonne image de sa profession ou de sa confession en donnant une bonne image de soi

L'image de soi que l'adversaire cherche par tous les moyens à détruire correspond aussi au concept rhétorique d'éthos. En effet, l'éthos désigne « l'image que l'orateur construit de sa propre personne pour assurer sa crédibilité. » (R. Amossy, 2014, p. 13). Cette image est doublement perçue en considérant les deux principaux actants du discours à savoir le locuteur et l'allocutaire. Ainsi, en lisant C. Kerbrat-Orecchioni (1980), l'émetteur A se fait une image de lui-même et de son interlocuteur B ; réciproquement l'interlocuteur B se fait une image de l'émetteur A et de lui-même. Lorsque la stratégie argumentative parvient à la destruction des faces, à la dégradation de l'image d'autrui ou à la malversation de l'éthos discursif, la guerre verbale et idéologique est déclarée. Dans ces conditions, la victoire revient au plus virulent et au plu sarcastique.

La campagne de « diabolisation » concerne globalement plusieurs présidents des pays encore membres de la CEDEAO et leurs soutiens occidentaux (Macky Sall du Sénégal, Patrice Talon du Bénin, Emmanuel Macron de la France...). Elle constitue, de ce fait, un contre-discours aux différents arguments recensés plus haut. Le dénigrement des personnes des autorités de la CEDEAO constitue en soi une réplique contre la stigmatisation des militaires au pouvoir (*arg. 1*) et toutes les mesures punitives prises par la CEDEAO à l'encontre de l'espace A.E.S. (*arg. 2, arg. 3*).

Nous insisterons particulièrement sur les autorités suivantes : Aliou Touré (président de la Commission de la CEDEAO), Alassane Dramane Ouattara (président de la Côte-d'Ivoire) et Emmanuel Macron (président de la France). Les trois activistes

panafricanistes, F. Nyamsi, N. Yamb et K. Séba usent d'un vocabulaire dégradant lorsqu'ils décrivent les défenseurs de la CEDEAO dans leur globalité : « *marionnettes, laquais, vassaux, néocolonisés, impérialisés, esclavagisés, dirigeants corrompus, vieux papas, nègres de maison, CEDEAO comme instrument de l'oligarchie occidentale...* » Ce lexique témoigne à souhait de la posture servile et agressive des présidents africains mis en cause. Ils sont traités de « *petits caniches, waouh ! waouh ! hiboux...* », les dépossédant ainsi du sème *humain* (phase de déshumanisation) au profit du sème *animal* (phase d'animalisation).

Aliou Touré, Président de la Commission de la CEDEAO

Sur la personne d'Aliou Touré, F. Nyamsi tient les propos suivants :

Donc, je pose la question au Dr Aliou Touré : Vous avez **quand même supposément** un niveau de doctorat.

On ne peut pas avoir suivi **sérieusement** des études universitaires sans avoir développé le sens dialectique (...) le sens de la contre-opposition.

Tout docteur qu'il **semble être**, Aliou Touré peut-il justifier de ses titres ? (...) Qui lui a donné le grade de docteur s'il est **incapable** de construire un raisonnement dialectique ?

Nous le soupçonnons d'être un docteur **creux**, un docteur **nul**. . . [Nous soulignons].

Par l'entremise des modalisateurs et des qualificatifs mis en exergue, F. Nyamsi va jusqu'à remettre en doute les compétences humaines et intellectuelles de son adversaire : un intellectuel stupide et usurpateur de titre. Pis, il va jusqu'à s'attaquer - excès de colère ou perte de sang-froid ? - à l'institution universitaire et au jury de thèse du Dr Aliou Touré : « Qui lui a donné le grade de docteur » ? En conséquence, il y a de la démesure et une passion destructrice de l'image de l'adversaire mal contenue dans ce propos.

Alassane Ouattara, Président de la Côte-d'Ivoire

Le même réquisitoire menaçant pour les faces des adversaires politiques se poursuit sur la personne du président Alassane Ouattara : « Le **satrape** venu de Sindou pour troubler la paix des Ivoiriens, ayant renié notre belle terre burkinabè de Sindou pour troubler toute l'Afrique... » (F. Nyamsi). De cette invective sur la personne du président ivoirien, deux principaux traits descriptifs sont à relever : le régime politique et la nationalité d'Alassane Dramane Ouattara. L'expression métaphorique « satrape » renvoie à un monarque, un tyran, un despote, un aristocrate, un oligarque. Autrement dit, le président ivoirien se trouve en mauvaise posture lorsqu'il cherche dans le cadre de la CEDEAO à imposer aux autres un système de gouvernance que lui-même ne respecte pas. La seconde remarque a trait à sa nationalité que l'activiste précise clairement. Alassane Ouattara est un Burkinabè et non un Ivoirien. Cette attaque de sa personne vise, sans doute, à piquer au vif l'orgueil des populations ivoiriennes en les faisant se révolter contre leur président. Or, en tant que panafricaniste, la question de la nationalité constitue une donnée secondaire. Dans l'esprit du panafricanisme, on est d'abord africain, avant d'être Camerounais, Béninois... C'est en cela que l'argumentation *ad personam* s'écarte de la démonstration factuelle pour embrasser une vue d'esprit, une réaction teintée d'affects haineux.

Emmanuel Macron, Président de la France

Le Président français Emmanuel Macron demeure une cible privilégiée des activistes panafricanistes. Ses sorties médiatiques et ses prises de décisions sont systématiquement combattues. La politique française en Afrique, dans un contexte de quête de souverainisme, est décriée ainsi que la personne même d'Emmanuel Macron. Les activistes panafricanistes lui reprochent, non seulement de manipuler les dirigeants des pays africains, mais également de corrompre les mœurs africaines par ses choix et ses goûts sociologiques.

LA CEDEAO est devenue un **instrument d'Emmanuel Macron** et de **ses petits copains amoureux**. La CEDEAO est devenue un haut talon tel Patrice Talon d'Emmanuel Macron qui **aime bien ce genre de chaussure**, vous savez, lui et son **nouveau petit chéri** Ministre des affaires étrangères Stéphane Séjourné (...) La goutte d'eau qui a fait déborder le vase (...) ça a été la volonté d'agression de la CEDEAO contre le Niger sur **ordre d'Emmanuel Macron**. Vous pouvez penser que la nouvelle génération allait accepter cette réalité ? (...) Vous pouvez penser que la nouvelle génération allait voir des **vieux papas** (...) danser le *bobaraba* sur **ordre d'Emmanuel Macron et de son mari Brigitte Macron** ? (Kemi Séba). [Nous soulignons].

S'il est ordinaire chez les activistes panafricanistes de dénoncer la main mise occidentale sur les décisions prises par les dirigeants africains, la nouvelle boutade, ici, consiste à dénier en la personne du Président Emmanuel Macron sa virilité d'homme. Une analyse profonde de la sortie de l'activiste laisse percevoir une volonté d'émascation et de féminisation de Macron. En effet, il est traité dans sa vie de couple comme la femme de son épouse (*son mari Brigitte Macron*).

Cet acharnement discursif sur les personnes des responsables politiques poursuit un but précis : celui discréditer les choix politiques des pays encore membres de la CEDEAO et de leurs parrains occidentaux.

Conclusion

Les activistes panafricanistes considèrent les réseaux sociaux comme une plage d'expression de leur combat idéologique. Leur usage dans la lutte pour l'éveil des consciences est devenu un rituel auquel ils sacrifient régulièrement. Le discours activiste demeure par essence un discours politique tourné résolument vers la déconstruction des schèmes narratifs adverses. De l'analyse des contre-discours de N. Yamb, de F. Nyamsi et de K. Séba, il se dégage quatre principales stratégies discursives et argumentatives : la logique, l'analogie, les attaques *ad hominem* et *ad personam*.

Ainsi, pour (con)vaincre et persuader, les activistes panafricanistes fondent une bonne partie de leur argumentation sur la logique et le bon sens. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à s'appuyer sur la littérature juridico-historique et politique (africaine et mondiale) dans la construction de leurs discours. Il s'agit, avant tout, de montrer le bien-fondé de son éthos discursif tout en anéantissant la thèse adverse. L'argumentation analogique et les attaques *ad hominem* renforcent davantage cette position pragmatique des locuteurs panafricanistes. Enfin, la stratégie de l'argumentation *ad personam* constitue la tactique favorite des activistes panafricanistes. Chez eux, s'attaquer à la personnalité de la personne de l'autre, loin d'être un ultime recours de persuasion (Schopenhauer, 1998), s'avère une plus-value dans la démarche de vaincre voire d'écraser leurs adversaires politiques.

Références bibliographiques

- Amossy R., 2016, L'Argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fiction.
- Amossy R., 2014, L'éthos et ses doubles contemporains.
- Aristote, 1991, Rhétorique, Librairie Générale Française, Paris, coll.
- Aron P., Saint-Jacques D. et Viala A., 2002, Le dictionnaire du littéraire.
- Benveniste É., 1966, Problème de linguistique générale.
- Goffman E., 1974, Les rites d'interaction.
- Kerbrat-Orecchioni C., 1980, L'énonciation. De la subjectivité dans le discours.
- Maingueneau D., 1991, L'Analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive.
- Schopenhauer A., 1998, L'Art d'avoir toujours raison — La dialectique éristique.

Corpus

- YAMB N. : *Retrait de l'AES de la CEDEAO⁴¹ : Pourquoi Macron est-il en colère ?* du 01/02/2024 disponible sur Youtube à l'adresse https://youtu.be/GOilWle_smw, durée : 24'20.
- NYAMSI F. : *La CEDEAO se met encore une grosse corde au cou : imposition de visas à l'AES* du 08/07/2024 disponible sur Youtube à l'adresse <https://youtu.be/CI7lb4YFIUI>, durée : 17'52.
- SÉBA K. : *Désintégration de la CEDEAO : Kémi expose les défis à venir* du 29/01/2024 disponible sur Youtube à l'adresse <https://youtu.be/JrxtKJxUKzY>, durée : 11'22.

⁴¹ CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest créée le 28 mai 1975 à Lago au Nigéria par 15 pays africains : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissao, Guinée Conakry, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Togo.

L'ICONOTEXTE PUBLICITAIRE : QUELS DISCOURS ARGUMENTATIFS A PARTIR DES LOGOS DES TROIS COMPAGNIES TELEPHONIQUES AU BURKINA FASO ?

Yacinthe Judicaël DIPAMA

Université Joseph KI-ZERBO

yacinthejudicael@gmail.com

Résumé

Cette étude fait une analyse du logo des trois réseaux de téléphonie mobile au Burkina Faso pour montrer comment les différentes stratégies se déploient à travers le discours publicitaire. Etant donné que le logo est un signe iconotextuel, le linguistique et l'iconique s'entremêlent de sorte à construire un discours persuasif auprès du public burkinabè. Pour y arriver, les sociétés de téléphonie en question utilisent de façon subtile les marques énonciatives, mais aussi les éléments de plasticité pour construire leurs identités visuelles sans occulter la dimension socioculturelle qui est à prendre en compte aussi dans l'élaboration des stratégies discursives.

Mots-clés : discours, argumentation, iconotexte, publicité et logos.

Abstract

This study analyzes the logo of the three mobile telephone networks in Burkina Faso to show how the different strategies are deployed through advertising discourse. Given that the logo is an iconotextual sign, the linguistic and the iconic intertwine in order to construct a persuasive discourse with the Burkinabe public. To achieve this, the telephone companies in question subtly use enunciative brands, but also elements of plasticity to construct their visual identities without obscuring the socio-cultural dimension which must also be taken into account in the development of discursive strategies.

Key words: speech, argument, iconotext, advertising and logos.

Introduction

Jean-Michel Adam et Marc Bonhomme, se sont intéressés au domaine publicitaire en proposant quelques aspects textuels et iconiques d'une forme particulière du discours. Dans leur ouvrage *L'argumentation publicitaire* (2012), ils suggèrent des pistes classiques et parfois originales pour une approche des « textes-images » ou iconotextes publicitaires. Dans ce sens, Roland Barthes pense que le message linguistique établit des fonctions (d'ancrage et de relais) par rapport au message iconique (R Barthes, 1964 : 4). Par ancrage, c'est lorsque le texte guide à la fois l'identification et l'interprétation de l'image ; et par relais c'est la fonction qui construit une relation de complémentarité entre le texte et l'image. Dans le monde publicitaire, ce qui se passe entre le texte et l'image relève d'un domaine à caractère assez spécifique, puisque celui-ci recourt à certaines techniques de montage mêlant des unités iconiques et d'autres linguistiques. C'est à ce niveau que l'on emprunte le concept d' « iconotexte ».

Gilles Lugin détermine l'iconotexte dans son ouvrage *Généricité et intertextualité dans le discours publicitaire de presse écrite* (2006) comme un « message mixte, un ensemble formant une unité signifiante à part entière, dans laquelle le linguistique et l'iconique se donnent comme une totalité insécable, mais dans laquelle ils conservent chacun leur spécificité propre » (G. Lugin, 2006, p. 65). Autrement dit, l'iconotexte est un langage

qui utilise en interdépendance le texte et l'image, réunis dans un objet médiatique (le livre, la télévision). C'est le cas pour la plupart des logos. C'est dans ce sens que nous analyserons les logos des trois opérateurs de téléphonie mobile au Burkina Faso : Orange Burkina, Telecel Faso et Moov Africa. Il est à noter que le secteur de la téléphonie mobile au Burkina Faso est fortement marqué par la concurrence entre les trois compagnies. De ce fait, elles rivalisent en termes d'ingéniosité et de créativité pour capter le maximum de consommateurs. Etant donné que le discours publicitaire est une forme de communication qui peut se présenter sous les deux aspects (texte et image), on peut se poser la question de départ suivante : comment s'organisent l'iconique et le linguistique dans le logo pour rendre le message plus persuasif ? De cette question principale, découlent les questions spécifiques suivantes :

- Quelle analyse peut-on faire du message linguistique des logos ?
- Quelles interprétations des différentes représentations iconiques dans les logos ?

Nous formulons l'hypothèse selon laquelle les messages iconiques et textuels s'entremêlent d'une manière à former un seul message dans les logos. Mieux, dans le texte linguistique s'opère une stratégie discursive à travers l'usage des marques énonciatives. Aussi, le message iconique est un visuel qui s'élabore en fonction des valeurs socioculturelles auxquelles le public fait référence.

Cette présente étude a pour objectif générale de montrer que dans le logo, l'iconotexte est une forme d'imbrication de deux systèmes sémiotiques bien distincts, pourtant complémentaires. De façon spécifique, il s'agit de montrer que la présence d'une marque énonciative est aussi significative que l'absence d'une marque énonciative, et aussi montrer que le logo regorge d'énormes potentialités sur les plans iconique et plastique qui exercent une influence sur le public.

Notre travail s'inscrit dans une analyse sémiotique du discours publicitaire qui vise à mettre en relief l'intention des messages iconotextuels à travers les logos des compagnies téléphoniques. Notre tâche consiste donc à analyser les logos des trois compagnies téléphoniques pour saisir les rapports entre l'image et le texte afin de comprendre les choix discursifs et iconiques qui ont motivés la production de l'iconotexte.

I. Brève présentation des compagnies téléphoniques

I.1. Moov Africa

Moov Africa est l'opérateur global de référence du Groupe Maroc Telecom œuvrant dans tous les segments de télécommunication (fixe, mobile, internet, data). Il propose un service de téléphonie mobile. Le réseau mobile de Moov Africa a été lancé le 3 décembre 1996. *Fasonet* est l'entité de Moov Africa spécialisée dans la fourniture d'accès à internet. Elle est la première fournisseuse d'accès à internet (FAI) au Burkina Faso et le gestionnaire du nœud national d'accès internet. Avec un *backbone* en fibre optique de plus de 4000 km et la bande passante à l'international à travers la fibre optique sous régionale à 32.5 Gbits, Moov Africa se présente comme un hub pour l'acheminement du trafic dans l'espace sous régionale compte tenu de sa position géographique et stratégique. La téléphonie fixe est l'activité initiale de Moov Africa. A ce jour, l'intégralité du secteur des télécommunications

est ouverte à la concurrence. Le parc fixe s'établit à plus 75291 lignes actives au 31 décembre 2019⁴².

I.2. Orange Burkina

Orange Burkina, leader de la télécommunication au Burkina Faso, avec plus de 10 000 000 de clients mobiles, est une entreprise qui œuvre au quotidien à offrir à ses clients une connexion fluide. Elle propose ainsi des services fixes, mobiles et internet (4 G et fibre) sur les marchés grand public, opérateurs et entreprises. Orange Burkina a révolutionné le mobile *Banking* au Burkina Faso en lançant depuis 2013 son service Orange money pour simplifier la vie de ses clients en leur permettant d'effectuer plusieurs transactions financières via le mobile comme le transfert d'argent, le paiement des factures⁴³.

I.3. Telecel Faso

Officiellement commencée en janvier 2000, l'entreprise Telecel Faso a été créée après la libéralisation du marché de la téléphonie mobile. L'entreprise affiche une certaine philosophie, celle de concilier une proposition de valeur tenant compte des réalités socio-économiques du pays. C'est une entreprise technologique, qui reconnaît l'importance de l'innovation et de la créativité pour une réussite à long terme⁴⁴.

2. Le linguistique et l'iconique dans le logo : quelles modalités d'approches de ces composantes en tant qu'élément discursif ?

Rappelons avec Alain Montandon que « la spécificité de l'iconotexte est de préserver la distance entre le plastique et verbal pour, dans une confrontation coruscante, faire jaillir des tensions, une dynamique qui opposent et juxtaposent deux systèmes de signes sans les confondre.⁴⁵ » (A. Montandon, 1990, p. 6). Cette stratégie se présente comme une « machine paresseuse qui exige du lecteur un travail coopératif acharné pour remplir les espaces de non-dit ou de déjà-dit restés en blanc » (G. Lugrin, *op.cit.*, p. 110). Cette difficulté d'interprétation est issue, en fait, selon Lugrin, de l'imbrication de deux systèmes sémiotiques bien distinctifs, pourtant complémentaires. Il s'agit du linguistique d'une part, et de l'iconique d'autre part.

Dans notre présente étude, nous tenterons de souligner le caractère pragmatique du langage publicitaire à travers les énoncés issus dans les trois logos appartenant aux compagnies de téléphonie. En prenant appui sur le modèle de classification searlienne des actes illocutoires, nous montrerons que les actes contenus dans les énoncés s'accomplissent en fonction du locuteur selon son intention, en fonction de l'interlocuteur selon son interprétation et enfin selon la situation dans laquelle les interlocuteurs (l'émetteur et le récepteur) se trouvent. A cela, l'analyse de l'énonciation publicitaire permettra de comprendre les différentes stratégies énonciatives mises en place par les trois compagnies téléphoniques. Pour y arriver, nous nous référons à l'une des quatre organisations du

⁴² Source : <https://moov-africa.bf/Pages/index.aspx> (Consulté le 15/11/2024)

⁴³ Source : <https://www.orange.bf/> (Consulté le 15/11/2024)

⁴⁴ Source : <https://www.telecelfaso.bf/notre-histoire/> (Consulté le 27/03/2023)

⁴⁵ Source : <https://intru.hypotheses.org/les-axes-de-recherches-2/iconotextes> (Consulté le 05/11/2024)

discours (l'Énonciatif) mise au point par Charaudeau. Il montre clairement et profondément les principaux outils d'une étude de l'appareil énonciatif. Concrètement, il s'agira d'analyser les modalités et l'embrayage discursifs des énoncés publicitaires issus des trois logos.

Pour ce qui est de l'analyse de l'iconique, nous convoquerons essentiellement les travaux du Groupe μ . Ainsi, leur ouvrage *Traité du signe visuel : Pour une rhétorique de l'image* (1992), servira de base pour analyser l'image en tant que signe sémiotique.

3. Analyse des logos des trois compagnies téléphoniques

Il est à rappeler que le logo « constitue un simulacre de sujet énonciateur, l'identité d'une entreprise » (Andrea Semprini, 1996, p. 65) ; c'est-à-dire qu'il cristallise un réseau sémantique qui coïncide avec les lieux communs de la communauté de langage et des pratiques à laquelle il est destiné pour être instantanément compris, tout en commémorant l'entreprise dont il est abrégé. De ce fait, il véhicule les valeurs partagées par l'entreprise, mais aussi par le public auquel le message est adressé. C'est ce qui pourrait d'ailleurs caractériser la dimension persuasive du logo

3.1. Analyse du logo de Moov Africa

Figure I : iconotexte de Moov Africa



Source : <https://moov-africa.bf/Pages/index.aspx> (Consulté le 15/11/2024)

Dans le logo de Moov Africa, nous apercevons une courbe bidirectionnelle continue, des formes losangées et l'inscription linguistique suivante : « Un monde nouveau vous appelle » ; le tout sur fond bleu.

Une attention sur la configuration plastique de la courbe laisse voir une image qui a l'air d'un boomerang orienté vers la marque « Moov Africa ». Les losanges au nombre de quatre côtoient la courbe. Et en bas, on a le signe linguistique « Un monde nouveau vous appelle » qui est le slogan de l'entreprise. A partir de cette description des éléments iconico-linguistiques, il est à noter que la courbe est associée à la rapidité qui caractérise la compagnie, et les losanges évoquent l'univers digital et technologique propre à l'entreprise. Aussi la courbe bidirectionnelle continue se présentant comme un boomerang signifierait-elle que la marque « Moov Africa » se définit par sa rapidité à aller vers les nouvelles technologies pour mieux se perfectionner et s'imposer. Par ailleurs, elle s'inscrit dans la continuité d'une promesse d'un monde d'innovations qui ne cesse de se renouveler. Elle

serait donc une marque dynamique au service de l'Afrique d'où sa signification « une Afrique en mouvement ». En témoigne d'ailleurs la couleur orange qui symbolise l'énergie et le dynamisme sur la courbe et les losanges.

Une analyse du signe linguistique « Un monde nouveau vous appelle » permet de mettre en exergue le contact que la société tente d'établir avec le public à travers le pronom personnel « vous ». Cet embrayeur de personne interpelle avec une certaine courtoisie toute personne qui serait en face de la télévision pourvue qu'elle comprenne la langue française. Par ailleurs, le verbe « appeler » dans cette modalité discursive (le présent de l'indicatif) a l'air d'une information, mais elle induit une action de la part du récepteur, c'est-à-dire du téléspectateur, d'autant plus que la réaction attendue ici est de répondre à l'appel, donc de rejoindre le « monde nouveau ». Ce monde nouveau n'est pas décrit dans le message ; il est plutôt fictif, dans l'imaginaire du téléspectateur et peut renvoyer à ses désirs, ses aspirations de tout genre. Pour que le téléspectateur quitte de ses rêves à la réalité, il est impératif qu'il rejoigne le monde de la téléphonie Moov Africa qui se présente implicitement dans le message comme le moyen sûr pour rejoindre le « monde nouveau ». Cette *absence présente* de la société dans le message linguistique lui confère une dimension esthétique.

Lorsqu'on associe cette lecture du slogan « Un monde nouveau vous appelle » à la description des éléments iconiques, on pourrait alors émettre l'hypothèse selon laquelle Moov Africa invite le public à rejoindre un monde nouveau dans lequel il trouvera des services de qualité et innovants. En fait, le fond bleu évoque le caractère innovant, la maturité, le sérieux de l'entreprise en question, mais permet aussi de donner une bonne visibilité à la marque et au texte linguistique qui sont présents sur le logo.

2.2. Analyse du logo d'Orange Burkina

Figure 2 : iconotexte d'Orange Burkina



Source : <https://www.orange.bf/> (Consulté le 15/11/2024)

Le logo donne à voir une forme carrée de couleur orange sur laquelle se trouve la marque « Orange ⁴⁶» et une inscription linguistique ; le tout sur fond noir. Il est à noter que la marque de l'entreprise tire son origine de la couleur orange qui est une couleur dynamique en marketing. Elle évoque également l'innovation et la modernité. Alors, quels

⁴⁶ Orange est une société française de télécommunications. En 2020, l'entreprise est leader dans 75% des pays européens où elle est implantée et dans 83% des pays en Afrique et au Moyen-Orient.

liens peut-on faire entre le carré à fond noir et celui à fond orange portant le nom de la marque ?

Le carré est généralement associé à la stabilité, à la fiabilité, à la force et au sérieux. La présence de la marque dans le carré à fond orange confère à l'entreprise un certain dynamisme, c'est-à-dire une entreprise créative et moderne. Le carré à fond noir dans le cas présent permet de bien mettre en exergue le slogan « Vous rapprocher de l'essentiel » qui est de couleur blanche. A cela, il est à ajouter que la couleur noir, fréquemment associée au mystère, à l'élégance, à l'intemporalité et à la puissance, confère un sentiment d'élégance au logo. Par ailleurs la position excentrée à droite du carré orange dans le fond noir permet de souligner le caractère dynamique, l'aspect intemporel de la marque Orange qui s'inscrit dans la créativité.

Dans le message linguistique, le pronom personnel « Vous » permet d'interpeler les utilisateurs de cette téléphonie, et c'est de cette manière que l'entreprise établie le contact avec le public. En plus, le verbe « rapprocher » à l'infinitif sous-entendrait un ordre de la part de la compagnie, mais qui n'est pas manifeste. En fait, il est évident que le verbe dans cette modalité n'indique pas que l'idée de rapprochement émanerait du destinataire du message. Ce rapprochement se ferait, qu'il soit d'accord ou pas, sans que lui-même ne s'en rende compte. Ainsi pourrait-on dire que l'infinitif dans ce message renverrait plus à un impératif adouci. Enfin, le mot « essentiel » pourrait amener le public à se poser des questions afin de savoir ce qu'il pourrait mettre dans ce mot. Le public, conscient que l'entreprise n'apportera pas des éléments de réponse à cette question, va se forger l'idée de ce qui peut être essentiel. Dès lors, la latitude est donnée à tout le monde de définir ce qui peut être essentiel (important). Aussi, il est à noter que la compagnie est absente dans le message de façon explicite, mais présente implicitement, car il est évident que c'est la marque Orange qui permet de se rapprocher de ce qui est essentiel ; ce qui suppose que les autres marques ne peuvent pas le faire. C'est en cela que réside le caractère poétique du message publicitaire.

De cette analyse iconico-linguistique, on pourrait dire que la marque « Orange » est dynamique en ce sens qu'elle s'investit pour suivre le rythme de l'évolution technologique, elle travaille à satisfaire chacun dans ses besoins fondamentaux. Par ailleurs, le sérieux, la fiabilité et la stabilité qui caractérisent cette marque sont la preuve que le public peut faire confiance à la compagnie Orange Burkina.

3.3. Analyse du logo de Telecel Faso

Figure 3 : iconotexte de Telecel Faso



Source : <https://www.telecelfaso.bf/> (consulté le 15/11/2024)

Le logo présente une forme circulaire, le nom de la marque « Telecel ⁴⁷ » et l'inscription linguistique « OFFRIR PLUS... » ; le tout sur fond blanc.

Le cercle est divisé en deux parties (bleu ciel et bleu foncé) qui représente la réalité bien perçue et fondamentale. Le cercle est généralement associé au concept d'éternité ou les cycles récurrents comme le lever et le coucher du soleil. Le bleu, quant à lui, il évoque le caractère innovant de toute activité. De cette analyse, on pourrait dire que cette forme circulaire dans le logo fait de Telecel Faso une marque qui s'inscrit dans la durée, l'éternité. Cette pérennité résulte de la dynamique et de l'unité des deux formes qui constituent le cercle. La couleur bleue confère à la marque le statut d'innovateur.

Le texte linguistique « OFFRIR PLUS... » est le slogan de l'entreprise Telecel Faso. Le verbe « OFFRIR » est synonyme de donner, proposer. L'adverbe « PLUS » associé au verbe signifierait « donner, donner encore et encore ». Les points de suspension à la fin du texte mettent en exergue une forme de redondance car l'adverbe à lui seul suffirait pour traduire l'idée de donner et de donner encore. De là, l'on pourrait voir un effet esthétique dans le message. Aussi, le verbe à l'infinitif sous-entendrait un ordre même si cela n'est pas explicite. En effet, pour comprendre cette injonction qui se cache derrière le message, on peut se poser la question de savoir : qui offre quoi à qui ? Autrement dit, est-ce la compagnie qui offre au public ou vice-versa ? Manifestement, le message dans ce cas ne fait pas apparaître le destinataire du message ; c'est-à-dire que le public n'est pas interpellé clairement. Ce dernier pourrait se dire qu'il ne joue pas le rôle de donateur. Dans ce sens, le public se mettrait à l'idée que c'est Telecel Faso qui joue le rôle de bon samaritain. Or, il est évident que l'entreprise en question ici n'intervient pas dans le domaine du bénévolat ; c'est une entreprise commerciale, donc animée par le souci de se faire de l'argent en vendant ses produits et services. Vu que l'entreprise s'inscrit dans une dynamique de toujours travailler à améliorer ses offres de service au public, ce dernier consommera toujours les produits et services de l'entreprise, donc donnera toujours de l'argent à Telecel. C'est en échange à cette transaction que la compagnie va offrir ses services au public. A partir de ce constat, on peut dire que dans le slogan de Telecel Faso, il ne s'agirait pas concrètement d'offrir comme ce qui est donné à voir à première vue, mais plutôt d'une vente et c'est le public qui est l'acheteur. Vu sous cet angle, si nous joignons la signification du cercle à celle du texte linguistique, on pourrait dire que Telecel Faso est une entreprise innovante et qui travaille à donner perpétuellement au public plus de possibilité d'usage du virtuel pour avoir le sentiment du réel.

Conclusion

L'analyse des logos des trois compagnies téléphoniques a permis de montrer que la stratégie de l'iconotexte est déterminante dans l'élaboration du discours publicitaire. Elle participe à l'amélioration de l'esthétique de l'image publicitaire, mais à la construction d'un discours captivant et persuasif. Les choix discursifs et iconiques opérés par les trois compagnies dans leurs logos trouvent leur origine dans la culture de chacune d'elle, mais également du public cible dans le contexte burkinabè. Cela dit, la présence des différentes

⁴⁷ Le mot « Telecel » est issu de la troncation de « TELEphonie CELLulaire »

marques énonciatives dans les énoncés montrent la subtilité avec laquelle les entreprises impliquent le public et s'impliquent eux-mêmes afin d'établir un contact de confiance et de créer une communication interactive. A cela, l'analyse des éléments de plasticité permet de souligner que la construction du logo répond à deux enjeux différents, mais paradoxalement complémentaires étant donné qu'il s'agit d'un discours publicitaire où l'objectif est de vendre un produit/service à un public donné. Le premier enjeu se situe au niveau du pôle de l'annonceur (Telecel Faso, Moov Africa, Orange Burkina) : l'analyse des éléments plastiques (formes, couleurs,...) laisse apercevoir entre autres le caractère dynamique, stable et innovateur des trois entreprises. Egalement, du pôle du récepteur (public burkinabè), des valeurs socioculturelles transparaissent à travers ces éléments plastiques.

Références bibliographiques

- Adam, J-M. et Bonhomme, M. 2012. L'argumentation publicitaire : Rhétorique de l'éloge et de la persuasion. Paris : Armand Colin.
- Barthes, R. 1964. Rhétorique de l'image.
- Charaudeau, P. 1992. Grammaire du sens et de l'expression. Paris : Hachette.
- Groupe. 1992. Traité du signe visuel : pour une rhétorique de l'image. Paris : Seuil.
- Lugrin, G. 2006. Généricité et intertextualité dans le discours publicitaire de presse écrite. Berne : Peter Lang.
- Montandon, A. 1990. Qu'est-ce-qu'un iconotexte ? Paris : Ophrys.
- Semprini, A. 1996. Analyser la communication : comment analyser les images, les médias, la publicité. Paris : L'Hamattan.

LES STRATÉGIES DU DISCOURS POLITIQUE CHEZ LE PRÉSIDENT MACKY SALL : LE CAS DE SON ADRESSE DE NON-CANDIDATURE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SÉNÉGALAISE DE 2024.

Yves Deuhapeu DOH

Université Alassane Ouattara Bouaké
ddoh92@yahoo.fr

Bernadin KOUMA

Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso
koumabernadin71@gmail.com

Tindio DIABATÉ

Université Félix Houphouët Boigny Cocody, Côte d'Ivoire,
odilediabate@gmail.com

Résumé

Le discours politique est un type de discours qui est produit, généralement, par les hommes et femmes politiques dans l'exercice de leur fonction qu'est la politique. À travers ce type de discours, ils s'offrent à la société tout en traduisant parfois leurs projet et programme de société ou de gestion des affaires de la cité ou de certaines crises. Cette fonction du discours politique, c'est-à-dire servir le politique dans la gestion des crises, par exemple, a montré son importance à un moment donné de la vie politique récente du Sénégal, mais particulièrement du Président Macky Sall. Après deux mandats à la tête du pays, ce dernier annonce conformément à la constitution qu'il n'est pas candidat à sa succession alors que beaucoup lui prêtait l'intention de se représenter. Toute chose qui a provoqué une crise sociale durant le mois de février à juin 2023. De l'étude de cette adresse, par la méthode de l'analyse du discours, il ressort l'emploi des stratégies politique de persuasion, du silence, l'hypo correction, explicatives, etc. par Macky SALL. Et grâce à ces stratégies, il s'est construit un ethos de leader politique soucieux de la préservation de l'harmonie et la paix sociale dans son pays.

Mots-clés : Discours politique, ethos, stratégies, orateur, Sénégal

Abstract

Political discourse is a type of discourse generally produced by politicians in the exercise of their political function. Through this type of discourse, they offer themselves to society, sometimes translating their plans and programs for society or for managing the affairs of the city or certain crises. This function of political discourse, i.e. to serve the politician in crisis management, for example, showed its importance at a given moment in the recent political life of Senegal, but particularly of President Macky Sall. After two terms at the head of the country, the latter announced, in accordance with the constitution, that he was not standing as a candidate for succession, even though many people were suggesting that he intended to stand again. This led to a social crisis between February and June 2023. A study of this address, using the method of discourse analysis, reveals Macky SALL's use of political strategies of persuasion, silence, hypo correction, explanatory, etc. And thanks to these strategies, he has built up an ethos of political leader concerned with the preservation of social harmony and peace in his country.

Key words: political discourse, ethos, strategies, orator, Senegal

Introduction

Pays situé en Afrique de l'Ouest et dirigé par le Président Macky SALL (désormais MS) depuis 2012 ; le Sénégal, depuis son indépendance, connaît une stabilité socio-politique et économique exemplaire dû au fait qu'il reste l'un des rares pays en Afrique mais plus l'Afrique de l'Ouest à ne pas connaître de coup d'Etat. Après deux mandats, la Constitution sénégalaise n'autorise plus le Président en exercice pour un second mandat. Mais déjà le front socio-politique est en ébullition. La raison évoquée par des médias comme Afrique média est que le Président Macky SALL se présenterait pour un autre mandat. Dans un tel contexte, le pays est en proie à plusieurs manifestations violentes afin que ce dernier renonce à cette intention qu'on lui prête. Alors le Président sort de son silence et prononce une adresse à travers laquelle il annonce ne pas être candidat. C'est ce discours que nous avons nommé l'adresse de non-candidature du Président Macky SALL à l'élection présidentielle sénégalaise de 2024, dans le cadre de cet article.

En effet, cette adresse fait suite à plusieurs mouvements d'humeur de la jeunesse avec en ligne de mire un homme politique notamment Ousmane Sonko, président du parti politique PASTEF (Parti des patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) était descendu dans les rues des principales villes sénégalaises pour manifester disent-ils contre le troisième mandat anticonstitutionnel de Macky SALL. Dans la présente étude, nous partons de l'hypothèse d'analyse selon laquelle des stratégies du discours politique structurent-elle l'adresse de non-candidature du président Macky SALL ? Dans l'optique de vérifier cette hypothèse, nous répondrons au problème qui suit : Quelles sont les stratégies du discours politique convoquées par Macky SALL dans son adresse de non-candidature et de quoi celles-ci se justifient ? Notre objectif est d'identifier non seulement ces stratégies discursives, mais aussi de voir leurs motivations.

La méthode d'analyse est l'analyse du discours qui est une méthode qui « s'intéresse aux usages de la langue et à ses mises en texte /scène » (V. Bonnet et H. Boyer, 2016, p. 9). Elle a plusieurs approches mais, nous priorisons, pour notre analyse, l'approche de l'école française qui s'appuie sur des corpus politiques tout en mettant l'accent sur l'orateur, le rapport discours-pouvoir, parole-action en montrant que « ...l'acte ne prend un sens que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire ». (H. Arendt, 1983, p. 235)

I. La question du discours politique

La question du discours politique est une problématique qui est l'objet d'étude de plusieurs domaines aux nombres desquels on peut citer la communication politique, les sciences politiques, la philosophie politique, les sciences du langage, etc. Ce dernier est celui sur lequel prend appui notre analyse de la question du discours politique. En effet, P. Charaudeau (2005, p. 11) s'interroge sur la question telle que suit :

Que faut-il entendre par discours politique ? La question mérite d'être posée de prime abord pour éviter malentendus et confusions des perspectives. S'agit-il des discours produits dans le champ de la politique ? De la politique en tant qu'elle est discours ? Mais alors, la politique ne serait-elle que discours ? Et l'action politique serait-elle secondaire par rapport au discours, ou constituerait-elle au contraire la base du politique sur laquelle

viendrait se greffer le discours ? Les réponses ne sont pas évidentes et ne peuvent en tout cas émerger hors d'un point de vue particulier.

Au vu de probables réponses qui peuvent être données à cette kyrielle d'interrogation, nous allons procéder par la définition de ce type de discours puis voir ses stratégies.

I.I. Brève définition du discours politique

Tout d'abord, il convient de savoir que le discours peut se définir, de manière simple, comme toute parole orale ou écrite dans l'optique de se faire entendre et comprendre, au quotidien. Le discours est une notion qui est étudié en linguistique, hors de la linguistique et dans le domaine de l'Analyse du Discours. Il se présente comme « l'utilisation orale, écrite ou par des signes de la langue en contexte par un locuteur dans l'optique de faire passer un message à un allocataire ou auditoire peu importe sa présence physique ou son absence » (Y. DOH, 2022, p. 32). Et lorsque cette parole est prononcée dans le cadre politique ou par des hommes dont le métier est la politique, on parle alors de discours politique. C'est donc dire que le discours politique peut se définir comme un type de discours qui se situe dans le cadre de la politique ou disons des actions politiques. C'est en ce sens que Patrick Charaudeau soutient que « le discours politique n'est pas le tout du politique, mais il n'est pas de politique sans discours politique » (Patrick Charaudeau Ibidem, p.29). Ceci répond à la problématique soulevée dans les lignes précédentes, notamment, ce qu'il faut entendre par le discours politique qui induit le rapport entre action politique et discours.

Aussi est-il bien de savoir que le discours politique peut se définir en fonction de ces lieux de fabrication qui sont au nombre de trois, selon Charaudeau. Ce sont les systèmes de pensée politique, le commentaire politique puis l'acte de communication politique. Le dernier lieu de fabrication du discours politique qu'est l'acte de communication politique définit ce type de discours par la mise en jeu des différents « acteurs qui participent à la scène de la communication politique dont l'enjeu consiste à influencer les opinions afin d'obtenir des adhésions, des rejets ou des consensus (...). Ici le discours politique s'attache à construire des images d'acteurs et à user de stratégies de persuasion et de séduction en usant de divers procédés rhétoriques. » (Idem, p.30). Ceci met en jeu donc les différentes communications effectuées par les politiques autour d'une action. En effet, pour Charaudeau : «...il ne pourrait y avoir d'action politique s'il n'y avait de discours qui la motive et lui donne sens...L'action politique et le discours politique sont indubitablement liés, ce qui justifie du même coup l'étude du politique par son discours, (mais plus ses stratégies) » (Ibidem, p.29). C'est d'ailleurs pourquoi, dans cette étude, nous nous intéressons à l'étude des stratégies du discours politique chez Macky SALL. Mais que peut-on dire des stratégies du discours politique ?

1.2. Les stratégies du discours politique

Plusieurs approches⁴⁸ ont été faites des stratégies discursives en politique. Mais celles que nous allons voir dans le cadre de cet article sont l'approche de Patrick Charaudeau et Christian Le Bart en ce sens que les stratégies qu'ils identifient sont manifestes dans le corpus d'analyse. Bien avant, entendons par stratégies discursives « ...des stratégies particulières utilisées par un locuteur ou orateur dans son discours à l'effet d'atteindre une certaine finalité recherchée » (Y. DOH, idem, p.III). C'est quand la finalité recherchée est d'ordre politique ou s'inscrit dans le champ politique qu'on parle de stratégie du discours politique. Quelles sont donc les stratégies du discours politique qu'identifient Patrick Charaudeau et Christian Le Bart ?

- Les stratégies selon Patrick Charaudeau

Nous affirmons dans la *brève définition du discours politique* que ce type de discours se définit en fonction des lieux de fabrication. Et là, nous nous sommes appesantis sur l'acte de communication qui met en exergue les différents acteurs qui participent à la scène de la communication politique dont l'enjeu consiste à influencer les opinions afin d'obtenir des adhésions, des rejets ou des consensus. Ce qui veut dire qu'il existe, dans cette scène, un contrat de communication entre l'auditoire et l'orateur. À l'intérieur de ce contrat, le politique cherche « comment justifier sa prise de parole, sa participation sociale aux échanges langagiers (stratégie de légitimation); comment, dans la relation à l'autre, influencer celui-ci, en agissant sur les croyances (stratégie de captation) et comment dans la problématisation du propos, témoigner de sa position de vérité, en agissant sur les connaissances (stratégie de crédibilité). » (S. Zrinka, cité par Y. Doh, idem, p.II7). Aussi, pour ce qui est des stratégies du discours politique, Charaudeau les présente à deux niveaux, notamment, les stratégies de persuasion politique qui sont convoquées lorsque l'objectif premier recherché est de toucher le cœur puis les stratégies du mensonge politique où est mis en relief l'enjeu du mensonge politique.

Chaque niveau a des composantes stratégiques. Pour les stratégies de persuasion politique, on retrouve les sous stratégies de paraître, la persuasion entre émotion et raison, des stratégies à orientations diverses, la construction de l'image de soi, la dramatisation du discours, la disqualification de l'adversaire, la question du choix des valeurs et les conditions et la force des argumentations. Quant au deuxième niveau, on y trouve la sous stratégie du flou, du silence, de la raison suprême ou la raison d'État et celle de dénégation ou de faux témoignage. Donc l'approche des stratégies discursives faite par Charaudeau met en lumière cinq types de stratégies dont la stratégie de légitimation, la stratégie de crédibilité, la stratégie de captation, la stratégie de persuasion politique et celle du mensonge politique. Qu'est ce qui en est de l'approche de Christian Le Bart ?

⁴⁸ Yves Doh dans sa Thèse de doctorat qui a porté sur le thème « Stratégies et discours politique pro et anti III^e République du processus référendaire de 2016 en Côte d'Ivoire » a accordé une bonne place à l'étude des stratégies discursives dans le champ politique mais plus en contexte référendaire. Outre l'approche de Patrick Charaudeau et Christian Le Bart que nous abordons, dans cet article, il y a abordé d'autres approches comme celles sociolinguistiques de John J. Gumperz, la pragmatique intégrée d'Oswald Ducrot et Jean Claude Anscombe, l'approche textuelle et pragmatique de Jean Michel Adam.

- Les stratégies selon Christian Le Bart

Ce théoricien, dans son approche, précise que le discours politique n'est jamais produit à l'improviste. De ce fait, le discours politique est de nature foncièrement tactique, c'est-à-dire que le discours politique est le lieu de mise en œuvre de plusieurs tactiques afin d'atteindre son objectif. En effet, « le discours politique, d'une manière générale, peu importe sa nature est un discours d'influence sociale produit par les hommes politiques ou en politique dans l'optique de gagner la confiance de l'auditoire » (Y. DOH, ibid em p.57). C'est pourquoi les stratégies de ce type de discours qu'identifie Christian Le Bart sont que le politique doit parler au nom de la majorité silencieuse, s'attribuer les événements positifs tout en essayant de s'échapper de la responsabilité des événements négatifs, recourir au répertoire de mots-clefs propres au courant qu'il représente et utiliser les expressions du sens commun.

Mais vu que la vie politique est faite de soubresauts politiques, parfois, alors son discours n'est pas toujours fidèle à un type particulier de stratégie. Il faut bien le préparer avant la prise de parole devant l'auditoire. C'est d'ailleurs pourquoi, Le Bart ajoute que les hommes politiques peuvent dans leur joute oratoire se servir des stratégies d'hyper et hypo correction, celle du ninisme puis l'archaïsme ou l'erreur de communication pour essayer d'échapper, souvent, à certaines critiques. Ses stratégies résident au fait que le politique dans un « souci de faire peuple (hypercorrection) » (2014, p.38) apprenne à mémoriser son discours et en connaître les différentes articulations, l'attente du peuple afin de le relever dans son discours. Par cette stratégie, l'orateur s'entraîne et déploie un effort pour mieux parler. Pour ce qui est de l'hypo correction ; il va faire l'inverse dans le but de montrer une attitude de spontanéité (ne pas prononcer le ne de la négation) ou pour séduire un public spécifique. Il peut aussi adopter la stratégie du ninisme (suggérer une troisième solution raisonnable comme compromis entre les extrêmes que sont par exemple le socialisme et le libéralisme). L'archaïsme ou l'erreur de communication, “ le choix d'une modalité désuète d'échange avec le lecteur ” est selon, Le Bart une stratégie qui a pour but de donner une image plus sincère et audacieuse.

De toutes ces stratégies, quelles sont celles qu'emploie Macky SALL dans son adresse de non-candidature à l'élection présidentielle de 2024 ? Comment celles-ci peuvent-elles se justifier. À l'effet de répondre à toutes ces questions nous entamons, à présent, l'étape analytique du corpus

2. Les stratégies employées par macky sall dans son adresse de non-candidature et leurs motivations

2.1 Identification des stratégies discursives

Le discours politique est un conglomérat de stratégies discursives qui cohabitent les unes les autres afin de participer à la construction d'ensemble du discours. Et celui tenu par MS lors de son adresse au peuple sénégalais le 03 juillet 2023, ne déroge pas à ce principe. En effet, une lecture de cette adresse fait ressortir la recherche de persuasion du peuple quant à tout ce qui s'est passé qui l'a conduit à s'adresser à eux. Analysons cet extrait :

Mes chères compatriotes d'ici et de la diaspora. C'est en forte conscience des responsabilités qui m'incombent que je voudrais m'adresser à vous, ce soir, en ma qualité de garant du fonctionnement régulier des institutions, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Nous avons ici donc le premier niveau des stratégies du discours politique que Charaudeau nomme les stratégies de persuasion politique. En effet, au-delà d'avoir la caution du peuple donc légitime et crédible devant ce dernier, en sa qualité « de garant du fonctionnement régulier des institutions, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire » ; MS pour «... gérer des opinions à des fins d'établissement d'un consensus doit donc faire preuve de persuasion pour jouer ce double rôle de représentant et garant du bien-être social » (P. Charaudeau, idem, p.61). Pour cela, il faut qu'il « sache inspirer confiance, admiration, c'est-à-dire sache coller à l'image idéale de chef qui se trouve dans l'imaginaire collectif des sentiments et des émotions. » (Idem, p.62) : « C'est en forte conscience des responsabilités qui m'incombent que je voudrais m'adresser à vous ». Ces stratégies de paraître que met en pratique l'orateur tente de faire adhérer les citoyens sénégalais aux valeurs chères au Sénégal :

Je demande solennellement aux citoyens, aux leaders d'opinion, à toutes les forces vives de la nation, politiques et apolitiques, soucieux de la sauvegarde des valeurs démocratiques, de la paix, de la sécurité et de la stabilité de notre pays, de soutenir, sans réserve, l'action de l'État pour mettre en échec le projet pernicieux de déstabilisation du Sénégal. Quand la paix, la sécurité et la stabilité de la patrie sont à ce point menacées, il n'y a point d'indifférence et de neutralité possibles.

Dans l'optique d'orienter le jugement du peuple sur cette crise qui vient de se dérouler en la faisant passer pour une tentative de déstabilisation de la société sénégalaise ou disons une atteinte aux valeurs chères au sénégalais, MS joue sur l'émotion pour gagner la sympathie du peuple à travers la persuasion entre émotion et raison. C'est en ce sens qu'il soutient :

Rien, ni aucune revendication ne saurait justifier qu'on tue, qu'on diffuse des messages de haine et de violence dans les réseaux sociaux, qu'on saccage et brûle des biens publics et privés, y compris des moyens de transport, des commerces, des lieux de culte, des domiciles, des Consulats, des ambulances –même un corbillard- , des universités et des écoles comme pour éteindre la lumière du savoir, réduire au silence notre élite et notre relève scientifiques et intellectuelles et plonger notre pays dans les ténèbres de l'obscurantisme.

Avec une telle affirmation, l'orateur cherche à appeler à la raison du peuple à la fois mais créer des émotions pour gagner sa sympathie afin de mettre les auteurs de ces actes à la vindicte populaire. Car pour lui « L'objectif funeste des instigateurs, auteurs et complices de cette violence inouïe était clair : semer la terreur, mettre (le) pays à l'arrêt et le déstabiliser. C'est un véritable crime organisé contre la nation sénégalaise, contre l'État, contre la République et ses Institutions. ». En effet, Macky SALL dans son argumentation s'appuie sur le logos (raison) et sur le pathos (émotions). L'effet que produit ce genre d'arguments concerne la réaction émotionnelle de l'auditoire provoquée par l'orateur à travers son discours. Il lui permet de toucher la sensibilité de ce dernier et d'emporter sa volonté avec des arguments, sa manière de se présenter, sa vision pour un idéal commun recherché, etc. Pour cela, il invite le peuple sénégalais à prendre conscience sur la gravité des faits qui sont arrivés. Par la suite, il cherche à produire chez eux des émotions

particulières telles un sentiment de mépris vis-à-vis des manifestants ou précisément ceux qui sont instigateurs de cette crise sociale. En ce sens, il fait appel à leurs sentiments par la mise en évidence des tueries qui ont eu lieu lors des manifestations, les dégâts tels « saccage(r) et brûle(r) des biens publics et privés, y compris des moyens de transport, des commerces, des lieux de culte, des domiciles, des Consulats, des ambulances –même un corbillard-, des universités et des écoles... »

On note, également, l'emploi des stratégies à diverses orientations dans l'adresse de MS. En effet, pour attirer la faveur du public, le politique utilise des stratégies discursives qui dépendent de plusieurs éléments tels son identité sociale, sa vision politique etc., d'où la diversité de ses orientations pour défendre ses idées ou pourfendre ses adversaires. Et dans son adresse, MS pour attirer la faveur du public, pour défendre ses idées utilise des stratégies discursives (explicative et informative) qui mettent en jeu son identité sociale et sa vision politique pour le Sénégal. En effet, une stratégie explicative est une stratégie par le prisme de laquelle on explique à l'auditoire certains faits ou ce que l'on peut attendre de lui. Pour ce qui est de la stratégie informative, elle consiste à travers des techniques langagières d'informer l'auditoire ou l'interlocuteur de nos prises de position, parfois ou certaines choses dont il n'est pas en possession. Cette citation corrobore nos propos :

La stratégie informative est considérée comme les techniques et procédés discursifs qu'utilise un locuteur pour informer son interlocuteur. Et comme le politique doit informer sur son actualité, ses projets, ses ambitions...la maîtrise de cette stratégie lui est primordiale...(Elle) relève de l'interaction directe entre les interlocuteurs ou l'orateur et son auditoire. Il les informe au sujet d'un évènement, d'un fait ou de sa position qu'il défend. (Et) parce que le politique pour être compris par le peuple doit s'expliquer ou expliquer, (la stratégie explicative) fait appel à l'ensemble des techniques discursives mises en œuvre pour expliquer ce dont il parle dans son discours. (Y. DOH, 2024, pp 74-75)

C'est ces stratégies que MS emploie dans cet énoncé :

Le contexte est difficile, les inquiétudes, les angoisses sont là. Mais je sais que le peuple sénégalais a les ressources spirituelles, culturelles, traditionnelles, sociales pour transformer ces moments d'épreuves en une chance pour la paix. Ainsi œuvrer à transformer nos divergences en des occasions de dialogues constructifs pour forger le Sénégal que nous voulons, un Sénégal de respect de la vie humaine, de la justice, de l'égalité et de la paix. Un Sénégal qui se réconcilie avec ses valeurs de « disso », de concertation qui ont traversé le temps et construit son histoire enviée.

À travers cet énoncé, on voit que MS explique et à la fois informe de ce qu'il attend des Sénégalais en pareille circonstance. Ces stratégies notamment explicative et informative sont renforcées par la question du choix des valeurs. Ici, on note que MS présente un modèle de société sénégalaise à travers des valeurs qu'il présente à son auditoire. Mais au-delà d'une simple présentation, il demande que le peuple s'accapare de celles-ci car pour lui, seules ces valeurs peuvent consolider la démocratie sénégalaise, exemple de la sous-région ouest africaine. Au-delà du peuple, il interpelle et invite la classe politique à cultiver les valeurs de cohésion sociale. Cela se perçoit à travers ces lignes :

Mais aujourd'hui, je voudrais interpeller toute la classe politique, sans exclusive. Notre pays nous demande de regarder ensemble vers l'avenir afin que nous soyons les bâtisseurs du Sénégal de demain. Consolidons les forces de nos institutions tout en remédiant à leurs faiblesses ;

Abandonnons les postures populistes, nihilistes, extrémistes qui tentent de présenter notre pays comme un désert sans loi.

Dans les extraits ci-dessus, on relève que MS essaie d'imposer des modèles de comportements au peuple et politiques sénégalais dans l'optique d'acquérir le statut d'évidence que malgré tout, il faut prioriser le Sénégal, avant tout. Et pour lui, la solidarité demeure la plus importante de ces valeurs car c'est seule, par elle que l'unité de la nation peut être sauvegardée. Il va loin, en essayant de parler au nom de la majorité silencieuse. Cette stratégie, selon Christian LE BART « donne l'occasion aux acteurs politiques d'imposer des modèles de comportements pour acquérir le statut d'évidence » (Idem, p.12). Pour donc imposer la solidarité, MS soutient que le peuple est condamné à cette valeur tout en expliquant les avantages de la solidarité. Lisons cet extrait pour justifier cette analyse :

Nous sommes condamnés à une solidarité susceptible de préserver l'unité de notre nation, malgré les tensions et divergences qui peuvent nous opposer. Cette solidarité ne signifie pas une totale convergence des points de vue, une uniformisation des consciences, une domination des uns sur les autres. Cette solidarité est celle qui nous empêchera de traduire nos désaccords, nos dissonances dans des violences meurtrières, justement parce que nous aurons su nous abreuver dans les sources démocratiques, morales, spirituelles et culturelles du grand peuple sénégalais. Cette solidarité, mes chers compatriotes, c'est celle qui poussera chaque individu à développer les comportements qui ne menacent pas l'avenir de notre nation. Cette solidarité enfin, c'est celle qui fera de chacun, de chacune de nous, une digue contre la violence.

On découvre à quel point la solidarité est essentielle pour la consolidation de la nation sénégalaise, selon MS. Mais bien avant d'inviter le peuple à se faire part de cette solidarité, il use de la stratégie de dramatisation dans son adresse. Cela pour montrer le chaos qui peut s'installer si le peuple n'est pas solidaire voire tolérant. Cette affirmation se corrobore dans le passage suivant :

Nous avons vécu des événements particulièrement graves, marqués par une violence sans précédent, occasionnant des morts et des blessés, ainsi que la destruction massive de biens publics et privés. Les scènes de violences et de pillages auxquelles nous avons assisté et leur coïncidence avec une cyberattaque contre des sites stratégiques du Gouvernement et des services vitaux, tels que l'eau et l'électricité, n'ont rien à voir avec une quelconque manifestation politique.

Outre ces stratégies de persuasion politique, dans le corpus, on retrouve un extrait qui est consécutif à ce que Patrick Charaudeau nomme la stratégie discursive du mensonge politique. Voici la présentation qu'il en fait (Idem, pp80-81). Pour lui, le mensonge sur la scène politique est un acte de langage qui obéit à trois conditions : le sujet parlant dit le contraire de ce qu'il croit, il est conscient qu'il ment, c'est un mensonge volontaire et il doit montrer qu'il croit ce qu'il dit. Cette relation entre locuteur et interlocuteur recouvre l'enjeu du mensonge politique. Les cas de mensonges politiques exigent quelques stratégies au nombre desquels on retrouve la stratégie du silence. Celle-ci consiste à « l'absence de prise de parole... (Elle) empêche qu'il y a tromperie. Tromperie des citoyens du fait de la distorsion entre les paroles d'engagement et les actes réalisées... (qui) aurait pour finalité de servir le bien commun » (Ibidem, p82).

En effet, MS en réponse à ceux qui demandaient qu'il donne sa position sur sa candidature ou pas, a préféré faire silence et se concentrer sur la gestion des affaires courantes du pays. Cette stratégie répond à bien d'égard à ce que Charaudeau appelle la stratégie du silence qui est l'absence de prise de parole. Et l'orateur l'affirme ainsi : « On a tant spéculé, commenté sur ma candidature à cette élection. Cependant, Je n'ai jamais voulu être l'otage de cette injonction permanente à parler avant l'heure... »

Retenons que parmi les stratégies du discours politique citées par Charaudeau et Le Bart, MS dans son adresse utilise celle de la persuasion politique notamment les sous stratégies de paraître, la persuasion entre émotion et raison, des stratégies à orientations diverses, la stratégie du silence, de dramatisation, celle d'hyper et hypo correction. Alors de quoi se justifient l'usage de toutes ces stratégies ?

2.I. Justification des stratégies du discours politique identifiées

L'ensemble des stratégies discussives employées par Macky SALL se justifient de la construction de plusieurs types d'ethos politique. Entendons par ethos politique l'image de soi construite par l'homme politique dans son discours et celle que le peuple construit du politique. En effet,

En politique les idées ne valent que par le sujet qui les porte, les exprime et les met en œuvre. Il faut que celui-ci soit crédible et qu'en même temps il soit support d'identification à sa personne. Crédible, parce qu'il n'est d'homme politique sans que l'on puisse croire en son pouvoir de faire ; support d'identification parce que, pour que l'on adhère à ses idées, il faut qu'on adhère à sa personne. (Ibidem, P.91)

Pour toutes ces raisons, l'ethos politique se classifie en ethos politique d'identification et de crédibilité, selon Charaudeau. Le premier, c'est-à-dire l'ethos politique d'identification se focalise sur l'affect du politique et lui permet d'être un support d'identification de la part du peuple. Ces différents types sont l'ethos de puissance, de caractère, d'intelligence et d'humanité, et l'ethos de chef et de solidarité. Quant aux ethos de crédibilité, ils mettent en exergue le fait que l'homme politique soit crédible, c'est-à-dire digne de confiance à travers ses actes. Pour cela, ce type d'ethos prend appui sur un discours de raison. Ces types sont l'ethos de compétent, de vertu et l'ethos de sérieux. Ainsi, lorsque survient la crise liée à sa candidature ou non pour la présidentielle de 2024 au Sénégal, le président sénégalais MS sort de son silence pour dire ne pas vouloir se représenter, non seulement, mais il en profite pour rassurer la population et montrer aux yeux du monde, en général, mais particulièrement aux populations dont la quiétude a été troublée par cette crise que le pays, malgré tout, « garde le cap vers l'émergence dans la voie de l'action, de la paix, de la stabilité, du respect du droit, de l'ordre public, dans l'unité nationale et la cohésion sociale ».

En ce sens il construit un ethos de sérieux dans sa démarche discursive. Il soutient à cet effet que « C'est en forte conscience des responsabilités qui m'incombent que je voudrais m'adresser à vous, ce soir, en ma qualité de garant du fonctionnement régulier des institutions, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire. ». Au fait, l'ethos de sérieux bien qu'il se reconnait à l'oral par les indices corporel et mimique est matérialisé aussi à l'écrit par le fait qu'il se construit « à l'aide de déclarations faites sur soi-même, sur

l'esprit qui anime l'homme politique » (Ibidem, p.93). C'est le cas dans les énoncés suivants :

Enoncé 1 :

Contrairement donc aux rumeurs qui m'attribuaient une nouvelle ambition présidentielle, je voudrais dire que j'ai une claire conscience et mémoire de ce que j'ai dit, écrit et répété ici et ailleurs, c'est-à-dire que le mandat de 2019 était mon second et dernier mandat. C'est cela que j'avais dit et c'est cela que je réaffirme ce soir. J'ai un profond respect pour les Sénégalais et les Sénégalaises qui m'ont lu et entendu. J'ai un code d'honneur et un sens de la responsabilité historique qui me commandent de préserver ma dignité et ma parole.

Enoncé 2 :

D'ici la transmission du pouvoir au futur président de la république, in shallah, le 2 avril 2024, j'assumerai avec responsabilité et fermeté toutes les charges qui incombent à ma fonction. En vertu du mandat que vous m'avez confié et en étroite cohérence avec mon serment constitutionnel, je continuerai de consacrer toutes mes forces à défendre, sans failles, les institutions constitutionnelles de la république, le respect des décisions de justice, l'intégrité du territoire, la protection des personnes et des biens.

Cet ethos de sérieux est aussi mis en exergue lorsque des spéculations sont faites sur sa probable candidature pour la future élection présidentielle. Cette affirmation démontre notre affirmation : « On a tant spéculé, commenté sur ma candidature à cette élection. » Mais ici, au lieu de répondre à ces spéculations, MS en président sérieux, décide de se concentrer sur la gestion. Cet extrait justifie nos propos :

Cependant, Je n'ai jamais voulu être l'otage de cette injonction permanente à parler avant l'heure, car mes priorités portaient surtout sur la gestion d'un pays, d'une équipe gouvernementale cohérente et engagée dans l'action pour l'émergence, surtout dans un contexte socio-économique difficile et incertain.

À côté de cet ethos de sérieux, MS construit des ethos basés sur l'affect social, lesquels types d'ethos qui conviennent au mieux, à de pareilles circonstances. En effet, au vu des dégâts collatéraux provoqués par les manifestations, MS exprime sa solidarité aux victimes par la construction d'un ethos de solidarité et d'humanisme. Cet ethos se traduit dans pratiquement tout le discours. Mais cet énoncé reste plus illustratif :

J'exprime encore ma profonde compassion et ma solidarité aux victimes de ces actes criminels qui ont perdu leurs biens, fruits d'années d'investissement, de labeur et d'efforts quotidiens. Je pense également à toutes celles et tous ceux plongés aujourd'hui dans la détresse, parce que leurs emplois sont perdus ou menacés. C'est le Sénégal qui se lève tôt, qui travaille dur toute la journée et qui se couche tard qui est ainsi atteint.

Au regard de cette situation sans précédent, j'ai demandé au gouvernement de faire un bilan exhaustif des pertes et d'examiner les voies et moyens d'assister les familles des victimes ainsi que les personnes et entités ayant subi des préjudices

MS se montre en père, guide protecteur du peuple sénégalais : « Nous avons l'obligation de protéger la vie et la dignité de tous les sénégalais, de toutes les sénégalaises. » En soutenant ceci, il donne une image d'un chef solidaire, non seulement mais protecteur qui partage les besoins des populations, particulièrement celles qui souffrent et qui ont perdu des proches lors des manifestations pour qui il éprouve de la compassion. En effet,

puisqu'« il n'est de meilleur chef que celui qui est animé par l'ambition de réaliser une grande œuvre » (Idem, p.110), suite à toutes ces spéculations que MS lui-même reconnaît dans son discours (« On a tant spéculé, commenté sur ma candidature à cette élection ») ; il décide de ne pas se présenter :

Mes chères compatriotes, ma décision longuement et mûrement réfléchie est de ne pas être candidat à la prochaine élection du 25 février 2024. Et cela, même si la constitution m'en donne le droit... Mais le Sénégal dépasse ma personne et il est rempli de leaders également capables de pousser le pays vers l'émergence.

De la sorte, MS se présente comme celui qui défend, protège et place le Sénégal avant sa personne, donc un chef soucieux. C'est en ce sens que « l'enjeu essentiel pour (lui), c'est que (le) Sénégal, ce pays qu' (il a) à cœur, que (les sénégalais ont) à cœur, garde le cap vers l'émergence dans la voie de l'action, de la paix, de la stabilité, du respect du droit, de l'ordre public, dans l'unité nationale et la cohésion sociale. » Conscient de cela, MS développe un ethos de caractère afin de ne pas laisser impuni les auteurs des actes de violences. Pour cela, Il se pose en garant des populations en montrant sa ferme volonté, son intransigeance quant à traduire devant la justice les coupables :

Je redis avec fermeté que les auteurs, les commanditaires, les complices répondront de leurs actes inqualifiables devant la justice. En attendant, les enquêtes se poursuivent. Nous ferons toute la lumière sur ces événements et sur les forces occultes qui veulent ébranler notre pays. Pour ma part, j'affirme ici que je ne transigerai pas avec des fossoyeurs de la nation, de l'État, de la République. Ce serait trahir mon serment constitutionnel.

On découvre dans cet extrait que l'ethos de caractère que construit MS va de connivence avec celui de puissance. C'est pourquoi il affirme « Pour ma part, j'affirme ici que je ne transigerai pas avec des fossoyeurs de la nation, de l'État, de la République. Ce serait trahir mon serment constitutionnel ». Mais au-delà d'être intransigeant, il donne l'image d'un président rassembleur pour traduire la solidarité dont il évoquait, au préalable. Ce passage l'illustre de forte belle manière : « Ma main demeure tendue à toutes les voix de bonne volonté pour continuer d'échanger sur les bonnes idées, les bonnes propositions qui nous permettront de faire advenir un Sénégal de bâtisseurs et non de casseurs, d'asseoir une paix durable, de réussir des élections apaisées dont les résultats seront acceptés par tous, le lendemain du scrutin. ».

Par ailleurs, on pourrait retenir que c'est pour ne pas trahir, son serment constitutionnel que MS lève le doute dans cette adresse, à propos de l'élection présidentielle de 2024. Il ne sera pas candidat car il a « un profond respect pour les Sénégalais et les Sénégalaises qui (l)'ont lu et entendu. (Il a) un code d'honneur et un sens de la responsabilité historique qui (lui) commandent de préserver (sa) dignité et (sa) parole. »

Conclusion

À la fin de cette analyse de l'adresse de non-candidature du Président sénégalais Macky SALL, nous retenons que celle-ci comporte plusieurs types de stratégies du discours politique. Ses stratégies discursives se justifient de la construction d'un ethos favorable aux yeux du peuple sénégalais et d'ailleurs. Ces ethos, notamment, de crédibilité et d'identification que nous avons découvert ont concouru à la construction du discours de

Macky SALL qui a permis d'apporter l'accalmie au Sénégal. De par ses stratégies discursives, MS, s'est présenté comme un Président qui fait passer le Sénégal avant sa personne afin de signifier que, quoi qu'il advienne, c'est le Sénégal d'abord. Et tous les Sénégalais, politique comme pas, doivent travailler dans une symbiose pour concourir à l'émergence du pays, aujourd'hui et pour les générations à venir. Ceci lui donne un ethos de leader politique soucieux de la préservation de l'harmonie et la paix sociale dans son pays.

Références Bibliographiques

- Arendt H. 1983. Condition de l'homme moderne, Paris : Calmann-Lévy, coll. Agora
- Bonner V. et Boyer H. Marché linguistique, marché politico-médiatique
- Charaudeau, P. 2005. Le discours politique. Les masques du pouvoir, Paris : Vuibert.
- Doh D. Y. 2022. Stratégies discursives et discours politique pro et anti III^e République duprocessus référendaire de 2016 en Côte d'Ivoire. Burkina-Faso
- Doh D. Y. 2024. Discours politique et stratégies. Du pouvoir des stratégies aux stratégies dupouvoir. Ouagadougou.
- Le bart C. 1998. Le discours politique. Recherche en communication.
- Le bart C. 2014. Les conditions de production du discours politique. Paris PUF
- Zrinka S. 2004. Une approche modulaire des stratégies discursives du journalisme politique. Université de Genève

LES NOUVEAUX NARRATIFS DANS LE DISCOURS DES ACTEURS POLITIQUES DES DEUX CONGO. LES NEOLOGISMES AU SERVICE DE LA CONQUETE DU POUVOIR

Hygin Bellarmin ELENGA

Université Marien Ngouabi Brazzaville

bellarminelenga@gmail.com

Résumé

Le jeu politique a, beaucoup, évolué, dans les deux Congo, comme presque dans tous les autres pays africains où la démocratie a donné à chacun, la possibilité, théorique, de lutter pour le pouvoir. Contrairement au temps révolu, de triste mémoire, du « pouvoir au bout du fusil », le discours, c'est-à-dire, parler pour convaincre, rassurer et vendre son offre politique, devient une exigence qui s'impose, dans le jeu politique. Mais, dans la dynamique actuelle où les populations semblent désabuser des agissements des politiques, les logiques traditionnelles de mobilisation dont le discours demeure le plus sûr canal se saisissent de lui pour déconstruire, les schémas classiques en faisant intervenir des néologismes qui rendent vivace et intéressant, à la fois le jeu politique. Notre préoccupation, pour cette étude, est celle de savoir : Quels sont les nouveaux rapports politiques, en démocratie, qui font intervenir les nouveaux narratifs comme stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir politique en République du Congo et, en République Démocratique du Congo ? Il y'a des rapports lignagers dont les relations de famille, sous toutes leurs formes, se construisent, dans le champ politique pour s'en accaparer aux fins de régler, par les acteurs en bonne posture, moins les préoccupations traditionnelles qui développeraient, chez un politique, les ambitions de conquête du pouvoir, pourtant légitimes, que celles de subvenir aux besoins personnels et à ceux de ses proches dont les rapports se justifient sur le plan de la famille, du clan ou de la longue durée de cohabitation. En sus de ces rapports, il y'a aussi, des rapports marchands. La politique devient un espace privilégié de certains acteurs dont la longévité aux allures de carrière fait d'eux des acteurs qui se servent, de cette influence avérée, pourtant souvent négative, pour profiter des faiblesses des populations meurtries par leur mal gouvernance, pour sélectionner des candidats qu'ils souhaitent avoir dans les structures de prise de décision, aux moyens du monnayage des voix dont la vraie source de financement est, la caisse de l'Etat.

Mots-clés : Acteurs politiques, Discours, Narratifs, Néologismes, Pouvoir

Abstract

The political game has evolved a lot, in the two Congos, as in almost all other African countries where democracy has given everyone the theoretical possibility of fighting for power. Unlike the bygone era, of sad memory, of "power at the end of the gun", discourse, that is to say, speaking to convince, reassure and sell one's political offer, is becoming a requirement that is imposed in the political game. But in the current dynamic where the populations seem to be disillusioned with the actions of politicians, the traditional logics of mobilization whose discourse remains the most on the canal seize on it by deconstructing the classic schemas by bringing in neologisms that make the political game lively and interesting at the same time. Our research tries to ask the question: What are the new political relations in democracy, which allow its actors to use neologisms in their discourse to mobilize in order to conquer or maintain power ? There are lineage relations whose family relations, in all their forms, are built in the political field in order to appropriate them in order to settle, by the actors in a good position, not so much the traditional concerns that would develop, in a politician, the ambitions of the conquest of power, however legitimate, than those of providing for personal needs and those of his relatives whose relations are justified at the level of the family, of the clan or of the long duration of cohabitation. In addition to these relations, there are also commercial relations. Politics becomes a privileged space for certain actors whose longevity with the appearance of a career makes them actors who use this proven, yet often negative,

influence to take advantage of the weaknesses of populations bruised by their bad governance, to select candidates they wish to have in the decision-making structures, by means of the monetization of votes whose real source of financing is, the state treasury.

Keywords: Political actors, Discourses, Narratives, Neologisms, Power

Introduction

Les rapports au pouvoir ont évolué en Afrique depuis la fin des années 1990, avec des nouveaux paradigmes qui recommandent la vérité des urnes au travers des élections que la violence qui les caractérisait auparavant. Ces nouvelles habitudes exigent de la part des concurrents, la mise en œuvre des nouvelles techniques d'approche pour présenter l'offre politique aux fins de convaincre, rassurer et mobiliser pour la conquête ou la conservation du pouvoir. Le discours, dans ces conditions, devient une donnée incontournable, par ce qu'il permet de traduire, au travers des mots bien choisis et structurés à dessein, les fondements du programme à présenter pour mobiliser.

Mais, depuis l'avènement de la démocratie, il semble que les fondements réels, pour lesquels le jeu politique se joue et le débat se construit, se volatilisent. L'échec des politiques de développement présentés par la plupart des dirigeants a fait voler en éclat, le capital confiance qui existait ou se construisait, progressivement, entre les dirigeants et les communautés. Les paradigmes de référence qui constituaient les référentiels d'appréciation des politiques de développement et du choix des dirigeants glissent vers d'autres types de considérations difficiles à circonscrire et à inscrire dans le jeu politique. Ces nouvelles mutations dans le champ des relations du pouvoir et, pour le pouvoir, ont beaucoup fait évoluer la dynamique politique.

Dans les deux Congo, le narratif politique a beaucoup changé. Il a plus qu'évolué en convoquant une terminologie nouvelle avec des mots courants, mais donnant un sens beaucoup plus expressif et orientés vers une mobilisation identitaire plus que réalistes construits sur des schémas traditionnels de luttes pour le pouvoir. Les questions identitaires dans la perspective d'en construire une base de mobilisation aux fins de conquête et de conservation du pouvoir sont mises en évidence de façon prolix, sans rassurer à celui ou celle qui en adhère qu'il se trouve dans les stratégies de conservation du pouvoir que nous avons essayées de mettre en lumière dans nos recherches passées (Elonga, 2020, p.05)

Ces mêmes approches ont fonctionné hier, dans un contexte différent et, dans une perspective tout aussi différente. Dans les deux Congo, le pouvoir s'est construit sur des aspects de violence plus ou moins voilées qui ont fait que les militaires soient longtemps au pouvoir. Les narratifs du genre « le pouvoir est au bout du fusil », « tata moko, Ekolo moko, mokondzi moko » pour dire un pays, un chef pour expliquer le sens du pouvoir dans l'ancienne République du Zaïre.

Problématique et Hypothèses

Le pouvoir, depuis des temps immémoriaux, donne à son détenteur un prestige et des privilèges qu'un homme ordinaire ne peut avoir. Ces avantages qui renforcent l'influence sociale, font que les gens qui espèrent s'octroyer de tels privilèges, s'arrangent à user de toutes les stratégies pour les obtenir et écarter de la course des potentiels concurrents. Les stratégies, pour l'obtenir ou le conserver se jouent, en fonction de

l'environnement et des approches possibles, en vue. Hier, en Afrique en général et dans les deux Congo, en particulier, la violence était une des pratiques à mettre au service des luttes politiques (Elenga, 2023, p. 113). Elle a fonctionné, le temps nécessaire à son éradication depuis l'avènement de la démocratie avec le discours de la Baule (Beau, 1995, p.563)

Depuis lors, l'instauration de la démocratie comme seule stratégie avec des élections comme seul mode d'accession au pouvoir a fait évoluer ces pratiques. La violence, dans sa forme d'antan, s'est disqualifiée, laissant la place aux débats et à la présentation des offres politiques en rapport avec les attentes des populations, pour prétendre avoir leurs suffrages. S'invitent, à ce jeu, des invectives et un narratif dont les acteurs politiques au pouvoir ou, en à la recherche du pouvoir, de la République du Congo et, de la République Démocratique du Congo, s'en servent, lors des campagnes électorales, pour rallier les populations à leur cause, en exposant, par ce fait, leurs potentiels adversaires. Ces néologismes, que nous qualifions de nouveaux narratifs, se construisent autour de certains termes, de certaines idées, lancées ou utilisées, au cours des campagnes politiques, pour retenir l'attention des électeurs sur les faits de moindre importance, les détournant, du coup, des fondamentaux pour lesquels, l'exercice du pouvoir est sollicité.

Notre préoccupation, pour cette étude, est celle de savoir : Quels sont les nouveaux rapports politiques, en démocratie, qui font intervenir les nouveaux narratifs comme stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir politique en République du Congo et, en République Démocratique du Congo ?

Quels sont ces narratifs qui sont mis à contribution dans le discours politique pour servir de cadres de mobilisation ou de démobilitation des électeurs, pour les luttes au pouvoir ?

Les nouveaux rapports politiques en démocratie, dans la plupart des pays africains et, surtout, au niveau de la République du Congo et la République Démocratique du Congo, seraient construits autour de la filiation ethno géographique et clanique, avec des identités de façade nées de la longue cohabitation.

Ils seraient construits aussi autour des croyances nées de la foi en certaines réalités pour lesquelles, on estime obtenir le salut ou la réponse aux préoccupations quotidiennes de la vie que l'Etat, dans son rôle régaliens a du mal à résoudre.

Ces narratifs fonctionnent sur des bases identitaires réelles ou de façade avec des expressions du genre : « Likambo ya mabelé » ; « Le quartier d'abord » ; « Père et mère », « C'est notre tour », « Dzangué la Ngamè » traduisant ainsi les faiblesses dans le leadership au service du développement, des acteurs politiques des deux Congo (Elenga, 2024, p. 11), Mais aussi, le degré d'immaturation politique des populations qui construisent tous leurs débats de rue liés à ces événements importants pour leur avenir sur des futilités au lieu d'exiger des vrais débats de programme pour favoriser le développement.

Méthodologie

Pour cette étude, nous nous sommes servis de l'observation de la pratique de terrain des acteurs politiques et de la recherche documentaire, simplement. La première méthode nous a permis d'observer le comportement des acteurs politiques, dans leur pratique de mobilisation sur le terrain, lors des élections qui se sont déroulées dans en République du

Congo et, en République Démocratique du Congo, au cours de ces dernières années, depuis l'avènement de la démocratie. Elle a mis à l'évidence, la faiblesse des acteurs politiques de se construire un vrai discours axé sur les préoccupations fondamentales des populations dont les suffrages sont sollicités, en rapport avec les besoins de développement dans tous ses compartiments.

La seconde nous a permis de scruter certains écrits des auteurs, surtout les acteurs des sciences politiques, pour comprendre la force des mots et des images dans la construction d'une identité aux fins de mobilisation à des fins, simplement, de conservation et de conquête du pouvoir. Ici, la place de la ruse est indéniable et nous aidera à voir avec Machiavel et Crozier (1977, p.42) comment elle est un facteur puissant de mobilisation.

Approche théorique

Le pouvoir est au centre de tous les enjeux dans la vie des hommes. Il permet d'accroître le cercle d'influence et réduire celui des préoccupations, (Stephen R, Covey, 2004, p.115). Il construit, pour son détenteur une aura qui lui facilite certaines choses. En Afrique, surtout, même en ces moments de démocratie, le pouvoir est un bien de son détenteur (Elenga, 2000, p. 11) qui en use et en abuse sans rarement se faire inquiéter quel que soit l'inexistence de réalisations promises et la dégradation du social des populations. Les grands débats autour des grandes questions d'Etat, pour lesquels, souvent les représentations nationales sont sollicitées, se traitent parfois en dehors de ces structures donnant l'impression d'une confusion entre un pouvoir moderne sur fond de gestion paternaliste. Hier encore, dans les deux Congo, et peut être aussi dans beaucoup de pays d'Afrique, le seul discours qui comptait pour conquérir le pouvoir était celui des armes. Ce discours de violence était même institutionnalisé au point d'en devenir plus qu'un simple discours, un discours d'Etat sur la base duquel, les jeunes devaient intérioriser au plan de l'éducation civique comme fondement de leur existence. L'Union de la Jeunesse Socialiste Congolaise, mouvement de jeunesse du Parti Congolais du Travail avait pour devise : Production-Discipline-Fusil.

La violence servait donc élément fondamental dans le discours des acteurs politiques. Cette institutionnalisation a permis au pouvoir congolais de l'époque d'identifier la violence avec le pouvoir en se basant du principe « le pouvoir est au bout du fusil ». Marien Ngouabi, président de la République populaire du Congo à l'époque consacrait ce discours violent devant les femmes de l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo le 13 mars 1977 lorsqu'il déclarait « quand ton pays est sale, il faut le laver avec ton propre sang ».

Deux théories sociologiques répondent bien à ces mutations qui s'observent dans le chef du discours des acteurs politiques des deux Congo. Elles tiennent compte des stratégies des politiques dans leur rapport au pouvoir et, avec le pouvoir dans un univers où le seuil de pauvreté est très avancé et que la politique sert de tremplin pour se faire une certaine image et construire son influence dans les relations avec autrui.

La première théorie à convoquer, ici, est le comportement planifié. Elle est l'œuvre d'Ajzen et Fishbein (1994). Elle se justifie ici, par l'attitude des acteurs politiques qui, dans leur incapacité de répondre aux préoccupations des populations se servent des nouveaux

narratifs soit pour mettre en difficulté leurs adversaires potentiels, soit pour rassembler autour de certains éléments identitaires qui permettent aux électeurs d'adopter un comportement qu'ils n'auraient dû avoir si cet acteur ne s'était pas comporté de cette façon. Cette théorie oriente le comportement de l'acteur potentiel à mobiliser vers une action raisonnée. Celle-ci écorche, en réalité l'éthique politique et répond à la logique de Raymond Aron (2006, p. 823) selon laquelle « la politique est action et l'action tend à la réussite, or la réussite exige, parfois, l'emploi des moyens moralement irrépréhensibles »

La deuxième théorie qui répond bien aussi à ce cas de figure est celle de l'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg. (1977, p. 252). Les acteurs politiques utilisent dans leur discours des narratifs accrocheurs rappelant certains faits identitaires autour desquels, les électeurs sont obligés de se reconnaître en s'acceptant ou en excluant les autres. Le discours, dans ces conditions, cesse d'être, simplement, un acte de communication dans la perspective saussurienne (), pour devenir un acte symbolique qui oriente le comportement des acteurs en société. Le discours n'est donc pas seulement un message destiné à être déchiffré ; c'est aussi un produit que nous livrons à l'appréciation des autres et dont la valeur se définira dans sa relation avec d'autres produits plus rares ou plus communs. (Bourdieu, 1982, p. 03). Le discours ici n'est plus neutre. Il devient une construction orientée vers l'atteinte d'un objectif qui est celui, de la mobilisation pour le pouvoir.

I. L'évolution des narratifs dans le discours des acteurs politiques congolais : Une marche en arrière plus qu'assurée dans la perspective de développement.

Par narratifs, ici, nous entendons, l'introduction dans le discours politique, des mots ou des termes nouveaux qui traduisent les changements dans les rapports au pouvoir et, pour le pouvoir. Ces narratifs ont évolué, quittant pour le cas des deux Congo, la sphère de la violence symbolique matérialisée par des slogans du genre « le présent est à la lutte, l'avenir est à nous » ; « le pouvoir est au bout du fusil » pour glisser vers l'identité comme facteur des luttes pour le pouvoir. Cette identité se construit sur fond des valeurs traditionnelles qui la caractérisent, mais aussi sur le renforcement d'un certain nombre d'indicateurs nouveaux qui rappellent une cohabitation assez permanente par le partage d'un espace de vie ou d'une communauté de vie.

Au Congo, l'histoire récente des conflits politiques a montré comment les hommes d'un même vivier traditionnel, ayant en partage la même langue, supposés, par ce fait, d'avoir les mêmes origines, se sont opposés, en se niant, construisant ainsi, leurs nouveaux rapports par la longévité dans la cohabitation. Cette dernière devient le ciment sur la base duquel, ils fondent leurs nouveaux rapports au pouvoir et, pour le pouvoir. Les tékés du Pool, Ninjas et Nsiloulou, soutenant Kolelas, leader du Mouvement Congolais, pour la Démocratie et le Développement Intégral, dans sa quête du pouvoir, se sont opposés en 1993-1994 aux tékés de la Lékoumou, Mambas, Cocoyes, soutenant le professeur Pascal Lissouba, président de la République. (Missié, 1993, p. 853)

Plus tard, pour les mêmes intérêts et, dans les circonstances pareilles, sur fond de conflits politiques, toujours, les tékés du Nord, se réclamant cobras, proches de Denis Sassou N'Guéso, se sont opposés aux tékés du sud, qualifiés de cocoyes, ninjas et mambas

partisans de Pascal Lissouba et Bernard Kolélas, dans la crise politique de juin 1997. La démocratie, loin de fédérer autour des idées pour le développement, apparaît comme une menace, un danger pour le devenir des peuples et des Etats africains. Cette approche de la démocratie a été écorchée, phagocytée et ainsi construite par les politiques qui ont eu du mal à intégrer dans leur logiciel mental, les prescrits de la démocratie dont la rigueur dans l'appréciation et l'application des principes contrarie, la majorité de ces acteurs au destin souvent liés à la dérive de leur Etat et de leur population.

Aujourd'hui encore, dans les deux Congo, spécifiquement, les élections donnent l'occasion de vivre et de constater l'apparition de ces nouveaux narratifs qui laissent peu de place aux débats des idées et de la volonté à construire les Etats- Nations, par les acteurs politiques des deux Congo. Les termes du genre « le quartier d'abord » (Maguessa, Ebomé, 2021, p.01), choisi comme fondement d'action et slogan de campagne lors des élections législatives, par exemple, pour certains candidats, sont les indicateurs qui font constater que la progression vers la désastre politique des Etats africains a encore du chemin à faire et de bonnes raisons de se solidifier, pour longtemps encore. En République Démocratique du Congo, un des arguments forts pour construire et faire valider, dans l'opinion, la débâcle électorale future du candidat, président, Moïse Katumbi était la mise en exergue de la question de la nationalité. L'ancien gouverneur du Katanga, auréolé dans l'opinion pour son travail à la tête de cette province et ses prouesses entant que président du Tout puissant Mazembé qui, a renforcé son image, dans l'opinion par ses victoires au plan continental, constituait à coup sûr, une menace pour le pouvoir de Kinshasa.

A défaut de le disqualifier de la course, en s'appuyant sur la cour constitutionnelle, au risque de créer un précédent fâcheux, il faut donc faire appel à un nouveau narratif qui se trouve être ici celui de « père et mère », largement évoqué au cours de cette campagne, faisant passer dans l'opinion l'idée saugrenue selon laquelle sa candidature ne pourrait se justifier par le simple fait que l'un de ses parents n'était pas congolais d'origine, alors que cette préoccupation aurait dû être soulevée aussi lors de sa nomination à la tête de la province du Katanga avec tous les pouvoirs et privilèges inhérents à une telle fonction. Tous ces narratifs qui s'invitent dans les luttes politiques lors des diverses élections dans les deux Congo font penser à une ruse des acteurs politiques en manque d'imagination sur des projets réels et vrais autour desquels, des stratégies qui devraient être construites pour consolider les actes de développement dont la construction de la Nation en reste le seul vecteur.

Il est arrivé des moments où d'autres narratifs de construction plus ou moins incongrue font surface et fonctionnent comme de véritables arguments de campagne. Par exemple, devant un concurrent né loin des frontières de l'espace territoriale dans lequel, il postule, on lui inflige le narratif « Likambo ya mabélé » en lingala, le problème de la terre pour rappeler aux électeurs que vous avez un choix à faire entre un natif et un étranger. Le terme étranger ici devient péjoratif et s'applique pour démobiliser en fonction d'un adversaire dont la capacité financière et la force des arguments font peur.

Parfois, les acteurs politiques se servent des supports traditionnels pour construire ces nouveaux narratifs. La langue traditionnelle, souvent s'invite, dans ce cadre, en politique, pour mieux mobiliser car elle favorise la ventilation rapide du message et, sa

perception par presque toutes les couches de la population. Elle rassure aussi d'une certaine confiance intime et d'un appel à la solidarité entre l'émetteur et les récepteurs. Ces derniers se sentant, par ce fait, privilégiés par l'émetteur qui reste un des acteurs qui, par cet appel, donne l'impression d'un sentiment fort de sauvegarde des acquis de la tradition dont le message en langue rassure. A Owando, en République du Congo, à une certaine époque, lors des élections législatives, le concept « Dzangué la Ngamè » est souvent évoqué. Il veut dire en langue locale, ici, le koyo, « ma cour », pour rassurer d'une certaine proximité lorsqu'il est question des élections avec la population, en stigmatisant l'autre ou les autres candidats dont les origines sont loin d'être celles du milieu où ils estiment être en compétition.

Ce narratif est donc une interpellation, un rappel à l'ordre, qui mobilise et permet à l'électeur, non de faire, forcément le choix de la raison, mais celui de la « foi » à une réalité identitaire pour laquelle, il se sentirait trahi s'il fait le contraire. C'est autant dire que le champ politique congolais est entrain de déconstruire les réalités traditionnelles de conquête du pouvoir en démocratie, pour construire de nouveaux paradigmes qui permettent aux spécialistes des questions éthiques, morales et politiques de lire le devenir de la démocratie et d'envisager les conséquences de telles pratiques pour la construction des nations fortes dont les leaders de ces Etats ont toujours brandi comme arme de séduction au nom de l'intérêt général.

On peut se permettre de penser que ces nouveaux narratifs constituent un recul de la démocratie et une faiblesse des acteurs politiques en compétition pour proposer des projets constructifs pour le bien-être de leurs populations. Les conséquences de telles approches sont implacables, tant dans la conception de la politique dans l'imaginaire collectif que dans le sens même de cette science à vocation noble.

2. Les conséquences des nouveaux narratifs dans le déroulement du processus démocratique dans les deux Congo

Ces nouveaux narratifs ont construit dans le champ politique des deux Congo, d'autres paradigmes qui mettent à mal le déroulement paisible du processus électoral. Le champ des luttes pour le pouvoir, devient par ces nouveaux narratifs, un espace heurté où s'affrontent moins des idées au service du développement que des invectives le rendant dangereux. Ils favorisent le repli identitaire et créent des antagonismes entre les populations, les opposant, parfois même. Les conflits politiques au Congo Brazzaville, d'après les élections de 2012, trouvent là, en réalité leur fondement. Ce sont les conséquences des faiblesses dues à la maturité de la classe politique dont les vrais enjeux des luttes pour le pouvoir se trouvent non dans la recherche du mieux-être que dans l'affirmation au pouvoir même lorsque l'on est conscient et convaincu que c'est pour ne rien en faire usage collectif.

Pendant le conflit politique de 1997, au nom de ces nouveaux narratifs, les tékés se sont opposés entre eux sous le label de ninjas, cobras, mambas de guerre, les uns soutenant Denis Sassou N'Guessou, les autres, Pascal Lissouba et Bernard Kolelas, sans qu'ils ne se soient rendus compte qu'ils étaient instrumentalisés à des fins de conquête et, de conservation du pouvoir, au service de ces acteurs qui par la suite n'ont servi que leurs

proches parents. Ces nouveaux narratifs deviennent des stratagèmes qui permettent à ces acteurs de s'en servir pour se servir de l'ignorance de la masse pour régler leurs propres problèmes au détriment de ceux concernant le grand nombre. Tous ces acteurs ont tenté ou tentent de forcer la main pour faire de leurs enfants les leaders politiques susceptibles de les remplacer. Kolélas en a fait deux : Landry, Commissaire à la réinsertion des nouveaux combattants, avec rang et prérogatives de ministre délégué et, Brice Parfait, d'heureuse mémoire, longtemps ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat dont les ambitions présidentielles se sont manifestées, clairement, à la présidentielle de 2021.

Sassou N'guessou, en bon stratège, semble donner l'impression que les questions de succession au trône ne sont pas une de ses préoccupations fondamentales, même si la clameur publique le voit propulser son fils. Il laisse la situation prendre de l'ampleur, le moment venu pour prétendre agir au beau vieux temps de l'action créatrice des masses.

Les entités géographiques mal formulées et, orientées vers les ambitions égoïstes et politiciennes, ont été utilisées pour déconstruire les stratégies traditionnelles de luttes pour le pouvoir aux fins d'en construire d'autres et des plus fantaisistes. Le « nord », mal délimité, se sent et, se dit par les moins nantis, intellectuellement, au pouvoir, jouissant de celui-ci par procuration ou par simple satisfaction morale, alors que le pays a la chance d'être traversé par l'équateur qui est une ligne imaginaire qui divise le globe en deux hémisphères : Nord et Sud. Perçu de cette façon, au Congo Brazzaville, aucun homme du nord, n'a jamais été au pouvoir et que celui-ci a toujours été dirigé par les hommes du sud puisque tous : Youlou ; Massamba Debat ; Nguouabi ; Yhomby Opangault ; Sassou N'Guessou et Lissouba se trouvent être, géographiquement, de par leurs origines, membres des entités qui sont situées après Makoua, la zone où traverse l'équateur. Cette construction imaginaire et renforcée par les acteurs politiques est fonction du partage de l'espace par les acteurs parlant différemment les deux langues nationales que sont le Lingala et le Kituba. Ceux qui parlent la première, au regard de son rapprochement avec les langues du Pool, du grand Niari et du Kouilou sont considérés comme des sudistes et s'estiment comme tels. Ceux qui parlent l'autre langue, se considèrent et s'acceptent comme les hommes du nord, alors qu'il s'agit, en réalité, de simples constructions des politiques pour manipuler l'opinion et s'en servir pour assouvir leurs propres besoins sans tenir compte de ceux du plus grand nombre pour lequel, ils n'ont aucune ambition.

Ces approches se sont plus construites et renforcées, fort malheureusement, pendant les assises de la Conférence Nationale Souveraine, lorsque les acteurs de cette grande messe se sont vus détourner des grandes questions de développement, faisant de ces assises, un lieu de règlement de compte et d'expression des ambitions personnelles ou de groupe. Le nord et le sud, bien qu'injustement pensé, ont trouvé là des rudiments pour se construire une forteresse et s'affirmer pour permettre aux hommes de s'aligner, pour certains, même sans le vouloir. Charles Zacharie Bowao (2006, p. 23) a eu l'occasion de le vivre et de l'expérimenter. Il écrit, à ce propos, dans la salle

Il s'observait, une lutte entre le nord qui, acculé, voulait conserver le pouvoir et, le sud qui, en position de force, voulait le reprendre. La Conférence a donc, légitimé, par l'absurde, ces nouveaux narratifs qui se sont bien développés et incrustés dans l'imaginaire collectif, devenant ainsi les repères sur la base desquels tout se construit et se dessine. Ces

nouvelles approches circonscrivent les limites du nord de Betou au centre sportif de Bacongo et, celles du sud, du centre sportif à Tchiamba Nziassi dans les profondeurs du Kouilou. Ceci, après que toutes les expériences liées aux conflits connus aient fixé cela comme nouvelle norme dans la configuration géo spatiale. Le rondpoint du centre sportif est devenu depuis tous les conflits connus, la zone tampon dont le passage exigeait plus de contraintes et présentait tous les risques possibles, sans exclure la mort si les personnes concernées étaient supposées suspectes par la seule appréciation des hommes qui s'étaient attribués pour la circonstance, le rôle de contrôleurs d'identité.

Ces nouveaux narratifs, à défaut d'être à la base de tous les conflits politiques au Congo post démocratie, les ont entretenus, dans une certaine mesure. En demandant aux populations d'Owando en 1997 de s'opposer à l'entrée dans cette ville de monsieur Denis Sassou N'guesso, candidat déclaré à la présidentielle annoncée de cette année, en tipoye comme Jules César, l'ancien ministre Jacques Okoko, a favorisé, sans le vouloir, la tentative supposée d'assassinat qui a coûté, par la suite, la mort au soldat Ngassaki Makoye et à son père Jean Felix Issambo Erumba. (Elenga, 2024, p.02). Ces nouveaux narratifs ont pour soubassement, les entités identitaires traditionnelles ou celles construites, au fur et à mesure de l'exercice de nouveaux rapports sociaux, pour s'affirmer, en des réalités objectives dont les fondements fragilisent le vivre ensemble et ralentissent l'élan de construction nationale.

En République Démocratique du Congo, les mêmes narratifs s'observent et se vivent à travers les déclarations faites après les élections et la mise en place des institutions. Le président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo a, d'ailleurs, rappelé devant les députés de la majorité présidentielle au palais de la Nation à Kinshasa, avant la mise en place du bureau définitif de l'Assemblée, son intérêt à voir la grande orientale être représentée au bureau de cette instance. La publication du gouvernement Siminwa a fait réagir l'opinion sur le fait qu'une province, le Maniema, n'a pas été représentée, ce qui dénote de la mise en jeu des nouveaux narratifs qui fixent autrement les échelles de valeurs sur lesquelles les acteurs sont obligés de se référer s'ils tiennent à être crédibles ou à espérer compter à la prochaine élection.

Ces nouveaux narratifs, en effet, se servent de la démocratie et, profitent d'elle pour faire asseoir, confirmer et, renforcer le principe de « diviser pour régner » comme un des déterminants essentiels dans les luttes pour le pouvoir. La démocratie tant souhaitée et rêvée par les populations, au travers des luttes politiques obtenues à coup de sacrifices et d'effusion de sang, parfois, a été piégée par les acteurs politiques détournant à leur fin, ses effets contre les ambitions traditionnelles pour lesquelles, elle trouve, leur fondement de base.

Conclusion

Cette étude sur les nouveaux narratifs nous a montré combien la démocratie en Afrique se nourrit des expressions nouvelles et, se construit sur la base de nouveaux principes pour exister. L'impréparation supposée des acteurs en jeu et des populations fait que le jeu démocratique obtenu de longues luttes entre les syndicalistes et les pouvoirs d'alors soit vicié dans la pratique.

Pour convaincre, l'offre politique cède la place aux néologismes qui construisent dans le champ politique d'autres types de rapports au pouvoir et, avec le pouvoir. Notre objectif était de démontrer comment ces nouveaux narratifs, réfléchis par les acteurs politiques et de consommation courante, permanente et, validés par les populations, ont fait changé au plan des rapports au pouvoir, les approches de conquête et de conservation du pouvoir politique. Le champ politique se nourrit donc des nouvelles approches qui font porter en lui, les marques d'une autre vision de la politique et du politique dans ses rapports au pouvoir.

Les résultats, quoique sommaires, ont montré comment ces néologismes déstructurent les approches des rapports au pouvoir et construisent des nouveaux rapports sans lesquels, la conquête ou la conservation du pouvoir deviennent difficiles d'accès. Ce qui paraît dangereux et regrettable dans ces nouvelles conceptions, c'est que la donne politique devient moins civilisée dans les deux Congo. Elle devient un champ de développement de la haine, d'expression de la violence, une manière détournée de la violence physique dont les armes hier ont été l'expression imagée.

Il convient de faire remarquer que ces nouveaux narratifs ne sont pas de nature à construire une véritable vision nationaliste. Ils apparaissent comme des nouvelles stratégies au service des intérêts égoïstes loin des ambitions des panafricanistes à l'image de Lumumba, Sankara, Ngouabi et d'autres dont les vraies ambitions pour le développement de l'Afrique ont été stoppées par les ennemis de ce continent toujours en proie à des violences de tout genre, souvent provoquées et réfléchies de l'extérieur pour retarder le développement de ce continent en estimant qu'elle refuse le développement. (Kabou, 2004, p. 02)

L'Afrique aura donc du mal à se développer si les approches de gestion et de conquête du pouvoir ne sont pas analysées dans l'angle de la construction de l'élan national. Les intellectuels ont donc, à mon avis, un rôle à jouer pour déconstruire les illusions qui prennent corps dans le champ politique en phagocytant par la vraie éducation et une formation sincère l'avènement d'une élite tournée vers le service et non pour se servir.

Références Bibliographiques

- Ajzein et Fishben, La théorie du comportement planifié ;
Aron, R., 2006, Paix et Guerre entre les Nations ; Paris, Fayard ;
Bauthier, R., 1994, De la Rhétorique à la Communication, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble ;
Beau, 1995, François Mitterrand, Discours 1981-1995, Paris, Europolis ;
Bourdieu, P., 2008, Ce que parler veut dire, L'économie des échanges linguistiques, Paris, Fayard ;
Bowao, C. Z., 2006, La Refondation du Parti Congolais du Travail, Brazzaville, Hemar ;
Crozier, M. et, Friedberg, E., 1977, L'Acteur et le Système. Les contraintes de l'action organisée, Paris, Seuil,
Elenga, H. B., 2020, Stratégies for conservating power in African démocraties,
Elenga, H. B., 2023, La crise socio-politique du Pool : Une expérimentation pratique des stratégies de conservation du pouvoir.

- Elenga, H. B., 2024, Les Forces Armées et la Gouvernance Politique en Afrique Noire Francophone : Les enjeux d'un recadrage démocratique. EFUA,
- Kabou, A., 2004, Et si l'Afrique refusait le développement ? Paris, Karthala ;
- Maguessa E., G. T., 2021, Le quartier d'abord. Une formule urbaine de l'identité en contexte électoral, Brazzaville, Makanisi;
- Masséma, A. R., 2005, Crimes de sang et Crimes Politiques au Congo Brazzaville, Paris, L'harmattan ;
- Missié, J. P., 2008, Ethnicité et Territorialité. Deux modes de vécu identitaire chez les Tékés du Congo-Brazzaville, EHESS, Centre d'Etudes Africaines,
- Stéphen, R. et Corvey, 2005, Les sept habitudes de ceux qui réalisent tout ce qu'ils entreprennent.

DE LA CEDEAO À L'AES : UNE DÉCONSTRUCTION CONSTRUCTIVE ?

Kouaman IDO

Centre universitaire de Dori

kouamaido@gmail.com

Résumé

En janvier 2024, la République du Mali, la République du Burkina Faso et la République du Niger annoncent leur retrait de la CEDEAO⁴⁹ pour former l'AES⁵⁰. Bien avant, la charte du Liptako-Gourma fondant l'AES qui regroupe trois États avait été signée le 16 septembre 2023. Un an plus tard soit le 5 juillet 2024, les trois chefs d'Etat, lors de leur sommet à Niamey ont jeté les bases de la Confédération de l'AES dont la vision à terme est la création d'un État fédéral africain selon la vision des panafricanistes depuis les indépendances. Depuis la création de l'AES, la géopolitique et la géostratégie africaines et mondiales connaissent un chamboulement. On assiste à une sorte de déconstruction complexe en ce sens que beaucoup de langues se délient. Pour les uns un nouvel air de rupture souffle pour ces trois pays qui tentent de faire une rupture avec l'ordre ancien dans la sous-région et au plan mondial. Quant aux autres, cette décision des trois pays de l'AES n'est pas fondée et est hasardeuse au plan juridique, politique et économique. On en vient à se poser la question pourquoi une union de trois pays, dits pauvres peut susciter autant d'intérêt au plan régional et international ? Cette Confédération devra-t-elle devenir une Fédération afin de bousculer l'ordre néocolonial en Afrique ? L'idée d'une possible convergence entre la CEDEAO et l'AES est-elle admise ? En face, n'existe-t-il pas des défis à relever au niveau sécuritaire, politique, économique, social avant de parvenir au stade d'un géant mondial qui a son mot à dire dans le concert des nations. De façon péremptoire nous pouvons retenir que tous les indicateurs convergent sur la capacité de cette Confédération à s'imposer dans plusieurs domaines comme une grande puissance après avoir relevé les défis sécuritaires, diplomatiques et géostratégiques. Puisque les relations diplomatiques sont dynamiques et fonctionnelles, il n'est pas exclu que l'AES et la CEDEAO deviennent des organisations sœurs après tout et si l'on veut réellement une Unité Africaine vraie. Pour mener à bien cette réflexion, nous ferons appel à la sémiotique, notamment la théorie de la déconstruction de Jacques Derrida.

Mots-clés : AES, démocratie, déconstruction, rupture, Sémiotique

Abstract

In January 2024, the Republic of Mali, the Republic of Burkina Faso and the Republic of Niger announced their withdrawal from ECOWAS to form the AES. Well before that, the Liptako-Gourma Charter establishing the AES, which brings together three states, had been signed on 16 September 2023. One year later, on 5 July 2024, the three heads of state, at their summit in Niamey, laid the foundations for the AES Confederation, whose long-term vision is the creation of an African federal state in line with the vision of pan-Africanists since independence. Since the creation of the AES, African and global geopolitics and geostrategy have been undergoing a major upheaval. We are witnessing a kind of complex deconstruction in the sense that many voices are speaking out. For some, a new wind of change is blowing for these three countries, which are attempting to break with the old order in the sub-region and globally. For others, the decision by the three AES countries is unfounded and risky from a legal, political and economic point of view. This raises the question of why a union of three so-called poor countries can generate so much interest at the regional and international levels. Will this confederation have to become a federation in order to shake up the neocolonial order in Africa? Is the idea of a possible convergence between ECOWAS and the AES acceptable? On the other hand, are there not challenges to be overcome in terms of security, politics, economics and social issues before reaching the stage of becoming a global

⁴⁹ CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

⁵⁰ AES : Alliance des États du Sahel

giant with a say in the concert of nations? We can categorically conclude that all indicators point to the Confederation's ability to establish itself as a major power in several areas once it has overcome the security, diplomatic and geostrategic challenges. Since diplomatic relations are dynamic and functional, it is not out of the question that the AES and ECOWAS could become sister organisations after all, if we truly want genuine African unity. To explore this idea further, we will draw on semiotics, in particular Jacques Derrida's theory of deconstruction.

Keywords: AES, democracy, deconstruction, rupture, semiotics

Introduction

Depuis plusieurs années, la République du Mali, la République du Burkina Faso et la République du Niger font face à des crises multidimensionnelles marquées par les attaques terroristes, les conflits fonciers, les conflits inter communautaires, les conflits agriculteurs-éleveurs, les conflits de chefferie, les mouvements de protestation. Face à ces crises, les gouvernants aussi démocratiques soient-ils regroupés au sein de l'institution Sous-Régionale qu'est la CEDEAO n'ont pas pu trouver des solutions idoines. Alors le Burkina Faso, la République du Mali et celle du Niger ont décidé de façon consciente d'impulser une nouvelle dynamique de coopération stratégique en s'assurant à travers des coups d'Etats et la signature de la chartre instituant l'Alliance des Etats du Sahel (AES), le 16 septembre 2023 à Bamako. Cela est logique d'autant plus que les réalités sociopolitiques de ces pays frères sont les mêmes, même si certains trouvent que, quitter la CEDEAO pour créer l'AES n'est pas fondée et est hasardeuse au plan juridique, politique et économique. Cette décision de quitter la CEDEAO est-elle légitime ou légale ? Quelles perspectives pour une AES souveraine ? Pour répondre à ces questions, nous axons notre analyse sous l'angle de la sémiotique tensive ou de l'intelligence tensive, plus précisément la théorie de la *déconstruction* de Jacques Derrida (1960). De façon prémonitoire, nous pouvons affirmer que cette vision est loin d'être une haine contre la CEDEAO ou quelque organisation sous-régionale ou internationale que ce soit mais une ambitieuse vision qui s'inscrit en droite ligne avec la volonté des chefs d'Etat, leurs excellences, le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'Etat du Mali et le Général de brigade Abdourahamane TIANI, Chef de l'Etat du Niger, d'œuvrer à la sécurisation, à la promotion de l'indépendance et à l'intégrité de l'espace du Liptako-Gourma.

I. Cadre théorique

L'expression sémiotique tensive est plus récente et désigne, en partie rétrospectivement, la sémiotique post-passionnelle, dont elle est un prolongement relativement logique. La transition « des états de choses » vers les « états d'âme » du sujet, annoncée par *Sémiotique des passions* (A.-J. Greimas, J. Fontanille, 1991) aboutit, dans la perspective tensive, à une sémiotique du sensible, ou de la présence, centrée sur un sujet de plus en plus incarné.

La théorie de la déconstruction développée par le philosophe français Jacques Derrida (1960), est une méthode d'analyse critique des textes et des concepts philosophiques. Selon nous elle va au-delà des textes et des concepts et peut s'appliquer aux faits sociaux de façon concrète. Elle ne signifie pas « détruire », mais plutôt déconstruire les structures sédimentées de la pensée et du langage. Elle vise à hiérarchiser

les contradictions internes implicites dans ses objets d'analyse après les avoir révélés. Derrida s'inspire de la phénoménologie, du structuralisme et des travaux de Freud Sigmund et de Heidegger.

Les principes de bases de la théorie de la déconstruction sont : la différence et la binarité. Un concept central chez Derrida qui combine les notions de différence et de différer. En ce qui concerne la binarité, la déconstruction critique les oppositions binaires comme : Masculin/Féminin, Nature/Culture et montre comment ces oppositions sont souvent hiérarchisées et instables. On peut retenir que la déconstruction est une méthode complexe qui vise à déconstruire les structures de pensée pour révéler les multiples significations et les contradictions internes des textes et des concepts. Pour nous cette démarche vise à rompre avec des manières anciennes stéréotypées afin de donner un nouveau regard au monde.

Dans cette étude, nous analyserons les rapports entre les pays membres de la CEDEAO et les enjeux de cette sortie des pays de l'AES pour la sous-région, en particulier et l'Afrique en général.

2. La vision philosophique et sémiotique de la rupture

De Platon (Phèdre) à Rousseau et Lévi-Strauss, on dénonce la primauté traditionnelle de la parole ou des phénomènes, conçues comme « vie » et « présence », sur la vision ancestrale. Il désigne ce système métaphysique comme logocentrisme, voire phallogentrisme. Il « déconstruit » donc la métaphysique occidentale ou la pensée monotone, fondée sur la détermination de l'être en tant que présence, en mettant à jour les présupposés qui la sous-tendent et les apories auxquelles elle mène.

En particulier, la rupture du point de vue de la sémiotique consiste à découvrir, dans les textes ou les faits sociaux, de la tradition, l'articulation binaire de concepts que la métaphysique prétend distinguer dans leur pureté : • Présence / absence ; • Phénomène / essence ; intelligible / sensible, réalité / apparence • Parole / écriture ; nature / culture ; artifice / authenticité ; masculin / féminin... Chacune de ces oppositions entretient des rapports de complicité des autres et constitue un ensemble de valeurs qui dépassent le cadre philosophique : cette binarité est proprement politique et dévalorise systématiquement l'un des termes. Le sens suppose en son cœur absence de référent et de la conscience, car il se déploie dans l'intervalle qui les sépare, dans la convention factuelle ou linguistique qui rend tout signe par définition détachable de son contexte même si le travail de la déconstruction assume de ne jamais se libérer pleinement de ce qu'elle démystifie : elle travaille à même les concepts, en joue pour les jouer contre eux-mêmes, cherche à déplacer les oppositions sans prétendre les anéantir. Le désir de présence qui habite le désir de sens (que la chose visée soit donnée en tant que telle dans la visée) est contradictoire, puisque le sens n'émerge que dans sa « mortifère itérabilité. Derrida éprouve un cœur d'opacité au cœur du rationnel, identifié comme défaut nécessaire et originaire de présence, comme écart originaire. Dans le contexte actuel de notre étude, on peut dire que les rapports entre l'AES et la CEDEAO s'inscrivent dans ce sens, dans une vision de rupture.

3. De la CEDEAO et la vision impérialiste

L'impérialisme est un système dans lequel le processus consiste à contrôler ou à dominer une entité, une population par une autre ou par d'autres. C'est un phénomène ou une doctrine d'expansion et de domination collective ou individuelle. Cette domination est culturelle, économique, militaire, diplomatique et sociale. La CEDEAO semble s'inscrire dans la logique de la politique occidentale avec les concepts : démocratie, droit de l'homme, liberté d'expression...

Du principe initial de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, la révision du Traité de Lagos consacre l'extension du domaine d'application à celui de la promotion et de la consolidation d'un système démocratique de gouvernement dans chaque État membre. Le cadre communautaire s'autorise, dès lors, un regard sur le fonctionnement des institutions internes, la désignation des gouvernants et la promotion des droits de l'homme. Dans le champ historique, la CEDEAO s'inscrivait ainsi dans l'euphorie idéologique et institutionnelle en faveur de l'orthodoxie politique définie par le modèle historique occidental de la démocratie libérale à l'heure où s'opérait la 3ème vague de démocratisation en Afrique. Au nom de ce principe, la CEDEAO peut intervenir dans ses pays membres pour faciliter un retour à l'ordre constitutionnel en cas de rupture. (BALIMA. S, 2024, p.8)

Depuis le sommet de la Baule en France tenu le 20 juillet 1990 et qui a regroupé 37 chefs d'État autour du président français François MITTERAND, la démocratie électoraliste avait été imposée aux pays comme une valeur universelle. En clair, le Président français François MITTERAND ordonnait l'organisation des élections, ce qu'il a appelé la démocratisation des États africains. Il le dit dans son discours : « *La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté, il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains, mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiasmée envers ceux qui franchiront avec courage, ce pas vers la démocratisation* ». Les pays africains qui veulent l'aide de la France doivent organiser des élections et faire la promotion de la démocratie électoraliste.

Au plan économique les pays de l'AES sont considérés comme des pays pauvres et enclavés : dominés par la monétaire française (CFA). Lors du sommet de la Baule en 1990, le Président français MITTERAND avait promis l'aide de la France aux pays africains qui accepteraient la démocratie. À la conférence de la Baule de juin 1990 lors du 16ème sommet franco-africain, le Président français François Mitterand affirmait que l'aide française au développement serait désormais conditionnée à des avancées démocratiques dans les pays africains. Donc la démocratie en Afrique a toujours été financée par les pays occidentaux, en particulier la France. C'est pour dire que la démocratie est financée par ceux-là qui l'ont imposée. Le coût de la démocratie électoraliste est exorbitant pour les populations des pays membres de l'AES. Aussi, la démocratie électoraliste financée par des pays dits bailleurs de fonds semble encourager les populations dans la paresse, le gain facile, la cupidité, la boulimie du pouvoir, les tensions socio-politiques et donc le manque d'amour pour la patrie. C'est un système qui encourage une économie de domination, d'exploitation et de servitude. C'est la France qui orientait l'économie des pays de l'Afrique dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Aujourd'hui, avec le pouvoir du Capitaine Ibrahim TRAORE, le Burkina Faso ne compte plus sur des bailleurs de fonds pour faire la guerre. Selon les études du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective, pour l'année 2023, le fonds de soutien patriotique a fait un taux de mobilisation de 123,89%. Pour l'année 2024, les prévisions du Fonds de Soutien Patriotique s'élèvent à 100 milliards et à la date du 25 juin 2024, la mobilisation pour le compte de l'année 2024 s'élevait à 86 milliards 203 millions de francs CFA. Ce qui faisait un taux de 86,20%. Au dernier moment, la mobilisation pour le Fonds de Soutien patriotique s'élève à 137 milliards de francs sur une prévision de 100 milliards pour l'année 2024.

Les pays de l'AES subissaient une domination sur le plan militaire. Le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré a dénoncé le 28 juillet 2023 lors du sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg, l'infiltration et l'espionnage à travers des OSC, les projets humanitaires. Les hommes politiques qui ont accepté la politique néocoloniale ne pouvaient pas acheter de l'armement sans l'accord de la France. De tels accords sont « comme donner la clé de ta maison à un voleur ou demander à ton ennemi quelle arme acheter pour le combattre ».

Un autre cas important est le refus de certains pays d'accorder au Mali la présidence tournante du G5 Sahel dénoncé par le Porte-parole du gouvernement Malien, le Colonel Abdoulaye Maïga, alors Ministre de l'Administration Territoriale et de la décentralisation. Les manœuvres concertées avec la France pour marginaliser les autorités maliennes en violation des textes. Ainsi le Mali retire tous ses organes du G5. Il faut ajouter que la CEDEAO a pris à l'encontre des sanctions allant jusqu'à l'interdiction d'approvisionner des produits de première nécessité aux pays de l'AES. Ces sanctions polarisent les opinions autour d'une controverse sur l'application différenciée des règles de la CEDEAO face aux différents changements anti-constitutionnels de pouvoirs intervenus dans la sous-région. Ces sanctions sont davantage controversées qu'elles interviennent dans un contexte où ces trois pays font face à une pression inédite de la menace terroriste contre laquelle l'outil de défense de la CEDEAO a montré ses limites. C'est dans ce contexte de tension institutionnelle entre le cadre communautaire et les États membres précités, qu'intervient, le 28 janvier 2024, la décision conjointe de leur retrait de l'organe communautaire, à la suite de la création préalable de l'Alliance des États du Sahel (AES) quelques mois plus tôt. Cette posture fait émerger une nouvelle configuration de la carte régionale qui, dans un contexte d'hybridation et de transnationalisation de la menace sécuritaire, questionne le processus de construction de la paix et de la stabilité de la région. Parmi ces sanctions, l'on peut relever :

- la fermeture de frontières à un pays membre ;
- l'interdiction d'utiliser les ports. Alors que selon le traité de la CEDEAO, révisé en 1993, a consacré l'institutionnalisation d'une politique de sécurité et de bonne gouvernance. Cette nouvelle donne sera successivement précisée dans le Protocole de 1999 relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, puis dans le Protocole additionnel sur la bonne gouvernance et la démocratie de 2001. En d'autres

termes, on ne doit pas fermer un port à un pays sans littoral, si l'on veut respecter l'esprit dudit traité ;

- l'interdiction d'entrée des produits pharmaceutiques et alimentaires dans un pays membre;
- La non-exécution des décisions de la cour de justice de l'UEMOA en faveur du Mali.

Ces actions vont à l'encontre des textes de la CEDEAO.

Aussi, le Burkina Faso, le Mali et le Niger font face à une guerre qui leur a été imposée par le terrorisme de tous acabits (AQMI, DAESH, JNIM, etc.) et d'autres formes de manipulations et d'incitations à la violence et à la déstabilisation. Ce qui sème la terreur et la désolation au sein des populations civiles qui font face aux attaques barbares et meurtrières des terroristes. Ces populations ont décidé de s'engager aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à travers les VDP. Pendant ce temps, la CEDEAO tente de faire croire à la Communauté internationale que ce sont des milices. La CEDEAO n'a jamais fait un communiqué pour féliciter les armées quand il y a des victoires. Ces populations ainsi engagées, formées et encadrées par les FDS sont appelées des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Celles-ci n'agissent que sur instruction et surveillance des FDS et conformément à des textes réglementaires en vue de protéger leurs vies et leurs biens. Le peuple burkinabè est connu pour son patriotisme.

4. De l'effet des sanctions de la CEDEAO à la stratégie de démarcation

Face à ces réactions de la CEDEAO, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont vite compris qu'elle n'est qu'une officine montée de toutes pièces pour protéger ses copain-e-s et ses coquin-e-s, laissant ses populations croupir et périr dans des situations dont elles ne sont pas responsables. Plusieurs morts sont enregistrés au Mali, au Niger par manque de nourriture et de médicaments, tout cela à travers les sanctions de la « CEDAO de l'impérialisme ». Des pays ont refusé l'électricité à certains peuples, d'autres ont interdit les exportations de produits alimentaires vers le Burkina Faso au nom de la même « CEDEAO de la France ».

Les trois pays ont compris qu'ils peuvent avoir cette indépendance tant au plan alimentaire, sanitaire qu'au plan industriel. Les propos qui tendent à faire peur, à semer la panique, les peuples frères s'en départissent, s'en démarquent. Il est temps que les Africains arrêtent de s'apitoyer sur leur sort, de se morfondre et se lamenter. Il faut lutter. « Ça ne viendra pas du ciel tout seul. Il faut lutter d'abord et Dieu va vous aider », disait le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim TRAORE. « Aide-toi et le ciel t'aidera, a-t-on coutume de dire ». Le père de la révolution, le capitaine Thomas Sankara disait : « l'esclave qui n'assume sa révolte, ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort ».

Tout pousse dans les trois pays de l'AES et il y a de braves paysans. Il suffit de mettre tout en œuvre pour qu'ils puissent labourer leurs terres et cultiver dignement afin d'atteindre notre souveraineté alimentaire et mettre fin à l'importation.

5. De la déconstruction a la naissance de l'AES

Les trois pays le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont donc décidé en toute âme et conscience de quitter cette organisation qu'elle jugerait impérialiste et téléguidée par les puissances occultes, qui n'a d'autres maîtrises que d'infliger des sanctions inhumaines contre des peuples qui ont décidé de prendre leur destin et de s'assumer devant l'histoire. Ainsi ces trois pays ont créé L'AES. L'AES vise à donner un nouveau souffle aux peuples opprimés en leur donnant leur souveraineté véritable autour de plusieurs actions.

5.1. La déconstruction au plan diplomatique

Le premier sommet historique de l'AES s'est tenu à Niamey, le 06 juillet 2024. Désormais les décisions ne se prennent plus en France, à l'Élysée, à Paris mais en Afrique. Les décisions concernant l'Afrique ne seront plus prises par des géostratèges et des politiciens guidés par leurs intérêts mais par des Africains avertis, connaissant les réalités socio-politiques et culturelles des Africains. Raison pour laquelle des décisions fortes ont été prises à ce sommet. La lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale des pays de l'AES, l'assurance de la souveraineté et l'indépendance réelle des pays de l'AES, la réponse à la crise humanitaire par des partenaires sérieux, la refondation de l'État et l'amélioration de la gouvernance. Le Président de l'AES, le Président Assami Goïta affirmait le 15 septembre 2024 à l'occasion du premier anniversaire de la signature de la chartre de l'AES que la majorité des gouvernances en Afrique ont manqué de visions car elles ont toujours été utilisées contre leurs peuples. La question de la réconciliation nationale et la cohésion sociale est une nécessité pour la zone AES. Il ne s'agit pas penser à une unanimité absolue avec tout le monde de l'espace. Cependant, certaines crises peuvent être réglées pour climat social plus paisible. Plusieurs accords ont été signés entre les pays membres à ce premier sommet de l'AES tenu à Niamey. C'est entre autres :

- adoption d'un traité dénommé confédération AES pour approfondir les relations entre les pays membres de l'AES,
- mise en place d'une force conjointe dénommée CF/AES depuis la réunion des Chefs d'Etat-Major tenue à Niamey du 05 au 06 mars 2024
- la nécessité de parler d'une même voix dans l'espace AES.

5.2. La déconstruction au plan sécuritaire

La sécurité est la préoccupation essentielle des pays de l'AES depuis plusieurs années. Le point des attaques terroristes dans l'espace AES par des groupes instrumentalisés et téléguidés par l'impérialisme comme l'a fait savoir l'ambassadeur ukrainien au Sénégal) a toujours été fait de façon régulière. Aussi les opérations sont toujours conjointes et l'ouverture des frontières vis-à-vis de militaires des pays frères afin de tracter les ennemis même à l'intérieur d'un autre pays de l'AES est une preuve de déconstruction. Puisque cet accord, même s'il existait, il n'était pas aussi efficace. Alors, parler d'opérations conjointes, c'est parler de l'amitié mais aussi et surtout la solidarité et la fraternité africaine entre les trois états qui ont permis d'enregistrer beaucoup de victoires.

Les pays de l'AES ont toujours su rendre un hommage à tous les FDS et civils tombés sur le champ de bataille et ont encouragé ceux qui mènent toujours le combat d'une

manière ou d'une autre. Ils n'ont jamais manqué de réaffirmer leur ferme détermination à éradiquer le terrorisme dans toutes ses formes. De par le passé, il n'était pas rare d'entendre que l'armée Burkinabè manque d'équipements militaires efficaces. Nos enquêtes auprès de personnes ressources (gardées dans l'anonymat), ont relevé qu'elles avaient des armes vétustes qui, parfois n'arrivaient pas à déclencher. Il y avait le manque criard de munitions et de vrais gilets-par-balles. L'armée Burkinabè et celle des autres pays de l'AES aujourd'hui, ne sont plus des armées au rabais, mais des grandes armées capables de relever d'énormes défis au plan national, sous-régional et international.

5.3. La déconstruction au plan monétaire

Pour la première fois depuis les indépendances, des manifestations publiques dans plusieurs pays d'Afrique notamment dans la République Burkina, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Bénin etc. ont exigé la disparition sans condition du Franc CFA. Il est alors facile de comprendre que c'est une monnaie imposée au moment des indépendances à 14 pays par le colonialisme français. Ce n'est pas par hasard que ce soit le Franc CFA qui soit pris comme cible. Portées par des mouvements de jeunes, ces mobilisations marquent l'entrée en scène d'une nouvelle génération militante africaine. Cette monnaie présentée par l'impérialisme français comme symbole de la coopération apparaît aisément comme un symbole provocateur d'une dépendance coloniale qui outre le CFA, possède d'autres outils mafieux, occultes et louches. Ce sont : la dette, l'Accord de Partenariat Économiques (APE), la stagnation économique, les accords de défense, la francophonie etc. Est-ce le moment pour la jeunesse africaine consciente de dire « NON », comme le disait A. Kourouma (2004) » ? C'est d'ailleurs pour cela que M; Bassolma Bazié, ex Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale, au forum Russie du groupe des 77 plus la Chine affirmait en ces termes lors de son allocution :

« Je le dis haut et fort, au nom du vaillant peuple du Burkina Faso, qui m'a mandaté à ce forum, que la dette tant chantée est un gros mensonge. Nous ne devons absolument rien à la France. C'est plutôt la France qui nous doit assez. Nos grands-parents sont morts en défendant la France, la France n'a pas payé. Nos sœurs et nos mamans sont violées et tuées par des militaires français, la France n'a pas payé. Nos sols sont fouinés, notre or, notre uranium, notre zinc et autres richesses du sous-sol sont pillés par la France, elle n'a pas payé. Nos objets d'art sont volés et stockés dans les musées français, la France a détruit nos forêts, violé notre espace aérien, la France n'a rien payé. La France finance et arme les terroristes qui sème le KO dans les pays du sahel, elle n'a pas payé. La dette coloniale, nous n'allons donc pas fermer les yeux et la payer tout en laissant nos populations mourir de faim, de soif et de maladie ».

La monnaie, c'est-à-dire, le franc CFA n'est pas une propriété africaine. Au plan juridique « la propriété » est « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue » (Article 544 du Code civil français). Dans un ouvrage intitulé, « *Le Franc CFA pour les nuls*, publié par le Réseau Foi et Justice Afrique Europe, publié en 2018, il est indiqué qu'un brevet est donc détenu par la France sur le Franc CFA ; elle est par conséquent propriétaire du Franc CFA. Elle en a le contrôle symbolique et technique sur sa fabrication. La France loue le CFA aux États francophones Africains. Ce qui est aussi révoltant est que les billets produits par la France pour l'Afrique de l'Ouest diffèrent de ceux de l'Afrique centrale en valeur monétaire sous la même appellation de franc CFA.

5.4. De la déconstruction discursive aux perspectives de développement sectoriel

La déconstruction tient compte de la forme et du fond dans l'espace AES. Le discours peut être verbal ou non verbal. La mobilisation de toutes les couches socio-professionnelles est un élément de la forme mais aussi du fond. C'est un signe de mobilisation populaire, un signe de résistance populaire. C'est une marche de la volonté du peuple qui visiblement avait soif du changement. En plus de la mobilisation, l'habillement des Présidents ne doit pas être un élément anodin dans tout ce que l'on entretient. Le port de la tenue militaire de façon constante par ces trois présidents dont le Général Assimi Goita, le Général Abdouramane Tiani et le Capitaine Ibrahim Traoré est un signe de patriotisme, de courage et de détermination et d'engagement. Cela veut dire que ces trois présidents ne sont pas venus pour faire de la politique politicienne comme ce que l'on a toujours vu à travers l'Afrique mais une politique de rupture.

Le discours martial, les regards, les gestes des présidents de l'AES sont une chose rare ou nouvelle ce qui incarne la franchise et plein d'espoir en ce sens qu'ils suscitent l'adhésion des peuples. Ce sont des discours martiaux et intelligents. Sous l'angle de la sémiotique on peut dire que c'est des Discours d'Orientation Politiques (DOP), des discours de souveraineté. C'est une sorte de diplomatie de vérité et de sincérité. Les discours des Présidents de l'AES se basent sur quatre éléments essentiels qui traduisent la déconstruction, la rupture : Ce sont les révélations puisque beaucoup de choses n'étaient pas connues par le peuple, les dénonciations à travers les accords avec setaines grandes puissances rompus, et les mises en garde des ennemis de tout le monde et leur vision pour les années à venir avec beaucoup de réformes dans presque tous les secteurs clés. Tous les secteurs sont touchés surtout l'employabilité des jeunes.

L'agriculture est un secteur clé des pays de l'AES. La majorité de la population pratiquent l'agriculture ce qui est d'ailleurs normal et logique d'autant plus que tout le monde doit se nourrir. Si l'on ne produit pas, on sera obligé d'importer les principales cultures telles que le maïs, le mil, le sorgho, le riz et le coton. Au Burkina Faso, les chiffres du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animal et Halieutiques l'agriculture en 2024-2025, représente environ 30% du PIB et emploie plus de 80% de la population active même si le pays fait face à des défis tels que la variabilité climatique, la dégradation de certains sols et l'accès limité aux nouvelles technologies agricoles. Quant au Mali, il a une économie fortement dépendante de l'agriculture, qui contribue à environ 40% du PIB et emploie près de 70% de la population. Au Niger, l'agriculture occupe une place prépondérante, représentant environ 32, 6% du PIB total et employant plus de 85% de la population active.

Ces trois pays partagent des défis communs, notamment la gestion des ressources naturelles, l'amélioration de la productivité agricole et l'adaptation aux aléas climatiques. Depuis la création de l'AES, les pays membres travaillent dans ce sens à travers les l'offensive agropastorale et halieutique avec la dotation de chaque commune d'avec au moins un tracteur, la baisse des prix des intrants agricoles et l'encouragement aux agriculteurs avec des microfinances.

Lors de son entretien face aux forces vives de la nation, le 11 juillet 2024 au palais des sports de Ouaga 2020, le Président Ibrahim Traoré, disait, en ce qui concerne

l'éducation, qu'elle doit être orientée vers la formation professionnelle et militaire en lieu et place de la formation théorique faisant beaucoup de chômeurs et de désœuvrés. En réalité, la formation professionnelle et l'enseignement général diffèrent principalement de leurs objectifs et leurs approches pédagogiques. La formation professionnelle a pour objectif de préparer les élèves à entrer directement dans le monde du travail. Son approche est la combinaison de cours théoriques et pratiques, souvent en alternance avec des stages en entreprise avec un contenu spécifique à un métier ou un secteur professionnel et des ateliers, des laboratoires et des chantiers.

L'enseignement général quant à lui, prépare les élèves à poursuivre des études supérieures sans forcément leur garantir du travail. Son approche est principalement les cours théoriques, centrés sur la culture générale, les sciences et les humanités. La formation professionnelle est orientée vers l'acquisition de compétences pratiques pour une insertion rapide dans le monde du travail, tandis que l'enseignement général vise à fournir une base académique solide pour des études supérieures.

Au plan juridique, aujourd'hui nous avons du droit et non une justice selon le sociologue Da Sié de Bindounté lors de son intervention à l'émission « 7 info » à la télévision BfI, en 2024. C'est un droit qui vient du code de l'indigénat. Cette justice semble nous avoir d'abord asservis puisqu'elle n'est pas une justice qui est adaptée à nos réalités. Le cas de l'aéroport de Donsin est illustratif. Un contrat légal a été signé, donc bon juridiquement. Mais dans les faits, ce n'est pas juste ou du moins les Burkinabè ne profitent pas assez alors que le Burkina Faso, ayant financé plus de 80% pour la réalisation de cet aéroport sur son sol et selon les termes du contrat, n'a pas le droit de l'exploiter pendant 30 ans, au profit de la société qui n'a contribué que de 20%. Aussi, il ne devrait pas exister un autre aéroport à moins de 400km autour de cet aéroport de Donsin. Il serait nécessaire d'opérer beaucoup de réformes dans la justice moderne ou de faire recours à la justice transitionnelle dans certains cas. Le code pénal n'est pas en phase avec les réalités du peuple burkinabé. Certains problèmes pourraient être gérés traditionnellement afin de préserver la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Tableau : Déconstruction entre la justice moderne et celle transitionnelle

Justice occidentale	Justice transitionnelle
Importée	Basée sur nos valeurs
Au nom de la justice moderne beaucoup de divorces, beaucoup de familles sont disloquées ?	Moins de divorces dans la justice africaine
Immorale basée sur l'intérêt individuel : Pas de notion de famille, pas de frère, pas d'ami	Morale : l'homme, la famille, la fraternité, l'humanisme, le bien
Prisons, trop de démarches, de plaintes,	Pas de prison, pas de méchanceté: l'Afrique ne connaît pas la prison moderne, c'est plus la loi de la nature : la foudre, la malédiction, la colère des ancêtres
Incompréhensible malgré cette expression : nul n'est censé ignorer la loi ou « <i>dura lex sed lex</i> » : des hommes de droit peuvent se contredire	Transparente : interdictions, sacret, secret, initiation,
Une justice lente et sans issue favorable	Rapide : Foudre, sable, les ancêtres la malédiction : un voleur va se dénoncer rapidement sans convocation, pas de mensonge dans les couples

Source de nombreuses tensions et crises sociales (division, conflits, assassinats)	Sanctions sociales, facilite le vivre ensemble et la cohésion sociale (dialogue, Le pardon, la solidarité)
Restriction des libertés des hommes de droit	La liberté, la vénération, la gloire et le respect
Très chère : démarche, moyens de défense...	Moins coûteuse : sable, œuf, eau, parole
Blocage de beaucoup de dossiers dans l'administration à cause de la justice	Justice de développement basée sur le sauvetage de l'essentiel

Source : Analyse personnelle

Il est donc visible qu'à partir de ce tableau comparatif, l'on constate les insuffisances de la justice moderne, qui est en déphasage avec les réalités traditionnelles, et donc de la justice traditionnelle en ce sens que la première n'est pas accessible à tous, très coûteuse et divise plus qu'elle rassemble.

6. L'AES et les perspectives pour un développement durable

Pour que l'AES soit plus opérationnelle, il faut la mise en place d'un cadre spécial et d'une équipe dynamique de chercheurs déterminés et engagés pour des réflexions solides.

Cette équipe pourrait par exemple établir les liens de parenté, les liens socio-historiques, les liens socio-linguistiques, les liens socio-culturels des peuples membres de l'AES. Elle permettra aux dirigeants de l'AES de refonder le système éducatif et de formation professionnelle des pays de l'AES : Enseigner nos valeurs culturelles, nos langues, nos héros nationaux et africains : Patrice Emery Lumumba du Congo, Noël Isidore Thomas Sankara du Burkina Faso, Modibo KEITA du Mali, Ibrahim Traoré du Burkina Faso, Araounia Mangou du Niger, Aline Sitoé Diatta du Sénégal, M'Balía Camara de la Guinée, Lalla Fatma N'Soumer de l'Algérie, Kwamé N'Nkrumah du Ghana, Nelson Mandela de l'Afrique du Sud, Sylvanus Olympio du Togo, Amilcar Cabral de la Guinée Bissau et des îles de Cap Vert, Marien Ngouabi du Congo Brazzaville, Ladjí Yoro etc. Quant à la formation professionnelle, les pays de l'AES devraient mettre l'accent sur les secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la technique et la technologie. Aussi cette équipe permettre de réfléchir des systèmes de communication adaptés à chaque contexte (médias, journalistes de l'AES...) en nombre et en qualité. Ce cadre servira de moyens de réflexions des stratégies de guerre tenant compte de nos réalités socio-culturelles, les méthodes ésotériques, propres aux pays de l'AES, Réfléchir sur la souveraineté économique basée sur les ressources du sous-sol (l'or, le diamant, le pétrole, l'uranium, le zinc, le marbre, le calcaire), l'élevage : Les pays de l'AES sont des pays où l'élevage est bien développé et constitue un secteur crucial pour leurs peuples. Les principaux types d'élevage sont : les bovins, les ovins, les caprins et la volaille. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger (87%), l'élevage représente une part importante du PIB est essentiel pour la subsistance de la majorité de la population en dépit des défis qui restent à relever avec les peaux d'animaux, la chaire, les poils, les sabots, les cornes. Au-delà de ces secteurs de développement, l'AES devrait penser à un dialogue interne ou externe permettant de contenir certaines tensions, mettre fin à certaines aides humanitaires et à certaines organisations des droits de l'homme, quitter certaines organisations internationales qui ne sont que des stratégies de contrôle et de maintien des pays membres dans la dépendance.

Conclusion

La rupture entre l'AES et la CEDEAO) reste un événement hautement historique. Les trois pays l'AES ont justifié leur décision de quitter la CEDEAO par ce qu'ils ont jugé que la CEDEAO s'était éloignée des idéaux panafricains et n'avait pas soutenu leurs efforts contre le terrorisme. La CEDEAO espère encore trouver une issue favorable par certainement la voie de la négociation pour maintenir ces pays au sein de la communauté et c'est possible pour peu que la stratégie de la déconstruction s'invite dans les démarches des deux parties afin que les actions entreprises par chaque partie restent dans l'intérêt des peuples. En d'autres termes, la CEDEAO doit faire son autocritique et le cadre communautaire doit être saisie comme une opportunité de réajustement de son modèle d'intégration. La nécessité de mettre l'accent sur sa vision de créer une CEDEAO des peuples doit permettre l'accroissement d'un investissement intentionnel pour parachever l'intégration économique. Sa légitimité à intervenir dans le champ politique et à être catalyseur de paix et de sécurité sera construite sur les bases de son succès économique. Aussi la continuité territoriale entre les deux blocs et la nature de la menace oblige au dialogue et à une coopération spécifique sur le champ sécuritaire. La paix et la stabilité de la sous-région seront dans l'avenir tributaire de la capacité des deux blocs à interagir. Sinon cette rupture historique pourrait avoir des conséquences significatives pour la région, notamment en termes de libre circulation des biens et des personnes et de stabilité économique.

Références bibliographiques

- Simporé, A. B. 2013. Les menaces dans la bande sahélo-saharienne : la crise malienne. *Revue Défense Nationale*, 763, 46-50.
- Balima, S. 2024. Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale. Friedrich Ebert Stiftung, Note d'analyse, (02).
- Hoffmann, P., & Rashed, M. 2008. Platon, « Phèdre » : les enjeux d'une faute d'onomastiques. *Revue des études grecques*, 43-64.
- Jacques, D. 1993. *Spectres de Marx : l'État de la dette, le travail du deuil et la nouvelle Internationale*. Paris: Galilée.
- Jacques D. 1996. *Apories*. Paris : Galilée
- Derrida, J. 1968. *Apories*, Paris
- Lamaison, P., et Lévi-Strauss, C. 1987, La notion de maison. Entretien avec Claude Lévi-Strauss par Pierre Lamaison. *Anthropologie et sciences humaines*
- Lamaison, P., & Lévi-Strauss, C. 1987. La notion de maison. Entretien avec Claude Lévi-Strauss par Pierre Lamaison. *Anthropologie et sciences humaines*
- Ndiaye, P. S. 2016. Le nouveau triangle du maintien de la paix en Afrique (UA, CEDEAO, UEMOA): *Revue d'étude et de recherche sur le droit et l'administration dans les pays d'Afrique*, Université Montesquieu–Bordeaux IV.
- Rousseau, J. J. 1762. *Du contract social, ou, Principes du droit politique* (Vol. 3).
- Sissoko, E. F., Amadou, L., & Lamine, A. 2024. L'économie post-CEDEAO: Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger

ANALYSE DU DISCOURS DE LA POPULATION SUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE L'AES : CAS DES *WAYYANS* AU BURKINA FASO

Delphine KABORE

Université Joseph KI-ZERBO
Kaboredelphine09@gmail.com

&

Madou BEOGO

Université Yembila Abdoulaye TOGUYENI
madoub@ujkz.bf

Résumé

L'objectif qui est poursuivi dans cet article est de déterminer les types de discours qui sont véhiculés par les *wayiyans* à propos de la politique de défense des pays membres de l'AES. En se servant du discours numérique, c'est-à-dire en collectant les données à travers les plateformes numériques telles que Facebook et Tiktok, nous avons analysé ces discours en adoptant la théorie de l'argumentation de R. AMOSSI (2009), de la pragmatique interactionnelle (KERBRAT-ORECCHIONI, 2014) et du discours numérique (PAVEAU, 2017). Ainsi, nous constatons que le discours des *wayiyans* se veut un discours de soutien mais aussi de persuasion et de dissuasion. Ces derniers se servent des outils langagiers comme les phrases, les pronoms personnels et les adverbes pour exprimer leur vision des choses.

Mots-clés : wayiyan, discours, AES, population, autorités

Abstract

The objective of this article is to determine the types of discourse conveyed by Wayiyan people regarding the defense policies of AES member countries. Using digital discourse, i.e., by collecting data through digital platforms such as Facebook and TikTok, we analyzed these discourses using R. Amossi's theory of argumentation (2009), interactional pragmatics (Kerbrat-Orecchioni), and digital discourse (PAVEAU 2017). We found that Wayiyan discourse is intended to be supportive, but also persuasive and dissuasive. They use linguistic tools such as sentences, personal pronouns, and adverbs to express their views.

Keywords: wayiyan, speech, AES, population, authorities

Introduction

L'insécurité que vivent les pays du Sahel notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger a entraîné des changements de régimes dans ces contrées et par ricochet une nouvelle tournure en matière d'orientation politique. En effet, face à la montée de l'insécurité, ces trois pays sus-cités ont tous connu des coups d'État, perpétrés par des militaires qui justifient leurs actes par la volonté de rétablir la sécurité et d'impulser une nouvelle dynamique en matière de développement. Estimant que leurs prédécesseurs n'ont pas été en mesure de sauver les populations de l'insécurité en ramenant la paix dans ces pays, les auteurs des différents coups d'État disent œuvrer pour la fin de la souffrance des populations. Cependant, les actions de ces militaires n'ont pas été vues de bon œil par certaines instances sous régionales comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette dernière trouve en ces coups d'état, des actions de

violations du processus démocratique dans les pays qui sont victimes. Par conséquent, cette institution entame la prise des sanctions contre ces trois pays. Face aux sanctions de la CEDEAO, les trois pays décident de s'unir en mettant en place septembre 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES). La création de cette alliance par le Burkina Faso, le Mali et le Niger, marque une rupture géopolitique majeure dans l'espace ouest-africain. En se désengageant de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), perçue comme instrumentalisée par des puissances extérieures (coloniales), ces pays ont affirmé une volonté de souveraineté intégrale, notamment sur le plan sécuritaire. Cette redéfinition de l'ordre régional n'a pas seulement des implications diplomatiques ou militaires : elle restructure également les rapports entre gouvernants et populations, tout en ouvrant un nouvel espace d'appropriation discursive de la défense nationale. L'AES vise selon les dires des autorités de ces pays membres, l'union de leurs forces afin de lutter efficacement contre le terrorisme et ramener la sécurité dans leur espace. Cette politique commune de défense et de protection de son espace est appréciée diversement au sein des populations. C'est dans ce contexte qu'émergent les *wayiyans* qui interviennent activement sur les réseaux sociaux, pour commenter l'actualité politique et militaire du pays. Nous avons pour objectif de connaître la perception de ces « wayiyans » sur la politique de défense de l'AES, à travers le discours tenu par ces derniers. En clair, nous voulons déterminer les types de discours véhiculés par les wayiyans. Pour ce faire, nous émettons les questionnements suivants : (i) comment les *wayiyans* perçoivent la politique de défense de l'AES ? Autrement dit, Comment les *wayiyans* interprètent-ils la politique de défense mise en œuvre par le gouvernement burkinabè dans le cadre de l'AES ? (ii) Quelle est la typologie discursive véhiculée par ces derniers ? En d'autres termes, quels sont les dispositifs rhétoriques, les actes de langage et les figures d'autorité qu'ils mobilisent pour construire une parole sur la guerre et la souveraineté. À cet effet, nous émettons les hypothèses suivantes : le discours des *wayiyans* constitue un soutien implicite à la politique de défense de l'AES, en reprenant les codes du patriotisme populaire ; les *wayiyans* agissent comme des médiateurs entre la parole étatique et les représentations populaires. La charpente de notre réflexion s'articule autour de deux grands points que sont : (i) méthodologie, (ii) résultats.

I. méthodologie

Cette recherche s'inscrit dans une approche qualitative, mobilisant les principes de l'analyse du discours (AD), avec une orientation socio-pragmatique et argumentative. Il s'agit de considérer les discours des *wayiyans* non seulement comme des textes, mais comme des événements communicationnels produits dans un contexte politique, social et technologique donné. L'analyse cherche à comprendre les intentions, les effets, les formes de légitimation et de contestation à travers les discours. Cette partie contient deux points à savoir la partie collecte et analyse des données, les cadres théoriques et conceptuel.

I.1. Collecte et analyse des données

Les données qui ont été analysées dans ce travail sont essentiellement des données numériques. Il s'agit en fait des discours tenus par les *wayiyans* via les canaux numériques comme les comptes Tiktok, les pages Facebook, publiés entre septembre 2023 et mai 2024. Ces canaux constituent de nos jours, une mine d'or en matière informationnelle. Dans le but de rentrer facilement en contact avec leur auditoire et surtout de toucher le maximum de personnes, les *wayiyans* font beaucoup usage des réseaux sociaux ci-dessus cités pour passer leur message. Par conséquent, nous avons collecté les données à travers ces canaux. La procédure a consisté premièrement, à télécharger les vidéos produites par les *wayiyans* à travers leurs comptes Tiktok. Deuxièmement, nous avons visité les pages Facebook des différents médias comme la radiodiffusion et télévision du Burkina (RTB) et la télévision BFI afin de télécharger les passages de journaux qui contiennent des productions langagières des *wayiyans*. À l'issue de cette étape de collecte, nous avons transcrit toutes les vidéos en textes écrits afin d'avoir un corpus textuel nous permettant de mener l'analyse. Il faut ajouter que ce matériau a été choisi en fonction de trois critères à savoir la thématique principale (défense, armée, AES, patriotisme, CEDEAO), le niveau d'interaction généré (nombre de vues, commentaires, partages) et la diversité linguistique (discours en mooré, dioula, français populaire).

I.2. Cadres théoriques et conceptuel

I.2.1. Cadre théorique

Du point de vue théorique, cet article relève du domaine de l'analyse de discours (AD). Plus particulièrement, il faut noter que l'analyse du discours des *wayiyans* sur la politique de défense de l'AES requiert un ancrage théorique pluridisciplinaire, à la croisée de la pragmatique interactionnelle, de l'argumentation et du discours numérique (DN). Par conséquent, ce travail s'inscrit d'une part dans le cadre de l'argumentation discursive. À cet effet, nous nous inspirons de la théorie de l'argumentation de R. AMOSSY (2009). Le discours des *wayiyans* s'inscrit dans ce que R. AMOSSY (2009) appelle « discours de la scène sociale », c'est-à-dire un discours proféré par des locuteurs qui ne relèvent pas des institutions classiques du pouvoir mais qui participent à la vie politique par leurs prises de parole. D'autre part, nous faisons appel à la pragmatique dans la mesure où elle permet de saisir le langage comme action interactionnelle. En effet, les actes de langages (déclarer, accuser, défendre, exhorter, etc.) n'ont de sens que dans le processus d'interaction (C. KERBRAT-ORECCHIONI (2005)). Par ailleurs, nous nous sommes servis de la théorie du discours numérique de M-A PAVEAU (2017) dans la mesure où nos données proviennent entièrement des plateformes numériques.

I.2.2. Cadre conceptuel

Ce travail qui porte sur la vision qu'ont les populations par rapport à la politique de l'AES, relève du domaine de l'analyse de discours comme nous l'avons déjà dit. Il faut

noter que dans cet écrit, les termes comme « discours », « AES » et « wayiyan » sont des concepts clés dont les clarifications sont nécessaires pour la bonne compréhension du travail.

Le discours est selon B. PARE (2024, p. 101), un « ensemble de manifestations verbales, orales ou écrites, représentatives d'une idéologie ou d'un état des mentalités à une époque ». Autrement dit, le discours est un moyen par lequel l'Homme exprime sa vision par rapport à une situation donnée en prenant position. C'est donc dire que le discours semble être le moyen de découverte de l'humain.

Quant au terme AES, il faut noter de prime abord qu'il s'agit d'un sigle qui signifie Alliance des États de Sahel. Créé le 16 septembre 2023 par les trois pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'Alliance des États du Sahel (AES) est la conséquence des sanctions imposées par la CEDEAO à ses pays membres suite aux coups d'État qui se sont produits dans ces pays. En effet, suite aux coups d'États qui ont survenu d'abord au Mali puis au Burkina Faso, la CEDEAO a pris des sanctions contre ces deux pays en pensant pouvoir dissuader les autres pays membres de faire autant. Mais à sa grande surprise, un autre coup d'état survient au Niger, pays où la situation sécuritaire semblait connaître une amélioration considérable. Comme pour sévir, la CEDEAO décide de mettre en place une force commune afin d'intervenir au Niger pour y rétablir l'ordre démocratique. Cette décision constitue la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En fait, les autres pays que sont le Burkina Faso et le Mali ont en guise de réponse à la CEDEAO, menacé de riposter à toute intervention au Niger en estimant que cette intervention constitue une menace à leurs sécurités respectives. Dans le but de donner un signal fort aux pays qui veulent intervenir sous le couvert de la CEDEAO, les trois pays créent l'AES le 16 septembre 2023 comme nous l'avons déjà dit plus haut. A la suite de cette union, ils ont à travers les voix de leurs présidents, décidé à l'unanimité le 28 janvier 2024 de se retirer de la CEDEAO qui selon eux, n'a pas porté assistance à leur pays face l'insécurité.

Quant au terme *wayiyan*, il est un emprunt au mooré, une langue gur qui est parlée au Burkina Faso. En mooré, le terme ne correspond pas à un nom mais plutôt à une phrase qui est la suivante « wa-y n yii yā ». Littéralement traduite, cette phrase signifie « venez sortir ». En effet, elle a été prononcée pour la première fois le 26 septembre 2023 par un citoyen burkinabè qui estimait avoir des informations sur une probable déstabilisation du pouvoir en place. Ce dernier lança donc un appel à toutes les personnes qui soutiennent le pouvoir afin qu'elles sortent massivement pour barrer la route aux potentiels déstabilisateurs et empêcher la chute du président en question. Le terme provient de l'extrait suivant : « *wa-y yii yā, wa-y yii yā, maane-y sugr la wa-y yii yā, wa-y yii yā, wa-y yii yā le 26 septembre 2023 wa-y yii ti wēnd bēeba, soetāaba, bugum kamba, b rat n wā tēngā, b rat n maana coup d'état, wa-y yii yā, wa-y yii yā⁵¹* ». Vu au début comme un terme péjoratif car désignant les personnes illettrées qui ne font pas de discernement, ce terme a

⁵¹ « Sortez, sortez, faites pardon et sortez car aujourd'hui 26septembre 2023, les ennemis de Dieu, les enfants de l'enfer veulent détruire le pays. Ils veulent faire un coup d'état. Sortez, sortez » [notre traduction]

reçu de nos jours une autre connotation. En effet, le terme *wayiyan* est employé pour désigner toute personne de quelle que nature qu'elle soit, qui soutient le pouvoir actuel au Burkina Faso. C'est dans ce sens que L. SAWADOGO, président de la Coordination Nationale du Front de Défense pour la Patrie (CNFDP), déclarait sur le plateau de Oméga Médias le 21 février 2024 que « *quand on dit wayiyan aujourd'hui, pour moi c'est une fierté, parce qu'au début, le nom wayiyan était donné pour nous dénigrer, pour nous insulter, des personnes qui n'ont pas d'avenir ou d'ambition ou de vision, mais à l'heure actuelle où je vous parle, wayiyan est devenu un nom célébré par tous ceux qui aiment la transition et qui accompagnent ce pouvoir pour sa liberté totale.* ». Toutefois, il faut reconnaître que ce terme désigne concrètement les personnes qui manifestent un soutien indéfectible au pouvoir actuel au Burkina Faso. Ces personnes se constituent en groupes appelés « *comités de veille citoyenne* » pour protéger le pouvoir contre toute tentative de déstabilisation. Pour bien réussir leur mission, elles se réunissent les nuits dans les ronds-points et les places publiques du pays. Comme le disait Mahamadi ZOUNGRANA, président du Collectif des Leaders Panafricains (CLP) ce 11 avril 2024, « *La veille citoyenne patriotique consiste à être à l'écoute de toute manipulation, menace ou tentative de déstabilisation contre le pouvoir de la transition* ».

3. Résultats

Le discours des *wayiyans* sur la défense nationale au Burkina Faso se déploie dans un registre hybride où se mêlent patriotisme, émotion, colère populaire et résonances idéologiques liées à la rupture avec la CEDEAO et à l'adhésion au projet AES. Cette partie du travail consiste en l'énumération des types de discours tenus par les *wayiyans* vis-à-vis de la politique de l'AES. À l'écoute des propos tenus par les *wayiyans* au Burkina Faso, nous pouvons caractériser leur discours de trois manières différentes. En effet, nous constatons que ces derniers tiennent des discours de soutien, de persuasion mais aussi de dissuasion.

3.1. Le discours patriotique de soutien des *wayiyans*

L'un des traits les plus saillants du discours des *wayiyans* est l'adhésion ouverte, presque sacrée, à la cause militaire nationale. L'armée est représentée comme le cœur battant de la nation, le rempart ultime contre le chaos et l'emblème vivant de la souveraineté retrouvée. L'analyse du discours tenu par les *wayiyans* laisse voir que ces derniers manifestent leur satisfaction face à la politique de défense de l'AES et expriment par conséquent leur soutien aux différentes autorités des pays membres. En effet, les *wayiyans* trouvent que les autorités des pays membres de l'AES sont sur la bonne voie à travers leur décision de s'unir. Nous percevons à travers leurs discours, une entière adhésion à la cause des pays membres de l'AES. Pour eux, l'union des trois pays vient à point nommé car ces pays vivent presque les mêmes réalités tant au niveau sécuritaire qu'économique. Étant tous des pays sahéliens, leur union va faciliter la mise en place d'une bonne coordination afin

de lutter contre le terrorisme qui mine cet espace. Les *wayiyans* voient en l'armée le seul rempart pour faire face au terrorisme qui mine les trois pays. Ils considèrent les soldats comme des personnes sur qui compter pour le rétablissement de la sécurité. Par conséquent, les *wayiyans* n'hésitent pas dans leurs discours, à qualifier les militaires de « dignes fils du Faso », des « héros du Sahel », des « martyres de notre liberté », ou encore de « fierté nationale ». Ces qualificatifs sont le signe de l'acceptation par ces *wayiyans* de la conduite des militaires vis-à-vis du pays. Ils montrent donc leur soutien aux actions des présidents, soutien qui se perçoit à travers les propos de ces *wayiyans* dont nous retenons les trois passages suivants :

Dans une vidéo publiée par un *wayiyan* populaire le 8 janvier 2024 sur Facebook, on peut entendre : « Que celui qui insulte notre armée sache qu'il insulte sa propre mère ! Nos soldats sont la dernière barrière entre nous et la mort ! »

Ce type d'énonciation mobilise un ethos protecteur et parental attribué à l'armée, qui devient presque une entité sacrée. Le *wayiyan*, ici, se positionne comme un défenseur du militaire, mais aussi comme un régulateur moral du discours public.

En lien avec cette posture, l'AES est constamment valorisée comme l'expression ultime de la souveraineté africaine, un projet de libération continentale. L'adhésion à l'AES est ainsi présentée comme un acte de patriotisme : « Aujourd'hui, on ne combat pas seulement les terroristes. On combat ceux qui veulent que l'Afrique reste leur colonie éternelle. L'AES, c'est notre indépendance 2.0. »

Cette rhétorique s'inscrit dans un cadre argumentatif perelmanien : les *wayiyans* mobilisent des topiques partagés sur la liberté, l'honneur, la mémoire de la colonisation et la dignité pour justifier leur soutien.

« Nous sommes très satisfaits de leurs actes et sommes très sûrs que nous sommes sur la bonne voie pour vaincre cette guerre »

« Nous félicitons nos trois chefs d'état dans leur décision courageuse de se mettre ensemble pour combattre les terroristes »

« Nous réitérons sans cesse notre soutien à nos trois présidents qui veulent nous rendre notre honneur, notre dignité »

Nous percevons à travers ces trois derniers propos que les *wayiyans* épousent la politique de sécurisation que les autorités des trois pays membres de l'AES développent et restent convaincus qu'à travers cela, le Burkina, le Mali et Niger sont sur la bonne trajectoire pour ramener la paix. Ces populations expriment donc leur admiration pour le travail que les trois pays abattent ensemble. C'est pourquoi elles n'hésitent pas à travers leur discours, à traduire leurs félicitations et encouragements aux trois présidents. C'est dans ce sens que H. SAWADOGO, membre de l'alliance des femmes des États du Sahel disait le ceci : « *Nous sommes convaincues que sous le leadership éclairé du tandem colonel Assimi GOITA, capitaine Ibrahime TRAORE, général Abdouramane TIANI, les pays frères du Mali, du Burkina Faso et du Niger navigueront avec succès à travers ces eaux tumultueuses vers un avenir meilleur et plus prospère* ».

3.2. Le discours persuasif des *wayiyans*

Comme le soutient V. Gadbois (1983, p. 63), « *La fonction première du langage, dans nos sociétés, est sûrement la persuasion.* » Autrement dit, tout acte de langage vise d'abord à persuader, à convaincre son auditoire. Estimant que la politique que mènent les pays membres de l'AES est bénéfique pour les populations à la base car susceptible de ramener la paix et la sécurité tant désirées ces peuples, les *wayiyans* tentent de convaincre leur auditoire à l'épouser. On retient avec C. PERELMAN (1970, p. 25) que l'auditoire est « *l'ensemble de ceux sur lesquels l'orateur veut influencer par son argumentation* ». Pour convaincre leur auditoire, les *wayiyans* se servent de l'ethos dans leur discours. L'ethos est défini par R. AMOSSI (2009, p. 14) comme « *l'image que l'orateur projette de lui-même dans son discours, et qui contribue puissamment à assurer sa crédibilité et son autorité* ». Il s'agit donc pour les *wayiyans* de tenir des propos qui inspirent confiance et qui rassurent les populations de leur bonne foi et de leur volonté de la sécurité car comme l'a relevé R. AMOSSI (ibid. 12) « *Pour exercer une influence, celui qui prend la parole ou la plume doit s'adapter à ses allocuteurs en essayant d'imaginer aussi fidèlement que possible leur vision des choses. Il doit donc se faire une idée de la façon dont ses partenaires le perçoivent* ». Pour y arriver, les *wayiyans* s'identifient comme des leaders qui représentent les masses populaires et portent leur message à l'endroit des autorités. Ils estiment qu'ils sont la voix des sans voix et que leurs préoccupations sont prises en compte par les autorités de la transition. Dans leur discours, les *wayiyans* font usages des pronoms personnels et des expressions englobantes comme « nous, le peuple, les porte-paroles des hommes et des femmes, nos présidents, les sauveurs des sahéliens ». Par ces termes, les *wayiyans* rassurent les populations non seulement sur leur légitimité mais surtout de la disponibilité des dirigeants à rester à l'écoute des masses. Ils présentent les dirigeants comme des sauveurs, des hommes vertueux qui sont capables de ramener la sécurité dans leurs pays.

3.3. Le discours dissuasif des *wayiyans*

Au-delà de convaincre les populations à la base que la voie qu'ont prise les présidents de l'AES est la bonne, les *wayiyans* ne passent pas par deux chemins pour mettre en garde les personnes qui s'opposent à cette vision. Nous remarquons à travers leur discours que les *wayiyans* mettent en garde toutes les personnes qui s'opposent aux autorités de transitions des trois pays. Ils n'hésitent pas à coller des étiquettes à ces personnes en les désignant par des termes péjoratifs comme « *apatrides* » « *ennemis de la nation* », « *valets locaux* ». En se servant de ces expressions pour désigner les personnes qui ne voient pas dans la même direction qu'eux, nous pouvons dire que les *wayiyans* tiennent un discours plus ou moins violent en l'endroit de ces dernières. Nous pouvons constater cela dans les propos suivants :

« *Nous sommes totalement découragés de leur attitude* » « *un non à l'appel de la nation est incompréhensible et impardonnable* ». L'emploi des adverbes « *incompréhensible* » « *impardonnable* » montrent jusqu'à quel niveau les *wayiyans* rejettent toute idée d'opposition aux autorités des pays membres de l'AES. Également, un *wayiyan* disait le 29 septembre 2024 sur sa page Triktok que : « *neb nisā sēn pa nong naama wā wēnd na halk-ba. Neb nisā sēn dat ti naama lui wā wēnd na halk-ba*⁵² ». Pour les auteurs de ces différents propos, tout le monde doit épouser l'idée de ces présidents et entreprendre des actions dans le sens de les accompagner. Toute action contraire est à combattre. C'est la raison pour laquelle les *wayiyans* vont même jusqu'à demander aux autorités de l'AES de sanctionner les personnes qui selon eux « rament à contrecourant ». Nous pouvons illustrer cette attitude des *wayiyans* à travers l'extrait ci-dessous.

« *Nous exhortons les dirigeants de l'AES à combattre sans pitié toute forme de rébellion et autre action tendant à saper la paix et la cohésion au sein de notre espace du Liptako gourma* ».

Conclusion

L'étude du discours des *wayiyans* sur la politique de défense de l'AES au Burkina Faso met en lumière l'émergence d'une parole populaire puissante, à la fois enracinée dans les dynamiques socioculturelles locales et branchée sur les logiques numériques mondiales. Ces orateurs informels, figures charismatiques du peuple connecté, participent activement à la construction de l'opinion publique sur les enjeux sécuritaires actuels. En rappel, l'objectif de cet article était de déterminer la typologie discursive des *wayiyans* par rapport à la politique de l'AES. Les résultats au terme de l'analyse montrent que les *wayiyans* épousent la politique des pays membres de l'AES et tiennent par conséquent un discours visant à les soutenir. Convaincus de la justesse de leur position, ces derniers tentent à travers leurs propos de convaincre les populations à aller dans le même sens qu'eux et partent même jusqu'à dissuader les personnes qui s'y opposent. Les *wayiyans* incarnent donc une nouvelle configuration discursive dans le champ politique burkinabè ; leur parole se situe à la croisée de la communication gouvernementale, de la rhétorique de la rue et des logiques participatives du Web 2.0. Ce phénomène invite à repenser la place du peuple dans l'élaboration des récits politiques, particulièrement en contexte de conflit et de recomposition géopolitique. Leurs discours, loin d'être marginaux ou folkloriques, constituent un prisme central pour comprendre comment se fabrique aujourd'hui la légitimité, la souveraineté et l'espérance nationale au Burkina Faso.

Références bibliographiques

- Amossy, R. 2009. *L'argumentation dans le discours. Discours politique*, Armand: Paris.
- Amossy, R. 2009. KOREN, R. (dir.), *Argumentation et Analyse du Discours*, in ADARR.

⁵² « Que Dieu détruise ceux qui n'aiment pas le pouvoir. Que Dieu détruise ceux qui souhaitent la chute du pouvoir. » [Notre traduction]

- Amossi, R. 2012. *L'argumentation dans le discours*. Armand colin : Paris.
- Bakhtine, M. 1977. *Le marxisme et la philosophie du langage*. Paris : Minuit.
- Bouquillon, P. 2013. *La culture comme industrie*. Paris : Armand Colin.
- Breton, P. 2000. *La parole manipulée*. Paris : La Découverte.
- Cardon, D. 2015. *À quoi rêvent les algorithmes : Nos vies à l'heure des big data*. Paris : Seuil.
- Charaudeau, P. 2005. *Le discours politique*. Paris : Vuibert.
- Gadbois, V. 1983. *Un objet d'étude en classe moralement nécessaire : le discours de persuasion, in Québec français*
- Kerbrat-orecchioni, C. 2005. *Le discours en interaction*. Paris : Armand Colin.
- Kerbrat-orecchioni, C. 2014. *Les actes de langage dans le discours politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Maingueneau, D. 2002. *L'analyse du discours*. Paris : Hachette.
- Marcoccia, M. 2016. *Les interactions en ligne dans les forums et les réseaux sociaux*. Paris : Seuil.
- Pare, B. 2024. *Approche pragmatique des discours et contre discours terroristes dans le sahel*
- Paveau, M-A. 2017. *L'analyse du discours numérique : Dictionnaire des formes et des pratiques*. Hermann Editeurs : Paris.
- Perelman, C. 1970. (1re éd. 1958). *Traité de l'argumentation*. La nouvelle rhétorique. Éditions de l'Université de Bruxelles.

POUR UNE APPROCHE SOCIO-SÉMIOTIQUE DU SLOGAN « CONSOMMONS LOCAL » DANS LA DYNAMIQUE DE PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX AU BURKINA FASO

Diane Hortense NAGNINA

Université Joseph Ki-Zerbo

nagninahortense@gmail.com

Résumé

Les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se sont engagés à promouvoir leurs produits locaux. Cette initiative répond aux difficultés rencontrées par leurs producteurs pour écouler leurs produits, freinant ainsi leur développement. C'est pourquoi le slogan « Consommons Local » a été lancé pour encourager la consommation de produits locaux. De plus, octobre a été désigné « Mois de la Consommation Locale » dans ces pays. Ainsi, en tant que pays en développement et membre de l'UEMOA, le Burkina Faso participe activement à cette initiative. Cette réalité nous invite à réfléchir aux stratégies nationales mises en œuvre pour promouvoir les produits locaux au Burkina Faso. Dans cet article, nous cherchons à examiner, sous l'angle socio-sémiotique, ce slogan « Consommons Local » afin de dégager l'intention discursif qui en découle. Notre hypothèse est que « Consommer Local » contribue au développement endogène et à la croissance durable. Cet article propose une analyse socio-sémiotique du slogan tel qu'il a été formulé lors de l'institutionnalisation d'octobre comme Mois de la Consommation Locale en 2019 dans l'espace UEMOA. Ainsi, au-delà d'un simple slogan, « Consommer Local » constitue un appel aux citoyens burkinabè à se réapproprier leur identité et leurs valeurs. L'analyse, s'appuyant sur les concepts d'actants collectifs et d'interactions développés par Éric Landowski, met en évidence la nécessité d'engager divers actants collectifs pour atteindre des objectifs significatifs.

Mots-clés : « consommons local », actants collectifs, interaction, sociosémiotique, développement.

Abstract

The various member countries of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) have committed to promoting their local products. This initiative responds to the challenges faced by their producers in marketing their goods, which has hindered their development. This is why the slogan "Consume Local" was launched to encourage the consumption of local products. Moreover, October has been designated as the "Month of Local Consumption" in these countries. As a developing country and a member of WAEMU, Burkina Faso is actively participating in this initiative. This reality invites us to reflect on the national strategies implemented to promote local products in Burkina Faso. In this article, we seek to understand the meaning of the slogan "Consume Local." Our hypothesis is that "Consume Local" contributes to endogenous development and sustainable growth. This article offers a socio-semiotic analysis of the slogan as it was formulated when October was institutionalized as the Month of Local Consumption in 2019 within the WAEMU area. Thus, beyond being a simple slogan, "Consume Local" represents a call to Burkinabè citizens to reclaim their identity and values. The analysis, drawing on Éric Landowski's concepts of collective actants and interactions, highlights the need to engage various collective actors to achieve meaningful objectives.

Keywords: "let's consume locally", collective actants, interaction, socio-semiotics, development.

Introduction

Dès 2016, le slogan « consommons local » est en vogue au Burkina Faso, mais également dans l'espace UEMOA à partir de 2019. En effet, ce slogan symbolise une volonté affichée de ces pays à la recherche d'un développement durable. Ce développement, pour ces pays, ne peut être basé spécifiquement que sur l'endogénéité, seule gage d'un véritable développement. Au Burkina Faso, ce slogan est pris comme un « discours » de promotion dans de nombreux mouvements et campagnes visant à promouvoir les produits locaux puisque le mois d'octobre a été institué mois du consommer local. Alors, quel est le degré de performance de ce slogan « consommons local » puisqu'il est vu comme un discours publicitaire ? En fait, l'hypothèse est que le « consommons local » contribue au développement endogène et ce, au développement durable. L'objectif de cette présente étude est de faire une analyse socio-sémiotique de ce slogan dans le but d'en extraire ses dimensions sociales, culturelles et surtout sémiotiques. Autrement dit, il s'agira de saisir le sens de ce discours car pour L. Ouédraogo (2017 : 401) « Considéré comme un défi sociétal, le développement (durable) est une problématique qui intéresse la sémiotique ». Aussi, il s'agira de proposer des perspectives sur la base des outils socio-sémiotique en vue d'une performance énonciative de ce slogan. Pour y parvenir, nous avons considéré le slogan « consommons local » comme un discours à part entier, énoncé par l'État burkinabè à l'égard de sa population. Ainsi, ce discours renferme des significations du point de vue sémiotique et est analysable comme tel. Alors, dans le but de mener à bien cette étude, nous présenterons d'abord le cadre théorique sur lequel nous nous basons pour faire l'analyse, puis le cadre méthodologique. Ensuite, en ce qui concerne l'analyse, elle consistera à faire ressortir les différentes interactions sous-jacentes de ce discours. Enfin, nous allons interpréter les résultats obtenus.

I. Approche théorique et méthodologique

Ce point est le lieu de présenter les concepts et théories de la socio-sémiotique que nous avons exploités pour cette présente étude. Également, nous présentons la manière dont nous avons constitué le corpus d'étude tout en justifiant ce choix.

I.1. Approche théorique

Dans ce point il est question pour nous d'élucider les concepts théoriques de la socio-sémiotique. Ce sont des notions fondamentales utilisées dans la socio-sémiotique développée par Éric Landowski dans une étude socio-sémiotique.

I.1.1. Définition de la socio-sémiotique

Pour Landowski (2004), la socio-sémiotique peut être perçue comme le lieu de manifestation des signes en fonction du vécu quotidien. A partir de là, une analyse socio-sémiotique ne prendra pas le langage comme un outil de communication seulement ; mais comme un moyen de domination et d'exercice de pouvoir, puisque la socio-sémiotique considère la « *vie comme une sorte de grand discours* »⁵³. Il s'agira ainsi pour E. Landowski (1989 : 09) de « *rendre compte du discours du point de vue de sa capacité à agir et à faire*

⁵³ E. Landowski, 2004,

agir en modelant et, le plus souvent, en modifiant les relations entre les agents qu'il implique à titre de partenaires linguistiques ». De ce fait, Éric Landowski (2004), défend la conception d'une socio-sémiotique reposant sur la « co-énonciation » et la « co-présence » des actants en s'appuyant sur le terme de régime de la « contagion ». Cette « contagion » exprime la nécessité d'une « *union inter-actantiel* », c'est-à-dire l'interaction entre les actants, car « *les identités sont au contraire conçues comme fondamentalement perméables les unes aux autres et comme capables de communiquer entre elles sur un mode non discontinu* »⁵⁴. Landowski propose alors d'étendre le domaine de la sémiotique à l'expérience sensible, c'est-à-dire le vécu, et d'inclure aussi, au nombre des objets analysables, au-delà des textes et des situations, l'« être au monde ». Pour lui, le sens est à rechercher dans le mouvement de l'« être au monde ». De cette manière, la société devient un espace dans lequel les actants interagissent. À partir de là, la socio-sémiotique va chercher primo à identifier les différents actants qui entrent en jeu autour d'une problématique donnée dans cet « être au monde ». Secundo, elle va tenter de percevoir leur mode de raisonnement dans le but de planifier les stratégies adéquates pour la résolution des préoccupations et des questions de niveau social. Ainsi, La **socio-sémiotique** offre des avantages par rapport à la sémiotique classique en ce sens qu'elle ne se limite pas à l'analyse des signes en tant qu'entités isolées. Au contraire, elle considère le langage et les signes comme des instruments d'action qui influencent les relations sociales et les structures de pouvoir. En intégrant des dimensions sociales et culturelles, la socio-sémiotique permet une compréhension plus claire des mécanismes à l'œuvre dans la communication humaine, en révélant comment les discours façonnent la réalité sociale et vice versa.

I.1.2. L'actant collectif en socio-sémiotique

La notion d'**actants collectifs** constitue un vecteur indispensable pour une analyse socio-sémiotique. Étant donné que la socio-sémiotique se donne pour projet de définir des outils et des méthodes permettant d'analyser des situations sociales, il est impératif de reconnaître que ces situations résultent des faits et des pratiques d'individus ou de groupes d'individus réunis. Dans cette perspective, Éric Landowski (1989) définit l'actant collectif comme un regroupement ou un collectif qui fonctionne comme une unité d'action au sein d'un processus sémiotique. Autrement dit, il s'agit d'entités constituées de plusieurs individus agissant en tant que sujets ou objets dans des interactions sociales ou communicationnelles. Ces entités peuvent unir des acteurs aux rôles variés. Alors, dans le but de mieux mettre en évidence les actants collectifs dans une situation de communication, l'exploitation du modèle actantiel de Greimas s'avère pertinente.

I.1.3. Les régimes de sens socio-sémiotique

En socio-sémiotique, le régime de sens fait référence à la manière dont le sens se construit et se perçoit dans un contexte social spécifique. C'est une configuration de sens qui est liée à des pratiques sociales, culturelles, économiques ou politiques. De cette façon, cette configuration façonne la manière dont les individus et les groupes interprètent et

⁵⁴Landowski, 2004, p 65

interagissent avec les signes dans leur environnement. Ces régimes de sens sont sous l'angle de la programmation, de la manipulation, de l'ajustement et de l'aléa.

I.1.4. Les régimes d'interaction en socio-sémiotique

Les régimes d'interaction selon Éric Landowski « *se concentrent sur les processus de communication et de signification dans les relations sociales* ». ⁵⁵ Ces interactions sont analysées en « *régimes de sens et de modes de relations* » ⁵⁶. A cet effet, Landowski identifie quatre régimes d'interaction qui structurent les relations sociales. Il s'agit du régime de la programmation en premier lieu : dans ce régime, les interactions entre les acteurs sont guidées par des règles et des routines préétablies. Les actions des acteurs sont prévisibles et contrôlées par des structures normatives ou des systèmes automatisés. On peut prendre l'exemple des procédures administratives où les comportements sont standardisés dans les organisations bureaucratiques. Le régime de la manipulation en deuxième lieu : ce régime est le lieu où les interactions sont basées sur des stratégies d'influences où un acteur ou actant cherche à contrôler ou à persuader l'autre. Cette manipulation peut être directe (par la persuasion) ou indirecte (par la séduction). Nous avons le cas des campagnes publicitaires, des négociations politiques... Quant au régime de l'accident en troisième lieu, il est le lieu de l'imprévisibilité et du hasard. À ce niveau, l'interaction est marquée par des actions non contrôlables d'où la notion d'aléa et d'accident. On peut noter les situations de crise où les actions ne suivent pas un schéma préétabli, mais des décisions ponctuelles. En quatrième lieu vient le régime de l'ajustement. A ce niveau les interactions sont fondées sur la réciprocité et l'ajustement mutuel des comportements. Les acteurs coconstruisent le sens de leurs interactions à travers un processus d'adaptation et de coordination spontanée. Nous avons l'exemple des relations interpersonnelles où l'empathie et l'ajustement sont essentiels.

I.1.5. Les modes de relation en socio-sémiotique

À côté des régimes d'interaction, Landowski identifie « les modes de relation » ⁵⁷ qui vont déterminer les liens entre les acteurs en présence dans une interaction. Il identifie principalement deux modes de relation qui sont : **La relation de confiance** : à ce niveau les interactions sont basées sur la confiance mutuelle et la transparence. Les acteurs partagent des attentes communes et se fient aux actions de l'autre (Voir les partenariats). **La relation de méfiance** : les interactions sont marquées par la méfiance et la surveillance. Les acteurs se protègent contre les actions imprévisibles ou potentiellement nuisibles de l'autre. C'est le cas des rivalités professionnelles et des relations concurrentielles.

I.2. Approche méthodologique

Dans le cadre de cette étude à visée socio-sémiotique, il importe de présenter l'approche méthodologique retenue. Celle-ci détermine la démarche que nous avons observée pour l'analyse de ce présent objet d'étude. Rappelons qu'il s'agit de l'étude du

⁵⁵ Landowski Éric, *La société réfléchie*, 1989, p. 286.

⁵⁶ Landowski Éric, *Les interactions risquées*, PUL, 2006, p. 107

⁵⁷ Landowski, 1989.

slogan « consommons local », ainsi énoncé au cours de l’institutionnalisation du mois d’octobre comme mois du consommer local.

1.2.1. Contexte et justification

Le XXI^e siècle connaît un monde en ébullition. Nous observons une accélération des mouvements des échanges, des êtres humains, de biens et services, de capitaux, des technologies et de pratiques culturelles sur toute la planète. Cette mondialisation entraîne un niveau d’interaction sans cesse croissant entre les hommes. C’est dans un tel contexte également que se développe le monde des affaires. La conséquence est que les entreprises font ainsi face à une concurrence sans précédent. Animées par le souci d’accroître leurs business, les entreprises vont alors user de diverses stratégies pour, d’une part s’adapter au contexte, et d’autre part, améliorer leur rendement. Le constat est que les producteurs locaux burkinabè ont du mal à écouler leurs marchandises étant donné qu’il y a de plus en plus une inondation de produits importés dans les marchés et alimentations. Ces produits sont assez diversifiés : de l’alimentaire au vestimentaire en passant par l’art et la mode. Cependant, la réalité est que les consommateurs burkinabè ont une tendance beaucoup plus dirigée vers ces produits que ceux fabriqués au Burkina. Dans ce sens, et selon les propos de Éric Tondé recueillis par Bruno Guiatin (2021 :100) : « *Chose curieuse, les générations actuelles semblent vouloir ce qui vient de l’Occident. Aujourd’hui, la plupart des pays d’Afrique ne sont que des dépotoirs industriels, culturels, sociaux et économiques de l’Occident. Cela s’explique par un certain nombre de choses dans le quotidien : nous avons épousé les modes de consommation occidentaux, on a même honte de ce qui sort directement de la terre. C’est la preuve palpable qu’on s’est coupé de la terre. Et quand on n’a plus de contact avec le lieu d’où l’on vient, c’est qu’on est perdu* »⁵⁸. En sus de cela selon Harouna KABORE, ancien Ministre de l’industrie, du commerce et de l’artisanat, président du mouvement **endogène**⁵⁹, « *Le Burkina Faso regorge de produits de bonne qualité et compétitifs sur le plan international. Faute de promotion et de valorisation, ces produits sont, d’une part, ignorés par les populations, et d’autres part peu consommés* »⁶⁰. Ainsi, le gouvernement met en œuvre plusieurs actions dans le but de promouvoir les produits locaux burkinabè. C’est à cet effet qu’en 2016 le Gouvernement burkinabè a lancé le mot d’ordre « consommons local ». Cette initiative a pour base fondamentale le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES), à travers son axe 3 qui est la dynamisation des secteurs porteurs pour l’économie et les emplois selon l’ancien Ministre du commerce, de l’industrie et de l’artisanat, Harouna KABORE. Ce slogan est alors pris comme une solution pour répondre à cette étude menée par la Direction Générale de la Promotion de l’Économie Rurale (DGPER/MAH, 2012 :21), qui stipule que « *les produits locaux ont toujours existé et se sont renforcés en quantité et en qualité. Pourtant,*

⁵⁸ Guiatin Bruno, Thèse de doctorat unique soutenue en 2021 p.100

⁵⁹ Le terme « endogène » est défini par le dictionnaire Larousse comme un adjectif qualifiant ce qui est produit par la structure elle-même, sans apport extérieur, par opposition à « exogène ». « endogène » caractérise ainsi ce qui prend naissance à l’intérieur d’un système ou d’un organisme, sans influence extérieure.

⁶⁰ Propos recueillis par Issouf Sawadogo, journaliste au « Journal l’économiste du Faso » mis en ligne en décembre 2021 disponible sur <https://www.leconomistedufaso.com/2021/12/04/promotion-des-produits-locaux-la-plateforme-made-in-burkina-lancee/>

leur exploitation et leur transformation pour satisfaire les demandes accusent un retard. Et il en est de même de la promotion de ces produits ». De plus, le facteur culminant est que les différents pays, membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), se sont engagés dans une dynamique de promotion de leurs produits locaux. Cette décision est la conséquence, selon eux, de la « mévente »⁶¹ de leurs produits locaux, même sur le marché national, et de « l'incompétence » des produits issus de ces États sur le marché international. Ainsi, en marge de cette initiative de promotion des produits locaux, le mois d'octobre a été institué en 2019 comme « *mois du consommer local dans l'espace UEMOA* »⁶². Voilà pourquoi le 06 octobre 2020 a eu lieu le lancement de la première édition du « *mois d'octobre, mois du consommer local au sein des États membres de l'UEMOA* »⁶³. Ainsi, ce slogan « consommons local » devient un cri de ralliement, et même un « discours « publicitaire » » de l'État burkinabè dans sa quête de développement durable. Il mérite, selon nous, un examen minutieux.

1.2.2. Présentation de l'objet d'étude

L'institutionnalisation du mois d'octobre en 2019 comme « mois du consommer local » par les politiques publiques offre une perspective riche pour considérer le slogan « consommons local » comme un véritable outil de communication incitant les citoyens burkinabè à privilégier la consommation locale. Ce slogan se présente non seulement comme un appel à l'action, mais également comme un discours publicitaire qui mérite une analyse approfondie, abordée ici sous l'angle socio-sémiotique, afin d'en évaluer la portée et la performance. En effet, l'analyse de ce slogan permet de mettre en lumière les interactions socio-sémiotique qui se tissent autour de lui. Il s'agira d'explorer les actants collectifs impliqués dans cette dynamique, afin de comprendre comment ils interagissent et contribuent à la construction du sens. Ainsi, nous pourrions saisir la performance énonciative de ce discours, en révélant les enjeux sociaux, culturels et économiques qu'il véhicule.

Cette étude vise donc à démontrer que le slogan « consommons local » n'est pas qu'une simple incitation, mais un vecteur de transformation sociale, capable de mobiliser les acteurs autour d'un objectif commun : **le développement durable**.

2. Analyse du slogan « consommons local »

Dans cette analyse, il est question d'identifier primo les différents actants en relation, secundo de définir les régimes de sens qui les sous-tendent et de faire ressortir, tertio, la stratégie discursive engagée.

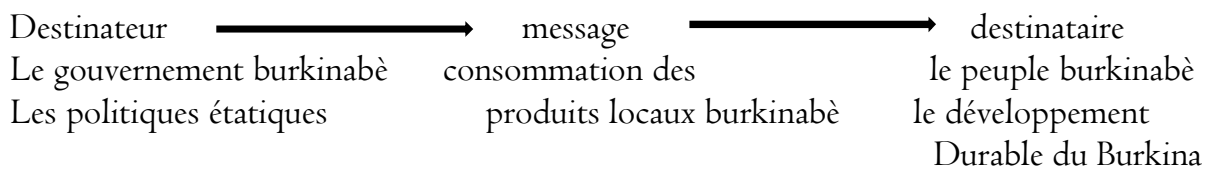
⁶¹ Résultat d'un entretien réalisé auprès de ... Cet entretien est fait dans le cadre de notre travail de recherche en thèse.

⁶² https://www.commerce.gov.bf/accueil/actualites/details?tx_news_pi1%Baction%5D=detail&tx_news_pi1%Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%Bnews%5D=198&cHash=11ec76eed468009fabf3b38426c8a6aa, consulté le 25/11/2023 à 10 H 56 min

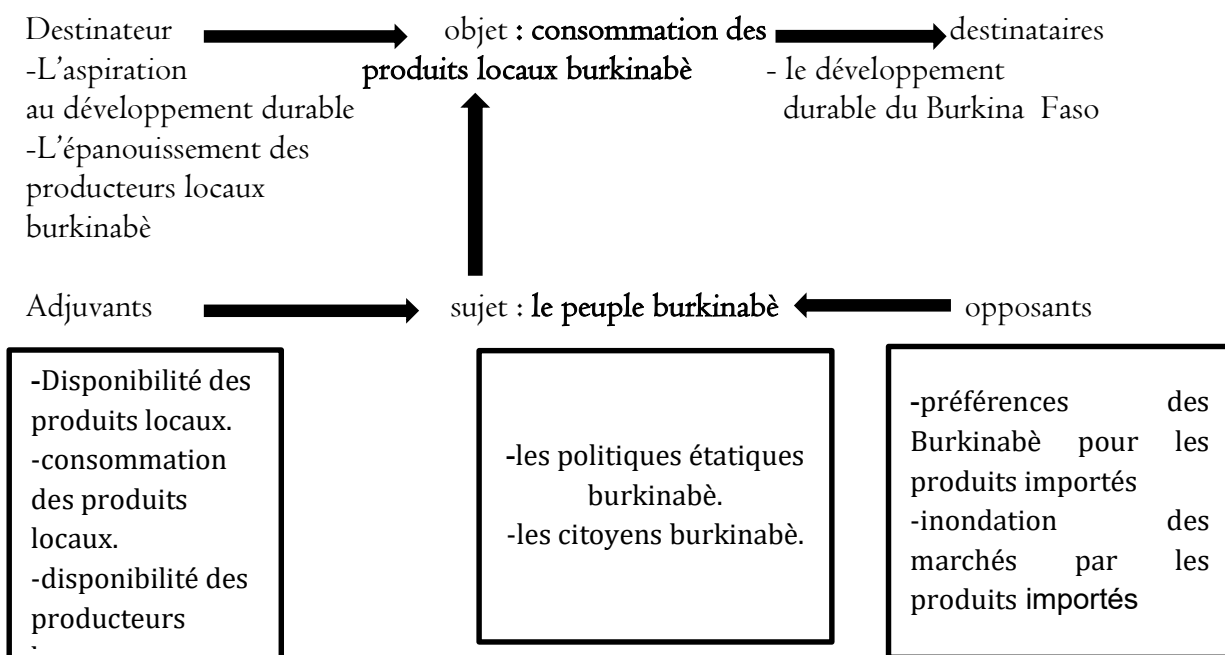
⁶³ <https://www.uemoa.int/fr/lancement-de-la-premiere-edition-du-mois-d-octobre-mois-du-consommer-local-au-sein-des-etats-membres>, consulté le 25/11.2023 à 10 h 47 min.

Le slogan « consommons local » constitue une **phrase impérative**. Dès lors, il est permis d'imaginer la présence d'un locuteur qui s'adresse à son interlocuteur. En effet, le contexte d'énonciation de ce discours, permet d'identifier les actants collectifs suivants : le destinataire, c'est « le gouvernement burkinabè ou les politiques étatiques burkinabè » ; le destinataire est le « peuple burkinabè ». Le message est l'« invite à consommer les produits burkinabè ». En effet, dans l'expression « consommons local » l'impératif traduit un vif souhait à l'égard des Burkinabè à « adopter les produits locaux » dans leur habitude de consommation. Le « nous », implicite dans le slogan, se réfère à une instance collective à savoir les gouvernants et les gouvernés.

Dans cette optique, nous pouvons avoir un premier plan de schéma qui se présente comme suit :



Ce schéma fait ressortir une interaction communicationnelle entre les entités en présence. Du coup nous pouvons établir le schéma actantiel suivant pour faire ressortir les actants collectifs en interaction dans ce slogan :



Ce schéma met en jeu des actants collectifs en interaction. L'aspiration au développement durable incite le Gouvernement burkinabè à interpeller son peuple en vue d'une mobilisation pour une consommation des produits locaux burkinabè. La consommation sera faite par tous, à savoir les membres du gouvernement, les producteurs locaux eux-mêmes, et le peuple dans son entièreté. Le sujet opérateur ici est le Gouvernement à travers ses politiques car c'est lui qui a manifestement cette volonté et donc prend les initiatives nécessaires pour l'atteinte de son objectif. Cependant, il ne peut

être le seul sujet opérateur dans ce cadre de figure. Voilà pourquoi il engage ce discours pour mobiliser tous les citoyens burkinabè afin de les rendre « sujet opérateur ». Ce schéma permet de classer en catégorie les actants susmentionnés en actants collectifs comme suit :

Premièrement, nous retrouvons des actants qui relèvent de l'« **ordre de l'être** » : ces actants constituent les actants bénéficiaires de la consommation des produits locaux. Autrement dit, ces actants constituent le résultat de l'action ou de l'état recherché. Dans ce slogan, les actants relevant de l'ordre de l'être sont : le Burkina Faso en tant que pays et le peuple burkinabè (producteurs locaux, citoyens, gouvernants) en tant qu'entité anthropomorphe. Cet actant est régi par le régime de sens de la programmation et de l'ajustement. Ces actants sont animés par l'instinct de survie, d'évolution et de dynamisme.

Deuxièmement, nous avons des actants relevant de l'**ordre de la régulation** : ces actants sont poussés par l'aspiration au développement durable ; il s'agit des gouvernants eux-mêmes, des politiques publiques. Puisque selon Jean d'Ormesson cité par Landowski (1989 : 43) « *la politique ne consiste pas à suivre l'opinion publique mais à la précéder. Elle consiste parfois à braver l'impopularité et à forcer le destin- à condition, bien entendu, de recueillir ensuite l'adhésion populaire* ». L'aspiration au développement durable manipule les Gouvernants burkinabè, lesquels à leur tour manipulent le peuple burkinabè. Cette catégorie d'actant est régie par les régimes de sens : la manipulation et l'ajustement.

Troisièmement, nous avons les actants relevant de l'**ordre de l'offre**. Ces actants regroupent tous les producteurs de produits locaux (les producteurs, les transformateurs, les commerçants). Ces actants, eux, sont régis par le régime de sens de l'ajustement. Nous parlons d'ajustement ou de l'assentiment car ces actants sont animés par un esprit de gains. Ainsi, tout ce qui peut leur permettre d'accroître leurs revenus est la bienvenue.

Quatrièmement, nous avons les actants relevant de l'**offre de l'achat**. Ces actants constituent les potentiels acheteurs des produits locaux. En cela, cette catégorie d'actants concerne les citoyens burkinabè sans exception. Il s'agit de toute personne ayant une nationalité burkinabè et même au-delà, car le but ultime est de pouvoir aussi vendre les produits locaux burkinabè à l'échelle internationale. Ces actants sont régis par le régime de sens de la programmation. Ce sont des actants qui se conforment à la culture, à la tradition et au mode de vie de leur pays. Ces actants ont le devoir également de se conformer aux règles édictées par la société et aux politiques étatiques. Seulement, il est à noter qu'en matière de consommation chacun est libre de ses choix d'où l'idée d'inciter et de galvaniser la population. En effet, chaque citoyen dispose de ses moyens financiers, de ses goûts et de son style de vie en un mot.

3. Résultats et perspectives

L'indentification des différents actants collectifs et de leur régime de sens permet de définir les types d'interaction à entretenir mutuellement au sein des actants en interaction pour l'atteinte de l'objectif qui est la « consommation locale ». Dans la mesure où ces actants n'ont pas les mêmes régimes de sens qui les sous-tendent, une opportunité est ouverte à la socio-sémiotique pour définir les interactions possibles qui favoriseront l'atteinte de résultats probants. En fait, ce discours cherche d'un côté à unir « régulation »,

« goût de consommation, habitude ou choix stylistique voire style de vie », et de l'autre côté « recherche de vente, accumulation de profit ». Le sujet opérateur est appelé à trouver les moyens permettant une conciliation parfaite.

3.1. La portée socio-économique du slogan

L'analyse nous permet d'affirmer que ce discours « consommons local » est d'abord une interpellation des gouvernants burkinabè vis-à-vis des citoyens, voire du peuple burkinabè. C'est une interpellation qui fait appel à une unité d'actions. Le slogan ou discours connote un soutien de la part des gouvernants aux producteurs locaux. En incitant à la consommation des produits « made in Burkina », les gouvernants et les consommateurs des produits locaux participent au soutien des petits et grands producteurs, des artisans ainsi que des agriculteurs locaux. En cela, il en adviendra un développement des actants relevant de l'ordre de l'offre mais aussi ceux de l'être. De plus, l'incitation à la consommation locale favorise à même la cohésion sociale car la consommation des produits locaux crée un sentiment de cohésion et de solidarité au sein de la communauté, de l'État.

3.2. L'expression identitaire

Le « consommons local » initié par l'État burkinabè exprime tout d'abord une fierté nationale d'être burkinabè car l'objectif est l'affirmation de son identité. Cette initiative atteste que les autorités burkinabè appellent leur peuple à s'accepter et à s'affirmer du point de vue identitaire. Il est à remarquer que le « consommons local » invite à une acceptation des valeurs culturelles burkinabè en matière d'alimentation, de mode vestimentaire voire de goût et de style de vie. Désormais, les habitudes alimentaires, vestimentaires et modes de vie des burkinabè doivent refléter l'identité burkinabè. En d'autres termes, les choix alimentaires et vestimentaires des burkinabè doivent relever ou ressortir du savoir-faire ou de l'expertise burkinabè. De ce fait, le « consommons local » est une aubaine permettant de préserver le patrimoine burkinabè en ce sens que les citoyens sont connectés à leurs patrimoines alimentaires, culturel et artisanal. Ainsi, les savoir-faire burkinabè pourront être perpétrés malgré l'envahissement des produits importés qui tentent d'écraser les produits « locaux » et tuer par cette entremise les artisans et producteurs locaux de même que les savoirs endogènes.

3.3. De la nécessité d'une interaction communicationnelle

Au regard du fait que le « consommons local » invite à une consommation responsable de la part de chaque citoyen burkinabè, une interaction communicationnelle de l'État vis-à-vis du peuple burkinabè est capitale. En fait, il faudrait concrètement créer un mouvement dynamique qui engage toutes les parties prenantes du « consommons local ». À cet effet, il est indiqué d'appliquer les régimes de manipulation entre différents actants collectifs, mais aussi entre acteurs au sein d'un même actant collectif. Il s'agit donc primo de la **Manipulation au sein de l'actant collectif relevant de l'ordre de la régulation**. La communication interne entre les différentes institutions ou structures de l'État est primordiale pour la réussite de ce slogan. En effet, les institutions et structures

étatiques définissent à leur niveau les différentes stratégies à mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs de ce slogan. Il s'agira pour ces institutions de réfléchir et de définir un plan stratégique à l'endroit des producteurs locaux, des citoyens et de tout potentiel consommateur. Ainsi, leur engagement est d'abord primordial. Dans cette optique, il y a lieu de tenir des sessions de formation pour mieux guider les acteurs au sein de cet actant. Il est possible de prévoir des sanctions négatives et positives pour les acteurs en question.

Secundo, il est une nécessité pour **l'État de manipuler les producteurs locaux et les commerçants**. L'État est tenu de sensibiliser les producteurs locaux et commerçants quant à la bonne pratique de leurs activités en vue de gagner la confiance des citoyens burkinabè. Il serait de ce fait profitable pour l'État de créer des contenus pour sensibiliser les producteurs à adopter des pratiques de cultures et de ventes saines afin de produire et de vendre des produits de qualité. En ce qui concerne les transformateurs des matières premières, il y a lieu de les sensibiliser à adopter de bonne pratique en matière de transformation et de commercialisation. Aussi, l'État peut instituer des équipes qui feront des contrôles inopinés pour s'assurer du respect des règles édictées à l'endroit des transformateurs, des producteurs et des commerçants. Là, c'est le régime de manipulation « affronter » qui est en œuvre en vue de réguler les actions de cette catégorie d'actant collectif.

Tertio, la **manipulation de l'État envers les consommateurs** : en ce qui concerne les consommateurs, il serait important, primo, de faire des communications, des spots publicitaires indiquant le bien fondé du « consommer local ». Nous pensons que cet aspect est très important. En fait, il ne faudrait pas penser que les citoyens le savent déjà, il faut créer un environnement qui les rappelle constamment l'importance de « consommer local ». Ce n'est seulement qu'à ce prix que les objectifs du slogan seront atteints puisque le consommateur doit saisir et comprendre de façon aisée et profonde « le pourquoi » il doit consommer local, et « en quoi cela lui est profitable ? ». L'État doit mettre alors en exergue l'intérêt individuel et collectif du « consommons local » dans la conception de ces discours publicitaires.

Conclusion

Cette analyse du slogan « consommons local » sous l'égide de la socio-sémiotique a permis de mieux comprendre les enjeux du slogan et surtout les différents actants qui entrent en relation dans ledit slogan. Dans cette logique, le plus important, pour nous, était de montrer à la lumière des outils socio-sémiotique que le slogan « consommons local » constitue un discours publicitaire et donc une stratégie marketing émise par l'État burkinabè pour promouvoir ses produits et contribuer ainsi au bien-être de sa population. Au-delà d'un discours publicitaire, ce slogan constitue un moyen de remodelage du style de vie des Burkinabè. En réalité, le contexte qui sous-tend cette promotion du consommer local atteste qu'il s'agit de rediriger le choix de consommation des burkinabè. Et de cette manière, il s'agit exactement de leur faire adopter une « *forme de vie* »⁶⁴ *autre que celle actuelle en matière de consommation*. En effet, Les formes de vie selon Fontanille (2015 :6) « portent des valeurs et des principes directeurs qui mettent en cohérence tous

⁶⁴ Jacques Fontanille, 2015.

les autres plans d'immanence ; elles se manifestent par des attitudes et des expressions symboliques ; elles influent sur notre sensibilité, sur nos positions d'énonciation et sur nos choix axiologiques ». En somme, pour la définition des stratégies marketing promouvant les produits locaux ; il serait d'un grand intérêt pour L'État burkinabè de considérer des propositions émanant de la sémiotique. La sémiotique étant « sensible au sens » selon L. Ouédraogo (2017 : 404), elle serait le moyen idéal pour trouver des stratégies marketing durables dans le temps pour la promotion des produits locaux.

Références bibliographiques

- Landowski, É. 1989. La société réfléchie. Paris : Éditions du Seuil.
- Landowski, É. 2004. Passions sans nom. Presses : Universitaire de France.
- Landowski, É. Les interactions risquées. Université de Limoges. N°101, 102, 103-2005-PULIM. Université de Limoges.
- Ouédraogo, L. M. Quelles sémiotiques pour un développement durable ? In Revue WIIRE, n°05, Novembre 2017 : Presses Universitaires de Ouagadougou
- Guiatin, B. 2021. Approche éco-sémiotique des innovations durables au Burkina Faso : entre cultures culturelles, cultures culturelles. Linguistique : Université de Limoges. Français.
- Greimas, A. J. Sémantique structurale. Librairie Larousse : Paris.
- Fontanille, J. 2015. Formes de vie. Collection SIGILLA : Presses universitaires de Liège

LA DIPLOMATIE CLASSIQUE À L'ÉPREUVE DES DISCOURS SOUVERAINISTES

Boukary **NEBIE**
Université Yembila Abdoulaye TOGUYENI
nebie.boukary@yahoo.fr

Résumé

La 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies s'est tenue du 19 au 26 septembre 2023 sous le thème « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2023 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ». À cette occasion, Bassolma Bazié, alors ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale du Burkina Faso et représentant le capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, Chef de l'État a prononcé un discours à la tribune de l'Onu. Dans son discours, Bassolma Bazié a fustigé les incohérences de l'Onu, l'hypocrisie des grandes puissances et de la communauté dite internationale, la responsabilité de certains pays occidentaux dans la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel. Il a surtout plaidé pour des relations empreintes de respect entre les grandes puissances et les pays africains dont la souveraineté est mise à rude épreuve par les ingérences des pays occidentaux. La question principale qui sous-tend cette réflexion est la suivante : les principes de la diplomatie classique s'accommodent-ils des discours souverainistes ? L'hypothèse principale qui en découle stipule que les discours souverainistes violent les principes de la diplomatie classique. L'analyse consiste donc à montrer en quoi les discours souverainistes ne respectent pas les codes de la diplomatie dite classique et le corpus choisi est, évidemment, le discours de Bassolma Bazié à la 78^e Assemblée générale de l'Onu. Pour ce faire, nous convoquons la théorie de l'Analyse du discours (P. Charaudeau et D. Maingueneau, 2002) et celle de la communication conflictuelle (U. Windisch, 1987).

Mots-clés : Diplomatie classique, discours souverainiste, Analyse du discours, 78^e Assemblée générale de l'ONU, Burkina Faso.

Abstract

The 78th session of the United Nations General Assembly was held from September 19 to September 26, 2023, under the topic "Restoring trust and reviving global solidarity: accelerating action to achieve the 2023 Agenda and its Sustainable Development Goals for peace, prosperity, progress, and sustainability for all." On this occasion, Bassolma Bazié, then former Minister in charge of Civil Service, Labor, and Social Protection in Burkina Faso, representing president Captain Ibrahim Traoré, delivered a speech at the UN podium. In his speech, Bassolma Bazié condemned the inconsistencies of the UN, the hypocrisy of powerful countries and the so-called international community and the responsibility of some Western countries for the deterioration of the security situation in the Sahel. He especially called for respectful relations between the powerful developed nations and African countries whose sovereignty is being severely tested by Western interference. The main question underlying this reflection is as follows: are the principles of classical diplomacy compatible with sovereignist discourse? The main hypothesis that emerges from this is that sovereignist discourse violates the principles of classical diplomacy. The analysis therefore consists of showing how sovereignist discourse does not respect the codes of so-called classical diplomacy, and the corpus chosen is, of course, Bassolma Bazié's speech at the 78th UN General Assembly. In the same vein, we draw on the theory of discourse analysis (P. Charaudeau and D. Maingueneau, 2002) and that of conflictual communication (U. Windisch, 1987).

Keywords: Classical diplomacy, sovereignist discourse, discourse analysis, 78th UN General Assembly, Burkina Faso.

Introduction

Selon Bonnafous et Krieg-Planque, l'analyse du discours (2013, p.76)

s'intéresse aux formes et aux modalités d'expression des messages médiatiques, politiques, publics, organisationnels, etc., en rapport avec des cadres sociaux (le contexte historique, le média, le parti politique, le gouvernement, l'entreprise, etc.).

Les principales questions auxquelles l'analyse du discours est censée répondre sont celles du *comment* et du *pourquoi* de l'activité langagière, par opposition aux méthodes traditionnelles d'analyse qui plaçaient au centre de leur problématique les questions *Qui? Quoi? Quand? Où?* C'est dire donc que l'Analyse du discours prend en charge des corpus variés et que l'objectif de l'analyste n'est pas de se contenter de rendre simplement compte de ce que dit le texte mais d'allier texte et contexte, d'explorer « le dire et le dit » et d'avoir toujours à présent à l'esprit que « dire c'est faire ». Aussi la présente analyse intitulée *La diplomatie classique à l'épreuve des discours souverainiste* se veut une réflexion sur la dualité entre la diplomatie dite classique et les discours souverainistes. Le corpus choisi pour mener cette réflexion est le discours de Bassolma Bazié tenu à la tribune des Nations unies, le 23 septembre 2023, lors de la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, en sa qualité de ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale du Burkina Faso, représentant le capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, Chef de l'État. La question principale qui sous-tend cette analyse est la suivante : les principes de la diplomatie classique s'accommodent-ils des discours souverainistes ? Ce qui conduit à deux questions spécifiques (i) qu'est-ce qui fonde la dualité entre la diplomatie classique et les discours souverainistes, (ii) quel est le mode de fonctionnement des discours souverainistes ? L'hypothèse principale qui en découle stipule que les discours souverainistes violent les principes de la diplomatie classique. Comme hypothèse spécifiques, l'on retient (i) les discours souverainistes réfutent la théorie du « politiquement correct », (ii) les discours souverainistes fonctionnent sur le modèle de la communication conflictuelle. L'analyse consiste donc à montrer en quoi les discours souverainistes ne respectent pas les codes de la diplomatie dite classique. Pour y parvenir le corpus sera analysé à l'aune de l'analyse du discours et de la communication conflictuelle. Le travail sera organisé en deux principaux axes, à savoir la définition des concepts clés et l'analyse du corpus.

I. Définition des concepts : diplomatie et discours souverainiste

I. I. La diplomatie

La diplomatie correspond à la mise en œuvre de la politique étrangère d'un État. La défense et la promotion des intérêts nationaux constituent ses principaux objectifs. En réalité, la diplomatie est le canal par lequel l'État affirme ses positions internationales et cherche à influencer sur la position des autres acteurs internationaux, à travers des déclarations, des rencontres, des sommets ou des négociations. Elle peut aussi constituer le moyen par lequel les États reconnaissent d'autres acteurs des relations internationales. Initialement conçue comme un moyen étatique, la diplomatie est un outil de plus en plus investi par d'autres acteurs de la scène internationale tels que l'Union européenne (UE) et même par

des acteurs privés comme les artistes, les footballeurs, etc. Quant à l'origine du mot, elle se perçoit dans ces mots de Claude Roosens :

Alors que les mots « diplomatie » et « diplomate » apparaissent à la fin du XVIII^e siècle, la pratique remonte bien plus loin dans le temps. Elle apparaît avec les premiers contacts qui se développent entre les sociétés. On la rencontre donc dans l'Antiquité sur un mode cependant bien distinct de celui qui va émerger avec les États-Nations. (C.Roosens in *La diplomatie au coeur des turbulences internationales*, 2014, p.23)

Dans leur ouvrage *Lexique des termes juridiques*, Serges Ginchard et Thierry Debard définissent la diplomatie comme l'« ensemble des moyens et activités qu'un État consacre à la gestion de sa politique étrangère » (S.Ginchard et T.Debard, 2017, p.754). Par ailleurs, ils ajoutent que la diplomatie est l'« art des négociations entre États » comme l'on peut l'entendre dans l'expression *Relations diplomatiques*.

Dans les années 1959, Léon Noël propose une définition de la diplomatie en la distinguant de la politique extérieure. Ainsi, pour lui :

La politique extérieure est l'art de rédiger les relations de l'État avec les autres États. C'est la manière de les diriger. Ce sont surtout les principes, les tendances générales, les objectifs essentiels de l'action d'un État hors de ses frontières. La diplomatie elle, est l'art d'assurer l'exécution et, s'il est possible, l'heureuse réalisation du programme ainsi tracé, son application méthodique et quotidienne, par le moyen de négociations, ou tout au moins de conversations, soit entre diplomates soit, entre diplomates et ministres des Affaires étrangères. » (Léon Noël cité par Tanguy de Wilde d'Estmael et *al.*, 2014, p.23)

Cette définition est aujourd'hui incomplète à double titre. D'une part, elle l'est parce qu'elle ne prend pas en compte l'une des fonctions de la diplomatie, celle en rapport avec l'information. Elle l'est, d'autre part, en ce sens qu'elle ne tient pas compte du fait que le diplomate d'aujourd'hui fréquente bien de milieux autres que le milieu politique.

Une autre définition que nous proposons est celle que nous donne Philippe Cahier, spécialiste des questions de diplomatie. Celui-ci conçoit la diplomatie comme : « la manière de conduire les affaires extérieures d'un sujet de droit international à travers des moyens pacifiques et principalement par la négociation » (Cahier P., 1954, p.8). Comme il ressort dans cette définition, la diplomatie relève du droit international et l'un de ses principes clés serait la voie de la négociation pour trouver une issue aux différends qui peuvent naître entre deux États.

Selon Raymond Aron, « la diplomatie est la conduite du commerce avec les autres unités politiques, l'art de convaincre sans employer la force » (Aron cité par Tanguy de Wilde d'Estmael et *al.*, 2014, p.25).

Que faut-il donc entendre par « diplomatie classique » ? Ce que nous nommons « diplomatie classique » peut être considéré comme le contraire de la « diplomatie publique ». La notion de « diplomatie publique » est née de la nécessité de sortir du cercle restreint des Affaires étrangères et d'entrer en contact avec l'opinion. Elle est apparue, aux États-Unis, au milieu des années 1960, à l'occasion de l'inauguration d'un centre d'études au sein de la *Fletcher School of Law and Diplomacy*. Elle est alors présentée comme destinée à repousser les relations internationales au-delà de la diplomatie traditionnelle, à envisager la manière de représenter les affaires étrangères et leur impact sur l'opinion.

Selon François Bujon de l'Estang⁶⁵, ambassadeur de France aux États-Unis de 1995 à 2000, on peut résumer que la diplomatie a quatre fonctions : observer, négocier, représenter et vendre. En quoi consiste alors chacune de ces fonctions ? Premièrement, en ce qui concerne la fonction d'observation, voici ce que le diplomate écrit : « Observer, c'est aussi vieux que la diplomatie elle-même ». En vérité, le diplomate est un observateur accrédité. On envoie quelqu'un dans un pays étranger, avec une mission très simple : « Comprenez ce pays, comprenez ce qui s'y passe, comprenez comment le pouvoir s'y exerce et ce qu'il y fait, et expliquez-le-nous pour que nous puissions agir en conséquence. » Deuxièmement, en ce qui concerne la fonction négociation, il écrit :

Négocier. Cela reste vrai aussi. Les diplomates continuent à négocier. Même s'il y a des sommets, même si les chefs d'État se rencontrent et même si les accords sont souvent conclus à ce niveau-là, il faut les rédiger, les mettre en œuvre, en définir les modalités : c'est le rôle des diplomates. Qu'il s'agisse de la diplomatie classique et traditionnelle, ce sont les diplomates qui négocient. Ils négocient des accords de cessez-le-feu quand il y a eu un conflit. Ils négocient les traités de paix quand il faut mettre fin à une guerre. Ils négocient aussi les paragraphes des communiqués ou des documents publics qui seront produits à l'issue de tel G7 ou ils rédigent ou négocient le contenu d'une résolution du Conseil de sécurité. Et dans l'actualité d'aujourd'hui, vous voyez bien que cette activité continue à s'exercer.

La troisième fonction concerne la représentation. Et à ce propos, il dit :

Représenter. Cela veut dire beaucoup de chose. Représenter, c'est bien sûr participer à un très grand nombre de cérémonies ou choses publiques, mais c'est également porter le drapeau de la France à l'étranger, et expliquer la politique de la France. C'est, avant tout, communiquer. Cela veut dire apparaître à la télévision, expliquer les positions de la France, les défendre, articuler ses propositions ou ses thèses, c'est un travail de communication publique qui est extrêmement important.

Enfin la quatrième fonction, c'est-à-dire : « vendre ». On serait tenté de croire qu'il s'agit de « vendre » l'image du pays qu'il représente. Mais voilà ce qu'écrit le diplomate :

Vendre, c'est bien entendu tout l'aspect économique de la diplomatie, qui s'est considérablement développé ces dernières années, puisqu'il faut très souvent aider nos chefs d'entreprise, aider nos exportateurs, leur ouvrir des portes, les conseiller, être une espèce de consultant gratuit au service de tous ceux qui représentent la puissance économique française. C'est très important et dans certains pays, notamment les pays à commerce d'État, les pays hypercentralisés, comme c'est le cas de la Chine, le rôle de l'ambassadeur est tout à fait crucial car on est obligé de passer par des canaux officiels pour faire du commerce. Bien sûr, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, ou même aux États-Unis, je pense que les exportateurs français n'ont pas particulièrement besoin de l'ambassadeur, car ce sont des marchés très ouverts. Mais l'expérience prouve qu'ils viennent quand même beaucoup voir l'ambassadeur, le consulter, lui demander conseil, recueillir son diagnostic, c'est pour cela que j'aime bien utiliser cette expression de « consultant gratuit au service du monde économique. Quelqu'un qui est à la fois l'observateur, le baromètre, le conseil, et qui peut vous précéder d'un coup de téléphone, ou donner une introduction, mais surtout vous indiquer comment cela marche, comment cela fonctionne, ce qu'il faut faire.

Cette dernière fonction montre clairement que le rôle du diplomate ne se limite pas seulement à signer des papiers entre les quatre murs de son bureau dans une enclave

⁶⁵<https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/c6bf2e8c8ba65a799a01ecdf7f9580f63.pdf> consulté le 8 août 2025

diplomatique. Il est aussi celui qui facilite l'entrée au pays d'où il réside à ses concitoyens évoluant dans le monde des affaires.

Mais contrairement au diplomate français qui limite les fonctions de la diplomatie à quatre verbes, à savoir observer, négocier, représenter et vendre ; pour la Convention de Vienne⁶⁶, les missions des diplomates vont bien au-delà. En effet, ladite Convention énumère, entre autres missions des diplomates, en listant les verbes suivants : représenter, protéger, assister, informer, négocier, promouvoir.

I.2. Les discours souverainistes

L'expression « discours souverainiste » est composé du substantif « discours » et de l'épithète « souverainiste » qui dérive du substantif « souveraineté ». Cela dit, nous définiront brièvement les concepts « discours » et « souveraineté » avant de dire ce que nous entendons par « discours souverainiste ».

Le mot « discours » est un concept en usage dans plusieurs disciplines et domaines et revêtant, de ce fait, différentes acceptions. Néanmoins, dans ce travail, nous tenterons de retenir quelques-unes.

Orientant le discours vers une dimension sociale, Alan Handerson Gardiner conçoit le discours comme « l'utilisation, entre les hommes, de signes sonores articulés, pour communiquer leurs désirs et leurs opinions sur les choses » (1989, p. 24). Pour Michel Foucault (1969, p. 153) : « On appelle discours un ensemble d'énoncés en tant qu'ils relèvent de la même formation discursive. »

Selon Alpha Ousmane Barry cité par Boukary Nébié (2020, p.7), « le terme de discours désigne aussi un ensemble d'énoncés de dimension variable produits à partir d'une position sociale ou idéologique ; comme c'est le cas par exemple de la déclaration d'une personnalité politique ou syndicale. Par discours, on envisage aussi la conversation comme type particulier d'énonciation ». Catherine Fuchs (1985) définit le discours comme un « objet concret, produit dans une situation déterminée sous l'effet d'un réseau complexe de déterminations extralinguistiques (sociales, idéologiques)⁶⁷ ». Ainsi, pour Barry : « De cette pluralité de définitions, il se dégage chez tous les auteurs que le discours désigne toute réalisation orale ou écrite par un sujet, de la dimension de la phrase ou au-delà (succession de phrases : texte) et ainsi que son contexte⁶⁸ .» Par ailleurs, il ajoute:

(...) le discours apparaît donc comme un prolongement de la grammaire textuelle vers une dimension transphrastique. Dans ce cas, il renvoie à d'autres notions que l'on appelle "cohérence discursive" ou "cohérence textuelle" dont l'unité d'existence résulte de l'articulation d'une pluralité de structures transphrastiques, en fonction de conditions de production particulières. Avec la prise en compte des conditions de production, le discours est désormais défini comme toute production (verbale et non verbale) d'énoncés accompagnés de leurs circonstances de production et d'interprétation. À partir de cet instant, l'objet de l'analyse de discours ne consiste plus à rechercher ce que dit le texte, mais la façon dont il le dit⁶⁹.

⁶⁶ Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, 18 avril 1961, Moniteur belge, 6 juin 1968.

⁶⁷ Ibid

⁶⁸ FUCHS, citée par Alpha Ousmane BARRY, *ibid*.

⁶⁹ Ibid

Dominique Maingueneau (1987) appréhende le discours en termes de « stratégies », ce qui le conduit à la définition suivante : « Tout discours peut être défini comme un ensemble de stratégies d'un sujet dont le produit sera une construction caractérisée par des acteurs, des objets, des propriétés, des événements sur lesquels il s'opère.⁷⁰ »

Dans le *Dictionnaire d'analyse du discours*, il ressort que le discours répond à un certain nombre d'idées forces, à savoir que « le discours suppose une organisation transphrastique, le discours est orienté, le discours est une forme d'action, le discours est interactif, le discours est contextualisé, le discours est pris en charge, le discours est régi par des normes, le discours est pris dans un interdiscours » (P. Charaudeau et D. Maingueneau, 2002, pp. 187-189). Partant, que faut-il entendre par « souveraineté » ?

Du point de vue de Pierre Bourdon, le terme souveraineté date du Moyen Âge. C'est ce qu'on peut lire dans ce passage : « La souveraineté est la qualité d'un pouvoir qui le place au sommet de l'ordre politique. Elle est en ce sens une qualité revendiquée par le pouvoir dans le but, notamment, de fragiliser ou d'éliminer les pouvoirs concurrents. La notion de souveraineté est apparue au Moyen Âge dans les écrits de Beaumanoir mais elle ne prendra sa signification contemporaine qu'à partir du XVI^e siècle à la chute de la féodalité » (2021, p.21).

Le Lexique des termes juridiques, à propos du mot « souveraineté » nous donne trois définitions, à savoir un sens initial, un sens dérivé et un sens du droit international comme il en ressort dans ce passage :

Sens initial : caractère suprême du pouvoir étatique. 2. *Sens dérivé* : le pouvoir étatique lui-même, pouvoir de droit (en raison de son institutionnalisation) originaire (c'est-à-dire ne dérivant d'aucun autre pouvoir) et suprême (en ce sens qu'il n'a pas d'égal dans l'ordre interne ni de supérieur dans l'ordre international, où il n'est limité que par ses propres engagements et par le droit international). La doctrine classique, aujourd'hui contestée, fait de la souveraineté le critère principal de l'État. 3. *Sens du droit international* : la souveraineté signifie l'indépendance ; elle implique une égalité de droit entre les États, (S.Ginchar et T.Debard, 2017, p. 1938).

Parmi ces trois définitions, celle qui nous convient le plus est la dernière, c'est-à-dire l'acception qui suppose que la souveraineté est le critère principal des pays indépendants. Autrement, un pays qui dépend d'un autre dans quelque domaine que ce soit ne peut prétendre être souverain. C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre la notion de « souveraineté nationale » dont le titulaire est une entité collective, la nation qui est, évidemment, distincte des individus qui peuplent cette nation. C'est d'ailleurs cette définition qu'on retrouve dans *Le Lexique des termes juridiques* qui conçoit la souveraineté nationale comme celle :

dont le titulaire est la *nation*, entité collective indivisible et donc distincte des individus qui la composent à un moment donné. Conception consacrée par la Révolution de 1789 dans le but de restreindre le rôle des citoyens, mal préparés à la vie politique : ne détenant comme tels aucune parcelle de la souveraineté, ils n'ont aucun droit propre à participer à son exercice (possibilité d'établir le suffrage restreint, condamnation du mandat, (S. Ginchar et T.Debard, 2017, p.1939 impératif).

⁷⁰ MAINGUENAU, cité par Alpha Ousmane BARRY, *ibid*.

La notion de « souveraineté » est aussi élucidée dans l'ouvrage *Vocabulaire juridique* qui, comme dans le *Lexique des termes juridiques*, nous propose une panoplie de définitions. Ainsi peut-on y lire, à propos de « souveraineté », les définitions suivantes :

1 Caractère suprême d'une puissance qui n'est soumise à aucune autre. Ex. la souveraineté de l'État, de la loi. Puissance suprême et inconditionnée dans laquelle l'ordre international reconnaît un attribut essentiel de l'État mais qui est aussi reconnue, par exception, à certaines entités. **2** Caractère d'un organe qui n'est soumis au contrôle d'aucun autre et se trouve investi des compétences les plus élevées (souveraineté *dans* l'État). **3** Plus spécifiquement, dans la théorie du régime représentatif, attribut d'un être, nation ou peuple, qui fonde l'autorité des organes suprêmes de l'État parce que c'est en son nom qu'est exercée par eux en dernière instance la puissance publique, (2018, p. 2075).

Dans une tribune intitulée « Plaidoyer pour un souverainisme éclairé (car les souverainistes peuvent faire mieux) » signée de Thibaut Dauphin⁷¹ dans les colonnes du journal *Marianne*⁷², on peut lire :

La souveraineté est une conquête démocratique : elle signifie le droit de chaque peuple à déterminer son propre destin. C'est un pouvoir global, unique et entier : celui de décider de son autonomie dans telle ou telle matière, ou celui d'y renoncer dans d'autres. Car le souverain est toujours contraint ; son empire se brise sur les lames du changement climatique ou des grands équilibres humains. Il compose avec autrui, admet des compromis. Et ce n'est rien d'autre que ce premier pouvoir de faire et de défaire en toute matière qu'on appelle la souveraineté.

Cette définition met en lumière les principes clés de la souveraineté : « le droit de chaque peuple à déterminer son propre destin », « capacité de décider de son autonomie dans telle ou telle matière, ou de renoncer dans d'autres », « possibilité de composer avec autrui et d'admettre des compromis » « capacité de faire et de défaire en toute matière ». Cela montre que la souveraineté n'est pas figée. Autrement, être souverain, ce n'est pas s'arc-bouter sur des principes. C'est être capable de « faire et de défaire en toute matière », bien-sûr sans aucune contrainte ou injonction d'un tiers.

À la lumière de ce qui vient d'être dit, nous retiendrons qu'un discours souverainiste est un discours prononcé par un acteur politique, un responsable syndical ou un leader d'opinion qui prône l'indépendance, l'autonomie ou le renforcement de l'autonomie d'une nation face à une autorité extérieure, qu'il s'agisse d'une puissance étrangère, d'une institution supranationale ou même d'une influence perçue comme trop importante à l'intérieur du pays en mettant l'accent sur la maîtrise des affaires nationales dans des secteurs clés comme l'éducation, la culture, l'économie, la sécurité, la défense, l'alimentation, l'énergie, etc. Les discours souverainistes sont caractérisés par les éléments suivants : l'indépendance et l'autonomie dans tous les domaines, le contrôle des ressources de toute nature, une rhétorique nationaliste, la critique des institutions supranationales, l'appel à la Nation et l'attachement aux valeurs endogènes, l'ostracisme des élites.

⁷¹ Thibaut Dauphin est docteur en Science politique et chercheur associé à l'université de Bordeaux, spécialiste des idées politiques des Lumières. Dans cette tribune, il s'interroge sur ce qui peut fonder un souverainisme éclairé, mû par l'exigence de vérité, de liberté et la science.

⁷² <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/plaidoyer-pour-un-souverainisme-eclairer-car-les-souverainistes-peuvent-faire-mieux> publié le 05/02/2024 à 19:30 et consulté le 15/08/ 2025 à 20h

2. Contexte de production et analyse du corpus

2.1. Le contexte de production du discours

L'Assemblée générale des Nations unies a été créée en 1945 par la Charte des Nations-unies, lors de la création de l'organisation par cinquante un (51) États. Au sein de cette instance de dialogue et d'échange unique au monde, tous les États disposent du même droit de vote et d'expression.

Organe décisionnel et représentatif de l'ONU, l'Assemblée générale est la principale instance d'élaboration des politiques des Nations-unies. Elle se réunit chaque année en sessions ordinaires de septembre à décembre, à New York et à d'autres périodes selon les besoins. Elle rassemble tous les États membres, offrant un espace de discussion multilatéral unique pour débattre de l'ensemble des thèmes couverts par la Charte des Nations-unies. Les cents quatre-vingt-treize (193) États membres des Nations-unies ont le même droit de vote et d'expression. Elle prend également des décisions clés pour l'Organisation, notamment en ce qui concerne : la nomination du secrétaire général, sur la recommandation du Conseil de sécurité ; l'élection des membres non-permanents du Conseil de sécurité ; l'approbation du budget de l'ONU.

Elle examine des questions spécifiques au cours des points principaux ou secondaires de l'ordre du jour, qui conduisent à l'adoption de résolutions. Le rôle de l'Assemblée générale est d'étudier et de voter des recommandations relatives aux questions internationales sur lesquelles elle est compétente. Organe souverain de l'ONU, elle prend des décisions par un vote à la majorité simple – sauf pour les problématiques majeures pour lesquelles le consensus est privilégié.

Tous les ans, les délégations des États membres se réunissent dans la plus grande salle⁷³ du siège principal de l'ONU de septembre à décembre pour examiner les questions d'actualité importantes pour la communauté internationale. Cette session est ouverte par une semaine de haut niveau à laquelle participent les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que de nombreux ministres. Les chefs d'État et de gouvernement y prononcent un discours à l'Assemblée générale afin de mettre en avant leurs priorités pour l'année à venir. Cette semaine est aussi marquée par la tenue de multiples réunions, conférences et rencontres bilatérales. De façon pratique, les travaux qui se font sont repartis en six (6) grandes commissions, à savoir

(i) la commission questions de désarmement et de sécurité internationale (ii) la commission questions économiques et financières (iii) la commission questions sociales, humanitaires et culturelles (iv) la commission questions de politiques spéciales et de décolonisation (v) la commission questions administratives et budgétaires (vi) la commission questions juridiques.

Ces commissions se subdivisent en sous-commissions, qui désignent des groupes de travail sur des questions données et nomment des experts et rapporteurs spéciaux. Cela donne un organigramme très complexe, mais ces ramifications sont nécessaires vu l'ampleur

⁷³ L'Assemblée générale se réunit au siège principal de l'ONU, à New York, dans la plus grande salle, qui lui est dédiée. Cette salle coiffée d'un dôme se répartit sur trois étages. Chaque État membre y dispose d'un siège à l'étage principal. Les observateurs – organismes qui ont le droit de siéger mais pas de voter - ont eux aussi un siège dédié, au deuxième étage. Le troisième étage est réservé au public.

Cette information peut être retrouvée à l'adresse : <https://onu.delegfrance.org/L-Assemblee-generale-des-Nations-unies>

des sujets abordés et leur technicité. La pratique généralisée du vote par consensus implique que l'Organisation doit longuement préparer des textes acceptables par tous.

C'est dans ce cadre qu'est intervenu le discours de Bassolma Bazié, objet de notre analyse. S'agissant de l'orateur, il faut signaler que Bassolma Bazié était le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale, représentant le capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, Chef de l'État à la 78^e Assemblée générale des Nations-unies. Mais Bassolma Bazié s'est plutôt fait connaître du public burkinabè en tant que responsable syndical. En effet, il fut le 2^e secrétaire général confédéral de la Confédération générale des travailleurs du Burkina de 2006 à 2013 et secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina (C.G.T.-B.) de 2013 à 2021.

2. 2. De l'analyse du corpus

2.2.1. Les stratégies discursives

2.2.1.1. La stratégie de légitimation⁷⁴

Dans le *Dictionnaire d'analyse du discours*, Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau affirment ceci :

En analyse du discours, la notion de légitimation peut être utilisée pour signifier que le sujet parlant entre dans un processus de discours qui doit aboutir à ce qu'on lui reconnaisse un droit à la parole et une légitimité pour dire ce qu'il dit. Cette légitimité peut lui venir soit d'une situation de fait (comme dans une conversation amicale dans laquelle tout locuteur, par définition, a droit – sous certaines conditions conventionnelles – à parler), soit de la place qui lui est accordée par une institution quelconque (comme lorsqu'un professeur parle dans sa classe, ou qu'une personnalité politique fait une déclaration à la télévision » (2002, p. 340).

Ils poursuivent la définition en ces termes :

Les stratégies de légitimation visent à déterminer la position d'autorité qui permet au sujet de prendre la parole. Cette position d'autorité peut être le résultat d'un processus qui passe par deux types de construction : " (a) d'autorité institutionnelle, qui est fondée par le statut du sujet lui conférant autorité de savoir (expert, savant, spécialiste) ou de pouvoir de décision (responsable d'une organisation) ; (b) d'autorité personnelle, qui est fondée sur l'activité de persuasion et de séduction du sujet qui lui donne une autorité de fait, laquelle peut d'ailleurs se superposer à la précédente" » (*idem*).

Considérons cet extrait :

Au nom de Son Excellence le capitaine Ibrahim TRAORÉ, président de la Transition, chef de l'État, recevez les salutations fraternelles du Peuple et du Gouvernement du Burkina Faso. Au nom du peuple burkinabè, je m'incline respectueusement sur la mémoire des grands leaders dans le monde qui ont fait rêver et espérer d'une société humaine juste et équitable à travers leur engagement, détermination et esprit de sacrifice. Ma présence à cette tribune Honorable des Nations-unies, au nom du Burkina Faso, pays des hommes intègres, n'est pas pour ériger des murs de lamentations. Je ne suis pas non plus là pour vous livrer un discours de convenance. Mais j'ai été plutôt mandaté en sacrifice pour vous dire que le mensonge d'État, l'hypocrisie diplomatique, la boulimie du pouvoir, la recherche effrénée du gain, l'esprit démoniaque de domination et d'exploitation de l'Homme par l'Homme sont les vraies plaies qui gangrèment notre vivre ensemble et font courir toute la société à sa perte, y compris donc notre organisation, l'ONU.

⁷⁴ Le terme est emprunté à Patrick Charaudeau, 1998, p. 13

Dans ce passage qui campe le décor, l'orateur Bassolma Bazié indique clairement qu'il est autorisé à tenir le type de discours qu'il tient. D'abord parce qu'il représente le président du Faso, donc il parle au nom du Burkina Faso. Mieux, il est mandaté par le peuple. À ce titre, il se fait le porte-voix de l'ensemble des Burkinabè qui n'ont pas la possibilité de se rendre à l'ONU pour exprimer leur ressentiment.

2.2.1.2. La stratégie de crédibilité⁷⁵

Selon Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau, « la crédibilité est une notion qui définit le caractère de véracité des propos d'une personne (« ce qu'il dit est crédible ») ou d'une situation (« cette situation n'est pas crédible »). Elle résulte donc d'un jugement porté par quelqu'un sur ce qu'il voit ou entend, et par voie de conséquence sur la personne qui parle et qui est ainsi jugée » (2002, p. 154). Par ailleurs, ils ajoutent :

La crédibilité est un fait de stratégie de discours qui, à l'instar des stratégies de légitimation et de captation consiste pour le sujet parlant à "déterminer une position de vérité, de sorte qu'il puisse [...] être pris au sérieux". À cette fin le sujet peut avoir recours à trois types de positionnement : (1) se mettre dans une position énonciative de neutralité, quant à l'opinion qu'il exprime, "position qui l'amènera à effacer, dans son mode d'argumentation, toute trace de jugement et d'évaluation personnelle, que ce soit pour expliciter les causes d'un fait ou pour démontrer une thèse" ; (2) se mettre dans une position d'engagement, "ce qui amènera le sujet, contrairement au cas précédent, à opter (de façon plus ou moins consciente) pour une prise de position dans le choix des arguments ou le choix des mots ou par une modalisation évaluative apportée à son discours", ce qui produira un discours de conviction destiné à être partagé par l'interlocuteur ; (3) se mettre dans une position de distanciation qui le conduira à prendre l'attitude froide du spécialiste qui analyse sans passion, comme le ferait un expert » (*idem*).

En d'autres termes, l'on retient que la stratégie de crédibilité « vise la construction d'une position de vérité qui attribuerait au discours un caractère crédible. Dans l'élaboration de ces stratégies, le locuteur se pose en évaluateur de son propre discours et en définit les degrés de certitudes ». Des modalisateurs comme « en vérité », « certainement », « naturellement », « évidemment », « en réalité » sont parmi les principaux vecteurs de ces stratégies.

Considérons le passage suivant : « Parlant toujours d'hypocrisie et de mensonge d'État, dans cette question de lutte contre le terrorisme en Général et dans le Sahel en particulier, voici d'autres faits que vous n'ignorez **certainement** pas et j'en suis certain. [...] Secundo, nous Africains, sommes-nous aujourd'hui reconnus dans notre DIGNITÉ D'HOMME, au sens de « Un Homme est égal à un Homme » ? La réponse, **assurément** est NON, au-delà des convenances circonstanciées pour nous endormir et mieux nous asservir ! »

Comme l'on peut le constater dans cet extrait, l'usage des adverbes en gras « certainement, assurément » et la locution « être certain » par l'orateur lui permet de se positionner en véritable évaluateur de son propre discours. Par ailleurs, cela lui permet d'accorder un caractère crédible à sa ce qu'il affirme.

⁷⁵ Le terme est emprunté à Patrick Charaudeau, 1998, p. 14

2.2.1.3. La stratégie de captation⁷⁶

Dans le *Dictionnaire d'analyse du discours*, Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau notent :

Les stratégies de captation visent à séduire ou persuader le partenaire de l'échange communicatif de telle sorte que celui-ci finisse par entrer dans l'univers de pensée qui sous-tend l'acte de communication, et partage ainsi l'intentionnalité, les valeurs et les émotions dont il est porteur. Pour ce faire, le sujet parlant peut choisir deux types d'attitude : (a) polémique, qui l'amène à mettre en cause certaines des valeurs que défend son partenaire [...] ou à mettre en cause la légitimité même de celui-ci ; (b) de dramatisation, qui amène le sujet à mettre en œuvre une activité discursive faite d'analogies, de comparaisons, de métaphores, etc., et qui s'appuie davantage sur des croyances que sur des connaissances, pour forcer l'autre à ressentir certaines émotions » (2002, p. 93).

Par ailleurs ils précisent :

Elle consiste en des opérations de charme destinées à obtenir l'adhésion de l'allocutaire en créant chez lui l'illusion d'être partie prenante d'une cause ou d'un groupe. Il s'agit d'un jeu d'attrape souris où la raison et la logique sont tenues à l'écart, où le réel s'efface devant le rêve et l'utopie. Tout se joue dans le registre de l'émotion parmi les procédés de captation, on peut noter la fabulation, qui est le fait de présenter un discours imaginaire comme une réalité vécue ; la recherche de connivence, qui est l'acte de postuler des liens affectifs ou communautaires avec l'allocutaire ; et la mystification, qui est le fait de s'identifier ou d'associer son discours à des figures historiques. (*idem*)

Pour illustrer ce propos, nous avons retenu ce passage :

« Au nom du Peuple burkinabè, je m'incline respectueusement sur la mémoire des grands leaders dans le monde qui ont fait rêver et espérer d'une société humaine juste et équitable à travers leur engagement, détermination et esprit de sacrifice. Je cite notamment : Fidèle CASTRO de Cuba , Patrice Emery Lumumba du Congo, Kwamé N'Nkrumah du Ghana ; Modibo KEITA du Mali, Ruben Um Nyobé et Félix Moumié du Cameroun, Sylvanius OLYMPIO du TOGO, Che Guevara de l'Argentine, Martin Luther King et Malcolm X des États-unis d'Amérique, Nelson Mandela de l'Afrique du Sud, Jomo Kenyatta du Kenya, Amilcar Cabral de la Guinée Bissau et des îles de Cap Vert, Marien Ngouabi du Congo Brazzaville, le Capitaine Noël Isidore Thomas SANKARA du Burkina Faso. Ces leaders ont été pour la plupart, exécutés de façon violente, et d'autres, assassinés à travers le feu des prisons et des empoisonnements. Leur seul crime a été pour chacun d'eux l'incarnation des rêves, des ambitions, de l'espoir des peuples meurtris, violés, violentés et pillés ! »

Dans ce passage, il ressort clairement que l'orateur cherche à obtenir l'adhésion de l'auditoire. Contrairement, à la définition *stricto sensu* de la stratégie de captation qui consiste à obtenir l'adhésion du partenaire de l'échange communicatif, dans ce contexte c'est plutôt l'adhésion de l'auditoire qui est visé. L'auditoire prend aussi bien en compte l'auditoire en vis-à-vis, c'est-à-dire ceux qui prennent part à cette Assemblée générale que l'auditoire en creux, c'est-à-dire ceux tous ceux qui suivront le discours à travers le monde entier.

⁷⁶ Le terme est emprunté à Patrick Charaudeau, 1994, p. 40

2.2.2. Le démasquage du double-jeu de la France ⁷⁷

Le démasquage est une stratégie discursive par laquelle le sujet écrivant ou sujet parlant cherche à mettre au jour les non-dits, voire les vérités que l'adversaire tente de cacher à l'auditoire. En d'autres termes, c'est une stratégie qui permet au sujet parlant ou écrivant de rétablir la vérité occultée par le discours adverse. Cette stratégie est repérable par des expressions discursives du genre : « ce que l'on ne dit pas... », « ce qu'il faut savoir... », « il faut démasquer ces gens... », « Démasquons les raisons profondes de leurs propos... », « il faut déceler les vrais mobiles de cette initiative... », etc. Dans le corpus d'étude, nous avons relevé quelques passages qui s'inscrivent dans cette stratégie :

J'insiste à cette tribune de l'ONU et devant le monde entier que la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU doivent impérativement se muer en des organisations véritables des peuples en lieu et place de structures d'une minorité de Chefs d'Etat. Elles ne doivent pas être utilisées et instrumentalisées pour déstabiliser des Pays frères en assassinant leurs leaders. Ce n'est qu'à ce prix que la Charte de l'ONU et le droit international auront un sens ! Enfin, parlant de la Charte de l'ONU et du Droit international, un conflit entre la Russie et l'Ukraine est entretenue et voulue par certaines autres puissances.

Une lecture plus minutieuse de ce passage permet de comprendre que l'orateur dénonce l'attitude des institutions telles que l'ONU, la CEDEAO et l'Union africaine. Elles sont même accusées par le sujet parlant d'être des structures dont se servent les grandes puissances pour régler leur compte avec les chefs d'État qui refusent de bafouer leur dignité et celle de leur peuple.

2.2.3. Le masquage ⁷⁸

Uli Windisch note que la stratégie du masquage est étroitement liée à celle du démasquage. Selon lui, « dans un conflit discursif entre deux systèmes d'idées, politiques ou autres, un auteur de discours pourra chercher à supprimer, à taire, à masquer les aspects de son idéologie qui ne correspondent pas à la sensibilité du moment ». Le masquage peut aussi consister à ne pas dire explicitement ce que l'on nourrit comme intention, mais qu'il est possible au public-témoin d'interpréter. À cet effet, considérons l'extrait suivant :

Sur les sorties hasardeuse, condescendante et malheureuse du Président de la République française Emmanuel Macron et qui frisent souvent le ridicule tout se glorifiant d'une hypothétique condescendance sur les peuples africains, je m'impose le devoir de lui faire un petit cours d'histoire sur sa propre histoire. **Voilà pourquoi, les salles de classes sont faites pour que les enfants apprennent les cours et grandissent bien, que de s'adonner à autre chose au risque de se perdre à jamais.**

Dans cet extrait, c'est le passage en gras qui retient davantage notre attention du fait qu'il constitue véritablement le masquage. L'orateur évite de dire explicitement son idée. Il dit sans dire. En réalité, pour comprendre le passage, il faut faire appel à la vie privée de celui qui fait l'objet "d'attaque" par l'orateur, c'est-à-dire Emmanuel Macron. Macron ayant épousé son ancienne institutrice, l'orateur s'appuie sur cette donne pour le fustiger

⁷⁷ Le terme est emprunté à Uli Windisch, 1987, p. 49

⁷⁸ *Ibid.*, p.50

en laissant entendre qu'au lieu de se concentrer sur les études en tant qu'élève, Macron a plutôt préféré aller s'amouracher de son institutrice.

2.2.4. L'usage des « vitupérants »

Considérons ce passage : « catastrophe diluvienne, des milliers de vies ont été fauchées, pou badigeonner nos consciences de tranquillité transparente, des bourreaux, mettre la Libye à genoux en la saccageant et tuant son guide, avant que les eaux du déluge ne viennent l'endeuiller davantage, catastrophe humaine, le silence coupable voire la complicité de la CEDEAO et de l'Union africaine, macabre intervention, liquider le guide libyen le Colonel Mouammar, Kadhafi, hypocrisie, diplomatie macabre, manœuvre sordide qui relève de pratiques moyenâgeuses, des esprits en perte de valeurs essentielles pour toute vie harmonieuse en société, nos grands-parents sont tombés dignement sous les balles assassines des colons, la traître négrière, le néocolonialisme, une poignée d'enfants égarés de l'Afrique, l'envahisseur le mensonge éhonté d'État, éviter que les impérialistes mettent le feu au Niger incursions barbares et meurtrières des terroristes, puissances impérialistes capitalistes, la France est venue de nulle part pour imposer son instrument qu'est le G5 Sahel, des sanctions cyniques une nébuleuse dite Communauté internationale, valets locaux, une avalanche de mesures répressives, de menaces, de tentatives de coups d'État, des manœuvres immorales en élaboration dans des laboratoires criminels, des manœuvres et missions macabres pilotées en marionnettes téléguidés par des personnages de couloirs présidentiels africains, des moyens fallacieusement et cyniquement bloqués, la communauté internationale caractérisé par la non-assistance à État en proie au terrorisme, l'hypocrisie internationale, la complicité au pillage de l'Afrique, une certaine presse téléguidée, une saignée humaine, des accusations fallacieuses, des mensonges éhontés d'État englobées dans une diplomatie d'hypocrisie et des menaces voilées, mensonge diplomatique grossier, des puissances impérialistes, les moralisateurs expansionnistes, respect de droits humains à géométrie variable, les sorties hasardeuse, condescendante et malheureuse du Président de la République française, la condescendance, l'arrogance, l'insolence, la suffisance, le paternalisme, le pillage de ses ressources et le crime organisé, manque de sincérité, décision clientéliste et à géométrie variable, la couverture des tripatouillages constitutionnelles avec leurs lots de crimes, la promotion de la mauvaise gouvernance, le pillage, la désorganisation sociale, la corruption, le jeu de l'autriche, la diplomatie d'hypocrisie, les crimes organisés, aux tripatouillages constitutionnels et à la fabrication de larbins à la tête de nos États africains, des indépendances factices, des guerres fratricides, une démocratie électoraliste, des aides biaisées, des guerres de rapine, du terrorisme malicieusement fabriqué, entretenu et injecté dans nos contrées africaines, pillage cynique des ressources, des relations internationales teintées d'une haute hypocrisie diplomatique dénudée de conscience, de morale, de dignité, d'intégrité, de justice donc de paix, des gesticulations dans un alignement scandaleusement mortifère qui s'agitent comme des fauves autour de leur proie blessée pour la dévorer. »

Ces mots, expressions et propositions sont extraits du corpus analysé. Ils font tous dans le registre de ce que Uli Windisch appelle les « vitupérants », c'est-à-dire des termes injurieux qui laissent entrevoir que le sujet parlant est en conflit ou en désaccord avec un

tiers. Et justement, dans ce cas précis, l'orateur est en désaccord avec plusieurs sujets tels que la France, la CEDEAO, l'Union africaine, l'ONU, la communauté internationale, etc.

2.2.5. Le recours à l'implicite

Comme l'indique Ruth Amossy :

L'argumentation se soutient autant de ce qu'elle dit en toutes lettres que de ce qu'elle laisse entendre. L'implicite contribue à la force de l'argumentation dans la mesure où il engage l'allocataire à compléter les éléments manquants. Si, néanmoins l'implicite est doté d'une grande force argumentative, ce n'est pas seulement parce qu'il déclenche une grande activité de défrichage qui autorise une coopération avec le discours. C'est aussi parce que, comme Ducrot l'a bien montré, certaines valeurs et positions ont d'autant plus d'impact qu'elles sont avancées sur le mode du cela va de soi et glissées dans le discours de façon à ne pas constituer l'objet déclaré du dire. Elles échappent ainsi à la contestation, s'imposant d'autant mieux à l'auditoire qu'elles se donnent comme des évidences qui n'ont pas besoin d'être formulées en toutes lettres (ibid . pp. 190-191).

Par ailleurs, elle fait remarquer qu'il n'est pas inutile de rappeler ici le texte fondateur d'Oswald Ducrot, dans la mesure où il montre bien comment l'utilisation du *dire et ne pas dire* est dès l'abord perçue dans une perspective argumentative au sens large :

Une origine possible au besoin d'implicite tient au fait que toute affirmation explicitée devient, par cela même, un thème de discussion possible. Tout ce qui est dit peut être contredit. De sorte qu'on ne saurait annoncer une opinion ou un désir, sans les désigner du même coup aux objections éventuelles des interlocuteurs. Comme il a été souvent remarqué, la formulation d'une idée est la première étape, et décisive, vers sa mise en question. Il est donc nécessaire à toute croyance fondamentale, qu'il s'agisse d'une idéologie sociale ou d'un parti pris personnel, de trouver, si elle exprime, un moyen d'expression qui ne l'étale pas, qui n'en fasse pas un objet assignable et donc contestable⁷⁹.

Considérons cet extrait :

Chaque année les discours pleuvent au même titre que les promesses et engagements. Les preuves de la dissonance entre les discours et les faits sur ces questions de principes contenus dans la Charte de l'ONU dont la justice, l'égalité, la dignité, l'intégrité, le droit à l'autodétermination, la souveraineté des États, l'inviolabilité du territoire et le respect du droit international sont ce qui se passe en Libye, dans le Sahel (précisément sur le Niger) et sur la crise entre la Russie et l'Ukraine.

Dans ce passage, l'emploi du seul verbe « pleuvoir » (les discours pleuvent au même titre que les promesses et les engagements » nous autorise à parler d'« implicite ». En effet, sans le dire explicitement, l'orateur laisse entendre que les engagements et les promesses sont faits juste pour berner les consciences endormies. Il insinue même que les auteurs de ces engagements et promesses savent à l'avance qu'ils ne tiendront pas leurs promesses, mais surtout que les peuples ne leur demanderont pas des comptes d'où le privilège qu'ils se donnent à multiplier les promesses.

⁷⁹ DUCROT, cité par Ruth Amossy, *Op. Cit.*, p. 191

2.2.6. Le recours à l'argument d'autorité

Dans le corpus, le recours à l'argument d'autorité se manifeste de plusieurs façons. Dans un premier temps, il y a le recours aux archives historiques qui sont des faits établis et qui ne sauraient être contestés à moins d'apporter la preuve du contraire. C'est le cas dans cet extrait :

En effet, pour votre mémoire, Monsieur Emmanuel MACRON, d'abord, je rappelle l'appel à travers la BBC en Angleterre le 14 juin 1940 lancé par votre propre grand-père le Général De Gaulle à l'endroit de l'Afrique pour venir sauver la France des griffes des Nazis. Comme rappel nous avons : « 17 000 Maliens morts pendant les deux guerres mondiales. Une dette de sang que la France semble avoir occulté », Cf livre de Bakari KAMIAN, Professeur agrégé de l'Université-Sorbonne : « Des tranchées de verdum à l'église Saint-Bernard : 80 000 combattants maliens au secours de la France (1914-1918) et 1939-1945 ». (Editions KARTHALA./ 2001. Extraits : 343- 345) ; « ...Les morts pour la France (Page 343) Tableau 20 : les vétérans en AOF, 1952 et 1959 ; Page 344, Tableau 21 : Les vétérans soudanais des deux guerres : -Total des victimes du Mali, du Burkina Faso et du Niger : 82 208 Combattants tombés ; -Total Général AOF : 154 519 combattants. Cf. Source : Henri LIGER, Rapport de fin de mission en AOF, Dakar, le 13 juillet 1950, Archive du Sénégal, cote 4 D 68 (89) - voir Annexe V.

Dans un second temps, le recours à l'argument d'autorité se fait à travers la convocation d'une personnalité issue du même bord que celui qui est pris à partie. Cela peut être illustré par cet extrait :

Le 17 novembre 1986, François Mitterrand, président Français d'alors, en réponse au Capitaine Thomas SANKARA disait : « l'Afrique a été pillée. J'ai parlé de matières premières. J'aurais dû parler des hommes ! Pendant des siècles, on vous a exploité humainement : on a volé vos hommes, vos femmes, vos enfants. On s'est servi de vous. Je comprends votre refus, votre révolte, et j'approuve votre combat. Vous avez raison de refuser d'être un Continent sacrifié. Le moment est venu où vous devez vous-mêmes développer vos économies à partir de ses biens et de ses hommes. Et le devoir de ces pays qui ont profité abusivement du travail africain, c'est de restituer à l'Afrique une part de ce qui a été pris au travers des siècles derniers.

Dans un troisième temps, il y a la convocation d'une personnalité jouissant d'une probité morale et dont le niveau intellectuel et l'engagement font sa parole une vérité difficilement contestable comme dans cet extrait :

C'est fort de tout ce qui précède que Aimé Césaire (Paix à son âme) disait : « l'Afrique est le seul continent au monde où les populations chantent, dansent et applaudissent pour ceux qui les appauvrissent, les affament et les torturent. Le malheur de l'Afrique c'est d'avoir rencontré la France !

2.2.7. Le recours au présupposé et au sous-entendu

À la suite d'Oswald Ducrot, Catherine Kerbrat Orecchioni (1986) définit les présupposés comme « toutes les informations qui, sans être ouvertement posées, sont cependant automatiquement enchaînées par la formulation de l'énoncé, dans lequel elles se trouvent intrinsèquement inscrites, quelle que soit la spécificité du cadre énonciatif⁸⁰ ». Ruth Amossy rappelle en substance ceci :

Le présupposé qui est inscrit, selon Ducrot, en langue et fait partie du sens de l'énoncé, joue un rôle important dans l'argumentation prise au sens large comme tentative de persuasion (et pas

⁸⁰ KERBRAT-ORECCHIONI, citée par Ruth AMOSSY, *Op. Cit.*, p. 193

seulement comme enchaînement des énoncés). Contrairement au présupposé, le sous-entendu est déchiffré par l'allocutaire sur la base des principes de coopération que Grice désigne comme étant à la base de la conversation et du fondement de l'implicite ou du moins de ce qu'il appelle les *implicatures* dans la traduction française (implication). (ibid., pp. 194-1995)

Considérons ce passage :

Aujourd'hui, la CEDEAO qui a subitement une force d'intervention pour rétablir des démocraties a annoncé un apport de 2 milliards de dollars US. Mais de la création de cette G5 Sahel jusqu'à sa propre vaporisation, cette CEDEAO n'a pu déboursier que 25 millions de dollars US. Où est donc le sérieux dans la défense des vies humaines prônée par la Déclaration universelle des droits de l'Homme et des Peuples.

L'orateur laisse sous-entendre que la CEDEAO est instrumentalisée par des forces extérieures. Sinon, comment comprendre que cette institution censée agir dans le sens du renforcement de la coopération entre les États membres reste muette quand il s'agit d'agir pour sauver un de ses États membres ? Et curieusement, elle a « subitement » les moyens d'intervenir au Niger pour réinstaller un président déchu.

2.3. Les figures de style

2.3.1. L'anaphore

Dans son *Dictionnaire de rhétorique*, Georges Molinié (1992, p. 49) écrit :

Une anaphore est une figure de type microstructural, variété de répétition ; on peut même dire que l'anaphore est la variété la plus élémentaire de répétition. C'est donc une figure qui joue matériellement et uniquement sur le son des termes. Il y a anaphore lorsque, dans un segment de discours, un mot ou un groupe de mots est repris au moins une fois, tel que, à quelque place du texte que ce soit.

Examinons ce passage : « Chères personnalités dotées toujours d'un minimum de bon sens ». Cette phrase est répétée plusieurs fois dans le discours. Cette forme d'insistance montre que l'auteur ne s'adresse pas à toute l'assemblée. Comme il le dit si bien lui-même, il ne s'adresse qu'à ceux qui sont « dotés d'un minimum de bon sens. » Mais c'est aussi une façon de dire qu'il y a, à l'Assemblée générale des Nations-unies, des gens qui ne seraient pas dotés de bon sens.

2.3.2. La personnification

La personnification est une figure macrostructurale. Elle consiste évidemment à personnifier des choses abstraites, des inanimés ou des animaux, ce qui apparaît dans la mesure où les termes qui réfèrent à ces réalités sont employés comme sujet ou objet de verbes impliquant une relation personnelle humaine, ou, plus largement, en construction syntaxique avec des adjectifs, adverbes ou compléments quelconques impliquant aussi une relation personnelle humaine, ou encore dans une situation d'allocution qui en fait des interlocuteurs. (Molinié 1992, p. 269).

Nous avons ce passage comme illustration : « Ce tableau peu reluisant de cette communauté internationale caractérisé par la non-assistance à l'État en proie au terrorisme (...) ne commande-t-il pas la traduction de cette communauté internationale devant la CPI ? » L'orateur souhaite qu'on assigne la « communauté internationale » devant la Cour pénale internationale (CPI). Dans le fond, ce n'est pas la communauté internationale en

tant qu'institution qui est visée par les propos de l'orateur. C'est plutôt ses animateurs, notamment les dirigeants des pays dits « grandes puissances » qui se servent de l'Institution pour en découdre avec les États qui ne veulent pas se soumettre à leur diktat.

2.3.4. La question rhétorique

La question rhétorique fait partie des caractéristiques de la tonalité ironique, puisque seul le lecteur complice du locuteur peut comprendre la véritable portée de ces fausses questions. C'est un procédé discursif par lequel l'orateur, dans son discours, pose une question alors qu'il en a lui-même la réponse. Nous l'avons considérée comme une figure de style, car elle constitue une manière singulière de s'exprimer. Voici une illustration :

Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, il n'y a ni usine de fabrication d'armes ni de munitions. Qui recrute donc ces terroristes ? Qui les entraîne ? Qui les dote en permanence ? Qui les nourrit et avec quels moyens ? Croyez-vous à cette philanthropie au nom de laquelle des occidentaux vont envoyer leurs militaires au Sahel mourir pour les beaux yeux des Sahéliens ? Si oui, qu'est ce qui justifie les énervements et autres gesticulations diplomatiques dès qu'on dit à la France de déguerpir militairement ?

Dans ces passages, il ressort clairement sur le plan grammatical, que l'orateur pose des questions. Cependant, une lecture approfondie permet de conclure qu'il ne s'agit pas de « vraies » questions. C'est juste une façon pour l'orateur de questionner les consciences collectives de l'auditoire en vue d'amener chacun à prendre conscience des véritables enjeux de ce qui se passe.

2.3.5. L'ironie

L'ironie est une manière de critiquer de façon indirecte puisqu'elle fait comprendre le contraire de ce que l'on énonce. Cette manière de se moquer peut provoquer le rire et peut donc être considérée comme un cas particulier de la tonalité comique. Mais son fonctionnement demande une certaine complicité entre le locuteur et le lecteur qui doit être capable, pour ne pas faire de contresens, de comprendre le décalage qui existe entre la véritable opinion du locuteur et ce qu'il dit.

Les procédés de l'ironie sont divers, mais le plus employé est l'antiphrase qui consiste à dire le contraire de ce que l'on pense. L'ironie peut aussi consister à défendre une thèse adverse avec exagération pour en montrer l'absurdité ou à faire semblant de ménager l'adversaire en utilisant des euphémismes et des litotes ou des périphrases.

Le décalage créé par l'ironie a pour fonction d'amener le lecteur à s'interroger sur le véritable sens des propos tenus. L'ironie est alors une arme efficace pour critiquer puisqu'elle révèle des distorsions et qu'elle permet au locuteur de se cacher derrière un sens premier souvent inoffensif. Dans son *Introduction à la rhétorique*, Olivier Reboul (1991, pp. 138-139) écrit :

Dans l'ironie, on se moque en disant le contraire de ce qu'on veut faire entendre. Sa manière est l'antiphrase, son but la moquerie ; elle est bien une figure de pensée, puisqu'elle a deux sens : on peut la prendre au pied de la lettre, ou en rechercher l'esprit, qui ici s'oppose à la lettre. L'ironie peut être douce ou cinglante, fine ou grossière, amère ou drôle... Certes, on peut « marquer » l'ironie : par le ton de la voix, le point d'exclamation, les guillemets, etc. Mais trop claire, elle

devient facile. Figure du pathos et de l'ethos – elle met les rieurs de son côté – l'ironie est aussi du logos, en faisant ressortir un argument d'incompatibilité par le ridicule.

S'intéressant à la question de l'ironie dans *Style, norme et écart*, Traoré sidiki (2017, p. 182) donne son point de vue en ces termes : « Qu'elle soit plaisante comme l'humour, ou sérieuse, l'ironie consiste à dire tout le contraire de ce qu'on pense ou de ce qu'on veut faire comprendre, dans l'objectif de railler, de tourner en dérision autrui. » Nous pouvons illustrer cela à travers ce passage : « C'est pourquoi, nous décidons désormais de dire NON ! NON à tous ces « **amis qui nous veulent du bien** » au point de nous menacer de guerre pour imposer leur amitié ! »

Il apparaît clairement dans ce passage que nous avons affaire à un discours ironique. Sinon comment comprendre qu'une personne vous menace de guerre pour vous imposer son amitié ? Cela dénote qu'il ne s'agit pas, en vérité, d'un vrai ami ; ou qu'il s'agit plutôt d'un ennemi.

2.4. La ponctuation

La ponctuation fait partie de ce que Uli Windisch appelle les « marques graphiques » dans son approche du discours conflictuel. Et voici ce qu'il écrit : « Les marques graphiques ne constituent pas en elles-mêmes des indicateurs linguistiques propres au discours conflictuel. C'est leur fréquence et l'apparition simultanée de plusieurs d'entre elles qui annoncent avec grande probabilité ce type de discours⁸¹ ». Ces marques sont rarement présentes toutes à la fois. Comme marques graphiques, il y a les guillemets, les tirets, les parenthèses, les points d'interrogation, les points de suspension, les virgules, les points virgules, l'emploi des capitales, les points d'exclamation les autres marques utilisées pour mieux mettre en évidence certains énoncés que l'on tient à assumer ou, au contraire, à ne pas assumer. Dans cette analyse, nous nous focaliserons davantage sur une seule marque graphique, notamment le point d'exclamation.

En effet, le point d'exclamation est un signe mélodique. Les emplois du point d'exclamation sont variés. Autrement, la gamme de significations dont ce signe se charge est vaste. Entre autres, on note que le point d'exclamation s'emploie à la fin d'une phrase exclamative après une interjection ; indique l'ordre, l'injonction et la défense ; il ponctue, pour les rendre exclamatifs, des mots, des groupes de mots, des propositions ou des phrases. Pour Albert Doppagne, « le point d'exclamation peut être analysé comme un signe d'ironie. Dans ce cas, le point d'exclamation est chargé de traduire l'ironie » (ibid., p. 42). Maurice Grevisse et André Gosse écrivent : « Le point d'exclamation se met à la fin d'une phrase exclamative, il est aussi employé à la fin d'une phrase optative, ainsi qu'à la fin d'une phrase injonctive ou même d'une phrase énonciative prononcées avec une force particulière » (ibid., p. 129).

Uli Windisch, pour sa part écrit : « un seul point d'exclamation dans un paragraphe peut suffire pour annoncer la présence d'un discours conflictuel » (ibid., p. 37). Cette assertion trouve tout son sens dans le corpus que nous avons analysé. Les points d'exclamation sont très prisés par l'orateur. Une analyse attentive permet de souligner qu'ils sont

⁸¹ *Idem*

symptomatiques de la colère qui habite le sujet écrivant ou de sa volonté ferme d'agir ou faire agir. Considérons les extraits suivants :

C'est fort de tout ce qui précède que Aimé Césaire (Paix à son âme) disait : « l'Afrique est le seul continent au monde où les populations chantent, dansent et applaudissent pour ceux qui les appauvrissent, les affament et les torturent. Le malheur de l'Afrique c'est d'avoir rencontré la France » ! Nous avons singé en copiant l'occident en monogamie, voilà qu'aujourd'hui on veut nous faire croire que des contre valeurs, des attitudes contre natures relèvent du ressort de la liberté ! Il ne sera pas question d'homosexualité chez nous ! La réponse, assurément est NON, au-delà des convenances circonstanciées pour nous endormir et mieux nous asservir ! Triste pour le continent noir, reconnu scientifiquement comme berceau de l'humanité mais dans la réalité humilié, placé sous contrôle dominé ! Oh Liberté, quel crime n'a-t-on pas commis en ton nom ! C'est pourquoi, nous décidons désormais de dire NON ! NON à tous ces « amis qui nous veulent du bien » au point de nous menacer de guerre pour imposer leur amitié !

Les phrases relevées dans ce passage sont de type impératif. De ce fait, on devrait mettre un point à la fin de chacune d'elles. Mais comme on le voit bien, en lieu et place des points, ce sont plutôt des points d'exclamation que le sujet écrivant emploie. Comme on le sait, l'impératif peut permettre d'exprimer un ordre, formuler une prière ou exprimer un souhait. Dans le passage ci-dessus, l'impératif exprime un souhait. En effet, le sujet écrivant souhaite vivement que tout le monde soutienne la lutte que mènent les travailleurs des impôts. Le point d'exclamation se met à la fin des phrases exclamatives qui permettent d'exprimer des émotions ou sentiments de joie, de colère, d'indignation, etc. De ce fait, la présence des points d'exclamation à la fin des phrases impératives dénote que le sujet écrivant a voulu laisser transparaître sa colère, son indignation dans ce qui est écrit. On imagine aisément ce discours à l'oral en devinant la charge émotionnelle avec laquelle l'orateur allait prononcer ses phrases. Dans la même dynamique, nous avons retenu un autre passage pour mieux mettre en exergue l'usage des points d'exclamation dans le corpus :

« Camarades !
Vive les peuples en lutte !
Vive la solidarité entre les Peuples !
Vive l'Afrique Libre !
Vive l'Alliance des États du Sahel !
Vive le Burkina Faso, Pays des Hommes Intègres !
La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons ! »

Dans ce court passage, on dénombre au total six (6) points d'exclamation. La présence de certains de ces points d'exclamation ne répond d'ailleurs pas à aucune norme en matière de ponctuation. C'est le cas, par exemple, dans « Camarades ! ». Mais comme on peut le constater, la typographie du passage retenu nous fait penser à des vers plutôt qu'à la prose. Et comme en poésie, l'auteur n'est pas tenu de respecter scrupuleusement certaines règles qui régissent le fonctionnement de la langue, l'on peut dire que l'orateur a voulu, lui aussi, passer par la poésie pour « violer » la norme. Ce qui peut aussi être traduit comme une façon de défier l'autorité. À défaut de disposer d'un pouvoir réel de faire changer la réalité des choses, on passe par le canal de l'écriture pour se défouler. Par ailleurs, la poésie étant le genre littéraire par excellence qui permet d'exprimer ses sentiments,

l'orateur s'en sert aussi pour extérioriser sa colère. Dans d'autres passages, on observe même que le sujet écrivant fait un usage abusif des points d'exclamation. C'est le cas dans ce passage : « Sur la question de la présence de WAGNER au Burkina Faso chantée par une certaine presse téléguidée depuis l'Elysée, je répondrai ceci : Oui, Monsieur le Président, c'est nous les WAGNER du Burkina Faso ! Oui, ces braves FDS et VDP sont les WAGNER du Burkina Faso !! »

Cette phrase ne devrait pas comporter un point d'exclamation, car ce n'est pas une phrase exclamative. Mais le sujet écrivant l'a bel et bien fait, ce qui constitue une première violation. Ensuite, au lieu de se contenter d'un seul point d'exclamation, il en emploie deux. D'où la conclusion que la ponctuation est symptomatique de la colère et de la tension qui animent le sujet écrivant.

2.5. La dénonciation des institutions supranationales

Comme cela a été indiqué plus haut, les discours souverainistes sont caractérisés par la critique des institutions supranationales. Et c'est ce qui ressort dans cet extrait :

En effet, chaque année les discours pleuvent au même titre que les promesses et engagements. Les preuves de la dissonance entre les discours et les faits sur ces questions de principes contenus dans la Charte de l'ONU dont la justice, l'égalité, la dignité, l'intégrité, le droit à l'autodétermination, la souveraineté des États, l'inviolabilité du territoire et le respect du droit international sont ce qui se passe en Libye, dans le Sahel (précisément sur le Niger) et sur la crise entre la Russie et l'Ukraine. Et malheureusement, à la tête de cette catastrophe humaine étaient l'ONU sous la résolution 19-70 et le silence coupable, voire la complicité de la CEDEAO et de l'Union africaine. J'insiste à cette tribune de l'ONU et devant le monde entier que la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU doivent impérativement se muer en des organisations véritables des peuples en lieu et place de structures d'une minorité de chefs d'État.

Dans ce passage, il ressort clairement que l'orateur fustige la CEDEAO, l'UA et l'ONU qui, selon lui, sont des structures se mettant au service d'une minorité dite « grandes puissances » pour régler leur compte avec les chefs d'État qui osent leur tenir tête.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, l'on retient que l'analyse s'est organisée en deux principaux axes, à savoir la clarification conceptuelle et l'analyse du corpus à proprement parler. En ce qui concerne le premier axe, deux notions principalement ont été clarifiées : diplomatie et discours souverainiste. Sommairement, la diplomatie désigne l'ensemble des moyens et activités qu'un État consacre à la gestion de sa politique étrangère. Quant à la notion de « discours souverainiste », elle fait référence à tout discours prononcé par un acteur politique, un responsable syndical, un leader d'opinion ou un groupe de personnes prônant l'indépendance, l'autonomie ou le renforcement de l'autonomie d'une nation face à une autorité extérieure, qu'il s'agisse d'une puissance étrangère, d'une institution supranationale ou même d'une influence perçue comme trop importante à l'intérieur du pays en mettant l'accent sur la maîtrise des affaires nationales dans des secteurs clés comme l'éducation, la culture, l'économie, la sécurité, la défense, l'alimentation, l'énergie, etc. Les discours souverainistes sont caractérisés par des éléments tels que l'appel à l'indépendance

et à l'autonomie dans tous les domaines, le contrôle des ressources de toute nature, une rhétorique nationaliste, la critique des institutions supranationales, l'appel à la Nation et l'attachement aux valeurs endogènes, l'ostracisme des élites. Le second axe, consacré à l'analyse du corpus, a permis de dégager deux traits dominants. Le premier est que l'orateur Bassolma Bazié, a mis en œuvre des procédés relevant des stratégies discursives. Il s'agit : des stratégies de légitimation, des stratégies de crédibilité, des stratégies de captation, de la stratégie de démasquage et de masquage, du recours à l'argument d'autorité, à l'implicite, au présupposé et au sous-entendu, de l'usage des figures de style. Le deuxième trait majeur du discours analysé est la convocation, par l'orateur, des éléments de la communication conflictuelle, à savoir le recours aux vitupérants et la ponctuation, sans oublier la critique des institutions supranationales. En somme, il faut noter que les discours souverainistes, dans leur mode de structuration, violent certains principes sacro saints de la diplomatie dite classique.

Références bibliographiques

- Cahier, P. 1954. Le droit diplomatique contemporain. Genève : Droz.
- Ginchar, S. et Debard T. 2017. Lexique des termes juridiques (25^e éd.). Paris, Dalloz.
- Cornu, G. 2018. Vocabulaire juridique (12^e éd.). Paris : PUF.
- De Wilde D'Estmael, T., Liegeois, M. et Delcorde R. 2014. La diplomatie au cœur des turbulences internationales. Louvain : Presses universitaires de Louvain.
- Alan Henderson, G. 1989. Langage et acte de langage : Aux sources de la pragmatique, Presses Universitaires du Septentrion
- Reboul, O. 1991. Introduction à la rhétorique. Paris : PUF.
- Charaudeau, P. et Maingueneau, D. 2002. Dictionnaire d'analyse du discours. Paris, Seuil.
- Doppagne, A. 1984. La bonne ponctuation. Clarté, précision, efficacité de vos phrases. Paris : Éditions Duculot.
- Maingueneau, D. 1987. Nouvelles tendances en analyses du discours. Paris : Hachette.
- Molinié, G. 1992. Dictionnaire de rhétorique. Paris : Librairie Générale Française.
- Traoré, S. 2017. Style, norme et écart. Ouagadougou : Harmattan Burkina.
- Windisch, Uli. 1987. Le K.-O. verbal. La communication conflictuelle.

ANALYSE SEMIO PRAGMATIQUE DU BREVIAIRE DU COLONIALISTE

Yamba Prosper NIKIEMA

Université Daniel OUEZZIN COULIBALY

ladipaujkz@gmail.com / yapronik2003@yahoo.fr / yapronik@gmail.com

Résumé

La politique est l'art de gouverner la cité. Cette technique et méthode de gestion d'une nation centrées sur l'organisation, l'exercice du pouvoir et l'application de doctrines sont résumées dans un écrit anonyme raciste et incendiaire. En effet, ce décret de treize articles a scellé le passé, le présent et l'avenir funeste et infernal du tiers monde avec des colonisateurs qui ont conçu, planifié, exécuté leur domination dans tous les secteurs d'activités. Ainsi, *Le bréviaire du colonialiste* constitue la feuille de route tirée de la charte de l'impérialisme qui à son tour est extraite des conclusions et des recommandations de la conférence de Berlin tenue du 14 novembre 1884 au 26 février 1885 sur le partage de l'Afrique entre les quatorze puissances occidentales signataires. A partir d'une approche sémiotique, nous allons analyser ce texte d'application des modalités de gouvernance des colonisés. Aussi, nous allons utiliser la théorie pragmatique pour décrypter le discours impérialiste et identifier sa philosophie, sa politique, ses stratégies et stratagèmes de domination, de misérialisation et de clochardisation des citoyens colonisés du tiers monde dans l'arbitraire, la violence, l'injustice et dans une impunité légendaire. Ce qui nous permettra à la fois de dévoiler la nature des défauts de caractères humains des impérialistes, leurs profondes et réelles motivations, les enjeux réels de la colonisation et ses degrés de nuisance aux colonisés. Pour ce faire, les signes sémiotiques du corpus comme le symbole, l'indice et l'icône présents dans les actes du langage seront examinés. Désormais, une requalification du projet colonial, de ses acteurs et de ses finalités s'impose pour démasquer les faux héros criminels, créateurs de l'enfer sur terre dans lequel végètent leurs colonisés des prétendus humanistes porteurs de nouvelles civilisations orientées vers une vie meilleure du tiers monde. Cette fausse promesse constitue un abus de confiance mise en scène par une association de malfaiteurs. Par conséquent, leurs crimes contre l'humanité doivent être reconnus et sanctionnés à la hauteur de leurs forfaits pour rétablir la lumière, la vérité et la justice. Par ailleurs, ils doivent être tenus pour responsables de la déshumanisation du monde en cours centrée sur la désacralisation, l'animalisation, la chosification et la marchandisation de l'être humain que le capitalisme a instauré avec succès dans ce bas monde. Du coup, elle illustre la victoire du matérialisme sur l'idéalisme, du capitalisme sur le communisme authentique, source de la mort des valeurs et vertus humaines cardinales du tiers monde au profit des vices et défauts humains de l'occident. L'objectif de cette étude vise à identifier les signes sémiotiques et les actes du langage qui se dégageront de l'examen des treize articles du corpus.

Mots-clés : impérialisme, désacralisation, animalisation, chosification, marchandisation.

Abstract

Politics is the art of governing the city. This technique and method of managing a nation centered on organization, the exercise of power, and the application of doctrines are summarized in an anonymous racist and inflammatory writing. Indeed, this decree of thirteen articles sealed the past, the present and the fatal and infernal future of the third world with colonizers who conceived, planned, executed their domination in all sectors of activities. Thus, the breviary of the colonialist constitutes the roadmap drawn from the charter of imperialism which in turn is extracted from the conclusions and recommendations of the Berlin conference held from November 14, 1884 to February 26, 1885 on the division of Africa between the fourteen powers western signatories. From a semiotic approach, we will analyze this application text of the governance modalities of the colonized. Also, we will use pragmatic theory to decrypt the imperialist discourse and identify its philosophy, its politics, its strategies and stratagems of domination, miserabilization and trampling on the colonized citizens of the third world in arbitrariness, violence, injustice and in legendary impunity. This will allow us to reveal both the nature of the human character defects of the imperialists, their deep and real motivations, the real stakes of colonization and

its degree of nuisance to the colonized. To do this, the semiotic signs of the corpus such as the symbol, the index and the icon present in the acts of language will be examined. Henceforth, a requalification of the colonial project, its actors and its purposes is necessary to unmask the false criminal heroes, creators of the hell on earth in which their colonized people vegetate, the so-called humanists carrying new civilizations oriented towards a better life in the third world. This false promise constitutes a breach of trust staged by an association of wrongdoers. Therefore, their crimes against humanity must be recognized and punished to the extent of their crimes to restore light, truth and justice. Moreover, they must be held responsible for the ongoing dehumanization of the world centered on the desacralization, animalization, objectification and commodification of the human being that capitalism has successfully established in this world. As a result, it illustrates the victory of materialism over idealism, of capitalism over authentic communism, the source of the death of the cardinal human values and virtues of the third world for the benefit of the human vices and defects of the West. The objective of this study is to identify the semiotic signs and acts of language that will emerge from the examination of the thirteen articles in the corpus.

Keywords : imperialism, desacralization, animalization, objectification, commodification.

Introduction

Paradoxalement, plus de six décennies après les indépendances, certains pays du tiers monde sont encore sous-développés en dépit de l'abondance de leurs ressources naturelles et minières. À l'orée des années 2000, avec le lobbying des différents mouvements de droits humains à l'image du Mouvement des Citoyens Malagasy de Paris, certains documents politiques classés confidentiels, secrets défenses ou secrets d'États ayant des portées multidimensionnelles sont déclassifiés et mis à la disposition des citoyens du monde. Leurs fondements racistes, liberticides et criminels justifient l'avènement des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) et de la Confédération des États du Sahel (CAES). C'est dans cette dynamique du rejet de l'impérialisme que s'inscrit l'analyse du *Bréviaire du colonialiste* avec la théorie pragmatique tirée de praxis qui renvoie à l'étude du langage en action comme outil d'approche.

À l'image de la sémiotique et de la socio sémiotique, la pragmatique est la science de l'usage linguistique des signes en contexte. C'est pourquoi, son intérêt et son importance pour les chercheurs des sciences humaines en plus de la diversité des courants qui l'alimentent, lui confèrent une position stratégique de carrefour interdisciplinaire. Perçue dans sa dimension "praxis", elle se donne pour tâche, l'intégration du comportement langagier dans une théorie communicative de l'action ou de l'interaction entre les actants du corpus. Car, tout besoin de communication entre émetteur et destinataire justifie la création des codes, des langues, des langages et des discours qui existent dans l'univers. Ainsi, tout être vivant ou non vivant a un discours et est un discours à la fois pour les sciences exactes, humaines en particulier et pour l'humanité en général. C'est pourquoi, tout discours implique un acte langagier d'où émerge un texte conçu comme acte de langage, de langue, de parole avec une dimension sociologique précisant le contexte sociétal et une dimension communicationnelle dévoilant les intentions et les interactions en présence. Par ailleurs, l'analyse du contenu des textes porte sur les situations psycho sociologiques dont ils sont censés être le reflet, mais celle du discours prend acte de « l'opacité » de l'activité discursive en tant que réalité sociale ayant un rôle constructeur ou destructeur. Par conséquent, l'analyse du contenu se présente comme une technique auxiliaire des sciences sociales tandis que celle discursive se pose comme une discipline à

part entière des sciences humaines, avec un objet d'étude qui lui est propre. En somme, notre réflexion vise à situer les responsabilités sur la signification, la portée et la nuisance du corpus d'étude.

Au cours de notre étude, nous convoquerons la théorie pragmatique de Charles Sanders Peirce dans *Sémiotique de l'information chez Charles Sanders Peirce* avec ses outils et instruments d'analyse du discours. Ainsi, l'index ou l'indice, le symbole, l'icône versus l'icône, les actes de langage notamment locutoire, illocutoire et perlocutoire du corpus seront examinés.

I. La théorie pragmatique

Notre théoricien est Charles Sanders PEIRCE (1902, NEM pp.20-21), qui a fait des signes et de la circularité des signes, le noyau de la conception sémiotique. Ainsi, selon lui « un signe est une chose qui, dans une certaine mesure, représente quelque chose à quelqu'un ». Car, c'est à partir de celle-ci que le langage sera compris comme un paradigme à partir duquel s'élabore la communication et où le sens sera fonction de l'usage. Nous devons à ce co-fondateur de la sémiotique les deux distinctions importantes pour l'analyse du langage en général et pour l'analyse pragmatique en particulier illustrée par la distinction entre une expression considérée comme type et les occurrences de cette expression. La pragmatique apparaît comme l'une des composantes de la sémiotique ; elle étudie les symboles indexicaux ou indiciels, c'est-à-dire des expressions dont le sens est tel que leur référence varie avec les circonstances de leur usage. Dans ce cas, la relation du signe et de l'interprète est prise en considération dans la mesure où elle affecte cette relation qui existe entre le sujet et l'objet puis celle de l'émetteur et du destinataire. Rappelons que la sémiotique pragmatique s'intéresse spécifiquement à tout ce qui est fonction de l'occurrence d'un signe et la distinction entre :

- le signe-index ou indice,
- le signe-symbole et
- le signe-icône.

Un signe est un symbole si ce qu'il représente lui est associé par convention. C'est le cas des signes du langage et des codes culturels en général. Plus exactement, la convention associe au signe un signifié et chaque occurrence du signe actualise cette association. Le symbole selon PEIRCE (1907, p.37) recouvre l'arbitraire du signe saussurien. Un signe est un index ou un indice si chacune de ses occurrences est liée existentiellement, comme la fumée et le feu, le symptôme et la maladie, la trace et le passage. Enfin, le signe icône partage, avec ce dont il est signe, quelques propriétés, mais pas toutes. On peut citer à titre d'exemples les plans, les photos, les maquettes. Par ailleurs, la tripartition symbole-icône-index a une valeur sémiotique générale. Toutefois la mise en évidence d'un signe indexical a une application linguistique : la référence comme "je", "ici", "maintenant", se détermine en fonction du contexte existentiel de profération. Toute une partie de la sémiotique les étudie en tant que symboles indexicaux ; c'est là le point de convergence entre la linguistique de l'énonciation, la pragmatique linguistique et la sémiotique. Quant à Françoise Armengaud (2009, p.12) : « La pragmatique s'intéresse aux éléments du langage dont la signification ne peut être comprise qu'en connaissant le contexte. »

C'est pourquoi, l'originalité de l'approche pragmatique sollicitée dans notre étude réside dans ses concepts théoriques fondamentaux qui sont entre autres :

I.1 L'acte de langage du bréviaire du colonialiste

Le langage n'est pas exclusivement destiné à représenter le réel, mais à accomplir des actes. En effet, parler c'est agir sur autrui et les concepteurs de notre corpus d'études en avaient pleinement conscience de ce pouvoir langagier. Aussi, cette conception liberticide du discours qui tue la liberté du colonisé met en exergue les effets nocifs que leurs messages ont exercé, exercent et exerceront sur les locuteurs-auditeurs. A ce niveau, l'intention de l'émetteur s'est focalisée sur la dimension interactive et interactionnelle que toute production langagière présuppose. Ce qui entraîne l'identification du double rôle de la pragmatique à savoir définir les actes de langages c'est-à-dire caractériser les traits du contexte et déterminer quelle proposition est exprimée par un énoncé donné. Le problème au niveau des actes de langage c'est de réunir les conditions nécessaires et suffisantes pour l'accomplissement normal d'un acte de langage. Car, ces conditions comportent la présence ou l'absence de certains traits dans le contexte où l'acte de langage est produit notamment pour l'identification de l'intention du locuteur, des savoirs, des croyances, des attentes, des effets et des finalités visés. En somme, l'approche pragmatique est aussi tributaire de la théorie des actes de parole développée par John Langshaw AUSTIN (1970, p.183) in *Quand dire, c'est faire* suivi du *langage de la perception* et John Rogers SEARLE (1972, p.260) in *Les actes de langage ; essai de philosophie linguistique*. Ainsi, selon lui, la théorie des actes de langage prend son point de départ dans la conviction que l'unité minimale de la communication humaine repose sur l'accomplissement de certains types d'actes locutoires, illocutoires et perlocutoires. Précisons que l'acte illocutoire c'est ce que l'on fait en parlant, alors que l'acte perlocutoire se justifie en termes d'effets recherchés : parler c'est agir. En somme, la "perlocution", c'est l'effet qui est produit par le propos sur l'allocutaire. Ainsi, dans le bréviaire du colonialiste, le colon s'est substitué au créateur de l'univers pour imposer d'autorité sa philosophie, à travers son contenu centré sur treize articles et sa validation jusqu'à la prise de conscience des colonisés. Il a préféré des actes de langages écrits, symboles d'une loi en vigueur pour longtemps donc à considérer comme étant irréversibles et irrévocables dans l'espace et dans le temps du tiers monde. Cette situation dilemme pour les colonisés renvoie à la méthode à méthode dite *de l'autorité* de Charles Sanders Peirce (1907, p192) où dans ce cas, l'État aura un rôle d'endoctrinement. Si cette méthode peut être redoutable néanmoins elle ne peut pourvoir à toutes les questions et empêcher les individus de penser, de comparer avec ce qui se fait ailleurs.

I.2 La contextualisation du discours colonialiste

Le contexte, c'est la situation concrète dans laquelle le discours est émis ; il englobe tous les paramètres suivants : le lieu, le temps, l'identité et la nature des relations qui unissent l'émetteur et le destinataire du message. En effet, dans *Le bréviaire du colonialiste*, c'est le discours magistral, dictatorial du Maître qui est imposé de force donc d'autorité aux colonisés. Il précise dans treize articles, les instructions des gouvernants colonialistes et leurs attentes vis-à-vis des gouvernés colonisés sans tenir compte de leur avis ni de leur

consentement. En somme, il s'agit de tout ce que l'on a besoin de savoir pour comprendre et évaluer ce discours raciste et impérialiste. Rappelons que l'objet de la pragmatique consiste à traiter les rapports les plus généraux existant entre l'énoncé et l'énonciation, entre les phrases et leurs contextes de production. Précisons que le contexte englobe les individus existant dans le monde réel notamment les colonisateurs et les colonisés. Ici, nous devons décliner l'identité des interlocuteurs, leur environnement physique et social, le lieu et le temps où les propos sont tenus etc. Il s'agit donc de l'imposition et de l'instauration de la clochardisation du colonisé devenu esclave larmoyant par son maître esclavagiste impitoyable et sans état d'âme.

1.3 La performance du discours colonialiste

Par performance, il faut comprendre l'accomplissement de l'acte en contexte sur la base de l'hypothèse suivante, soit la compétence des locuteurs porte sur les savoirs partagés, les règles grammaticales qui s'y actualisent, soit qu'on envisage l'intégration dans l'acte de parler de la notion explicite de compétence communicative. Par conséquent, le colonisateur a réussi la prouesse de formater le mental, le psychique et le moral du colonisé à socialiser, normaliser et institutionaliser l'arbitraire, la violence, le crime, l'inacceptable pendant une éternité.

2. Analyse sémio pragmatique du corpus

Il s'agit d'examiner la portée sociopolitique, économique, culturelle, morale, psychologique, psychique et intellectuelle du discours du destinataire du message sur le destinataire. Car, du contenu sémantique des articles du bréviaire, le discours a radicalement et profondément transformé positivement la vie du destinataire contre négativement celle du colonisé. Il matérialise les fondements du paradis pour l'émetteur et ceux de l'enfer sur terre pour le récepteur du message. Pour étayer nos propos, nous ferons son examen avec les signes sémiotiques notamment l'indice, l'icone et le symbole.

2.1 L'essence du discours impérialiste

En termes de responsabilité morale et intellectuelle, il ressort que *Le bréviaire du colonialiste* est fondé sur les défauts de caractères humains ou vices qui incarnent le racisme, la jalousie, la sorcellerie, la cruauté et "l'inhumanisme" de ses auteurs. C'est l'illustration des Articles 3 : Eviter de favoriser une économie progressiste en contradiction avec nos objectifs qui sont : notre présence incontestable et notre prédominance dans tous les domaines suivis de l'Article 4 : Donc tout faire pour qu'ils ne s'enrichissent pas. Sinon comment admettre et comprendre qu'un être humain normal, doué de bon sens, de logique, de raison, jouissant de ses facultés morales et civiques et doté de valeurs et vertus humaines cardinales puisse assumer de tels discours et de tels actes dignes d'un diable personnifié ? C'est un discours prescriptif rédigé en treize articles par l'Etat français et remis à ses Gouverneurs des pays colonisés du tiers monde. Il milite pour la défense et la protection des intérêts du colonisateur contre ceux des colonisés en atteste l'Article 13 : Les évangéliser jusqu'à la moelle des os afin de s'assurer leur docilité. Faire semblant de n'avoir pas d'attache avec les colonisés pour nous permettre de savoir où germe la graine. D'essence et de quintessence polémique et politique, il constitue une arme de combat du plus fort sur

le plus faible illustrant à l'infini l'application de la loi de la jungle qui stipule que « La loi du plus fort est toujours la meilleure ».

2.2 Le signe-index ou indice

Article 1 : Ne pas laisser mourir de faim les colonisés, sinon ils se révolteront.

Article 2 : Mais ne pas les engraisser, sans quoi, ils deviennent dangereux.

Article 3 : Eviter de favoriser une économie progressiste en contradiction avec nos objectifs qui sont : notre présence incontestable et notre prédominance dans tous les domaines.

Article 4 : Donc tout faire pour qu'ils ne s'enrichissent pas.

Article 5 : Faire d'eux de petits fonctionnaires et de petits employés afin que l'autorité, dans tous les domaines et dans tous les secteurs, demeure entre nos mains.

Article 6 : Ne jamais les soumettre à un traitement unique de peur qu'ils ne se regroupent ; donc, diviser sans cesse pour régner.

Ces six articles sur les treize présentent chacun les occurrences de l'arbitraire, de l'oppression, de la dictature et de nombreux crimes multiformes infligés aux pays du tiers monde par les pays impérialistes sur le plan économique, politique, culturel surtout l'absence de la liberté, du respect des droits humains, de la morale, du civisme, de l'humanisme etc. De nature cynique, inique et liberticide, les indices suivants se dégagent de ce texte criminogène : la culture moderne impérialiste d'idéologie capitaliste présente les occurrences indicielles de la violence, de l'arbitraire, de l'extrême cruauté de ses auteurs inhumains confer l'article 1 : Ne pas laisser mourir de faim les colonisés, sinon ils se révolteront et l'article 2 : Mais ne pas les engraisser, sans quoi, ils deviennent dangereux. Par conséquent, les gouvernants impérialistes et leurs valets locaux sont porteurs d'indices d'êtres maléfiques et malveillants responsables de l'édification de deux mondes opposés et contrastés à savoir le paradis sur terre pour eux-mêmes et l'enfer sur terre pour les citoyens colonisés du tiers monde en atteste l'article 3 : Eviter de favoriser une économie progressiste en contradiction avec nos objectifs qui sont : notre présence incontestable et notre prédominance dans tous les domaines et l'article 4 : Donc tout faire pour qu'ils ne s'enrichissent pas.

2.3 Le signe-icone

Le bréviaire du colonialiste nous présente deux typologies d'icônes versus icones différentes sur le plan orthographique et sémantique. En effet, nous avons le système impérialiste tiré de la culture moderne coloniale comme signe iconique qui ressemble à ce qu'il désigne, à son référent. Ainsi, l'impérialisme symbolise un poison nocif pour les colonisés contre un remède miracle pour booster l'émergence des pays impérialistes comme le confirme l'article 5 : Faire d'eux de petits fonctionnaires et de petits employés afin que l'autorité, dans tous les domaines et dans tous les secteurs, demeure entre nos mains.

Quant aux impérialistes, ils sont les icônes qui symbolisent les esprits maléfiques, malveillants et criminels qu'ils incarnent dans le corpus et illustré par l'article 6 : Ne jamais les soumettre à un traitement unique de peur qu'ils ne se regroupent; donc, diviser sans cesse pour régner. Donc les impérialistes icônisent le diable personnifié tandis que leur culture et système économique politique iconise l'œuvre du diable chosifiée dans l'article 8

: Mais trouver coûte que coûte des mesures apparemment justes et d'une sévérité exemplaire qui les rappellent à l'ordre, à la modestie et à la soumission. Par contre, les citoyens dominés du tiers monde icônisent des êtres humains idéalistes dotés de valeurs, de vertus humaines cardinales qui pacifient le monde. Précisons que les citoyens gouvernés des pays impérialistes à part les racistes sont identiques à ceux dominés des pays du tiers monde. Leurs dirigeants ont pris toutes les dispositions institutionnelles de ne jamais dévoiler leurs basses besognes pour l'éternité.

2.4 Le signe-symbole

A partir de la lecture du *Bréviaire du colonialiste*, il ressort que la culture moderne impérialiste symbolise l'arbitraire, la violence criminogène et celle de la prédation construite sur la terreur et les horreurs infligées aux colonisés qui rythment la vie du tiers le monde comme le confirme l'article 6 : Ne jamais les soumettre à un traitement unique de peur qu'ils ne se regroupent ; donc, diviser sans cesse pour régner.

Par conséquent, les gouvernants impérialistes symbolisent les esprits maléfiques, diaboliques et sataniques personnifiés qui terrorisent les pays du tiers monde et le monde entier en commanditant des massacres d'êtres humains à partir des guerres locales, mondiales, des génocides dans la défense et la protection de leurs intérêts multiformes depuis la conférence de Berlin à nos jours. Confer les différentes crises sociopolitiques vécues dans le temps et dans l'espace des pays du tiers monde avec comme exemples illustratifs de l'application des articles du *Bréviaire du colonialiste*, nous avons les guerres de conquête coloniales, d'invasion de territoires, les guerres de conquêtes religieuses, les différentes guerres en Algérie, en République Démocratique du Congo, la crise post électorale en Côte d'Ivoire, l'apartheid en Afrique du Sud, le génocide du Rwanda etc., qui ont fait des centaines de millions de morts. Par conséquent, leurs manœuvres sordides, inhumaines et destructrices du tiers monde sont archivées dans les documents impérialistes comme *Les grands traités politiques*, *La charte internationale de l'impérialisme*, *Le bréviaire du colonialiste*, *Les douze commandements de la colonisation française au Tchad* etc. A l'image de leur culture moderne, les impérialistes symbolisent les acteurs de la déshumanisation accélérée du monde. En atteste, les défauts et vices de caractères qui caractérisaient ou caractérisent les esclavagistes, les colonisateurs et ses valets locaux qui ont fait et font preuve d'absence d'humanisme, de pitié, de compassion et de sentiments à l'égard de leurs prochains. Ces constats sont confirmés au cours la traite négrière, de l'esclavage, des guerres sanglantes, des massacres des conquêtes coloniales et la gestion impérialiste marquée par la mauvaise gouvernance des pays du tiers monde. Par ailleurs, les fondements de leurs comportements inhumains sont portés par leurs inventions criminelles dénommées le racisme, l'esclavage, le colonialisme, l'impérialisme, le matérialisme, le capitalisme qui constituent les motifs de la désacralisation, de l'animalisation de la chosification et de la marchandisation des citoyens du tiers monde. En somme, ce système impérialiste a permis la stigmatisation du monde en deux blocs à savoir les dominants exploitants et les dominés exploités dans le processus de socialisation, de normalisation et de légalisation des treize articles du *Bréviaire du colonialiste*.

2.5 Le concept d'acte de langage : les actes institutionnels

Toute la philosophie et tous les articles du *Bréviaire du colonialiste* se résument d'une part, à créer les conditions d'une vie dans l'enfer pour les pays dominés du tiers-monde et d'autre part à créer les conditions d'une vie au paradis sur terre, pour les pays impérialistes dominants. C'est pourquoi Catherine Kerbrat-Orecchioni (1990, p.78), s'est attachée à montrer que les actes de langage sont d'une part des « réalités incontournables », d'autre part des « objets trop complexes pour se laisser enfermer dans un seul et unique cadre théorique » Ainsi, *Le bréviaire du colonialiste* a implémenté sa philosophie et sa vision du monde dans tous les actes institutionnels notamment administratifs, juridiques nationaux et internationaux, religieux, politiques, racistes et impérialistes qui gouvernent le monde. Le pire réside dans la légitimation des actes odieux et inhumains par les institutions internationales comme l'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies etc., qui n'ont rien fait pour incriminer ces faits ou bien les mettre fin par l'instauration d'une bonne gouvernance vertueuse et l'application des textes administratifs, juridiques et politiques portant sur le respect des droits humains.

C'est pourquoi, de manière tacite, les institutions internationales impérialistes constituent les garants des lois, des décrets et des articles arbitraires, liberticides, sanguinaires, iniques, cyniques du *bréviaire du colonialiste* toujours en vigueur au vu des conditions de vie luxueuses des impérialistes contre celles misérables du tiers monde dans un silence coupable et assourdissant de l'humanité entière en général et celui des divinités en particulier qui nous gouvernent. Pire, ce silence a permis l'institutionnalisation des treize articles du *bréviaire du colonialiste*.

2.5.1 L'acte illocutoire

L'application intégrale des treize articles du *bréviaire du colonialiste* a permis d'instaurer définitivement le pillage systématique, organisé, institutionnalisé, légalisé, normalisé et socialisé des nombreuses ressources naturelles et économiques des pays du tiers monde en créant une relation de dépendance vitale durable du plus faible au plus fort. Pire, elle dévoile plusieurs messages confidentiels de l'émetteur au destinataire centrés sur l'imposition de l'oppression des dominants sur les dominés. En effet, les pays impérialistes dans la défense et la protection de leurs multiples intérêts, ont instauré leur bien être contre l'inverse pour les colonisés. Aussi, ces messages constituent des informations pour les colonisés et non un sujet de débats ou de controverse jusqu'à l'avènement de cette réflexion et assimilées et des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.). Désormais, dans ces pays, les colonisés dans un sursaut d'orgueil patriotique informent leurs interlocuteurs de l'assimilation de leurs messages suivie de la riposte conséquente qui est en cours au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Togo et au Cameroun.

2.5.2 L'acte perlocutoire

Cette partie de notre réflexion nous permet d'évaluer les différents messages tirés des treize articles du corpus d'étude en se référant au schéma de la communication de Roman Jakobson intitulé *Linguistique et poétique* tiré de son recueil *Essais de linguistique*

générale. Car, toute communication illustre une situation qui met en jeu des acteurs sociaux, des positions et des relations entre un émetteur, un ou plusieurs récepteurs et le contexte externe et interne de la communication. Ainsi, les pays impérialistes ont scellé le sort des pays du tiers monde pour longtemps en activant l'existence de deux mondes opposés à partir des signes mathématiques moins (-) et plus (+) en termes de dépossession des ressources ou de possession par la force, la possession d'énergie, du pouvoir, du pouvoir faire, du savoir et du savoir-faire dans tous les domaines de la vie. C'est la substance des messages des treize articles du corpus dans l'approche de l'acte perlocutoire. Désormais, les rapports qui unissent nos deux mondes resteront irrémédiablement à sens unique, construits sur la dénonciation et la démonstration de l'épreuve de la force notamment la domination du plus fort sur le plus faible.

2.6 La contextualisation du corpus

Comme source documentaire, ce texte écrit intitulé *Le bréviaire du colonialiste* est un document politique découvert par Patrice Emérite LUMUMBA. Il est signé d'un administrateur en chef destiné à ses subordonnés. Il s'agit du Général Edgard De TRENTINIAN alors Colonel, Gouverneur du Soudan français de 1895 à 1899, où il planifia et organisa la conquête des pays de la boucle du Niger. Il synthétise avec perfection ce qu'a été le colonialisme. Il est à noter que sur bien de points ce document reste d'actualité. C'est pourquoi, les critiques des écrivains sur l'influence, l'impact et la responsabilité du pouvoir politique dans l'instauration de la mal gouvernance, de la pauvreté, de la misère et des souffrances des gouvernés incriminent l'application stricte des articles de ce bréviaire. Par ailleurs, ce même document sans l'article 13 se trouve sur le site web www.google.com et intitulé les douze (12) commandements de la colonisation française au Tchad. Il est extrait des archives coloniales de la sous-préfecture de Kélo, dans la Tandjilé au Tchad. Il a été publié dans le N°56 du journal tchadien *Le Temps*, édition du 08 au 14 janvier 1997, page 7.

Il tire sa source dans *Les grands traités politiques* sur le Congo ou sur la balbankisation de l'Afrique de 1884 à 1885 à Berlin d'où est extraite *La charte internationale de l'impérialisme*. Tous ces documents récemment déclassifiés sont disponibles au Ministère des Affaires Etrangères de l'Allemagne à Berlin.

2.7 La performance des actants du corpus

A partir des treize articles du *bréviaire du colonialiste*, il ressort que les gouvernants des pays impérialistes ont réussi avec brio à les instaurer dans les pays du tiers monde depuis l'entrée en vigueur des conclusions de la conférence de Berlin de novembre 1884 à février 1885. A travers ces actes liberticides pris, les impérialistes se prennent comme les créateurs de l'univers où ils conçoivent et appliquent leurs lois capitalistes centrées sur la défense et la protection de leurs intérêts multiformes. Leur plus grande prouesse réside dans leur capacité à diviser les gouvernés pour mieux régner sereinement dans le temps et dans l'espace du tiers monde.

3. Interprétations du *bréviaire du colonialiste*

L'examen de la vie des pays du tiers monde atteste que la pauvreté endémique et pandémique vécues par ces pays découle de l'entrée en vigueur des textes et lois impérialistes dont Le *bréviaire du colonialiste*. En effet, leurs impacts négatifs, nocifs au bien être des citoyens gouvernés du tiers monde illustrent amplement l'enfer vécu par les uns contre le paradis pour les autres conformément aux instructions des treize articles dudit bréviaire. Ainsi, plusieurs décennies après son instauration, les pays du tiers monde sont incapables de satisfaire à leurs besoins primaires en dépit des nombreuses ressources naturelles et minières disponibles. Cela confirme l'application stricte des deux premiers articles qui régissent toujours la vie des pays du tiers monde en ces termes Article 1 : Ne pas laisser mourir de faim les colonisés, sinon ils se révolteront.

Article 2 : Mais ne pas les engraisser, sans quoi, ils deviennent dangereux.

C'est les mêmes principes qui freinent le sous-développement du tiers monde et cela s'assimile à une fatalité, à une malédiction divine comme les illustrent l'article 3 : Eviter de favoriser une économie progressiste en contradiction avec nos objectifs qui sont : notre présence incontestable et notre prédominance dans tous les domaines et l'article 4 : Donc tout faire pour qu'ils ne s'enrichissent pas.

Le règne de l'arbitraire, de la dictature centrée sur le principe du diviser pour mieux régner fonde l'existence de l'individualisme, de l'égoïsme, du capitalisme conformément à l'articles 5 : Faire d'eux de petits fonctionnaires et de petits employés afin que l'autorité, dans tous les domaines et dans tous les secteurs, demeure entre nos mains et à l'article 6 : Ne jamais les soumettre à un traitement unique de peur qu'ils ne se regroupent ; donc, diviser sans cesse pour régner. Ainsi, ces articles ont eu raison de la solidarité, de la cohésion sociale et des qualités humaines cardinales légendaires dont les citoyens du tiers monde faisaient preuve. Par ailleurs, la terreur et les horreurs étaient érigées en mode de gouvernance comme moyens efficaces de soumission, de culture de la modestie et de la mort du rêve des tiersmondistes portés par les articles 7 : Capituler momentanément et au besoin devant leurs mouvements de mauvaise humeur, leurs revendications, leurs attitudes les plus arrogantes et 8 : Mais trouver coûte que coûte des mesures apparemment justes et d'une sévérité exemplaire qui les rappellent à l'ordre, à la modestie et à la soumission.

Pire, la gouvernance dictatoriale, despotique et sanguinaire tire sa source dans l'utilisation de l'instrument de Louis Althusser intitulé les Appareils Répressifs de l'État et les Appareils Idéologiques de l'État à l'article 9 : Utiliser la police, la gendarmerie et l'armée chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour affirmer ou réaffirmer notre présence. Cet article interpelle les forces de défense et de sécurité, les corps militaires et paramilitaires affectés à la sécurité des autorités de ne plus obéir aveuglement aux instructions de leur hiérarchie corrompue mais d'agir en patriotes intègres convaincus face aux aspirations légitimes de leurs peuples en détresse.

Quant aux fondements de la corruption, du népotisme, du despotisme, de la mal gouvernance et de la médiocrité, ils tirent leurs racines des articles 10 : De temps en temps, les obliger à réitérer leurs déclarations de nos fidélités et d'indéfectible attachement à la France, à l'occasion des cérémonies (les multiplier) ou à l'occasion des voyages de groupes des associations acquises à notre cause. Ne pas regarder à la dépense.

De l'article 11 : A chaque occasion, organiser de grandes manifestations au cours desquelles on entend gratuitement le tam-tam.

Et de l'article 12 : Avoir soin de décorer leurs élites qui nous sont favorables et les fonctionnaires qui sont dévoués à notre cause.

Le déracinement culturel, religieux et surtout le zèle doublé du fanatisme exacerbé de nos fidèles et responsables religieux proviennent de la perte d'identité, de repères éthiques, civiques et moraux des tiersmondistes. Pire, ces tristes constats dramatiques et pathétiques confirment les fondements impérialistes, mercantilistes, prédateurs, mensongers des religions occidentales coloniales illustrées par l'article 13 : Les évangéliser jusqu'à la moelle des os afin de s'assurer leur docilité. Faire semblant de n'avoir pas d'attache avec les colonisés pour nous permettre de savoir où germe la graine.

Conclusion

La convocation de la théorie pragmatique de Charles Sanders Peirce nous a offert les outils et les instruments sémiotiques pour décrypter les différents messages du corpus d'étude. Dans les différents actes de langage, l'épreuve de force régit l'assimilation du discours impérialiste puis les nouvelles relations entre les interlocuteurs dans un climat sociopolitique conflictuel, malsain, teinté de ruse et de cruauté inhumaine. L'examen des signes sémiotiques du langage et du discours raciste du corpus incriminent les messages véhiculés et leurs auteurs tout en invitant les victimes à inverser la tendance pour transformer le prédateur en une proie et vice versa. En somme, l'administration coloniale s'est dotée d'un instrument odieux de domination sanguinaire intitulé *Le bréviaire du colonialiste* pour servir, consolider et pérenniser la colonisation. Il résume en treize points l'attitude de l'agent colonial voué à sauvegarder les intérêts de la métropole tout en manipulant, en traumatisant et en contrôlant les consciences tiersmondistes soumises. Ainsi, en élaborant une théorie de la circulation des signes, les sémioticiens nous ont fourni un modèle d'analyse qui nous a servi de source d'inspiration pour construire notre étude sur les relations d'attirances que tissent les mots dans le discours politique. Par ailleurs, en interprétant ce discours colonialiste, nous pouvons confirmer qu'il s'agit d'une feuille de route conçue par le système impérialiste pour imposer un destin cruel et funeste à un monde résigné en détresse sans protection ni défense aucune à partir du pillage systématique de leurs inestimables ressources multiformes dans le temps et dans l'espace. En somme, nous pouvons déduire qu'avec ce bref parcours des approches en analyse du discours, nous avons jeté les bases théoriques qui serviront d'outils de travail aux réflexions présentes et futures sur le discours politique en général et sur celui impérialiste en particulier.

Références bibliographiques

- Armengaud F., 2007. La pragmatique, Paris, PUF, « Que sais-je ? »,
Austin J. L. 1990. Quand dire, c'est faire. Première conférence. Éditions du Seuil, Paris,
Austin J. L. 2007. Le langage de la perception.
Peirce C. S. 1978. Sémiotique de l'information.
Searle J. R. 1972. Les actes de langage : essai de philosophie linguistique, Paris, Hermann
Orecchioni C. K. 2001. Les actes de langage dans le discours. Paris : Nathan/VUEF
Roman J. 1963 et 1973. Linguistique et poétique in Essais de linguistique générale, Paris.

Les documents politiques impérialistes

Le bréviaire du colonialiste est tiré du journal Bendrè dans sa rubrique Bendrèscopie à son tirage Arrêt sur l'histoire avec des références illisibles. La note de présentation du document est celle de la rédaction du journal.

Les douze commandements de la colonisation française au Tchad publié dans le N°56 du journal tchadien *Le Temps*, édition du 08 au 14 janvier 1997, page 7.

Pièce jointe : *Le bréviaire du colonialiste / Les douze commandements de la colonisation française au Tchad*

Article 1 : Ne pas laisser mourir de faim les colonisés, sinon ils se révolteront.

Article 2 : Mais ne pas les engraisser, sans quoi, ils deviennent dangereux.

Article 3 : Eviter de favoriser une économie progressiste en contradiction avec nos objectifs qui sont : notre présence incontestable et notre prédominance dans tous les domaines.

Article 4 : Donc tout faire pour qu'ils ne s'enrichissent pas.

Article 5 : Faire d'eux de petits fonctionnaires et de petits employés afin que l'autorité, dans tous les domaines et dans tous les secteurs, demeure entre nos mains.

Article 6 : Ne jamais les soumettre à un traitement unique de peur qu'ils ne se regroupent; donc, diviser sans cesse pour régner.

Article 7 : Capituler momentanément et au besoin devant leurs mouvements de mauvaise humeur, leurs revendications, leurs attitudes les plus arrogantes.

Article 8 : Mais trouver coûte que coûte des mesures apparemment justes et d'une sévérité exemplaire qui les rappellent à l'ordre, à la modestie et à la soumission.

Article 9 : Utiliser la police, la gendarmerie et l'armée chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour affirmer ou réaffirmer notre présence.

Article 10 : De temps en temps, les obliger à réitérer leurs déclarations de nos fidélités et d'indéfectible attachement à la France, à l'occasion des cérémonies (les multiplier) ou à l'occasion des voyages de groupes des associations acquises à notre cause. Ne pas regarder à la dépense.

Article 11 : A chaque occasion, organiser de grandes manifestations au cours desquelles on entend gratuitement le tam-tam.

Article 12 : Avoir soin de décorer leurs élites qui nous sont favorables et les fonctionnaires qui sont dévoués à notre cause.

Article 13 : Les évangéliser jusqu'à la moelle des os afin de s'assurer leur docilité. Faire semblant de n'avoir pas d'attache avec les colonisés pour nous permettre de savoir où germe la graine.

MANIFESTATION DISCURSIVE DE LA DOULEUR CHEZ LE PRÉSIDENT PAUL HENRY SANDAOGO DAMIBA, SUITE AU DRAME DE SEYTENGA EN JUILLET 2022

Angèle OUEDRAOGO

Université Norbert ZONGO de Koudougou

angeleouedraogo5@gmail.com

Résumé

Depuis le 15 janvier 2016, le Burkina Faso subit une série d'attaques terroristes occasionnant des déplacés internes et des pertes en vies humaines. Dans le souci d'y remédier, des coups d'état se sont succédés. Cependant malgré le changement de régime, cette réalité demeure. Le discours que nous nous proposons d'analyser est un discours émis par le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA consécutivement au drame de Seytenga qui s'est produit du 9 au 12 juin 2022. Nous entendons à travers ce projet de communication qui s'inscrit dans l'analyse du discours politique, examiner les stratégies discursives déployées par le Président dans son message de réconfort aux habitants de Seytenga. Ainsi, nous nous intéressons à l'ethos (servant de base au pathos) que celui-ci se construit et particulièrement à l'analyse du pathos qui est l'actualisation de la pitié telle qu'opérée par le sujet parlant dans l'expression de sa douleur. Pour ce faire, nous convoquons les outils de l'analyse du discours proposés par Ruth AMOSSY (2000).

Mots-clés : Terrorisme, analyse du discours, argumentation, pathos.

Abstract

Since January 15, 2016, Burkina Faso has suffered a series of terrorist attacks resulting in internally displaced persons and loss of life. This situation of insecurity has led to putsch. However, despite the change of regime, this reality remains. The speech we are proposing to analyze is one issued by President Paul Henry Sandaogo DAMIBA following the Seytenga tragedy which occurred from June 9 to 12, 2022. Through this communication project, which is part of the analysis of political discourse, we intend to examine the discursive strategies deployed by the President in his message of comfort to the inhabitants of Seytenga. We are thus particularly interested in the actualization of pity as operated by the speaking subject in the expression of his pain. To do this, we call on the tools of discourse analysis as proposed by Ruth Amossy (2000).

Key words: Terrorism, discourse analysis, argumentation, pathos

Introduction

L'histoire sociopolitique du Burkina Faso est jalonnée par des coups d'état et des attaques terroristes depuis le 15 janvier 2022. En effet, après le putsch dirigé par le Lieutenant-colonel Paul Henry Sandaogo DAMIBA qui a occasionné l'avènement du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR I) au pouvoir pour endiguer le terrorisme, la situation n'a guère changé tel que le démontre le drame de Seytenga. Le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA dans son allocution face à ce drame, tente de convaincre la population de Seytenga de sa bonté à travers l'expression de sa compassion. En nous inspirant de la définition selon laquelle l'analyse du discours est « l'analyse de l'articulation du texte et du lieu social dans lequel il est produit » D. Maingueneau (1997 :13), nous sommes en droit de nous poser la question suivante : Quelle est la nature du discours produit par le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA ? Plus spécifiquement, nous nous posons la question suivante : quels sont les procédés linguistiques et discursifs dont le président Paul Henry Sandaogo DAMIBA fait usage dans ce discours ? Cette étude a donc pour objectif d'analyser le discours du Président Paul

Henry Sandaogo DAMIBA pour en étudier d'une part l'émotion que celui-ci ressent et d'autre part l'émotion qu'il suscite (pathos). Nous entendons dans ce sens décrire les stratégies discursives déployées par celui-ci tout en nous intéressant particulièrement à l'actualisation de la pitié telle qu'opérée par le sujet parlant dans l'expression de sa douleur. Mais avant toute vérification, nous postulons que le discours du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA est un discours émotionnel. De cette hypothèse principale découlent deux hypothèses spécifiques :

- le discours du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA est marqué par une certaine subjectivité.
- le discours du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA apparaît comme un appel à la pitié et à la révolte pour le combat.

Comme méthodologie, nous avons examiné l'expression de la douleur du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA sous deux angles : celui énonciatif et celui rhétorique. Ainsi après avoir transcrit le corpus, nous l'avons analysé suivant une grille d'analyse que nous avons conçue en nous inspirant de l'approche argumentative de Ruth Amossy. Notre travail est structuré autour du cadre théorique, autour de l'étude de l'émotion montrée et l'émotion suscitée.

I. Cadre théorique

La présente étude s'inscrit dans le cadre de l'analyse du discours de façon générale et plus particulièrement dans celui du discours politique, en ce sens que le discours qui fait l'objet de notre travail est un discours produit dans un contexte politique. Le discours politique est en effet, le lieu où s'exerce l'action des politiciens sur l'auditoire. Ils utilisent ce moyen de communication pour transmettre leurs idéologies ainsi que leurs intentions de sorte à produire un effet sur leur cible. L'approche qui sous-tend notre analyse est l'approche argumentative de Ruth Amossy (2000). Cette approche tire ses sources de *Rhétorique* d'Aristote. Selon elle, argumenter, c'est agir sur son auditoire, modifier sa conception des choses et le faire adhérer à une thèse. Selon Charaudeau (1998 : 7), « Pour pouvoir dire le pourquoi et le comment des phénomènes du monde, le sujet qui argumente est lui aussi contraint par un certain ordonnancement des opérations. On dira qu'il doit se livrer à une quadruple activité cognitive : problématiser, se positionner, élucider et prouver. » cette théorie s'inspire aussi de la pragmatique linguistique fondée par Charles William Morris (1938) définie comme la relation des signes à leurs utilisateurs. La pragmatique linguistique s'intéresse aux éléments du langage dont le sens ne peut être compris qu'en connaissant le contexte de leur emploi. Enfin, elle s'est enrichie plus tard des travaux de Austin et Searle qui développeront la théorie des actes de langage. L'approche argumentative s'inspire aussi de l'énonciation selon Benveniste (1966 et 1974). L'énonciation étudie le fait de langue dans une situation donnée pour en dégager les éléments de subjectivité.

Notre choix porté sur cette approche s'explique alors par le fait que dans son discours, le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA prend en compte les éléments rhétoriques, énonciatifs et pragmatiques dans le but de convaincre et de révolter l'auditoire pour un engagement déterminant dans la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso.

I.1. La place du pathos dans le discours épideictique

Dans le sens courant, le mot "pathos" est pris au sens de débordement émotionnel et constitue un aspect important qui participe à l'entreprise de persuasion du discours. Si l'éthos renvoie à l'image du locuteur, le pathos quant à lui, est directement lié à l'auditoire.

Comment toucher l'autre (l'auditoire) est l'objectif du sujet parlant (orateur). Le pathos consiste donc à agir sur les émotions de l'auditoire pour l'embarquer vers la direction souhaitée. En d'autres termes, il est question selon la rhétorique antique d'agir sur l'auditoire en suscitant en lui des émotions de joie, de colère, de pitié ou tout simplement en éveillant en lui la peur afin de l'amener subtilement à rallier une cause. Pour Aristote, il s'agit avant tout de la disposition dans laquelle il faut mettre l'auditoire pour réaliser un objectif de persuasion. Selon M. Patillon (1990 :69) le terme de « pathè » au pluriel désigne ainsi des émotions qu'un orateur « a intérêt à connaître pour agir efficacement sur les esprits » et qui sont « la colère et le calme, l'amitié et la haine, la crainte et la confiance, la honte et l'impudence, la pitié et l'indignation, l'envie, l'émulation et le mépris ». C'est un processus de dramatisation consistant à provoquer l'adhésion passionnelle de l'autre en touchant ses pulsions émotionnelles.

Dans ce contexte de douleur, un sentiment comme la pitié ne peut être occulté, d'autant plus que pour Aristote dans le chapitre 8 du livre II de la rhétorique :

Parmi les choses affligeantes et douloureuses, toutes celles qui amènent la destruction excitent la pitié, ainsi que celles qui suppriment un bien, et celles dont la rencontre accidentelle est une cause de malheur de malheur d'une grande gravité. Sont des choses douloureuses et des causes de perte : la mort, la flagellation ; les infirmités, la vieillesse, les maladies, le manque de nourriture.

Cependant, pour parvenir à attirer l'attention de son interlocuteur, le sujet argumentant doit répondre à la question : « *Comment faire pour que l'autre puisse être pris par ce que je dis ?* ». (Charaudeau, 2009). Ainsi, pour que l'auditoire soit capté par le projet d'intentionnalité du locuteur, ce dernier devra recourir à des stratégies pathémiques (pathos) telles que la polémique, la séduction et la dramatisation, etc. Ces attitudes ne peuvent être pertinentes que si elles se conforment au contexte situationnel de l'énonciation et si elles s'inscrivent dans des topiques pathémiques se basant sur des valeurs d'affect socialement partagées.

L'analyse du pathos dans cette étude consistera donc à l'actualisation de la compassion et à l'appel à la pitié, qui entraînent l'empathie, de laquelle naîtra plus tard la révolte. L'orateur en fait alors un moyen de persuasion et d'encouragement pour la lutte contre le terrorisme.

I.2. La place de l'éthos dans le discours épideictique

La rhétorique aristotélicienne considère l'éthos comme une image discursive ; car pour elle, c'est bien dans le discours qu'il importe de construire une image de soi. Autrement dit, l'éthos fait partie des moyens de preuve techniques (pisteis) qui rendent le discours persuasif, et est par conséquent, l'image de soi que projette l'orateur désireux d'agir par sa parole. Pour Aristote,

C'est le caractère moral (de l'orateur) qui amène la persuasion, quand le discours est tourné de telle façon que l'orateur inspire la confiance. Nous nous en rapportons plus volontiers et plus promptement aux hommes de bien, sur toutes les questions en général, mais d'une manière

absolue, dans les affaires embrouillées ou qui prêtent à l'équivoque. Il faut d'ailleurs que ce résultat soit obtenu par la force du discours, et non pas seulement par une prévention favorable à l'orateur. Il n'est pas exact de dire [...] que la probité de l'orateur ne contribue en rien à produire la persuasion ; mais c'est, au contraire, au caractère moral que le discours emprunte je dirai presque sa plus grande force de persuasion (1991 : 83).

Ainsi, pour parvenir à crédibiliser son univers d'énonciation, le sujet communicant doit défendre « une image de lui-même », « un ethos » qui l'entraîne stratégiquement à répondre à la question : « *comment puis-je être pris au sérieux ?* ». » (Charaudeau, 2006 : 08).

Aristote explique que pour donner de la crédibilité à la présentation de soi de l'orateur, trois aspects entrent en jeu : « *Il y a trois choses qui donnent de la confiance à l'orateur ; car il y en a trois qui nous en inspirent, en dehors, indépendamment des démonstrations produites. Ce sont le bon sens (phronesis), la vertu (areté) et la bienveillance (eunoia)* » (Aristote 1991 : 182). En plus de ces qualités morales, J. Wisse (1989 :30) ajoute la dimension intellectuelle, qui participe au côté de la vertu à rendre l'orateur digne de confiance. Pour dire autrement, c'est l'alliance de l'intellect et de la vertu qui permettent de rendre l'orateur digne de confiance. L'image que celui-ci donne de lui-même dans son allocution doit être conforme à sa réputation dans le social. Or, pour aboutir à cela, il lui faut poser des hypothèses sur les opinions, les croyances et les valeurs de ceux à qui il s'adresse.

La manifestation de l'ethos, dans ce présent travail, est nécessairement lié à celle du pathos. En réalité, l'éthos prépare le terrain au travail émotionnel (Charaudeau et Maingueneau, 2002). Il se construit en rapport avec la souffrance des victimes de l'attentat terroriste.

I.3. L'expression de la compassion et de la solidarité du président Paul Henry Sandaogo Damiba a l'endroit de la population de Seytenga

L'actualisation de la douleur a été le moyen pour le président Paul Henry Sandaogo DAMIBA d'exprimer sa compassion et sa solidarité aux habitants de Seytenga. La douleur pourrait se définir comme une souffrance émotionnelle causée par un message, une action ou une circonstance désagréable, selon le Grand Robert. La compassion, du latin « cum patior » qui veut dire « souffrir avec », est un sentiment de sympathie qui conduit un individu à plaindre autrui et à partager sa souffrance. La solidarité elle, est une obligation morale d'assistance mutuelle que se doivent des personnes.

En leur exprimant sa douleur et sa solidarité, le président Paul Henry Sandaogo DAMIBA se construit un éthos de chef compatissant qui souffre avec ses citoyens.

I.3.1. Actualisation ou mise en scène de la douleur par les déictiques temporels et les hésitations

Les déictiques sont des mots qui expliquent l'acte énonciatif par la référentialité situationnelle : ils montrent les circonstances de l'activité langagière, le contexte énonciatif. Cela consiste à décrire les circonstances de temps (moment de l'énonciation) et de lieu (environnement physique de l'énonciation). Ils ont été pour le Président Paul Henry

Sandaogo DAMIBA, un moyen d'actualisation de la souffrance que vivaient les habitants de Seytenga. La matérialisation de la douleur a consisté à réveiller les angoisses. Pour mieux cerner cela, examinons cet extrait : « *Nous sommes venus, euh pour vous exprimer dans un premier temps, euh la douleur et puis notre compassion euh à l'endroit des habitants de la localité de Seytenga.* »

Le temps déictique employé ici est le passé composé qui a pour valeur d'entretenir un lien vivant avec l'actualité de l'énonciateur (passé composé = présent de l'auxiliaire + participe passé du verbe). En employant le déictique temporel « *sommes venus* », tout en étant effectivement présent sur les lieux, il renouvelle la douleur (relevant des événements passés d'il y a quelques jours) et la rend vivante. Ainsi, il se montre impliqué et concerné par le drame et plus proche des habitants de cette localité.

En plus des déictiques temporels, le président met en scène la souffrance au travers des hésitations « **euh** » que nous constatons dans l'extrait précédent.

L'hésitation est un état de doute, d'embarras et d'interruption dans le cours d'une action. Ces hésitations apparaissent dix-huit (18) fois le long du discours et témoignent de la souffrance interne et de la délicatesse dont le locuteur use dans le choix de ses mots, face à une telle situation. En effet, notre vocabulaire varie en fonction des circonstances, en fonction de notre interlocuteur et du sujet de la communication. Il est alors impérieux de savoir placer adéquatement chaque mot.

I.4. Le registre familial comme moyen de familiarisation et de solidarité

De l'avis de J. Fishman (1997 : 407), un registre est *une variété de la langue choisie par le locuteur en fonction de la situation de communication*. Cette réorientation est d'autant plus importante qu'elle insiste sur la dimension communicationnelle de toute argumentation. Pour agir à travers son allocution, l'orateur doit s'ajuster à celui ou à ceux à qui il s'adresse : « *L'orateur est obligé, s'il veut agir, de s'adapter à son auditoire* » Ch. Perelman et L. Olbrechts-Tyteca (1970 : 9). Ils notent plus loin que si l'orateur vise à persuader un auditoire composite, réunissant des personnes différenciées par leur caractère, leurs attaches ou leurs fonctions, il devra utiliser des arguments multiples pour gagner les divers éléments de son auditoire. C'est l'art de tenir compte, dans son argumentation, de cet auditoire composite qui caractérise le grand orateur (1970 : 28).

Le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA a opté pour le registre familial, compte tenu de la situation de communication et de la composition de l'auditoire qu'il a en face : une communication en zone rurale avec un auditoire en majorité illettré. Convoquons ensemble ces passages :

C'est pas Seytenga seulement que **ça** a touché, **ça** a touché les 4 coins du Burkina Faso et c'est ce que je suis venu vous dire. Ceux qui ont fait **ça**, **c'est** pas pour Dieu en tout cas, c'est pas pour Dieu, c'est pas pour le Burkina Faso, **c'est** pas pour Seytenga. Voici ce que je suis venu vous dire et je sais que **y a** la douleur, **y a** la douleur, parce que nous-mêmes nous avons **ça** dans notre cœur.

De plus, l'affluence des "ça" dans le discours du chef de l'Etat, pourrait être interprétée sous l'angle pragmatique et sociolinguistique : les "ça", sans référence nette, permettent de désigner fermement sans nommer précisément ; ils permettent à la fois de montrer et de sous-entendre ; ils disent au fond sans dire ; montrent d'une certaine manière

ce que l'on ne peut pas voir ; signifient à la fois tout et n'importe quoi. De même, le "ça" implique et construit une connivence entre le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA et ses auditeurs. Avec le "ça", le Président et les habitants de Seytenga communient avec d'autant plus de ferveur qu'on ne sait exactement sur quels motifs sourds. Cette intercompréhension crée une complicité qui lui permet de se confondre aux habitants de Seytenga et de mieux se rapprocher d'eux. Il brise ainsi toute barrière et crée une familiarité et une certaine confiance qui participent à l'adhésion de ses auditeurs.

I.5. L'appel à la pitié et à la révolte

La révolte se définit comme une action individuelle ou collective, généralement accompagnée de violences, par laquelle un individu ou un groupe refuse l'autorité politique existante, la règle sociale établie.

I.5.1. Le pathos comme invitation à la pitié

Le discours du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA apparaît comme une demande qu'il formule auprès de toute la population Burkinabè ; une demande à partager la souffrance et la douleur des victimes de l'attaque terroriste de Seytenga. Pour Aristote dans *rhétorique*, Livre II, chapitre 8, la pitié sera le chagrin que nous cause un malheur dont nous sommes témoins et capable de perdre ou d'affliger une personne qui ne mérite pas d'en être atteinte, lorsque nous présumons qu'il peut nous atteindre nous-mêmes, ou quelqu'un des nôtres, et cela quand ce malheur paraît être près de nous.

Plus explicitement il s'agit du fait que nous soyons touchés par la souffrance d'autrui en imaginant que cela pourrait nous arriver ou arriver à un de nos proches. Examinons ces extraits : « *Ce qui s'est passé ici, entre le 9 juin et le 12 // c'est pas Seytenga seulement que ça a touché, ça touché les 4 coins du Burkina Faso.* »

Pour dire que chaque burkinabè, d'une manière ou d'une autre, s'est senti concerné par cette tragédie. Nous retenons par conséquent, que le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA, à travers l'expression de sa compassion aux victimes de l'attentat terroriste, invite supplémentaires l'ensemble du territoire Burkinabè à s'identifier à la population de Seytenga et à souffrir avec elle. C'est pour cela que C. sukiennik (2008 : 2) estime que la pitié dans le sens d'Aristote est donc liée à la solidarité car elle suscite des sentiments d'identification avec la position d'une autre personne.

I.5.2. L'appel à la révolte par la violence verbale, l'emploi des pauses d'hésitation et d'adjectifs qualificatifs

Selon Plantin (1997) et Doury (2000), l'insulte est un « énoncé d'émotion » puisque, dans sa formulation même, un élément nominal ou nominalisé, souvent exclamatif (voir Lagorgette 2004), est l'expression d'un cri du cœur qui peut être selon la typologie de d'Ernotte et Rosier (*ibid.*), dialogale (l'insulté est présent) ou délocutive (l'insulté est absent). Le type de violence verbale qui est mis en exergue ici, est la violence verbale détournée avec pour élément l'implicite. Selon Le Petit Robert (2006 : 1287), l'implicite, c'est ce « *qui est virtuellement contenu dans une proposition, un fait sans être formellement exprimé et peut en être tiré par déduction, induction* ». Dit autrement, dans un énoncé,

toutes les informations ne sont pas clairement exprimées. Elles peuvent l'être sous diverses catégories. La catégorie qui nous concerne est le sous-entendu. De l'avis de C. Kerbrat-Orecchioni, le sous-entendu concerne toutes

(...) les informations qui sont susceptibles d'être véhiculées par un énoncé donné, mais dont l'actualisation reste tributaire de certaines particularités du contexte énonciatif [...], dont le décryptage implique un calcul interprétatif toujours plus ou moins sujet à caution, et qui ne s'actualisent vraiment que dans des circonstances déterminées, qu'il n'est d'ailleurs pas toujours aisé de déterminer. (1998 : 39)

Le discours de haine puise sa puissance symbolique dans un ensemble de représentations préalables, des valeurs partagées qui constituent des « savoirs de croyance » au sein d'une société (Charaudeau, 2000). Ainsi, selon les valeurs partagées par le peuple burkinabè, le drame qu'a subi la population de Seytenga est qualifiés d'acte inhumain et inconcevable. C'est alors qu'écoeuré, meurtri et dépassé par les traces du massacre qu'il constate sur les lieux, le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA laisse paraître sa colère en ces termes :

« Ce qui s'est passé ici // c'est quelque chose d'**inimaginable** pour des populations **désarmées** qui ne demandent qu'à vivre. Ceux qui ont fait ça, **c'est pas pour Dieu** en tout cas, **c'est pas pour Dieu** ». « Je souhaite prompt rétablissement euh aux blessés, à ceux qui sont blessés à ceux qui sont **blessés** et je prie pour que Allah accueille les âmes de nos frères et de nos sœurs qui sont **tombés** ». « C'est Allah qui console, qu'il console chacune des familles **éplorées** à Seytenga ».

La présence des adjectifs qualificatifs "inimaginable", "désarmées", "éplorées", "blessés", tombés, traduit la cruauté des acteurs du drame et l'immensité du drame qui dépasse tout entendement humain ainsi que ses conséquences.

Dans sa prise de parole, le locuteur émet des pauses (silence), c'est-à-dire des interruptions du flux de sa voix. Ces pauses apparaissent comme un moyen pour lui « d'évoquer une idée tout en laissant le développement à l'auditeur » Perelman, Olbrechts-Tyteca, (1992, p. 645). C'est, selon Nicolas Beauzée, « un moyen d'en faire imaginer beaucoup plus qu'on ne se serait permis d'en dire » cité par Le Guern (2008 p 48). La pause exprime le manque et l'excès. Cette ambiguïté est constituée par l'ambivalence axiologique qui, selon les contextes, peut assumer une orientation positive ou négative. Nous pouvons constater des pauses dans cet extrait :

Ce qui s'est passé ici, entre le 9 juin et le 12, // ce n'est pas Seytenga seulement que ça touché.
Ce qui s'est passé ici, // c'est quelque d'inimaginable pour des populations désarmées qui ne demandent qu'à vivre. Ceux qui ont fait ça, // ce n'est pas pour Dieu en tout cas.

La pause exprimée par le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA s'inscrit dans une axiologie négative parce qu'il concerne la violence, situation extrême face à laquelle le choix de se taire n'est jamais ressenti comme légitime. Elle détermine toute l'ampleur de sa douleur et de sa déception face à la cruauté des assaillants au point de ne pouvoir l'exprimer exactement et d'hésiter sur le choix des mots. En effet, plus on est dépassé par un fait, plus on a du mal à en parler et les mots nous font défaut. Dans notre contexte, cela traduit un message, car en décrivant ainsi sa douleur, celui-ci se fait le projet de révolter son auditoire.

I.6.3. L'éthos par l'emploi d'adverbes et d'adjectifs dans l'appel à la solidarité pour la lutte

L'éthos occupe une place de choix dans la rhétorique discursive. D'après R. Amossy (2016 :14), l'éthos est « *l'image que l'orateur projette de lui-même dans le discours, et qui contribue puissamment à assurer sa crédibilité et son autorité* ». Il y a trois choses qui donnent de la confiance à l'orateur ; car il y en a trois qui nous en inspirent, en dehors indépendamment des démonstrations produites. Ce sont le bon sens (*phrónesis*), la vertu (*areté*) et la bienveillance (*eúnoia*) (Aristote 1991 : 182).

Dans notre contexte, il s'agit de l'image d'un bon président que Paul Henry Sandaogo DAMIBA laisse transparaître. Il est manifeste par l'emploi du pronom personnel " nous " et de l'adjectif possessif " notre ". Nous pouvons constater cela le long du texte :

Ce qui s'est passé montre aussi, que les forces de défenses et de sécurité ne peuvent pas faire seuls, sans les populations. Donc **nous** devons être ensemble [...]. Je sais que y'a la douleur, y'a la douleur, parce que nous même **nous** avons ça dans **notre** cœur. **Nous** avons cette douleur-là, mais c'est quand y a la douleur que **nous** devons être solidaire. **Nous** allons tout faire pour les trouver et les faire payer ce prix -là.

L'emploi du pronom personnel " nous " et de l'adjectif possessif " notre " permet au Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA de se présenter comme une victime de l'attaque. Il incarne la vertu de la compassion, en compatissant à la douleur des habitants de Seytenga. Bienveillant, il s'engage à retrouver et à punir les coupables de ces actes. Il montre aussi son bon sens en invitant toute la communauté burkinabè à s'unir, à collaborer ensemble pour endiguer les forces du mal ; car c'est ensemble que l'on est plus fort. Cela traduit aussi l'interdépendance entre les différentes couches sociales : les forces de l'ordre ont autant besoin de la population, que la population d'eux. Il faut alors une synergie d'action, une intercommunication et un respect mutuel entre ces différentes couches sociales.

Les adverbes et les adjectifs eux, modifient le sens des verbes et sont porteurs de subjectivité dans le discours. Ils montrent aussi que le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA incarne des valeurs africaines et qu'il est ancré dans la culture africaine. Examinons les extraits suivants :

Ce qui s'est passé ici, entre le 9 juin et le 12 // c'est pas Seytenga **seulement** que ça a touché. Nous allons **tout** faire pour les trouver. Les forces de défenses et de sécurité ne peuvent pas faire ça **seul**. Donc nous devons être **ensemble**, nous devons être **solidaires**.

Le locuteur laisse percevoir clairement que la victoire n'est possible que dans la solidarité. Pour lui, la victoire est certaine quand on a les mêmes visions et quand on est unis. Comme le dit bien ce proverbe moaga : « nug yeg pa wukd zoom ye » (L'union fait la force). C'est compte tenu de l'importance qu'il accorde à cette qualité humaine qu'il emploie des adverbes et des adjectifs qui expriment bien sa vision sur cette valeur humaine. Il conçoit la solidarité, comme une forme d'assistance mutuelle qui implique que les plus forts tendent la main aux plus faibles, pour les aider à se relever et à poursuivre le chemin.

Conclusion

A travers notre étude, nous avons tenté de répondre à la question suivante : Quelles est la nature du discours produit par le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA à Seytenga ? Dans l'optique de mieux comprendre les stratégies linguistiques et discursives déployées par le Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA dans ce discours, nous avons étudié l'émotion que celui-ci ressent et l'émotion qu'il suscite (pathos). Et nous pouvons retenir que ce discours se caractérise par l'utilisation de stratégies discursives pathémiques visant à toucher l'affect de son auditoire et que le pathos est une notion essentielle et importante pour la réussite de la persuasion. Ainsi, l'argumentation comme nous l'avons vu, constitue l'essence du discours politique. Dans le discours politique, l'énonciation est tournée vers la visée dissuasive de l'auditoire. Dans un contexte aussi douloureux que celui qu'a vécu la population de Seytenga, le recours aux effets pathémiques et l'actualisation de la pitié fut la caractéristique fondamentale du discours du Président Paul Henry Sandaogo DAMIBA. Celui-ci dans son allocution, s'est servi de déictiques temporels, et du registre familier pour exprimer sa compassion et sa solidarité (émotion exprimée) aux habitants de seytenga. Pour susciter en eux de la pitié et la révolte (émotion suscitée), il convoque le pathos comme appel à la pitié, l'éthos et la violence verbale comme une invite à la révolte et à la solidarité dans la lutte. Pour récapituler, nous pouvons dire que le pathos est essentiellement lié à la quête de persuasion ou l'impression de l'autre. C'est une composante pragmatique de l'identité, employée pour manipuler l'interlocuteur. L'étude de la réceptivité de l'auditoire pourrait être consacrée comme champ d'investigation du discours politique.

Références bibliographiques

- Amossy, R. 2016. L'argumentation dans le discours. Paris. Armand colin
- Aristote. 1991. Rhétorique. Paris.
- Charaudeau, P. Maingueneau, D. 2002. Dictionnaire d'analyse du discours. Paris. Édition du Seuil.
- Charaudeau, P. 2008. Pathos et discours politique. Rennes. Presses universitaires de Rennes.
- Kabore, B. Sawadogo, I. 2020. Dire la douleur en situation d'extrême violence : cas de la presse écrite face aux attentats terroristes du restaurant cappuccino.
- Burkina Faso, In Revue Francophone Internationale Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF). Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) Sénégal.
- Kerbrat, O.C.1999. L'énonciation de la subjectivité dans le langage. Paris. Armand colin.
- Meyer, M. 2004. La rhétorique. Paris. PUF. « Que sais-je ? ».
- Orkibi, E. juillet 2016 : Peuple et éthos collectif dans la rhétorique de l'action collective : 'exemple du mouvement de l'été 2011 en Israël .
- Deborah, M. et Laurence, R. 2012. Insulte, violence verbale, argumentation.
- Charaudeau, P. 2005. Discours politique : les masques du pouvoir, Paris : Editions Vuibert
- Charaudeau, P. 2006. Identité sociale et identité discursive, le fondement de la compétence Communicationnelle

- Charaudeau, P. 2008. Pathos et discours politique. RINN.
- Michael, 2008. Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue. Rennes, Presse universitaire de Rennes
- Charaudeau, P. 2009. Identité sociale et identité discursive.

REGARD SEMIOTIQUE SUR LES PRODUCTIONS ICONIQUES ANONYMES DE L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL (A.E.S.)

Valentine PALM/SANOUE

Université Joseph KI-ZERBO

valetsano@yahoo.fr / Valentine.sanou@ujkz.bf

Résumé

Depuis la révolution numérique, la communication par l'image est entrée dans les habitudes sociales. Toute organisation humaine travaille à synthétiser sa vision et ses ambitions à travers un ensemble de signes visuels communément appelés logo. Le logo devient un support de communication de masse, rapide et pragmatique transcendant les barrières linguistiques. Le présent article est né de la curiosité de voir des images anonymes d'une importante organisation régionale sur les réseaux sociaux pendant qu'elle ne possédait pas officiellement un logo. Il s'agit de l'Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.). Des usagers des plateformes numériques sur les réseaux sociaux ont conçu des logos et communiquaient autour de l'A.E.S. de façon officieuse. Nous avons donc jugé opportun de jeter un regard sémiotique sur ces initiatives personnelles anonymes qui rendent certainement compte des méandres d'un inconscient collectif des populations de ces espaces. Quel sens peut-on donner aux images conçues au nom de l'A.E.S. ? Pour répondre à cette préoccupation, nous avons choisi deux visuels trouvés sur internet et frappés de l'inscription A.E.S. et des couleurs des trois nations qui composent cette organisation (le Burkina Faso, le Mali et le Niger) que nous observerons aux travers de la dénotation et de la connotation pour aboutir à la rhétorique du discours contenu dans ces images.

Mots-clés : Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.), logo, dénotation, connotation, rhétorique de l'image

Abstract

Since the digital revolution, communication through images has become a social norm. Every human organization strives to synthesize its vision and ambitions through a set of visual signs commonly referred to as a logo. The logo has become a rapid and pragmatic means of mass communication, transcending language barriers. This article was born out of curiosity about seeing anonymous images of a major regional organization on social media, even though it did not officially have a logo. This is Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.). Users of digital platforms on social media designed logos and communicated about the A.E.S. unofficially. We therefore deemed it appropriate to take a semiotic look at these anonymous personal initiatives, which certainly reflect the twists and turns of the collective unconscious of the populations of these areas. What meaning can be given to the images created in the name of the A.E.S.? To address this concern, we have chosen two visuals found online and bearing the inscription A.E.S. and the colors of the three nations that make up this organization (Burkina Faso, Mali and Niger). We will examine them through their denotation and connotation to arrive at the rhetoric of the discourse contained in these images.

Keywords : Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.), logo, denotation, connotation, rhetoric of the image

Introduction

Cette réflexion est née d'une curiosité : celle de voir des images anonymes d'une importante organisation sur les réseaux sociaux pendant que l'organisation elle-même n'avait officiellement communiqué aucun message visuel. Il s'agit de l'Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.). Une organisation régionale regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Elle est née un 16 septembre 2023 des entrailles du chaos engendré par la crise sécuritaire dans le Sahel. Cette union est une forme de résilience des trois nations dans un contexte de crise exacerbée. Elle est aussi une forme de résistance face à la menace existentielle

occasionnée par l'insécurité et le sentiment d'injustice face à certaines organisations sous régionales et internationales.

Dans cette situation chaotique, la communication fait partie des stratégies de combat. Au cœur de cette stratégie se trouve l'image affranchie des barrières linguistiques et pratique dans une situation plurielle. Dans un contexte d'analphabétisme qui ferme à la connaissance de la langue d'éducation, de travail et de communication officielle et dans un pluralisme linguistique, l'image se présente comme un moyen privilégié de communication. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger s'inscrivent dans ce tableau complexe où ils font face à une crise sécuritaire sans précédent et à une instabilité politique accrue.

Malgré cette efficacité avérée du discours iconique, les autorités de l'A.E.S. n'ont pas officiellement produit de signes visuels pour porter leurs idéaux et leurs combats communs à la date de rédaction de cet article en juillet 2024. Cependant, des supports visuels circulent sur internet et surtout sur les réseaux sociaux tels que Facebook au nom de cette organisation régionale. Nous avons donc jugé opportun de jeter un regard sémiotique sur ces initiatives personnelles anonymes qui rendent certainement compte des méandres d'un inconscient collectif des populations de ces espaces. Réfléchir des images qui portent la vision, les idéaux et l'espoir de peuples liés par la géopolitique et l'histoire est nécessaire à la compréhension des dynamiques qui gouvernent ces nations.

Charles Sanders Peirce nous dit dans sa classification des signes, que le signe iconique entretient des relations de ressemblance ou d'analogie avec l'objet qu'il dénote. L'image ressemble donc à la chose qu'elle représente. Cette ressemblance peut être d'ordre physique ou matériel, d'ordre idéologique ou spirituel, d'ordre philosophique ou intellectuel. Un visuel dépasse le niveau de la ressemblance aux objets représentés pour entrer dans une relation symbolique avec eux. Ainsi, les figures d'un visuel connoteraient une idéologie et un positionnement axiologique. Cet ensemble signifiant rendrait compte d'une philosophie et d'une vision du monde. A ce titre, l'analyse d'un visuel recommande d'aller au-delà de l'immanence pour nécessiter les situations manifestant les composants du visuel. Il importe alors d'immerger dans le contexte de production et de réception du visuel car le signe iconique est toujours motivé. Aussi, nous dit Martine Joly (1994 : 81), l'image, parce qu'elle contient « *un grand nombre (poly) d'informations (sémies) visuelles, elle peut avoir de multiples significations et se prêter à de multiples interprétations* ».

En fonction de son contexte de fabrication et de son contexte de réception, l'image recouvre du sens. Elle est aussi complexe par sa composition hétérogène, généralement fait de trois dimensions : l'iconique, le plastique et le linguistique.

Quel sens peut-on donner aux images conçues au nom de l'A.E.S. ? Pour répondre à cette préoccupation, nous avons choisi deux visuels trouvés sur internet et frappés de l'inscription A.E.S. et des couleurs des trois nations qui composent cette organisation. Il s'agit des plus fréquents que les moteurs de recherche sur internet proposent lors des recherches sur l'organisation. Ces figures constituent également des profils de pages sur les réseaux sociaux tels que Facebook dont la ligne éditoriale porte sur l'A.E.S. Nous les observerons comme des productions anonymes.

Nous partirons de la dénotation et de la connotation pour faire la rhétorique du discours contenu dans ces images.

I. Cadre de la réflexion

Depuis Roland Barthes (1964), l'analyse de l'image est entrée dans les pratiques sémiotiques. En effet, l'auteur de « Rhétorique de l'image » part de la dénotation à la connotation pour examiner ce qu'il appelle les trois messages. Cette innovation objectale sera parachevée par la double distinction d'un plan du contenu et d'un plan de l'expression du signe iconique et du signe plastique par Le Groupe Mu. Depuis lors, l'image déploie sa propre rhétorique. Ainsi, l'autonomie des analyses du signe visuel n'est plus à démontrer. Le signe visuel s'est affranchi du signe linguistique de sorte que les textes iconiques s'élaborent parfois sans le recours au linguistique ; offrant à l'exercice sémiotique toute sa plénitude. C'est le cas du corpus de la présente analyse constitué de deux textes iconiques. Il sera appliqué à ce corpus la rhétorique de l'image telle que envisagée par Le Groupe Mu. Nous analyserons le plan de l'expression et le plan du contenu des signes iconiques et plastiques qui constituent ces messages visuels. A la lumière de la spécificité du contexte de naissance de ces messages visuels, nous examinerons l'existence d'une perspective dans le but de saisir les enjeux de ces messages anonymes sur les potentiels destinataires. Autrement dit, nous chercherons à comprendre les implications et les enjeux de ce discours iconique à travers des marqueurs d'une rupture isotopique que rendrait compte d'une perspective. Ainsi, nous déconstruirons, dans un processus inférentiel, ces deux textes iconiques à partir de la description des dénotata qui les composent. Ensuite, nous procéderons à une étude herméneutique des éléments constitutifs des deux textes. Enfin, nous tenterons une analyse qui s'inscrira dans une dynamique d'ensemble afin de révéler le discours sous-jacent de ces ensembles signifiants sortis de l'imaginaire collectif afin d'explorer la conscience de ces trois peuples au destin similaire.

La dénotation représente le niveau élémentaire du signe. Ce qui est apparent de la nature du signe. Il s'appréhende naturellement par l'expérience du signe contenu dans le référent. Dans notre réflexion, il consistera à recenser les constituants de la réalité apparente qui se donne à voir dans les messages iconiques. Barthes (1964 : 46) évoque un « état adamique de l'image ».

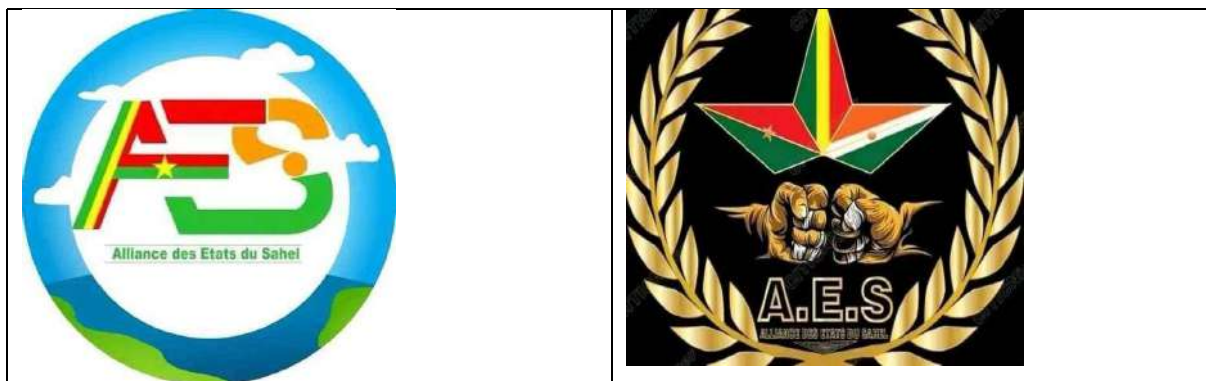
Le deuxième niveau de signification de l'image selon Barthes est le connotatif. C'est l'ensemble des significations secondes que l'on peut faire du sens littéral. A ce stade de la lecture, la signification de l'image est à chercher au-delà de l'évidence. En effet, l'image dit toujours quelque chose à travers ce qu'elle montre. Ce sens connotatif prend appui sur le signe dénoté qui devient son propre signifiant. La connotation permet de prendre en charge la signification implicite du signe. Cette dimension est éclairée par le contexte d'énonciation et de réception du signe. Cette signification contextuelle servira de base pour la constitution de catégories thymiques qui rendent compte de la réalité des visuels anonymes de l'A.E.S. L'objectif est de comprendre le fonctionnement et la signification des signes qui composent ces visuels afin de comprendre d'une part, le processus d'encodage et, d'autre part, comment la société les décode et quelle influence ils exercent sur les éventuels destinataires.

2. De la signification des icônes anonymes de l'A.E.S.

Le corpus est constitué de deux images de formes différentes à l'observation. L'une circulaire et l'autre rectiligne. De haut en bas, la forme circulaire est composée d'un cercle à l'image du globe, de couleurs multiples (bleu clair, bleu foncé et vert fluo). Ce cercle est entrecoupé de l'intérieur multiforme issu de l'intérieur du cercle de fond blanc. Ces mosaïques semblent des nuages. Dans ce fond blanc nuageux sont inscrites les initiales A.E.S. (Alliance des Etats du Sahel). Ces initiales sont imbriquées les unes aux autres avec respectivement les couleurs nationales des trois pays qui composent cette organisation. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ainsi, l'on perçoit sur le premier bras vertical de la lettre A, le vert, le jaune et le rouge constituant une partie du deuxième bras vertical de la lettre A complété en bas par le vert se poursuivant pour former à la fois les parties inférieures des lettres E et S. Cette partie de la lettre A est entrecoupée d'espaces blancs. La barre horizontale de la lettre A est portée par le rouge et le vert frappé d'une étoile dorée qui se prolonge pour former la barre intérieure de la lettre E. La partie supérieure de la lettre E est formée par une bande horizontale de couleur rouge qui s'imbrique dans la partie supérieure de la lettre S formée par la couleur orange. Cette lettre S composée de l'orange en haut et du vert en bas est entrecoupée par un point orange avec des blancs entre les jonctions. Ainsi, la lettre A s'offre en deux articulations et partage une partie de sa première articulation avec la lettre E qui se forme en trois articulations dont une partagée avec la lettre A et une autre avec la lettre S. Enfin, la lettre S se lit en cinq articulations dont une est partagée avec la lettre A et une autre avec la lettre E. La répartition des couleurs fait de la lettre A à la fois la représentation du Mali et du Burkina Faso et de la lettre S l'icône du Niger. Il faut signaler que le Mali et le Burkina Faso ont les mêmes couleurs à l'exception de l'étoile dorée des couleurs du Burkina Faso ; ce qui pourrait expliquer ces choix d'entremêlement.

Quant à la forme rectiligne, elle est formée de deux palmes d'or entrecroisés par le bas et qui forment un cercle ouvert par le haut. A l'intérieur de ces deux palmes d'or, une forme composée des trois branches de la partie supérieure de l'étoile portent les couleurs des trois pays qui composent l'organisation. La première branche porte le Burkina Faso avec une bande verte, une bande rouge et une étoile dorée au milieu dont les trois branches supérieures sont dans la bande rouge et les deux branches inférieures sont dans la bande jaune, la deuxième le Mali avec une bande verte, une bande jaune et une bande rouge et la troisième, le Niger avec une bande orange, une bande blanche avec un point orange au milieu et une bande verte. Les trois branches supérieures de l'étoile reposent sur deux bras musclés de couleur or formant des poings de part et d'autre avec des doigts bandés de blanc. Ces poings formés reposent sur les initiales A.E.S. avec en bas, l'inscription « Alliance des Etats du Sahel » reposant sur un triangle en or qui fait jonction avec le point de jonction des deux palmes d'or entrecroisées. Tout cet ensemble est inscrit dans un fond noir.

Cet ensemble signifiant a été élaboré pour agir sur le monde comme tout acte de langage. Ainsi, il s'agit d'une imagination individuelle qui rend compte d'une conscience collective des peuples de l'espace A.E.S.



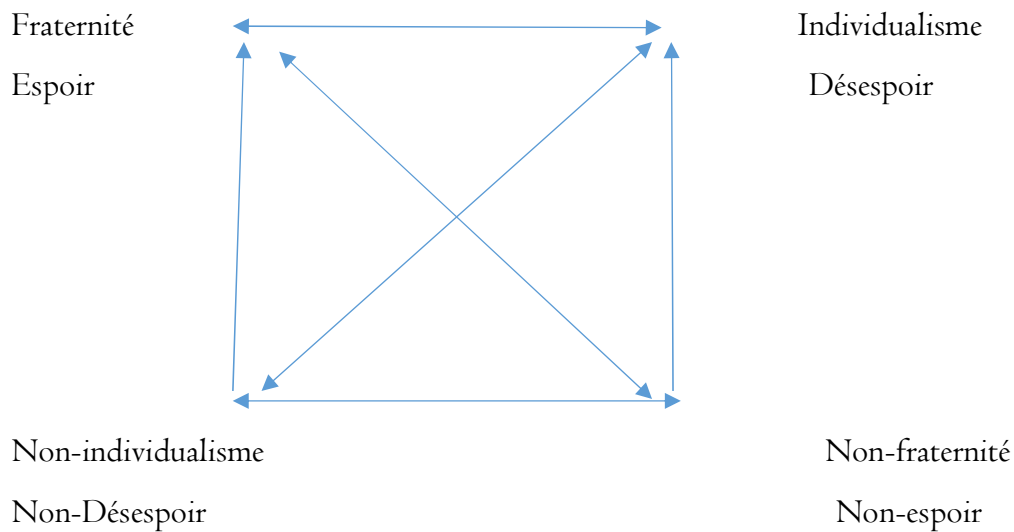
Source : internet (juin 2024).

3. De l'imagination individuelle à la manifestation d'une conscience collective

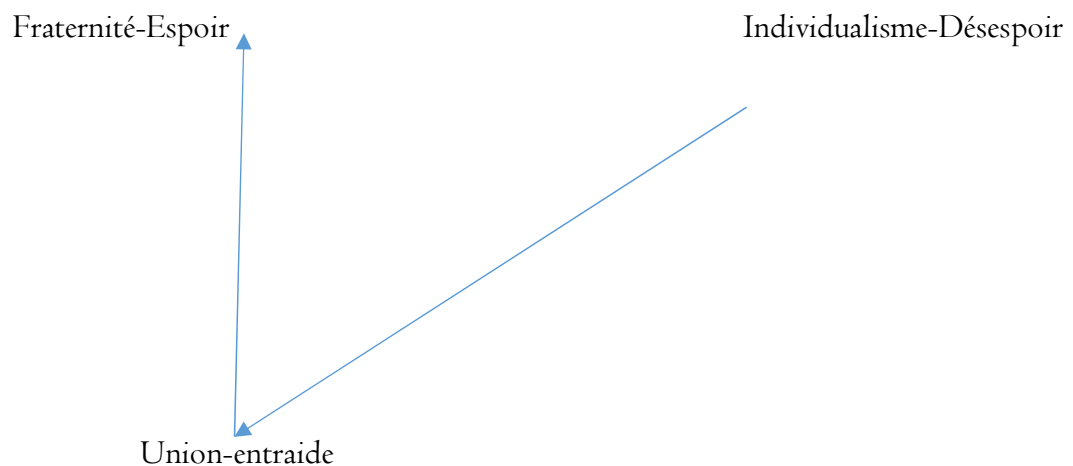
De prime abord, il faut constater que les signes constitutifs des messages iconiques de l'A.E.S. s'inscrivent dans une réalité figurée comme tous les messages symboliques. Il s'agit de partir de réalités matérielles pour exprimer une vision, une idéologie et un positionnement axiologique. Ainsi, l'on part du concret à l'abstrait, du matériel à l'immatériel. Comment ce processus s'opère-t-il avec les figures de notre corpus et quels sont les enjeux de cette démarche ? En effet, les messages iconiques anonymes attribués à l'organisation Ouest-africaine A.E.S. s'appuient sur les rêves et les aspirations du destinataire de ce message dont le contexte a été précisé dans l'introduction.

Ces images constituent un discours anonyme adressé au monde. Il s'agit d'une imagination individuelle qui rend compte d'une conscience collective des rêves nourris par l'avènement de l'A.E.S. Dans ce sens, il existe un discours de l'articulation générale de ces images. Les deux images s'inscrivent dans la même perspective pragmatique. L'identification est le premier élément qui les caractérise. Elle est marquée par deux figures à savoir les couleurs nationales des trois pays concernés et les initiales A.E.S. Ces figures permettent de préciser le contexte d'émergence de ces discours inscrits dans les trois dimensions du temps. En effet, ces images portent la source de leur génération (la situation d'insécurité et le sous-développement persistant), le présent de leur réalisation (l'avènement de l'A.E.S. et la nouvelle dynamique dans l'espace du Sahel) et la projection dans le temps et la nécessité de s'unir dans l'espoir d'un avenir plus rassurant. Ces images s'inscrivent ainsi dans la perspective du futur prophétique tel que argumenté par Georges Roque. Dans ce sens, ils portent le même discours. Car les figures renvoient toute à la deïx positive et se résument autour de l'espoir d'une vie paisible à travers la manifestation d'une solidarité fraternelle. La fraternité est évoquée par les figures de la solidité, de la complémentarité, de la protection, de l'entraide, de l'amour, de la sincérité et de l'assurance. L'espoir renferme ici les figures des catégories thymiques de la victoire, de la paix, de la réussite et de la perfection.

Ces deux catégories peuvent être structurées dans le carré suivant :



La structure logico-sémantique se présente comme suit :



Du combat individuel contre la crise sécuritaire, les trois Etats découvrent la nécessité de fédérer leurs énergies. Ils réussissent ainsi dans leurs quête de s'unir le parcours vers le Non-individualisme pour aboutir à la création de l'Alliance des Etats du Sahel ; qui matérialise la solidarité fraternelle autour de la lutte contre l'insécurité et le projet de développement de leur zone commune. Le Sahel est une zone de défis naturels. Il est donc de coutume que les Etats concernés se regroupent pour mieux répondre à ces défis. Ainsi plusieurs organisations ont vu le jour dans cette zone avec les mêmes objectifs de créer de meilleures conditions de vie pour les populations. C'est le cas du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sècheresse au Sahel (CILSS), du G5 Sahel... Il s'agit à chaque fois de la mise en marche d'un programme narratif dont la quête essentielle est l'amélioration des conditions de vie dans le Sahel

La spécificité de l'A.E.S. par rapport aux organisations précédentes est qu'elle intervient dans un contexte de rupture des relations avec l'Occident qui assiste impuissant à l'avènement de cette organisation dont les premiers acteurs semblent sourds à toute menace, dissuasion et interpellation. Cet élan est soutenu par la masse convaincue de

« l'hypocrisie » de l'Occident face à la situation du Sahel. Ainsi, la fabrication de visuels au nom de l'A.E.S. répond à un objectif d'argumentaire de mobilisation, de galvanisation et d'information des peuples de cet espace d'une part, et de l'autre, de stratégie de résistance face aux esprits septiques. Son succès dépend fortement de l'engagement à la base des peuples des trois nations concernées. Car, la création de l'A.E.S. est un défi aux organismes existants et surtout à l'ordre du monde établi. La résistance de ces instances est de ce fait une évidence dans la quête de l'A.E.S. Des mesures dites diplomatiques, politiques et stratégiques ont été mises en œuvre pour stopper le parcours de l'A.E.S. Pour poursuivre ce programme narratif malgré l'action coriace des opposants à cette quête, les membres de l'A.E.S. devront trouver des objets modaux par des programmes narratifs d'usage. Ces parcours intermédiaires constituent des victoires d'étapes par le sacrifice de la population à la base à travers la stagnation de leurs niveaux de vie, le renoncement à des avantages jadis acquis, la baisse du niveau de vie et par de-là tout la participation à des contributions directes à la quête de l'A.E.S. Le peuple est en réalité l'opérateur principal de la quête dans ce projet. On peut soutenir que le texte visuel anonyme porte le message des aspirations profondes de ces peuples soit de la quiétude et du rayonnement. Ces images simplistes portent cependant une charge sémantique hautement métaphorique des enjeux de ce contexte.

En effet, la forme circulaire rappelle non seulement l'aspiration à la perfection des actions mais aussi à l'enfermement qui manifeste la volonté de protection et de préservation de la dignité et des ressources prisées du Sahel. Car nul n'ignore les richesses naturelles de la zone. Le fond blanc fait penser à la pureté, à la sincérité et à l'honnêteté des sentiments qui militent à la mise en place de l'organisation. Les formes nuageuses se rapporteraient au danger, à la peur et à l'incertitude des actions, des ambitions et les représailles autour de l'initiative. La couleur bleue symbolise l'assurance et la confiance, malgré tout, des initiateurs confortés par l'engagement et le soutien populaire. La couleur verte porte les espoirs de la prospérité et de la quiétude engendrés par l'avènement de l'alliance. Enfin, les initiales A.E.S. imbriquées expriment les sentiments d'union, de solidarité, de fraternité et de complémentarité qui fondent les actions des l'organisation.

Quant à la forme rectiligne, elle suggère la rigueur, la fermeté et la solidité de l'idée, de l'initiative et des initiateurs. Les poings fermés en signe de salutation traduisent cette collaboration fraternelle des nations en présence. Il aurait été judicieux d'y percevoir trois poings formés convergeant dans le salut au lieu de deux pour matérialiser les trois nations concernées par l'alliance. Il en est de même de l'étoile qui suggère le rayonnement. Les figures en présentent trois branches représentant chaque nation à travers les couleurs imprimées. Il manque les deux branches supports pour compléter l'étoile qui représenteraient deux autres nations attendues dans l'organisation pour l'atteinte de sa plénitude. Ces deux pays constitueraient les pieds de l'étoile, le socle qui stabiliserait l'institution. Une forme de fondation qui tient l'étoile en place et dans la durée. Les premières branches étant les bras et la tête de l'étoile qui tendent vers l'avenir. En outre, les palmes entrecroisées se réfèrent au fruit des actions ; c'est-à-dire le succès et la victoire de l'organisation sur le contexte qui l'a engendrée. La couleur or et les trois branches de l'étoile

soutiennent cette symbolique. Quant au fond noir, il symbolise la fédération, la fusion, l'amour et la passion qui guide les actions entre les nations en présence.

Ainsi, ces images créent chez les destinataires des trois nations le sentiment d'appartenir à une seule entité : la zone Sahel. Les liens de fraternité sont ainsi renforcés et impulsent à une action commune vers la réalisation de la nation A.E.S. Les différences s'aplanissent et un peuple unique émerge soutenu par les marqueurs de la « sahélicité » et les similitudes historiques. Cette tension vers l'unicité engendre l'espoir en des lendemains enchanteurs.

Conclusion

Il a été question dans cette réflexion d'examiner des images anonymes présentes sur internet sur une organisation ouest-africaine dénommée l'Alliance pour les Etats du Sahel (A.E.S.) Il ressort que les deux visuels retenus pour l'analyse porte la même substance sémantique et tendent par conséquent vers le même objectif bien que différents sur le plan formel et figuratif. Ils rendent, tous les deux, compte d'un parcours ponctué d'étapes qui vont du désespoir dû à l'individualisme à l'union, la fédération qui crée le non-désespoir pour aboutir à la solidarité fraternelle qui génère l'espoir. Il s'agissait ainsi d'une quête dont l'ultime objet de quête est l'amélioration des conditions d'existence dans le Sahel. Le contexte d'énonciation et de réception a permis de comprendre les caractéristiques de simplicité, d'expressivité et d'accessibilité de ces images aux destinataires pluriels et majoritairement incompetents dans le décodage des signes iconiques. Malgré ces caractéristiques, ces images sont chargées de symboliques qui leur permettent de livrer leur message et atteindre l'intention qui les a portées.

Références bibliographiques

- Austin, J. 1970. *Quand dire, c'est faire*. Version française, Paris : Seuil.
- Barthes, R. 1964. *Rhétorique de l'image*.
- Groupe, μ. 1979. *Iconique et plastique. Pour un fondement de la rhétorique visuelle*. Paris : Revue d'esthétique, Paris : Seuil.
- Joly, M. 2009. *Introduction à l'analyse de l'image*. Paris : Armand Colin.
- Ouro, J. 2017. *Le statut sémiotique de l'image à l'ère du numérique*, Paris : Editions Publibook,
- Roque, G. 2011. *Sémiotique visuelle et histoire de l'art. Témoignage*. Paris : Signata 2
- Roque, G. 2011. *Rhétorique visuelle et argumentation visuelle*. Paris : Semen

LA THÉORIE DU COMLOT À L'ÉPREUVE DE LA POLÉMIQUE

Djessy Junior Gbagbo ZIDAGO
Université Félix Houphouët-Boigny
msrdjessy@gmail.com

Résumé

Cette analyse prend appui sur la polémique telle que théorisée par Ruth Amossy, mise en relation avec la théorie du complot. La théorie du complot se définit comme un phénomène tirant sa source des discours qui interprètent l'enchaînement des différents événements en révélant la face cachée de choses supposées délibérément voilées. La polémique est ce qui advient principalement de la plupart des théories du complot et elle s'entend comme « *un débat autour d'une question d'actualité, d'intérêt public qui comporte des enjeux de société plus ou moins importants dans une culture donnée.* »⁸² En effet, pour présenter leurs versions des faits, les complotistes (individus voyants le complot dans toutes les situations) ont généralement besoin de certaines ressources argumentatives qui lorsqu'elles sont développées et analysées renvoient à la polémique. Nous entendons donc montrer à travers notre contribution que le locuteur Charles Onana entretient la polémique lorsqu'il présente de son point de vue la crise ivoirienne qui s'est déroulée de 2000 à 2011. A travers son procédé argumentatif, il entend persuader son auditoire du fait que le conflit ivoirien est l'aboutissement d'un complot ourdi depuis plus d'une décennie.

Mots-clés : Rhétorique, Polémique, Dichotomisation, Disqualification, Théorie du complot.

Abstract

This analysis is based on the conspiracy theory of polemics as theorized by Ruth Amossy. Conspiracy theory is defined as a phenomenon that draws its source from discourses that interpret the sequence of events by revealing the hidden face of things deliberately concealed. Polemics are the main outcome of most conspiracy theories, and they are understood as “a debate on a topical issue of public interest that involves social issues of varying degrees of importance in a given culture”. Indeed, to present their versions of the facts, conspiracy theorists (individuals who see the conspiracy from every angle) generally need certain argumentative resources which, when developed and analyzed, lead to polemics. In our contribution, we intend to show that the speaker Charles Onana maintains the polemic when he presents the Ivorian crisis from his point of view, from 2000 to 2011. Through his argumentative process, he intends to persuade his audience that the Ivorian conflict is the culmination of a plot hatched over a decade ago.

Key words : Rhetoric, Polemic, Dichotomization, Disqualification, Conspiracy theory.

Introduction

La théorie du complot ramène à l'ensemble des récits de l'espace public qui tendent accuser les classes dirigeantes ou des groupes de personnes de fomenter un complot. La théorie de la polémique telle qu'élaborée par Ruth Amossy se présente comme un moyen idéal d'analyser des corpus portant sur la théorie du complot. Pour Ruth Amossy la contradiction naît sur une question d'intérêt général ce qui porte à une polémique qui reste une guerre verbale. Dans notre étude, il s'agira de s'interroger sur la polémique au prisme des différentes manifestations de la théorie du complot. L'analyse consistera à mettre en évidence la dichotomisation et la disqualification en tant que moyens d'expression de la polémique dans le corpus. En effet l'ensemble des discours analysés dans le corpus

⁸² Ruth Amossy, *Apologie de la Polémique*, Paris, PUF, 2012, p.50

manifestent les mécanismes de fonctionnement de la théorie du complot quand Charles Onana s'exprime sur la crise ivoirienne de 2000 à 2011 (France-Côte d'Ivoire la rupture ; Côte d'Ivoire le Coup d'Etat). Nous entendons donc montrer que la théorie du complot crée la polémique en expliquant le conflit ivoirien à travers à travers un point de vue propre à l'auteur mais partagé par une certaine tranche de la population ivoirienne voire africaine. Pour mener à bien ce travail, il nous faudra définir certains concepts clés et développer plus amplement la notion de polémique et ses manifestations dans les écrits de Charles Onana sur la crise ivoirienne.

Les débats d'idées en Côte d'Ivoire ont pris de l'ampleur à cause d'événements marquant de l'histoire politique nationale et internationale tels que la chute du mur de Berlin, le multipartisme etc. Dans ces débats d'idées nous retrouvons des clans et chaque clan essaie de convaincre l'autre à partir d'une argumentation assez structurée. Pour réussir à convaincre le camp adverse, l'autre va recourir à tous les moyens possibles à savoir la force physique, la force des arguments, l'accusation de l'autre d'être de mauvaise foi, d'être à la base de tel ou tel mal par le biais d'un complot bien orchestré.

La Côte d'Ivoire n'échappe pas à cette tendance lorsqu'après la mort de Felix Houphouët Boigny le multipartisme s'est installé avec son lot de débats politiques, de divergences d'idées, de confrontations extra-verbales, d'accusation sous fond de complot malsain. Ce pays d'Afrique de l'ouest a connu un dynamisme économique exemplaire qui lui a valu d'être surnommé "poumon économique de l'Afrique de l'Ouest". Ainsi, la Côte d'Ivoire a connu une croissance spectaculaire (le miracle ivoirien) grâce à un système assez efficace basé sur son agriculture. Cette belle période a été relativement courte vu qu'en 1980 la chute du prix des matières premières a plongé le pays dans une crise économique sans précédent.

Tout naturellement, cette crise se fait ressentir dans toutes les couches de la société à commencer par la sphère politique. Les nombreuses contestations qui en sortent vont pousser le président Felix Houphouët Boigny à accorder la chance aux autres parties politiques de rentrer dans le jeu démocratique. Ainsi naquit la démocratie en Côte d'Ivoire. Les autres politiciens qui réclamaient de meilleures conditions de vie sont propulsés au-devant de la scène politique nationale.

Un peu plus d'une décennie plus tard, le président Houphouët Boigny meurt et Henri Konan Bédié, alors président de l'assemblée nationale se retrouve selon les textes au poste de président de la république de Côte d'Ivoire. Il sera, par la suite, renversé par le général Gue Robert. Après son putsch, ce dernier organise les élections en octobre 2000, qui seront par la suite remportées par Laurent Gbagbo, opposant historique à Houphouët Boigny. Cependant le Général ne veut pas quitter le pouvoir. Sous la pression de la rue et après de nombreux morts, il finit par céder, Laurent Gbagbo prête serment et met en place un gouvernement pour mettre en œuvre sa politique. En 2001, un complot dit « le complot de la Mercedes noire » est déjoué par le pouvoir en place. Le pays rentre alors dans une autre phase d'instabilité que certaines considérations attribueront au complot. Cette situation a favorisé la production de nombreux ouvrages scientifiques qui ont essayé de donner différents points de vue sur la crise, ses causes, ses conséquences, les coupables, les

victimes etc. C'est dans cette veine que s'inscrit les deux ouvrages de Charles Onana qui constituent notre corpus (Livre 1 : *Côte d'Ivoire le coup d'état* ; Livre 2 : *France-Côte d'Ivoire la rupture*). Ici, notre travail vise à analyser les discours de Charles Onana en vue de ressortir l'empreinte rhétorique de ces discours sur le "complot".

I. Cadre théorique et conceptuel

I.1 Théorie du complot

La théorie du complot est définie comme « *tout récit explicatif et accusatoire fondé sur la croyance à un complot imaginaire. c'est également un événement expliqué à la lumière d'une conspiration qui est énoncée. Elle est une interprétation des événements suivant un plan concerté et orchestré secrètement par un groupe malveillant.* »⁸³ Elle est aussi une thèse selon laquelle les événements mondiaux sont planifiés par un groupe secret d'hommes dont le but est de dominer le monde. Cette théorie permet de désigner un coupable idéal sans preuves. La théorie du complot est également mise à la lumière du jour par des néologismes tels que conspirationnisme ou complotisme. De sa définition générale il pourrait s'agir de l'action d'un groupe occulte et malveillant agissant dans l'ombre pour un dessein maléfique et négatif sur le reste de la population. Loin de la simple rumeur, il s'agit d'un récit théorique qui se prétend cohérent et cherche à démontrer l'existence d'un complot entendu comme le fait qu'un assez petit groupe de personnes vraiment importantes planifie une action illégale et néfaste qui va affecter des événements dans l'histoire de l'humanité.

La conspiration secrète civile, criminelle ou politique, qui ramène à la théorie du complot, serait mise en œuvre généralement dans l'objectif de détenir ou conserver une forme absolue de pouvoir (politique, économique ou religieux). Du point de vue des complotistes, la théorie du complot tend à éliminer toutes formes de déni définitif. En effet, toute démonstration destinée à prouver qu'aucun complot n'est à l'œuvre, sera interprétée comme une nouvelle tentative de tromper le complotiste, qui continuera à chercher ce qui se passe dans l'ombre, et qu'on ne lui dit pas. Les explications officielles ou scientifiques établies par les pouvoirs publics et relayées par les grands médias d'informations seront structurellement discréditées.

La démarche de la théorie du complot cherche à adosser à des faits avérés un responsable selon une logique souvent unicausale de narration. Elle se différencie en cela de la démarche historique qui induit une multi-causalité. Les « *théories du complot* » sont devenues un moyen d'exercer sa liberté de critiquer, tout en la détournant de sa fonction initiale et de son esprit. La théorie du complot essaie de revendiquer un droit à la liberté de parler et de critiquer. Elle essaie de se soustraire de la prison des politiques qui enferment le droit d'expression sous quelques formes que ce soit. Le fait d'incriminer les thèses officielles tend à dispenser ceux qui le font de toutes justifications. En pratiquant leur art ainsi, les conspirationnistes en sont venus à rendre leur pratique presque intouchable. En effet, il semblerait que ces théoriciens du complot aient été exempt de toutes poursuites judiciaires ou personnelles tant à cause de leur ambiguïté que de leur audace. C'est donc à ce

⁸³ Emmanuelle DANBLON, Loïc NICOLAS, *Les rhétoriques de la conspiration*, Paris, CNRS Editions, 2010, P.17.

titre qu'on peut voir à l'œuvre le processus d'immunisation de leurs récits, l'expression tyrannique d'une liberté de l'esprit présentée comme irrésistible et dont le seul exercice garantirait la légitimité autant que la valeur des productions. Les théories du complot proposent une vision d'un fait ou d'une partie de l'histoire comme le produit d'un groupe occulte.

Ces théories cherchent à démontrer l'existence d'un complot. Avec l'expression "théories du complot", on cible plus précisément des récits concernant des complots imaginés, construits par la fantaisie de l'homme ou qui déforment la présentation de complots réels, en les élargissant au-delà du raisonnable. Une théorie du complot se veut un récit théorique qui vise la cohérence. Une « *théorie du complot est également une explication d'un évènement historique (ou évènements historiques) fondée sur le rôle causal d'un petit groupe d'individu agissant en secret.* »⁸⁴ Au regard de ce qui précède, nous pouvons affirmer que les « théories du complot » se présentent sous plusieurs formes que sont : le conspirationnisme, l'imaginaire du complot et la rhétorique du complot.

I.I.I Le conspirationnisme dans les discours

Le conspirationnisme serait, d'après le site *Conspiracywatch* :

« l'attitude consistant à remettre en cause abusivement l'explication communément admise de certains phénomènes sociaux ou événements marquants, au profit d'un récit explicatif alternatif qui postule l'existence d'une conspiration et dénonce les individus ou les groupes qui y auraient pris part.»⁸⁵

Le conspirationnisme décrit donc un mode de discours. Il désigne également :

« un mode de pensée ou une attitude qui consiste à présenter abusivement un évènement ou un phénomène comme étant la conséquence d'un complot organisé par les autorités ou une organisation secrète et élitiste. L'explication habituellement admise des faits est remplacée par une interprétation alternative qui énonce l'existence d'une conspiration ayant un objectif inavoué.»⁸⁶

En effet, ce genre de positionnement tend à défier systématiquement les affirmations avancées en faisant peser un soupçon de manipulation et d'instrumentalisation de la vérité. Le récit conspirationniste cherche à discréditer des faits jugés cohérents et rationnels. Les adeptes de ce mouvement iront jusqu'à se considérer comme professionnels du domaine ayant une capacité accrue à dénicher le faux dans ce qui est considéré comme vrai.

D'un côté, la théorie du complot prétend faire de l'entreprise critique (via la dénonciation publique d'une réalité cachée) son principe directeur, d'un autre côté, elle refuse la précarité, qu'ouvre justement cette démarche. Or, il ne saurait y avoir d'argumentation bien entendue (orientée vers la critique comme vers la justification) sans reconnaissance de la précarité de l'objet sur lequel elle se porte ; reconnaissance de son caractère mouvant, relatif, non-absolu. L'argumentation n'a de sens et sans doute de valeur aussi que dans un monde où les arguments peuvent jouer parce qu'ils ne sont pas ligotés à

⁸⁴ B.L Keeley, « Of Conspiracy Theories », The Journal of philosophy, n°96,1999, P.116(notre traduction).

⁸⁵ « F.A.Q. : Qu'est-ce que le conspirationnisme ? » http://www.conspiracywatch.info/Qu-est-ce-que-le-conspirationnisme_a317.html [consulté le 11 février 2016]

⁸⁶ Maria Negreponi-Delivanis, *conspiratrice*, Paris, Harmattan,2003, p.203

la thèse, mais liés à un contexte, un public, des enjeux et une certaine hiérarchie des valeurs. Un monde où il y a du jeu, du souple, de l'incertain. Pour le dire autrement, toute « prise de position est précaire parce que toute argumentation s'insère dans un contexte social et argumentatif perpétuellement modifiable » (Perelman 1989 [1958] : 441). À cet égard, le théoricien du complot se comporte *mutatis mutandis* comme le philosophe absolutiste décrit (et dénoncé) par Chaïm Perelman : c'est parce qu'il veut à tout prix « échapper à la précarité d'une critique ou d'une justification relative à des normes et à des fins particulières » qu'il « se met à la recherche de normes et de fins absolues, c'est-à-dire indiscutables » (Perelman 1990 [1966] : 413).

On comprend pourquoi le principe de précarité (qui se trouve pourtant au cœur du travail argumentatif) va à l'encontre de la démarche conspirationniste qui cherche une sécurité cognitive absolue et une évacuation du doute. C'est pourquoi Le bon sens conspirationniste veut que tout ce qui arrive soit le fruit d'intentions et de projets humains (plans, protocoles, manigances, etc.). Ceci veut dire qu'il existe forcément des individus qui sont la cause des drames que subissent le monde et les hommes. Dans cette optique, accepter l'existence du hasard reviendrait à renoncer à son esprit critique. Plus précisément, ce serait renoncer à regarder par-delà ce que le hasard nous cache : à savoir la réalité. Dès lors, si le hasard s'apparente à une croyance, et même à une duperie, le simple fait de refuser le hasard, le flou et le précaire du monde devient un signe de lucidité. Le doute peut donc jouer partout, face à n'importe quoi ou n'importe qui, jusqu'à contaminer l'espace du discours tout entier. Qu'en est-il de la notion de l'imaginaire du complot.

I.1.2 L'imaginaire du complot

L'imaginaire du complot en tant qu'ensemble des discours qui circule sur le complot existe depuis l'existence de l'humanité et ne cesse de prendre de l'ampleur suivant les nouvelles réalités du monde. Lors des grands changements dans l'histoire de l'humanité, les discours qui circulent se retrouvent empreint de l'imaginaire du complot. Cette recrudescence se justifie par le fait que les gens vont s'imaginer des théories du complot pour essayer de trouver une justification plus ou moins cohérente avec ce qu'ils vivent.

Il arrive que l'imaginaire coïncide avec le réel, mais dans le cas fantasmatique ou il tourne à vide, on l'associe naturellement à la superstition, l'irrationalité ainsi qu'aux différentes formes de pensées mythiques. Ce faisant, on se heurte inmanquablement à un dur constat historique : depuis la fin du XVIIIe Siècle jusqu'au milieu du XXe, ces représentations hallucinées ne dépérissent pas ; bien au contraire, elles se démultiplient. L'idée du complot accompagne l'idéologie et la pratique révolutionnaire. Elle se déploie à mesure de la politisation des masses et l'approfondissement de la conscience moderne de faire l'histoire. Elle se loge au cœur de l'imaginaire et des pratiques totalitaires du XXe siècle.⁸⁷

Cette manière de penser les événements prend de l'ampleur face aux grands événements tragiques de l'humanité ; face aux régimes autoritaires et incompréhensibles, comme une sorte de remède à ces maux indescriptibles. Cet aspect se retrouve dans les

⁸⁷ Maria NEGREPONTI-DELIVANIS, *Idem*, p.225.

discours de Charles Onana lorsqu'il essaie d'expliquer les événements qui ont eu lieu en Côte d'Ivoire à savoir la crise militaro-politique ivoirienne qui s'est déroulée de 2000 à 2011 et qui s'est soldée par de décompte d'environ 3000 pertes en vie humaines et des milliers de déplacés. Partant d'un tel constat, les récits explicatifs de ces événements ont tendances à chercher un coupable idéal pour expliquer le drame. Ainsi, l'imaginaire du complot se nourrit du manque de clarté dans le déroulement des faits. Cette notion d'imaginaire du complot, mise en relation avec la rhétorique dans le discours nous ramène à ce qu'on pourrait appeler " la rhétorique du complot". Elle pourrait être définie comme le procédé argumentatif utilisé en vue de convaincre un auditoire sur la présence effective d'un complot dans une situation donnée.

I.1.3 La rhétorique du complot

La rhétorique du complot est un discours qui présente les techniques et les stratégies utilisées par les locuteurs qui disent être au courant de complots et tentent de les dénoncer. La vraie raison de cette prolifération de la rhétorique du complot est le fait que des événements importants arrivent et que la population n'ait pas les raisons exactes de cet avènement. Ainsi, pour le cas de Charles Onana, entre spéculation, interrogation et inquiétude naît la rhétorique du complot contre l'état ivoirien, comme le dit le locuteur à cette époque.

Il demeure par ailleurs inévitable et compréhensible qu'en réponse à l'inconnu, donc au mystère, réel ou apparent, qui entoure l'évènement inaugural, en d'autres termes l'acte inaugural, discriminatoire, naissent des spéculations sur ce qui a eu lieu, et que les conditions autant que les motivations profondes de la décision fassent l'objet d'une interrogation critique ou soupçonneuse. En conséquence, le secret ouvert sur l'imaginaire profane, celui qui se tient hors de l'espace décisionnel, constitue un lieu sur lequel s'exprime sans contrôle fantasmes et questions. En tout état de cause, il est assez courant de rechercher des « raisons cachées », ou, pour mieux dire, indicibles et mauvaises, ayant présidé à l'établissement du choix contesté. »⁸⁸

Cette « rhétorique du complot » montre (et déforme souvent) une façon particulière de penser. Elle prétend être totalement objective, mais elle cherche surtout à relier entre eux des événements isolés, pris un peu partout dans la réalité.

Elle intègre ces événements à l'intérieur d'une trame narrative déterministe (mais non assumée comme telle) capable de leur donner du sens et de l'épaisseur ; capable, en somme, de les faire parler. Très concrètement : cette rhétorique recueille et assemble des événements élevés au statut de faits, dans le but d'apporter la preuve que ces faits sont *nécessairement* liés entre eux, parce qu'ils résultent d'une cause unique, c'est-à-dire d'un complot dont ils témoignent, et au sein duquel les participants agissent conformément à une nature profonde qui les détermine. Ce travail de « mise en fiction », qui s'opère tous azimuts, livre alors un « tout » cohérent, massif et sécurisant, capable de relier ensemble le passé, le présent et le futur sans discontinuité. Mais la « fiction » produite, n'est fiction que de l'extérieur – pour tous ceux qui refusent d'adhérer à cette vision du monde. À

⁸⁸ KEELEY B.L, « Of Conspiracy Theories », *The Journal of philosophy*, n°96, 1999, P.116(notre traduction).

l'intérieur de la rhétorique du complot, il n'y a (par définition) ni conteurs, ni fabulistes, ni interprètes, seulement des hommes et des femmes de bonne volonté.

Des spectateurs qui regardent simplement *ce qui est* avec lucidité et sans complaisance. Pour eux, tout est déjà-là. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux et à prêter l'oreille. En d'autres termes, les théories en question pointent et dévoilent les supposées raisons cachées qui justifient qu'on présente les faits collectés en un seul geste discursif, d'un seul trait. Aussi, les raisons invoquées s'élaborent-elles, d'une part, en évacuant complètement le rôle du hasard, du flou et du précaire qui habitent les affaires humaines, d'autre part, en sollicitant des explications où prédominent les intentions inavouables (et partant inavouées) de groupes d'individus motivés par une essence ou une propriété commune juive, américaine, franc-maçon, communiste, capitaliste, homosexuelle, etc.⁸⁹

La rhétorique du complot fonctionne entièrement sur un jeu d'attaque et de défense. Elle se construit sur une logique où celui qui parle critique les "puissants" ou les "manipulateurs" supposés, tout en se présentant lui-même comme victime ou résistant. C'est ce va-et-vient entre accusation et justification qui donne forme à son discours et le rend crédible aux yeux de certains observateurs. Pour Danblon (2013 : 145), la critique c'est précisément « l'affinage, [...] la sculpture des notions, des principes et des normes qu'une société se donne. » Or, dans une société ouverte, « une idée n'est jamais mieux éclairée que par son ombre portée », par son autre, son contraire. En conséquence de quoi : refuser à l'autre la possibilité même de la critique (comme si elle était forcément sans objet) ; se soustraire à la défense, et donc à la justification autrement qu'en rappelant l'évidence (du complot, en l'occurrence), cela revient à concevoir et à dénoncer l'accusation du contradicteur comme injustifiable ; à l'exclure du champ de l'argumentation. Une telle manière d'agir ne donne-telle pas libre cours à la polémique pour rétablir un certain équilibre.

1.2 La polemique

Selon le dictionnaire culturel de la langue française :

C'est une division violente ou profonde de sentiments, d'intérêts, de convictions. On peut également définir la polémique comme étant un choc d'opinions antagonistes intellectuelles, morales, etc. Pour tenter de comprendre ce qu'est la polémique dans sa spécificité, on peut puiser dans trois genres de sources : les dictionnaires, le discours courant et les conceptualisations. Issu du grec *polemikos*, relatif à la guerre, ce sur quoi s'accordent tous les lexicographes à partir de sa première mention dans le dictionnaire de l'académie français de 1718. La polémique y apparaît comme une réaction à une prise de position sur laquelle il y a désaccord, dans un contexte passionnel et à travers des propos hyperboliques⁹⁰.

Il faut noter que la polémique porte sur un sujet d'intérêt public pour qu'elle ne soit pas une simple querelle, une dispute entre particulier. La polémique, pour être appelée comme telle doit nécessairement provenir d'un conflit à caractère public. Ce conflit peut, bien entendu débiter par une situation privée mais elle acquiert le sens de polémique quand

⁸⁹ Loïc NICOLAS. 2010. « *Rhétorique du complot : la persuasion à l'épreuve d'elle-même. Itinéraire d'une pensée fermée* », Danblon, Emmanuelle & Loïc Nicolas (éds). *Les rhétoriques de la conspiration* (Paris : CNRS Éditions), PP.73-96.

⁹⁰ Ruth Amossy, Idem, pp. 17-46

elle se déroule dans l'espace public comme le souligne Ruth Amossy dans son ouvrage *La polémique*. Dans cet espace public la polémique va porter sur des enjeux et des idéaux collectifs, ce qui va naturellement créer deux, voire plusieurs camps dans le débat. Chaque camp demandant des valeurs et des positions qu'il juge essentielles.

Les médias en général et les journalistes en particulier arrive à faire ressortir l'importance de certains sujets qui pouvaient être jugé insignifiant pour ainsi créer la polémique. Pour Ruth Amossy, il est important de noter la dimension argumentative de la polémique dans le sens où il s'agit de la confrontation entre deux visions différentes d'un même monde – espace discursif - où les intérêts divergent. La polémique est aussi caractérisée par un fait : l'on discute, l'on entre en guerre, les uns sont confrontés aux autres ; mais tout ceci reste une guerre des idées, une violence discursive. Ce mode de gestion du désaccord s'appuie sur la dichotomie - pour ou contre - et se démarque de la logique sereine du débat délibératif. D'ailleurs, l'étymologie même du mot polémique du grec "polêmikós" renvoie à la guerre. Ici, nous sommes dans une logique de combat verbal. Ainsi, la polémique se distingue du simple échange d'idées : elle est le lieu d'un affrontement discursif frontal, d'un heurt entre des voix qui s'exposent publiquement et se disputent la légitimité du sens.

En tant qu'interaction verbale, la polémique apparaît comme un mode particulier de gestion du conflit. S'il y a choc des opinions contradictoires, c'est parce que l'opposition des discours, dans la polémique, est l'objet d'une nette dichotomisation ou deux options antithétiques s'excluent l'une et l'autre. En effet une dichotomie logique « *est une opération à laquelle un concept, A, est divisé en deux autres B et C qui s'excluent l'un l'autre en recouvrant complètement le domaine du concept original* » (Dascal,2008 :28 ; je traduis). Cette relation d'exclusion se présente rarement sous forme logique pure. Il importe donc, dans cette perspective « *constructiviste et pragmatique* », de voir comment les dichotomies sont construites ou déconstruites dans un contexte précis. Aussi Dascal pose-t-il la notion de « *dichotomisation* » comme le fait de « *radicaliser une polarité* » en accentuant l'incompatibilité des pôles et l'inexistence d'alternatives intermédiaires, soulignant le caractère évident de la dichotomie aussi bien que le pôle qui doit recevoir la préférence.

La polémique qui traite de questions d'intérêt public, est une gestion verbale conflictuel caractérisée par une tendance à la dichotomisation qui rend problématique la quête d'un accord. Dés-lors, il se crée une polarisation ou une division sociale. Nous soulignons donc que celle-ci se crée au-delà, et en dépit, de nombreuses divergences. C'est un effet de la distinction entre acteurs et actants. En effet les acteurs qui endossent le rôle de proposant ou d'opposant peuvent se fonder sur les arguments différents, ils ne participent pas nécessairement du même groupe social, et peuvent même se prononcer au nom d'idéologies différentes. Pour Kerbrat-Orecchioni, la polémique, c'est tenter de falsifier la parole de l'autre. Somme toute pour mieux être perçue, la polémique transparait à travers la dichotomisation et la disqualification.

I.2.1 La dichotomisation

Selon Dascal (2008 :34), cette notion est le fait de « *radicaliser une polarité en accentuant l'incompatibilité des pôles et l'inexistence d'alternatives intermédiaires soulignant le caractère évident de la dichotomie aussi bien que le pôle qui doit recevoir la préférence.* » Toutefois construire les oppositions comme des dichotomies, des paires de notions exclusives l'une et l'autre sans possibilité de compromis consiste à bloquer toute possibilité de compromis. Selon Maingueneau (1983 :27), « la dichotomisation serait en quelque sorte inscrite dans le système si bien que les adversaires se construisent en s'opposant et ne peuvent par définition s'entendre. » Ainsi, lorsqu'on analyse les discours de Charles Onana, il apparaît une nette dichotomisation. Deux pôles sont construits à partir de ses récits. D'une part nous avons les responsables de la crise postélectorale ivoirienne et de l'autre part nous avons les victimes désignées. Cette dichotomisation est d'autant plus importante qu'elle ne laisse aucune place à une quelconque entente. Pour le locuteur, il ne peut pas y avoir de réconciliation, il faut que les coupables soient reconnues comme tels par tous, avec ou sans preuve véritables.

La dichotomisation met en exergue deux pôles qui introduisent des termes tels que le débat, la discussion, la dispute, la querelle, l'altercation, la controverse et, bien sûr la polémique pour ne citer que les plus courants. Le caractère hyperbolique de la confrontation tient au fait que les oppositions sont généralement exacerbées. C'est ce que Dascal (2008 : 35) a nommé la « *dichotomisation* », la radicalisation d'une polarité qui souligne le caractère incompatible des deux pôles et l'inexistence de toute solution intermédiaire, afin de faire ressortir le bien-fondé de la réponse prônée. Le face-à-face de deux positions opposées et en apparence inconciliables incarnées par des acteurs réels entraîne la nécessité, pour chacun d'entre eux, de faire adopter son point de vue en discréditant celui de l'autre. Aussi, il faut noter que « *Le discours polémique est un discours disqualifiant, c'est-à-dire qu'il attaque une cible.* » (Kerbrat-Orecchioni 1980 :12).

Ici, le discours polémique vise à disqualifier l'autre. Son but est d'attaquer et neutraliser le discours d'en face par tous les moyens possibles. Lorsque cet exercice se fait entre deux interlocuteurs, l'un est tenté de porter des critiques ou des menaces directes à l'autre. Au lieu d'être générale et globale, l'attaque devient personnelle. Et c'est cet aspect d'attaque direct à la personne et non à ses idées qui donne lui par exemple à l'argument dit *ad hominem*. Un autre concept important pour mieux comprendre cette notion d'attaque discursive dans la polémique est la "disqualification".

I.2.2 La disqualification

Un discours disqualifiant, « *c'est celui qui attaque une cible et qui met au service de visée pragmatique discréditer l'adversaire et le discours qu'il est censé tenir –tout l'arsenal de ses procédés rhétoriques et argumentatifs.* » Kerbrat-orrechioni (1980 :12), la disqualification de la « *thèse va généralement de pair avec celle de la personne, ou du groupe qu'elle représente si bien que la polémique est fertile en arguments ad hominem.* »⁹¹ Le

⁹¹ Ruth Amossy, Apologie de la Polémique, Paris, PUF, 2012, p.42

discours de Charles Onana riche en propos disqualifiant. Dans son objectif de défendre sa thèse est que les rebelles sont en quelques sortes à la base du chaos qu'a connu la côte d'ivoire, il va non seulement tenter de disqualifier toutes thèses contraires et il va s'attaquer directement à ces dernières de façon personnelle afin d'accentuer cette disqualification déjà entreprise. La thèse qui pourrait être avancée par la partie "adverse" à Charles Onana est que les rebelles, la France etc. ne sont pas les méchants dans l'histoire de la crise ivoirienne. Le discours disqualifiant de Charles Onana vient donc tout naturellement contrer (disqualifier) cette thèse. Ainsi, pour mener à bien cette entreprise, le locuteur n'hésite pas à utiliser tous les moyens verbaux en sa possession allant jusqu'à l'attaque personnelle s'il le faut pour essayer de convaincre.

2. Analyse des discours de charles ONANA

2.1 La polémique dans les écrits de Charles Onana

Plusieurs éléments contribuent à l'alimentation de la polémique dans les œuvres de Charles Onana à savoir les relations France-Afrique, les droits de l'homme ainsi que les ressources du sous-sol de la côte d'ivoire. Pour Onana, diverses ressources ivoiriennes sont convoitées par la puissance française, ex pays colonisateur de la côte d'ivoire. « [...] premier producteur et exportateur mondial du cacao, exportateur du café, de bois tropicaux, de bananes et de gaz, la Côte d'Ivoire longtemps présenté comme l'Etat le plus prospère et le plus prometteur parmi les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'ouest est désormais en proie à l'instabilité politique, aux assassinats et aux pillages. » [Charles Onana] (2013, p.17). Partant, la théorie voudrait que la côte d'ivoire n'échappe plus aux appétits de Washington et des spéculateurs de cacao anglo-saxons. De plus, la récente découverte de pétrole offshore n'a fait que renforcer les tensions et les ingérences étrangères diverses dans le pays. La question des droits de l'homme dans ce conflit est un élément crucial car elle a permis de révéler les crimes atroces qu'ont commis les rebelles, mais également de dévoiler leurs complices.

En effet « *loin de prôner l'ordre, l'organisation et le respect de certaines règles, les rebelles vont plutôt semer la terreur et s'imposer par la peur plus que le respect.* » [Charles Onana] (2013, p.130). Ainsi, Amnesty International a recueilli, au cours de cette période, les témoignages de survivants parmi les gendarmes ivoiriens sauvagement massacrés par les rebelles. Le locuteur continu en expliquant que malgré ce carnage ces derniers n'ont fait l'objet d'aucune sanction effective. Cela les encourageait donc à poursuivre les massacres car ils n'étaient inquiétés par aucun organisme international. Il faut également noter que le conflit ivoirien a fait tache d'huile sur le continent africain, en ce sens que malgré les efforts consentis par le gouvernement d'alors, tout le monde constatait qu'aucune pression n'était faite sur les rebelles pour qu'ils mettent fin à leurs agissements et respectent leurs engagements. Les autres africains se sont donc rendu compte de la partialité de la France et du fait que, plus tard, ils pouvaient être également victimes de cette même injustice. Ils se lèvent donc de plus en plus de nombreuses voix sur le continent Africain pour décrier les injustices faites par la puissance coloniale à ses ex-colonies. Une telle attitude a donc

entraîné une opposition entre la France et certains pays sous sa tutelle auparavant. Charles Onana n'hésite pas à utiliser la dichotomisation pour créer deux sphères opposées dans son récit. D'un côté une France désignée comme responsable de la barbarie sans fin des rebelles en Côte d'Ivoire et de l'autre côté les ivoiriens victimes d'un complot selon la théorie du locuteur. Cette dichotomisation contribue à nourrir la polémique sur cette théorie du complot en particulier et est accentuée par la disqualification de toute argumentation qui ne rentre pas dans le rang de la pensée de Charles Onana.

2.2 La dichotomisation chez Charles Onana

La situation politique instable que traverse la Côte d'Ivoire de 2000 à 2011 a conduit à de nombreux débats et de nombreuses prises de position à travers le monde. Dès lors, chaque camp pour défendre son idéologie et sa position sur la situation (crise 2000 – 2011) fera usage de plusieurs techniques dans la prise de parole. L'argumentation battra son plein, les arguments discursifs pour accuser les autres, pour se défendre soi-même, pour s'innocenter ne cesseront de fuser de partout. Ainsi, pour argumenter, ces différents camps font usage du langage qui reste l'outil le mieux adapté pour modifier et faire fléchir les idéologies populaires. Dans les deux livres qui constituent notre corpus, Charles Onana postule que la crise ivoirienne a été provoquée et orchestrée de main de maître par la France en soutien à Alassane Ouattara. Pour lui, le renversement de Laurent Gbagbo résulte d'un complot méticuleusement planifié dans l'ombre depuis belle lurette. Pour défendre ce point de vue et tenter de convaincre son auditoire, le locuteur Charles Onana mise sur la force persuasive du discours dans la polémique telle qu'explicitée par Ruth Amossy. En montrant une dichotomie (deux clans rivaux) il tente de faire voir les parties qui s'affrontent, les intérêts de chaque partie, les procédés "machievéliques" utilisés par le camp dit des complotistes pour arriver à ses fins. Au-delà des considérations politiques ces ouvrages nous enseignent la force de l'argumentation rhétorique en général et de la polémique en particulier.

Les décisions prises par les puissances étrangères dans le règlement du conflit ivoirien ont été une raison pour les autorités ivoiriennes de l'époque de se braquer contre la France. Les relations se sont donc détériorées d'abord entre l'Etat ivoirien et la France, ensuite entre l'état ivoirien et la communauté internationale composée des pays européens et de certains pays membres de l'ONU avec les Etats-Unis à sa tête. Ceci se justifiera par la prise de position de la communauté internationale dans le conflit qui opposait Alassane Ouattara à Laurent Gbagbo par rapport aux résultats contestés des élections présidentielles, mais aussi par rapport à la rébellion armée qui a attaqué la Côte d'Ivoire et le gouvernement du président Laurent Gbagbo auparavant. Comme pour accentuer le clivage et montrer les deux clans en guerre Charles Onana affirme que « *dans une enquête, nous dénonçons l'irresponsabilité de la CEDEAO et des Etats africains en général, en particulier ceux du Mali et du Burkina Faso, qui se sont jetés sans retenue dans une série d'actions de déstabilisation contre leur voisin ivoirien...* » [Charles Onana] (2013, p. 21).

La dichotomisation intervient dans les écrits de Charles Onana dans la mesure où ce dernier crée deux camps dans l'affaire de la crise ivoirienne. Premier camp : La France,

l'ONU, certains pays africains ; contre la Côte d'Ivoire, le gouvernement ivoirien, les panafricanistes. Naturellement cette division enrichit la rhétorique du complot pour qui comprend le point de vue de Charles Onana : un complot bien orchestré est en train de s'abattre sur la Côte d'Ivoire, son gouvernement et ceux qui aiment ce pays. Le gouvernement ivoirien de l'époque n'a pas manqué de confirmer cette thèse et cette prise de position alimenté leur prise de position qui donnera naissance à ce que Emmanuel Macron appellera le "sentiment anti-français". Cette expression désigne le fait que des africains et amis de l'Afrique ressentent une sorte de haine et dégoût vis-à-vis de la France et ses complots (vérifiés ou non) à l'encontre de l'Afrique. Ce fut le même cas avec les autorités françaises et certains membres de l'opposition en Côte d'Ivoire qui avait une position très proche de celle de la rébellion. Cette attitude va conduire à leur discrédit auprès de la communauté ivoirienne.

2.3 La disqualification dans la rhétorique du complot

La Côte d'Ivoire connaît une crise socio-politique et militaire à partir de septembre 2002. Cette crise laissera une marque indélébile dans la mémoire des Ivoiriens tant par la violence qui la caractérise, que par les atrocités que le peuple subira. Pour résoudre cette instabilité qui n'arrange personne, plusieurs médiateurs vont intervenir, et ce processus de désamorçement de la crise va envoyer les différentes parties prenantes à la signature de plusieurs accords : de Lomé, d'Accra et de Pretoria. C'est cinq ans plus tard, en 2007, qu'une solution sera finalement mise en œuvre avec la signature des accords de Ouagadougou entre la faction rebelle et le pouvoir en place. Cela va donc conduire à une accalmie générale et une libre circulation des biens et des personnes entre les zones sud et nord qui étaient séparées du fait de la rébellion. Cette période d'accalmie permet, en 2010 l'organisation d'élections présidentielles sous l'égide des Nations Unies et de l'Union africaine. Cependant, le second tour de Novembre 2010 sera entaché de nombreuses violences et irrégularités. Les deux candidats opposés dans cette deuxième phase de l'élection réclament la victoire. Laurent Gbagbo dit avoir gagné les élections et appelle au recotage des voix si nécessaire. Alassane Ouattara de son côté dit également avoir gagné les élections. De plus, tous les deux candidats ont été proclamés vainqueurs par deux instances différentes. Le premier par la Commission Electorale Indépendante et le second par le Conseil Constitutionnel.

Ces nouvelles tensions ont encore nécessité plusieurs médiations en vue de ramener la paix et la stabilité et la sérénité dans le pays. Toutefois ce contentieux électoral n'a pas pu se régler sans heurts. La Côte d'Ivoire rentre à nouveau dans une sphère de violence. Il survint des affrontements entre les partisans des deux adversaires et entre les Forces de défense nationale et les Forces Nouvelles. Finalement le 11 Avril 2011, le pouvoir de Laurent Gbagbo est renversé et ce dernier est mis aux arrêts par les Forces Nouvelles. Malgré sa capture, Laurent Gbagbo continue de clamer son innocence et se dit victime d'une machination, d'un complot contre lui, contre la démocratie et contre le respect des lois.

Pour Charles Onana, c'est la France qui est à la base de ce complot et son argumentation vise à décrédibiliser, disqualifier cette dernière. La disqualification de la thèse va généralement de pair avec celle de la personne, ou du groupe qu'elle représente, ce qui rend la polémique assez fertile en arguments. Dans le cas d'espèce de la Côte d'Ivoire, Charles Onana vise à rendre caduque toute autre version différente de l'histoire qu'il raconte sur la crise. Il explique la forfaiture des différentes forces en présence à savoir la communauté internationale, la France et le bloc rebelle. Ces différentes entités se sont discréditées au vu des actes posés mais également à cause de la partialité d'un certain nombre d'entre eux. Ainsi dit-il : « *Suspectés, par le pouvoir ivoirien, de complaisance envers la rébellion mais aussi d'entretenir une certaine connivence avec les troupes françaises, les casques bleus de l'ONU ont perdu une part de crédibilité dans leur mission d'interposition.* » [Charles Onana] (2013, p.189). Dans cette argumentation visant la disqualification de la France et compagnie, Onana souligne le soutien de forces Onusienne à la rébellion avec deux termes : « complaisance » et « connivence ». Ceci vise à indiquer le degré d'implication de ces dernières dans l'assaillement de la côte d'ivoire et à disqualifier tout autre justification qui viendrait nier l'existence d'un complot.

Conclusion

L'analyse de la théorie du complot à l'épreuve de la polémique montre clairement comment cette modalité argumentative est exploitée pour renforcer la dimension persuasive des discours complotistes. À travers l'exemple des écrits de Charles Onana sur la crise ivoirienne, nous avons démontré que la polémique ne se limite pas à un simple débat d'idées, mais devient une véritable stratégie rhétorique visant à disqualifier les discours officiels et à présenter une version alternative des événements marqués par une forte charge émotionnelle. En utilisant la dichotomisation et la disqualification, Onana construit une trame narrative où le conflit ivoirien est présenté non seulement comme le fruit d'une conspiration, mais aussi comme une lutte contre des forces cachées qui agiraient en coulisses. Le but est d'essayer de convaincre le lecteur-auditoire de la véracité de ces propos, de le convaincre de l'existence réelle du complot. Cette approche permet de solidifier l'adhésion de son auditoire à une vision du monde manichéenne, tout en défiant les explications qui auraient déjà été établies de façon plus officielle.

En somme, la théorie du complot et la polémique s'entremêlent pour former une rhétorique puissante, jouant sur la défiance et le rejet des discours dominants. Ce mécanisme argumentatif offre une illusion de compréhension et de maîtrise des événements complexes, tout en fermant l'espace au débat rationnel. L'étude de cette dynamique révèle les stratégies discursives spécifiques utilisées dans les contextes de crise, mais aussi l'impact profond qu'elles peuvent avoir sur la perception collective des faits historiques. Face à la montée des discours complotistes, il est essentiel de développer une approche critique qui dépasse la simple réfutation des thèses conspirationnistes et qui analyse en profondeur les mécanismes polémiques qui les sous-tendent.

Références bibliographiques

- Amossy, R. 2012a. Apologie de la polémique. Paris: PUF
- Amossy, R. 2012b. L'argumentation dans le discours. Paris: Armand
- Anscombe, J.-C. 1990. La polyphonie et le ON-locuteur.
- Aristote. 1856. La Rhétorique. Paris: Bibliothèque nationale de France (Gallica).
- Charaudeau, P. & Maingueneau, D. 2002. Dictionnaire d'analyse du discours. Paris: Seuil.
- Negreponi-Delivanis, M. 2003. Mondialisation. Paris: L'Harmattan.
- Plantin, C. 2016. Dictionnaire de l'argumentation. Une introduction aux études d'argumentation. Lyon: ENS Éditions.
- Onana, C. 2011. Côte d'Ivoire : le coup d'État. Paris: Éditions Duboiris.
- Onana, C. 2013. France–Côte d'Ivoire : la rupture. Paris: Éditions Duboiris.

ÉTUDE DE L'ORGANISATION PHRASTIQUE DU DITANYÈ : DE L'ITÉRATIVITÉ DES STYLÈMES DE LITTÉRARITÉ SYNTAGMATIQUES

Jeanne TIENDREBEOGO
Université Yembila Abdoulaye TOGUYENI
jeannetiendI77@gmail.com

Célestin ZOUMBARA
Université Norbert ZONGO
celestin.zoumbara@unz.bf

Résumé

La sémiostylistique est une discipline qui se situe au carrefour de la sémiotique et de la stylistique. Elle relève des théories de la réception et permet l'analyse critique des textes sous deux angles pouvant être envisagés concomitamment ou séparément. Il s'agit de l'angle descriptiviste et de l'angle interprétativiste. Ses méthodes d'analyse sont notamment celle attachée aux caractères généraux du discours, dite sérielle, et celle qui structure et schématise les modalités pratiques de la réception, dite actancielle. Dans cette étude, nous avons appliqué la méthode sérielle à l'hymne national du Burkina Faso, le Ditanyè. Nous sommes partis de la question générale suivante : Comment les unités lexicales et syntaxiques façonnent-elles l'organisation des phrases dans le Dytanyè ? L'objectif général était d'analyser l'organisation phrastique caractéristique de cet hymne patriotique burkinabè. Dans une démarche descriptiviste, l'étude nous a permis d'identifier différents stylèmes de littérarité relevant de l'ordre intrasyntagmatique et de l'ordre suprasyntagmatique. Les occurrences des stylèmes ont été calculées à partir du logiciel de textométrie TXM. D'une manière générale, les résultats montrent que l'architecture du Ditanyè est marquée d'une densité de stylèmes qui participent de sa persuasivité et de son argumentativité.

Mots-clés : sémiostylistique, stylème de littérarité, syntagme, Ditanyè.

Abstract

Semiostylistics is a science formed by Semiotics and Stylistics. It is part of the theories of reception and is used to do a critical analysis of texts. This analysis can come from two angles that can be considered simultaneously or separately. These are the descriptivist angle and the interpretativist angle. Its methods of analysis are, in particular, that which focuses on the general characteristics of discourse, known as serial, and that which structures and schematizes the practical modalities of reception, known as actancial. In this study, we applied the serial method to the national anthem of Burkina Faso, Ditanyè. We started from the following general question: How do lexical and syntactic units shape sentence organization in Dytanyè? The general objective was to analyze the characteristic phrasal organization of this burkinabè patriotic anthem. Using a descriptivist approach, the study enabled us to identify various literarity stylems of intrasyntagmatic and suprasyntagmatic order. The stylems occurrences were calculated using TXM, a textometry software. The results show that the architecture of Ditanyè is marked by a density of stylem that contributes to its persuasiveness and argumentativeness.

Keywords : Semiostylistics, literarity stylems, syntagm, Ditanyè.

Introduction

L'organisation phrastique constitue un poste d'analyse majeur de la sémiostylistique sérielle. Celle-ci est une composante essentielle de la sémiostylistique, une méthode critique d'analyse des textes. Elle relève des théories de la réception dont les précurseurs sont Iser (1970), Jauss (1972) et Eco (1979). L'objet réception a été introduit dès que l'on s'est intéressé à l'auditoire, réel ou virtuel, pour lui adresser un message qui se veut persuasif ou

argumentatif. Dès lors, la sémiostylistique s'inscrit dans une dynamique descriptive et interprétative des textes. Elle se fonde sur le principe selon lequel le pôle récepteur est celui qui mesure exclusivement la littérarité. Cette discipline, qui relève du champ de la linguistique, prend en compte différents niveaux de signification afin d'établir un lien entre les signes linguistiques et leurs effets sur la perception et la réception du fait littéraire.

Autour des années 1980, la stylistique s'est positionnée dans la logique épistémologique d'une esthétique de la réception en se détachant de la stylistique de Bally et de ses successeurs Marouzeau et Cressot. Dès lors, cette stylistique devient une pratique herméneutique qui « construit une signification globale du texte et est intéressée par une approche sémiotique dans la mesure où cette signification résulte d'une appréhension du texte comme phénomène social » (Kouabenan, 2008, p. 100). L'évolution de la stylistique va permettre à Molinié (1998), concepteur de la sémiostylistique, de penser une stylistique qui « scrute les lignes d'une esthétique (verbale) » et qui « cherche à construire des modèles de fonctionnement et d'interprétation » (Molinié et Viala, 1993, p. 9). En effet, Molinié (1998, pp. 4-5) part du fait que « la stylistique sèche, classique matérielle, demeure prisonnière d'un immanentisme qu'essentialise l'objet considéré sans jamais remettre en question son identification ». Il propose donc une théorie englobante qui dispose de modèles de symbolisation des processus qui permettent la réalisation ou la manifestation de la valeur des signes (Molinié, 1998, p. 5). Elle est conçue comme une alliance des approches sémiotique et stylistique du texte littéraire fondée sur l'immanence et la transcendance. Autrement, la sémiostylistique est une synthèse du dialogue entre la sémiotique et la stylistique. Colas-Blaise et Stolz (2010) parlent alors de discipline « frontière ». Pour elles, la sémiostylistique est née grâce aux interrogations sur les frontières entre sémiotique et stylistique. Molinié s'est vite aperçu de la porosité des frontières qui « autorisent le dialogue avec l'Autre champ disciplinaire, dont il s'agit » (Colas-Blaise et Stolz, 2010, p. 99). Elle repose sur deux méthodes permettant de parvenir à la littérarité d'une œuvre verbale. Ce sont la méthode attachée aux caractères généraux du discours et la méthode actantielle qui structurent et schématisent les modalités pratiques de la réception (Kouabenan, 2008, p. 61).

Dans cette étude, nous appliquons la sémiostylistique à l'hymne national du Burkina Faso, le Dytanyè. Notre démarche d'analyse se fonde sur un des quatre postes d'analyse de la méthode sérielle. Il s'agit de l'organisation phrastique, qui repère les caractérisèmes de littérarité suivant deux ordres : l'ordre intrasyntagmatique et l'ordre suprasyntagmatique. L'étude repose sur la question générale suivante : Comment les unités lexicales et syntaxiques façonnent-elles l'organisation des phrases dans le Dytanyè ? L'objectif est d'analyser l'architecture phrastique qui gouverne la construction de cet hymne patriotique burkinabè. Pour ce faire, l'étude est organisée autour de trois axes. Le premier aborde les considérations théoriques. Le deuxième axe présente le corpus et la méthodologie d'analyse. Quant au troisième et dernier axe, il se concentre sur les résultats de la recherche.

I. Considérations théoriques

Dans cette section, nous présentons l'approche sémiostylistique sérielle et ses postes d'analyse. Nous mettons l'accent sur l'organisation phrastique, qui correspond à l'aspect

traité dans cette recherche. La sémiostylistique sérielle se focalise sur les marques textuelles par lesquelles le discours se constitue en régime de littéarité. La littéarité s'évalue à la réception et désigne, selon Molinié (1998, p. 90), « le caractère artistique du discours comme littéraire ». Les marques textuelles « sont appelées les stylèmes ou les caractérisèmes de littéarité » (Kouamé, p. 71).

I.1. Le stylème ou caractérisème

Pour Molinié, le stylème ou caractérisème est « une suite liée de corrélations, c'est-à-dire de rapports constants entre divers éléments occurrenceusement renouvelables, eux-mêmes fixes ou variables, de toute nature langagière que ce soit » (Molinié, 2000, p. 152). Ces stylèmes permettent de définir rigoureusement les régimes de littéarité. Les stylèmes se manifestent dans la production du discours textuel par l'institution de corrélations sémiolangagières effectives. « Cette effectivité se mesure à la fois à la repérabilité des divers types de déterminations stylématiques (générales, génériques, singulières), à leur répétitivité, à leur reconnaissance, à leur généralité, et à leur visée (en l'occurrence créatrice d'une valeur sociale particulière) » (Molinié, 2000, p. 152). Pour Kouamé (2022, p. 71), le stylème ou caractérisème est le point de départ de l'analyse sérielle en ce sens qu'il permet « de spécifier matériellement le discours littéraire comme littéraire et de marquer sa singularité ». Il est à distinguer du style qui est « une combinaison de stylèmes » (Molinié, 2005, p. 160). L'interprétation du texte littéraire repose donc sur le repérage et l'organisation des stylèmes en série autour de quatre postes d'analyse :

- la lexie (isotopie, champ notionnel, champ lexical...),
- la caractérisation (les caractérisants spécifiques au verbe et au substantif),
- l'organisation phrastique (nature, caractère et forme),
- le langage figuré (figures macro et microstructurales).

I.2. L'organisation phrastique

Dans l'analyse sémiostylistique sérielle, l'organisation phrastique est conçue « simplement comme suite sonore unifiée groupant en général une organisation syntaxique d'énoncés » (Molinié, 1993, p. 95). Pour Gaston Gross (2012, p. II), il existe deux représentations de la phrase. La première est issue de la philosophie antique et reprise par la grammaire générative. Dans cette première représentation, la phrase est découpée en « deux ensembles correspondant respectivement à « ce dont on parle » (le sujet ou le thème) et « ce qu'on dit » (le rhème ou le prédicat) ». En grammaire générative, ces réalités correspondent respectivement au « groupe nominal (GN) et au groupe verbal (GV) ». Pour lui, s'il y a un moyen syntaxique permettant de justifier la pertinence de la phrase simple, c'est bien la coordination. Les phrases simples sont, selon lui, « les constituants fondamentaux des textes ». La régularité de la construction phrastique sur la base de la phrase simple constitue une caractérisation générale. Pour Molinié, la caractérisation générale induit des « caractérisants de phrase avec l'extension du volume sonore, les modalisations phrastiques, les figures, la mélodie, le lexique, les faits de distribution » (Molinié, 1991, p. 112). Dans cette étude, nous traitons de la caractérisation générale du Ditanyè à travers l'ordre intrasyntagmatique et l'ordre suprasyntagmatique.

1.3. L'ordre intrasyntagmatique et l'ordre suprasyntagmatique

En sémiostylistique sérielle, ce sont ces deux postes d'analyse qui gouvernent l'étude de l'arrangement de la phrase. Le premier poste concerne les syntagmes ou groupes nominaux constitutifs des énoncés, tandis que le second poste va au-delà du syntagme pour s'intéresser à la configuration matérielle de la phrase, qui peut être simple ou complexe. L'analyse de l'ordre supra-syntagmatique est axée, selon Molinié (2005), sur le mouvement de la phrase qui s'évalue selon la disposition, la mélodie et la cadence. Molinié (2005, p. 112) stipule dans ce sens que dans l'analyse sémiostylistique sérielle, « la forme seule de la phrase engage le ton du texte ». La méthode sérielle s'intéresse de façon particulière aux déterminations langagières dans une dimension quantitative. Pour cela, elle s'appuie sur la répétition qui est, d'après Kouamé (2022, p.72), « l'outil d'investigation le plus opérationnel et fondamental (...). Plus un caractérisème est récurrent dans le discours, plus il est jugé pertinent ». Dans la constitution textuelle d'une régularité langagière s'opère le marquage qui « engendre à la réception la reconnaissance littéraire » (Kouamé, 2022, p. 71). Lorsqu'il y a une profusion des marques de littéarité, on parle de surmarquage. Le contremarquage, quant à lui, intervient lorsqu'il y a une rupture par une autre valeur langagière dans la régularité langagière. La recherche des caractérisèmes ou marques de la littéarité dans l'organisation phrastique se fonde sur « la nature verbale ou non verbale de la phrase, sur son caractère simple ou complexe (avec des relations de coordination, de juxtaposition ou de subordination), sur sa forme (qu'elle soit affirmative ou négative) » (Kouamé, 2022, p.75).

2. Corpus et ancrage méthodologique

Dans cette section, nous présentons le corpus utilisé et décrivons l'approche méthodologique sur laquelle repose la conduite de l'étude.

2.1. Le corpus

Le corpus de la présente étude, c'est le texte de l'hymne national du Burkina Faso, c'est-à-dire le *Ditanyè* (voir le texte complet en annexe). La présentation matérielle du corpus laisse voir qu'il s'agit d'un texte poétique de trente-huit (38) vers répartis en cinq strophes, dont un refrain et quatre couplets. D'un point de vue linguistique, le terme *Ditanyè* est une francisation du lobiri *Di-taa-niè*, formé de trois syllabes : *Di* renvoyant à « territoire ou pays », *taa*, qui provient de *tar* ou *taa* signifiant « prendre de force ou libérer » et *niè* qui se traduit par « chant ou mélodie ». Ainsi, *Ditaaniè* se traduit par « chant de la victoire ou chant de la libération ».

Composé dans la ferveur révolutionnaire d'août 1983, le *Ditanyè* se présente comme un texte qui sonne le glas d'une libération du Burkina Faso de l'oppression coloniale et néocoloniale après la proclamation de son indépendance le 5 août 1960. De son adoption en août 1984 en remplacement de *Fièrè Volta*, l'hymne national de la Haute-Volta d'alors, il est généralement décrit comme un hymne à la victoire, qui met en relief l'intégrité et la combativité d'un peuple prêt au sacrifice suprême pour défendre la terre de

ses ancêtres. Cette symbolique est portée par une organisation phrastique à laquelle nous nous intéressons dans la présente étude.

2.2. Méthodologie

L'étude porte spécifiquement sur l'organisation phrastique caractéristique du Ditanyè à travers deux ordres : intrasyntagmatique et suprasyntagmatique. De façon pratique, le corpus de l'étude a d'abord fait l'objet d'une lecture descriptive globale de sorte à mettre en relief sa structuration interne. Après cette première étape, les syntagmes constitutifs des différents énoncés ont ensuite été décrits pour en définir les constituants en termes de catégories grammaticales d'une part, mais aussi la longueur syllabique de chaque unité lexicale des différents syntagmes, d'autre part. Les occurrences des différentes structures syntaxiques identifiées ont alors été calculées à partir du logiciel de textométrie TXM (Heiden et al., 2010), qui intègre le moteur de requêtes CQP (Evert et Hardie, 2011). La troisième phase de l'analyse a concerné le niveau supra-syntagmatique. Il s'est agi de décrire les phrases constitutives du corpus afin de relever s'il s'agit de phrases simples ou complexes. Ces différentes descriptions sont enfin analysées pour mettre en exergue la particularité discursive que véhicule le Ditanyè en termes de persuasivité ou d'argumentativité.

3. Résultats et discussion

Nous présentons, ici, les résultats de l'étude. L'application de l'approche sémiostylistique sérielle au corpus a permis de mettre en relief son organisation phrastique. Celle-ci laisse voir l'ordre intrasyntagmatique et suprasyntagmatique qui caractérisent le Ditanyè.

3.1. L'organisation phrastique écho de l'ordre intra-syntagmatique et supra-syntagmatique

L'étude de l'organisation phrastique débute par une caractérisation statistique de la typologie et des formes phrastiques contenues dans le Ditanyè. Cela permet de rendre compte des types de faits langagiers ou de caractérisants généraux par lesquels s'instaurent des régularités au sein de l'ordre phrastique. Dans l'hymne national burkinabè, les phrases sont relativement simples et directes dans leurs formes linguistiques. Le marquage à ce niveau est régi par l'itération de phrases simples dans les cinq strophes. Les propriétés combinatoires ou syntaxiques sont construites sur un principe d'accumulation par juxtaposition et de coordination. La strophe n°5 est illustrative de ce principe :

Révolution populaire nôtre, sève nourricière,
Maternité immortelle de progrès à visage d'homme,
Foyer éternel de démocratie consensuelle,
Où enfin l'identité nationale a droit de cité,
Où pour toujours l'injustice perd ses quartiers
Et où des mains des bâtisseurs d'un monde radieux,
Mûrissent partout les moissons des vœux patriotiques
Brillent les soleils infinis de joie.

Le langage utilisé est accessible au peuple, ce qui met en avant, dans ce poème, des aspirations nationales. Sur le plan de la réception, cela devient une manifestation d'exhortation dans le pacte scripturaire qui lie l'émetteur au récepteur tant au niveau I, II qu'au niveau α du niveau actanciel. La phrase simple apparaît dès lors comme le moyen le plus courant et le plus approprié dans la communication. Ces phrases mettent l'accent sur les idées pour faciliter la réception et pour dynamiser, dans le cas présent, le chanteur.

3.2. L'ordre intrasyntagmatique

L'ordre intrasyntagmatique dans l'étude sérielle examine les liaisons entre les différentes composantes de la phrase. L'ordre intra-syntagmatique invite « à se questionner sur la manière dont les mots sont organisés à l'intérieur des syntagmes » (Kouamé, 2010, p.75). Il s'opère à l'intérieur des syntagmes ou structures syntaxiques.

3.2.1. L'agencement distributionnel

L'organisation phrastique, perçue sur l'ordre intrasyntagmatique, joue sur la structuration. Le marquage stylistique qui permet de caractériser les phrases simples dans cet hymne se situe dans la façon dont l'ordre intrasyntagmatique s'instaure comme régularité dans le texte. L'un des éléments fonctionnels dans cette structuration réside dans le groupe *Substantif-Adjectif épithète* (SAE). L'agencement distributionnel du texte amène à déceler des éléments syntaxiques qui permettent la caractérisation. Molinié souligne, à ce propos, que « les faits de distribution sont de puissants caractérisants ». En effet, non seulement, l'ordre des mots permet la mise en valeur des termes à travers l'« exploitation particulière des usages distributionnels ; mais le niveau du discours littéraire entier est conditionné par certaines déterminations distributionnelles » (Molinié, 1991, p. 112). L'analyse de l'ordre intrasyntagmatique s'appuie sur le groupe SAE qui fonde l'analyse distributionnelle. Kouamé estime dans l'analyse de la phrase en sémiostylistique que « les groupes sujet-verbe (-attribut) et substantif-adjectif qualificatif épithète sont les deux groupes syntaxiques majeurs ». À ce propos, vingt-cinq groupes *Substantif-Adjectif épithète* (SAE) ou *Adjectif épithète-substantif* (AES) sont répertoriés dans le texte. L'itération de cette structure marque la cadence du texte, de l'hymne. Dans ce sens, l'ordre intrasyntagmatique participe à l'institution d'un code rythmique que l'on pourrait attribuer au Ditanyè. Cette rythmique est agencée de sorte à mettre en exergue une idéologie positive. L'on pourrait donc situer la plupart des adjectifs dans un vocabulaire mélioratif. Les caractérisèmes du positivisme se perçoivent dans les éléments textuels tels que « **courageux, héroïque, triomphale, vive, volontaires, salutaire, sucrée, recouvrée, libérateur, émancipateur, populaire, nourricière, immortelle, éternel, consensuelle, nationale, radieux, patriotiques, infinis** ». Également, les marqueurs adjectivaux permettent dans la rythmique enclenchée par l'ordre syntagmatique SAE ou AES de déceler une valeur sémantique croissante qui part d'une caractérisation spécifique du *négatif* « **humiliante, cynique, petits, locaux** » vers le *positif* « **courageux, héroïque, triomphale, vive, volontaires, salutaire, sucrée, recouvrée, libérateur, émancipateur, populaire, nourricière, immortelle, éternel, consensuelle, nationale, radieux, patriotiques, infinis** ». Ce qui permet la stabilisation intentionnelle du système symbolique reposant sur la valeur sémantique même des adjectifs.

3.2.2 Les occurrences syllabiques

Il s'est agi de déterminer la pertinence de la longueur syllabique des adjectifs épithètes et des substantifs dans la caractérisation du texte. En effet, dans l'analyse, l'ordre intrasyntagmatique, selon Kouamé, ce sont aussi, « les mots au sein des syntagmes qui sont interrogés » (2010, p. 75). Le tableau I présente un découpage des éléments constitutifs du groupe SAE pour en déterminer les occurrences qui permettront la caractérisation.

Tableau I : La caractérisation par les occurrences syllabiques

Énoncés	Découpage	Occurrences syllabiques
férule humiliante	Fé/ru/le hu/mi/li/an/te	Substantif :3 Adjectif :5
rapacité venue	Ra/pa/ci/té Ve/nue	Substantif :4 Adjectif :2
cynique malice	Cy/ni/que Ma/li/ce	Substantif :3 Adjectif :3
petits servants	Pe/tits ser/vants	Substantif :2 Adjectif :2
servants locaux	Ser/vants Lo/caux	Substantif :2 Adjectif :2
peuple courageux	Peu/ple Cou/ra/geux	Substantif :2 Adjectif :3
lutte héroïque	Lu/tte Hé/ro/i/que	Substantif :2 Adjectif :4
seule nuit	Seu/le Nu/it	Substantif :2 Adjectif :2
marche triomphale	Mar/che Tri/om/pha/le	Substantif :2 Adjectif :4
source vive	Sour/ce Vi/ve	Substantif :2 Adjectif :2
engagés volontaires	En/ga/gés Vo/lon/tai/res	Substantif :3 Adjectif :4
énergie nocturne	é/ner/gie noc/tur/ne	Substantif :3 Adjectif :3
énergie salubre	é/ner/gie sa/lu/tai/re	Substantif :3 Adjectif :4
âme sucrée	â/me su/crée	Substantif :2 Adjectif :2
dignité recouvrée	Di/gni/té Re/cou/vrée	Substantif :3 Adjectif :3
travail libérateur	Tra/vail Li/bé/ra/teur	Substantif :2 Adjectif :4
Travail émancipateur	Tra/vail é/man/ci/pa/teur	Substantif :2 Adjectif :5
Révolution populaire	Ré/vo/lu/tion Po/pu/lai/re	Substantif :4 Adjectif :4
sève nourricière	Sè/ve Nou/rri/ci/è/re	Substantif :2 Adjectif :5
Maternité immortelle	Ma/ter/ni/té Im/mor/tel/le	Substantif :4 Adjectif :4
Foyer éternel	Fo/yer	Substantif :2

	é/ter/nel	Adjectif :3
démocratie consensuelle	Dé/mo/cra/tie Con/sen/su/el/le	Substantif :4 Adjectif :5
identité nationale	i/den/ti/té na/tio/na/le	Substantif :4 Adjectif :4
monde radieux	Mon/de ra/di/eux	Substantif :2 Adjectif :3
vœux patriotiques	Vœux Pa/tri/o/ti/ques	Substantif :1 Adjectif :5
soleils infinis	So/leils In/fi/nis	Substantif :2 Adjectif :3

Source : Tableau réalisé par nous-mêmes.

Il ressort du Tableau I que les occurrences syllabiques répertoriés sont de trois ordres. L'ordre croissant est marqué par une hausse en nombre de syllabes. Cette croissance dans la structure syllabique s'opère à partir d'une comparaison entre nombre de syllabes des substantifs et celui des adjectifs. L'ordre croissant est actualisé par une faiblesse du nombre d'occurrences syllabiques de l'adjectif par rapport à celui du substantif. Dans ce premier marquage, une sous catégorisation est nécessaire. En effet, l'analyse révèle trois types de croissance en fonction du nombre de syllabes qui constitue l'écart syllabique entre le substantif et l'adjectif. Le premier type est l'accroissement syllabique mineur qui s'opère lorsque l'écart syllabique est d'une syllabe maximum comme c'est le cas dans « monde radieux (2/3), soleils infinis (2/3), peuple courageux (2/3), Foyer éternel (2/3), monde radieux (2/3), engagés volontaires (3/4), énergie salutaire (3/4) et démocratie consensuelle (5/5) ». Le deuxième type d'accroissement s'actualise par un écart syllabique de deux syllabes. C'est l'accroissement moyen. Il s'observe dans « lutte héroïque (2/4), marche triomphale (2/4), travail libérateur (2/4) et fêrue humiliante (3/5). Le dernier type d'accroissement est majeur et s'opère lorsque l'écart syllabique entre le substantif et l'adjectif excède deux syllabes comme dans « Travail émancipateur (2/5), sève nourricière (2/5) et vœux patriotiques (1/5) ».

L'ordre décroissant existe si le nombre d'occurrences syllabiques du substantif est inférieur à celui de l'adjectif. Dans les énoncés repérés, il y a un seul dont l'ordre syllabique est décroissant. En d'autres termes, l'écart syllabique s'opère en ordre inverse de l'ordre croissant occasionnant une faiblesse du nombre de syllabes de l'adjectif dans « rapacité venue (4/2) ». Tout comme dans l'ordre croissant, la décroissance est moyenne et s'opère par diminution du nombre d'occurrences syllabiques de deux.

L'ordre est stable quand l'adjectif et le substantif ont le même nombre d'occurrences syllabiques. L'on note à ce niveau que lorsque la structure du syntagme commence par l'adjectif, il y a stabilité. En substance, « cynique malice (3/3), petits servants (2/2) et seule nuit (2/2) » sont marqués par une stabilité en occurrences syllabiques.

Cette caractérisation laisse voir une prédominance de l'ordre croissant des occurrences syllabiques. Qu'il soit mineur, moyen ou majeur, cet accroissement constitue un approfondissement du positivisme idéologique suggéré par les groupes syntaxiques SAE et AES.

3.3. L'ordre suprasyntaxagmatique : caractérisation des parallélismes

Dans l'ordre suprasyntaxagmatique du Ditanyè, nous interrogeons un aspect majeur. Il s'agit des parallélismes qui permettent la caractérisation singulière des structures syntaxiques du Ditanyè.

En effet, l'analyse du marquage syntaxagmatique du Ditanyè réalisée à partir des strophes a permis de cerner les régularités stylématiques qui commandent l'architecture de cet hymne. On observe dans le Ditanyè, une régularité dans le mouvement des phrases. Dans l'ordre suprasyntaxagmatique, le mouvement peut se fonder sur une double opposition. Celle-ci repose d'une part sur la phrase linéaire et la phrase par parallélisme, et d'autre part sur la phrase liée et la phrase segmentée. La phrase linéaire s'observe dans les cas où les différents syntagmes qui composent ladite phrase n'apparaissent qu'une seule fois. À l'opposé, dans la phrase par parallélisme, on observe une itération d'un ou de plusieurs de ses syntagmes qui apparaissent au moins deux fois. Pour Gardes-Tamine (2004, p. 148), un parallélisme est « la reprise, dans plusieurs séquences, successives, en prose, membres de phrases, en poésie, vers ou hémistiches d'un même schéma syntaxique accompagné d'une variation le plus souvent lexicale ». On parle donc de parallélismes quand deux ou plusieurs constructions syntaxiques sont semblables. On distingue quatre types de parallélismes selon les relations sémantiques qui s'établissent entre les termes. Ainsi avons-nous les parallélismes synonymiques, les parallélismes antithétiques où les termes sont en opposition sémantique, les parallélismes énumératifs où les termes développent une même notion, les parallélismes isolés dans le texte et/ou servant de refrain. Dans l'ordre syntaxagmatique, le parallélisme peut être syntaxique. Il y a une sorte de parallélismes qui s'opèrent à travers le marquage des structures syntaxiques. Cela est perceptible dans le Ditanyè à travers :

Contre la fêrùle humiliante **il y a déjà mille ans**
La rapacité venue de loin les asservir **il y a cent ans**
Contre la cynique malice métamorphosée
Et une seule nuit a rassemblé
Et une seule nuit a déclenché
Par tous les hommes aujourd'hui et demain
Par tous les hommes ici et pour toujours.
Où enfin l'identité nationale a droit de cité
Où pour toujours l'injustice perd ses quartiers
Et **où** des mains des bâtisseurs d'un monde radieux

Dans cet exemple, le parallélisme est évident et repose sur la répétition de la même structure et du même élément lexical. On a une évidence qui repose sur la répétition anaphorique et sur la valeur synonymique des termes. Cependant, des stylèmes de littéarité peuvent encore être déterminés si l'on considère les structures même des masses syntaxiques. L'effectivité des parallélismes syntaxiques est décelable à travers la répétition d'une même structure syntaxique à l'intérieur d'une structure textuelle. Nous retenons sur ce point deux caractérisants fondés sur le parallélisme des constituants. Il s'agit du syntagme

adverbe, préposition ou conjonction + groupe nominal et du syntagme groupe nominal + groupe complément du nom.

3.3.1. Les parallélismes par les constituants adverbes, préposition ou conjonction + groupe nominal

Le marquage des syntagmes adverbe, préposition ou conjonction + groupe nominal, que nous présentons dans le tableau suivant, permet de déterminer les occurrences syntagmatiques qui actualisent le parallélisme des constituants :

Tableau 2 : Marquage des syntagmes adverbe, préposition ou conjonction + groupe nominal

Éléments	Constituants
Contre la fêrùle	Adverbe+ GN
Contre la cynique malice	Adverbe+ GN
et ses petits servants locaux	Conjonction + GN
Et une seule nuit	Conjonction + GN
Et une seule nuit	Conjonction + GN
Vers l'horizon	Adverbe+ GN
avec tous les peuples	Adverbe+ GN
À la conquête	Préposition + GN
ou la mort	Conjonction + GN
à la source	Préposition + GN
Dans l'énergie	Préposition + GN
De l'indépendance	Préposition + GN
en sa dignité	Préposition + GN
et l'honneur	Conjonction + GN
À la gloire	Préposition + GN
enfin l'identité	Adverbe+ GN
toujours l'injustice	Adverbe+ GN
partout les moissons	Adverbe+ GN

Source : Tableau conçu par nous-mêmes.

Au total dix-huit occurrences sont déterminées à partir de la lecture sélective. Ce sont sept occurrences marquées par le syntagme adverbe + groupe nominal (« **Contre la fêrùle** », « **Contre la cynique malice** », « **Vers l'horizon** », « **avec tous les peuples** », « **enfin l'identité** », « **toujours l'injustice** », « **partout les moissons** ») ; six occurrences du syntagme Préposition + Groupe nominal (« **À la conquête** », « **à la source** », « **Dans l'énergie** », « **De l'indépendance** », « **en sa dignité** », « **À la gloire** ») ; et cinq occurrences du syntagme Conjonction + Groupe nominal (« **et ses petits servants locaux** », « **Et une seule nuit** », « **Et une seule nuit** », « **ou la mort** », « **et l'honneur** »). Dans ce type de marquage des masses syntaxiques, deux stylèmes se dégagent. Un, constant et un autre, variable. Le stylème constant est la nature et la fonction du syntagme qui se ramifie en trois composantes que sont : Adverbe + GN ; Préposition + GN et Conjonction + GN. Dans toutes les phrases, ces structures sont statiques et vont en nombre décroissant (sept occurrences Adv + GN ; six occurrences Prép+ GN et cinq occurrences Art + GN). Le stylème variable se trouve dans la dimension sémantique. En effet, l'itérativité de la

structure syntaxique ne suit pas celle sémantique. Le parallélisme est donc syntaxique et repose sur l'itérativité des structures syntaxiques qui ont les mêmes propriétés grammaticales.

3.3.2 Les parallélismes par les constituants groupe nominal + groupe complément du nom

Le deuxième marquage concerne le syntagme groupe nominal + groupe complément du nom que nous présentons dans le tableau suivant :

Tableau n°3 : Marquage du syntagme groupe nominal + groupe complément du nom

Éléments	Constituants
l'histoire de tout un peuple	GN+Groupe Complément du nom
l'horizon du bonheur	GN+Groupe Complément du nom
les peuples du monde	GN+Groupe Complément du nom
la conquête de la liberté et du progrès	GN+Groupe Complément du nom
la source vive de la révolution	GN+Groupe Complément du nom
Les engagés volontaires de la liberté	GN+Groupe Complément du nom
l'énergie nocturne et salutaire du 4 août	GN+Groupe Complément du nom
des fers de tous ceux	GN+Groupe Complément du nom
l'indépendance de la souveraineté	GN+Groupe Complément du nom
Le peuple de Burkina	GN+Groupe Complément du nom
la gloire du travail	GN+Groupe Complément du nom
l'exploitation de l'homme	GN+Groupe Complément du nom
le bonheur de tout homme	GN+Groupe Complément du nom
Maternité immortelle de progrès	GN+Groupe Complément du nom
Foyer éternel de démocratie	GN+Groupe Complément du nom
des mains des bâtisseurs d'un monde	GN+Groupe Complément du nom
les moissons des vœux	GN+Groupe Complément du nom
les soleils infinis de joie	GN+Groupe Complément du nom

Source : Tableau conçu par nous-mêmes.

Dix-huit occurrences du syntagme Groupe nominal + Complément du nom ont été détectées dans le Ditanyè. À ce niveau, le marquage est accentué. On parle alors de surmarquage car la répétition de cette structure syntaxique est outrancière et marquée par une surabondance dans le texte. En effet, il y a surmarquage lorsqu'il y a profusion. Pour Molinié, le surmarquage permet « la sensibilité du récepteur à la surabondance des marques de littérarité » (1993, p. III). Tout comme dans le premier marquage, on a ici deux stylèmes. Le stylème constant est constitué du syntagme Groupe nominal + Complément du nom. Cependant, il peut être variable si l'on considère la nature des constituants du syntagme. En substance, le groupe nominal peut être constitué de :

- Article + substantif : « l'histoire », « l'horizon », « les peuples », « la conquête », « des fers », « l'indépendance », « Le peuple », « la gloire », « l'exploitation », « le bonheur », « des mains », « les moissons » ;
- Article + substantif + adjectif épithète : « la source vive », « Les engagés volontaires », « l'énergie nocturne et salutaire », « les soleils infinis » ;

- Substantif + adjectif : « **Maternité immortelle** », « **Foyer éternel** ».

Ces variations peuvent aussi concerner le groupe complément du nom :

- Article + substantif : « du bonheur », « du monde », « du 4 août », « du travail », « **des bâtisseurs** », « **des vœux** » ;
- Préposition + article + substantif : « **de la liberté** », « **de la révolution** », « **de la liberté** », « **de la souveraineté** », « **de l'homme** », « **d'un monde** » ;
- Préposition + substantif : « **de Burkina** », « **de démocratie** », « **de joie** » ;
- Préposition + adverbe + substantif : « **de tout un peuple** », « **de tout homme** » ;

Les variations dans la nature des constituants n'impactent pas la fonction grammaticale de ces syntagmes. Ce qui nous permet de déduire un parallélisme syntaxique qui repose sur le surmarquage du syntagme Groupe nominal + Complément du nom.

Conclusion

À travers cette étude, nous avons réalisé une description intrasyntagmatique et suprasyntagmatique du Ditanyè, l'hymne national du Burkina Faso. L'application de la méthode d'analyse de la sémiostylistique sérielle à ce corpus nous a permis de mettre en relief sa structuration interne tant en considérant les syntagmes constitutifs des énoncés que les énoncés eux-mêmes. Il ressort que le texte du Ditanyè véhicule des caractéristiques de persuasivité et d'argumentativité qui agissent sur le récepteur (le chanteur). Ces caractéristiques reposent essentiellement sur la préférence accordée aux phrases simples, l'occurrence des groupes syntaxiques *Substantif-Adjectif épithète* et *Adjectif épithète-substantif*, mais aussi sur les occurrences syllabiques et les parallélismes. Toutes ces caractéristiques sont mises à contribution pour faire du Ditanyè une production singulière qui ravive la fibre patriotique chaque fois qu'il est chanté. Au-delà de l'organisation phrastique, la sémiostylistique sérielle permet d'envisager cet hymne en considérant les différents caractérisants, les lexies et le langage figuré pour une approche plus globale.

Références bibliographiques

- Colas-Blaise, M. et Stolz, C. 2010. Comment faire dialoguer stylistique et sémiotique ? Éléments pour une pensée de la frontière disciplinaire ». Presses universitaires de Rennes
- Eco, U. 1979. Lector in fabula : Le rôle du lecteur ou la coopération interprétative dans les textes narratifs.
- Evert, S. & Hardie, A. 2011. Twenty-first century Corpus Workbench: Updating a query architecture for the new millennium.
- Gardes-Tamine, J. & Hubert, M.-C. 2004. Dictionnaire de critique littéraire. Paris
- Heiden S., Magué J.-P., Pincemin B. 2010. TXM : Une plateforme logicielle opensource pour la textométrie-conception et développement.
- Iser, W. 1970. L'Appel du texte. L'indétermination comme condition d'effet esthétique de la prose littéraire.
- Jauss, H. R. 1972. Pour une esthétique de la réception. Traduit de l'allemand par Claude Maillard

- Kouabenan, K. F. 2008. L'Objet réception en théorie littéraire -de Constance à Paris-Sorbonne. Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI)
- Kouamé, A. C. 2022. Initiation à la Sémiostylistique. Éditions Francophones Universitaires d'Afrique (EFUA)
- Molinié, G. 2000. Coda : Topique et littérarité » Paris : PUF.
- Molinié, G. 1993. Section sémiostylistique de Le Clézio. Paris P.UF
- Molinié, G. & Viala, A. 1993. Approches de la réception : sémiostylistique et sociopoétique de le Clézio. Paris : PUF.
- Molinié, G. 1991. La Stylistique. Que sais-je ?, Paris, PUF

Annexe

Contre la fêrule humiliante il y a déjà mille ans
La rapacité venue de loin les asservir il y a cent ans
Contre la cynique malice métamorphosée
En néocolonialisme et ses petits servants locaux
Beaucoup flanchèrent et certains résistèrent
Mais les échecs, les succès, la sueur, le sang
Ont fortifié notre peuple courageux
Et fertilisé sa lutte héroïque.

REFRAIN

Et une seule nuit a rassemblé en elle l'histoire de tout un peuple
Et une seule nuit a déclenché sa marche triomphale
Vers l'horizon du bonheur une seule nuit a réconcilié
Notre peuple, avec tous les peuples du monde
À la conquête de la liberté et du progrès.
La Patrie ou la mort nous vaincrons.

Nourris à la source vive de la révolution,
Les engagés volontaires de la liberté et de la paix
Dans l'énergie nocturne et salutaire du 4 août
N'avaient pas que les armes à la main mais aussi et surtout
La flamme au cœur pour légitimement libérer
Le Faso à jamais des fers de tous ceux qui,
Ça et là en polluaient l'âme sucrée
De l'indépendance de la souveraineté

Et séant désormais en sa dignité recouvrée
L'amour et l'honneur en partage avec l'humanité
Le peuple de Burkina chante un hymne à la victoire
A la gloire du travail libérateur, émancipateur
A bas l'exploitation de l'homme par l'homme,
Hé ! en avant pour le bonheur de tout homme
Par tous les hommes aujourd'hui et demain
Par tous les hommes ici et pour toujours.

Révolution populaire nôtre, sève nourricière
Maternité immortelle de progrès à visage d'homme
Foyer éternel de démocratie consensuelle
Où enfin l'identité nationale a droit de cité
Où pour toujours l'injustice perd ses quartiers
Et où des mains des bâtisseurs d'un monde radieux
Mûrissent partout les moissons des vœux patriotiques
Brillent les soleils infinis de joie.

ANALYSE DES EFFETS PERLOCUTOIRES DU DISCOURS ANTI-FRANÇAIS DE NESTOR PODASSÉ PENDANT LE COUP D'ÉTAT DU 30 SEPTEMBRE 2022 AU BURKINA FASO

Datoussinmaneba Xavier BELEMTOUGRI

Centre universitaire de Dori

belemxa@yahoo.fr

Résumé

Dans la lutte contre l'impérialisme et le terrorisme au Burkina Faso, le discours des leaders des organisations de la société civile revêt une importance de premier ordre. Il est retentissant car étant à la fois un puissant moyen de mobilisation des masses et un outil de déstabilisation de « l'ennemi ». Il transgresse les codes sociaux de la communication et s'inscrit dans les excès langagiers. Le discours devient le champ de combat de l'idéologie dominante. Combat dans lequel l'on cherche à détruire psychologiquement sa cible à travers les mots du discours, voire attenter à sa vie dans de grandes violences. C'est un discours de haine qui appelle à l'action contre une cible jugée menaçante. Ses effets perlocutoires s'analysent sur le triple plan psychologico-émotionnel, social et juridique aussi bien pour le sujet discoureur que pour sa cible.

Mots-clés : lutte anti-impérialiste, cible, discours de haine, effets perlocutoires

Abstract

In the fight against imperialism and terrorism in Burkina Faso, the discourse of leaders of civil society organizations is of prime importance. It is resounding because it is both a powerful means of mobilizing the masses and a tool for destabilizing « the enemy ». It transgresses the social codes of communication and is part of linguistic excesses. The discourse becomes the combat field of the dominant ideology. Combat in which one seeks to psychologically destroy his target through the words of speech, or even make an attempt on his life with great violence. It is hate speech that calls for action against a target deemed threatening. Its perlocutionary effects are analyzed on a triple psychological-emotional, social and legal level both for the speaking subject and for his target.

Keywords : anti-imperialist struggle, target, hate speech, perlocutionary effects

Introduction

Face au terrorisme auquel le Burkina Faso fait face depuis 2015 et suite à l'incapacité du régime démocratique de Roch Marc Christian Kaboré à venir à bout du phénomène, le pays connaîtra en l'espace de deux ans, deux coups d'État militaire. Celui du 24 janvier 2021 dirigé par le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba, sous la houlette du MPSR I (Mouvement Patriotique pour la sauvegarde et la restauration) et celui du 30 septembre 2022 dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré et piloté par le MPSR 2. Ce dernier régime eut, dès sa prise de pouvoir, une grande adhésion des populations des villes et des campagnes à cause de sa politique de rupture et de combat anti impérialiste affichés. Les Organisations de la Société Civile (OSC), à travers leurs leaders, font un travail impressionnant de veille citoyenne et de barrage à toute velléité de remise en cause ou de déstabilisation du pouvoir du capitaine Traoré. Dans cette lutte pour la souveraineté du pays, les propos des leaders d'opinion revêtent une importance de premier ordre. Leurs paroles sont des actions. Dire, c'est agir contre l'impérialisme. J. Derive (2012, p. 147) d'ajouter dans ce sens que :

chacun sait que la parole, notamment dans sa dimension patrimoniale qui renforce son autorité, représente une force idéologique considérable. C'est pourquoi, en tant de société, on se bat pour en conquérir ou en conserver le monopole. Celui qui a seul le droit de parler à d'autres qui ne peuvent qu'écouter possède le moyen de les influencer considérablement jusqu'à les aliéner à son point de vue, qu'il s'agisse du maintien ou de la subversion de l'ordre des valeurs en cours.

Conscients que la parole, dans sa dimension sociale, peut servir d'outil de combat pour la liberté, elle est utilisée en première ligne par les responsables des OSC dans la lutte pour la souveraineté du Burkina Faso. Faut-il, dans ce sens, donner raison à l'écrivain professionnel burkinabè A. A. Siguiré, quand, sur sa page Facebook le lundi 03 juin 2024, il publie ceci ? : « Ma plume et mon verbe, mes armes fatales contre les ennemis de la nation en cette période de guerre. » La technologie aidant, les médias et les réseaux sociaux sont mis à profit dans la diffusion et la propagation du discours anti impérialiste. La remarque qui se dégage est que la plupart de ces discours qui se veulent un moyen de lutte contre l'idéologie dominante s'écartent de la norme en transgressant les codes sociaux de la communication. Ils sont de nature incendiaires et s'inscrivent dans les excès langagiers. Pour les besoins de l'analyse, nous nous intéressons à un cas spécifique de ce type de discours. Il s'agit des propos de Nestor Podassé⁹², prononcés pendant une interview accordée à la chaîne de télévision Afrique Média lors des événements des 29 et 30 septembre 2022 au Burkina Faso. Ces propos ont eu des conséquences aussi bien pour la cible que pour le sujet discoureur. Ce qui suscite la présente réflexion qui s'organise autour du thème, « Analyse des effets perlocutoires du discours anti impérialisme français de Nestor Podassé pendant le coup d'Etat du 30 septembre 2022 au Burkina Faso ». L'analyse de ce thème de recherche nous amène à la formulation de cette question principale : quelle est la spécificité du discours de Nestor Podassé diffusé sur la chaîne de télévision Afrique Média et repris par les plateformes numériques ? Deux questions secondaires se rattachent à cette principale. Quels sont les principaux actes de langage déterminant ce discours ? Quelles sont les conséquences de ces actes de langage sur sa cible et sur lui-même ? À ces questions de recherche, nous émettons plusieurs hypothèses : une principale et deux secondaires. Au titre de la principale, nous notons que les propos de Nestor Podassé diffusés sur la chaîne de télévision Afrique Média ne sont pas anodins. C'est un discours de haine, un appel au meurtre, visant à abattre psychologiquement et physiquement la principale cible qui n'est autre que la communauté française résidant au Burkina. Concernant la première hypothèse spécifique, notons que ces propos de nature incendiaires mobilisent essentiellement des actes de langage menaçants, la violence verbale et le vocabulaire de l'agir. De tels propos ne sont pas sans conséquences aussi bien pour le destinataire que le destinataire. Et ces conséquences sont de trois ordres : psychologico-émotionnelle, sociale et juridique. Pour le destinataire, la communauté française vivant au Burkina, le discours est reçu avec la plus grande anxiété. Le choc psychologique créé par les mots violents a contraint cette communauté à l'isolement. Elle a reçu l'injonction de leur ambassade d'éviter tout déplacement à la suite de l'interview. Pour le sujet discoureur,

⁹² C'est le coordinateur national de Planète des Jeunes Patriotes (P.J.P.), mouvement des organisations de la société civile dont les actions s'inscrivent dans la lutte anti impérialiste.

ce discours est une sorte de catharsis lui permettant de se vider. Sur le plan social, des édifices et des biens appartenant aux français ont été pillés et incendiés à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso. Ces propos, sur le plan juridique, ont entraîné des conséquences sur le destinataire car il y eut des poursuites à son encontre. Dans cet article, trois objectifs sont poursuivis dont un général et deux spécifiques. L'objectif général est de démontrer que le discours de Nestor Podassé sur Afrique Média est un discours qui vise à terroriser psychologiquement la communauté française au Burkina par les mots du discours, d'une part, et d'autre part à attenter à leur vie. Le premier objectif spécifique vise à catégoriser les types d'actes de langage utilisés dans son discours. Enfin, le second objectif spécifique entend établir la corrélation entre les dires de Nestor Podassé sur Afrique Média et ses conséquences sur le plan psychologico-émotionnel, social et juridique.

Les principaux outils nécessaires à l'examen du corpus sont ceux des actes de langage, de la violence verbale et du discours de haine. Ces outils feront l'objet d'une présentation dans les prochains paragraphes. En termes de démarche méthodologique, le discours issu de l'interview sera retranscrit et présenté avant son analyse.

I. Présentation des outils d'analyse : actes de langage, violence verbale et discours de haine

Les actes de langage, théorisés par l'américain J. L. Austin dans son livre *How to do things with words* (1962), traduit en français par *Quand dire c'est faire* (1970) permettent de rendre compte du fonctionnement du langage humain dans sa dimension pragmatique. Il part du postulat que la langue sert à agir sur le monde, et pour ce faire, il détermine trois types de comportements spécifiques que celle-ci peut induire. La langue constitue un moyen d'agir parmi d'autres : « Dire, c'est faire » selon Austin. Aux trois composantes essentielles d'un acte de langage, le locutoire, l'illocutoire et le perlocutoire, Austin (1970, p. 114) apporte des précisions sur celle perlocutoire : « Dire quelque chose provoquera souvent certains effets sur les sentiments, les pensées, les actes de l'auditoire, ou de celui qui parle, ou d'autres personnes encore. Et l'on peut parler dans le dessein, l'intention de susciter ces effets. Nous appellerons un tel acte un acte perlocutoire, ou une perlocution. » Aussi qualifie-t-il de « performatif » tout énoncé visant à faire agir autrui. Ainsi, parmi les nombreux actes de langage à visée performative se trouvent les menaces, elles-mêmes composantes essentielles de la violence verbale. C'est un avis partagé par C. Moïse (2015, p.16) et son équipe de recherche : « Les actes de langage menaçants, comme la provocation, la menace, le reproche ou l'insulte, sont au cœur des effets de violence verbale, parce qu'ils visent à atteindre l'autre, à altérer son sentiment de sécurité, de dignité et ou d'estime sociale, à le rabaisser dans une prise de pouvoir pragmatique. »

Par ailleurs, pour C. Moïse et al. (2008, p.5), la violence verbale est l'ensemble des pratiques langagières menaçantes ressenties comme des « infractions contre la personne en tant qu'individu et en tant que membre d'une collectivité ». Elle se définit « comme un acte agressif, intentionnel, perpétré par un individu ou un groupe ». Elle se décline en trois formes que sont la violence verbale fulgurante, la violence verbale polémique et la violence verbale détournée. De ces trois formes, seule la première permet d'explicitier notre corpus. En effet, à en croire C. Moïse et al. (2015, p. 11), la violence verbale fulgurante « est une montée en tension contextualisée qui se décline à travers différentes étapes marquées par

des déclencheurs de conflit, des marqueurs de rupture comme des durcisseurs et des actes de langage dépréciatifs directs à la visée de domination ». D'autres chercheurs classent la violence verbale parmi les excès langagiers. Cette approche est celle de M. Buchart et al. (2023, p.10) :

L'expression excès langagiers désigne par conséquent un usage de la langue ou un comportement communicatif qui, consciemment ou non, viole et ignore les principes de base de la communication interpersonnelle, les règles du respect mutuel, les principes de préservation de la face, la politesse, les normes d'une coexistence pacifique, le renoncement à la violence (verbale et physique) dans les relations à autrui, c'est-à-dire toutes les conditions préalables à un comportement coopératif en société.

La violence verbale est le carburant qui alimente le discours de haine et participe de la destruction de l'estime de soi de sa cible. Parmi les nombreux travaux réalisés récemment dans l'analyse du discours de haine dans le domaine des sciences du langage figurent ceux de N. L. Bailly et al. (2021). Dans leurs travaux, ces chercheurs ont catégorisé deux types de discours de haine en fonction de leurs caractéristiques. Il s'agit du discours de haine directe et du discours de haine dissimulée. S'agissant de la première catégorie, ils estiment qu' « un discours pouvait être défini comme « discours de haine directe » à partir du moment où il remplissait trois conditions concomitantes :

- s'appuyer sur une dimension discursive pathémique (liée aux émotions) ;
 - mobiliser des marqueurs de négation de l'altérité ;
 - avoir recours à des actes de condamnation, c'est-à-dire à des formes de violence verbale qui malmènent l'identité d'autrui, de l'insulte à la menace, entre autres ».
- (2021, p. 12)

Le groupe draine quant à lui, a tenté de définir ce qui pouvait constituer le discours de haine en termes d'actes de langage et a cerné trois critères : le recours à des émotions négatives, le recours à des attaques disqualifiantes et l'usage de procédés d'essentialisation de l'autre, ramené à des critères identitaires figés et stéréotypés (L. Bailly et C. Moïse, 2023). Ceci correspond à ce que le groupe appelle un discours de haine « direct » ; celui-ci laisse des traces visibles et analysables dans le discours. (J. Longhi, S. Vernet 2023).

2. Description des propos de Nestor Podassé diffusés sur Afrique Média

Nestor Podassé, coordinateur national de Planète des Jeunes Patriotes (P.J.P), lors des événements consécutifs au coup d'État du 29 et 30 septembre 2022 au Burkina Faso, a accordé une interview à la chaîne de télévision Afrique Média. Cet entretien d'une durée de 2 minutes 23 secondes a été largement relayé sur les réseaux sociaux. Avant toute analyse, nous proposons d'en faire d'abord la transcription.

Podassé : Aujourd'hui, j'ai décidé de m'éloigner des écrans un peu. Il est temps qu'aujourd'hui qu'on arrête de trop parler et agir sur le terrain. C'est le terrain qui commande la manœuvre. A l'heure où je vous parle, l'institut français de Bobo est en feu. Nous avons mis feu et nous attendons. Si la France ne livre pas Damiba d'ici demain matin, on va commencer à égorger les ressortissants français qui sont à Bobo. Nous on parle plus beaucoup. On agit. Nous on a déjà quadrillé la ville. Personne ne rentre, personne ne sort.

On a pris tous les coins stratégiques. L'institut français de Bobo est en feu, donc nous attendons. Ça c'est d'abord un bip pour dire à la France, il faut libérer Damiba. Si tu ne livres pas Damiba d'ici demain matin, puisque les frontières sont fermées. Les aéroports ne fonctionnent pas, les voies terrestres ne fonctionnent pas. Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen. Merci

***Journaliste :** Merci Nestor Podassé. Merci. Podassé nous dit que les populations sont debout dans la ville de Sya, de Bobo Dioulasso. On a vu hier des parachutistes être éjectés sur la ville. On en parle d'ailleurs tout à l'heure. Il nous dit ; c'est une information qu'on reçoit ici en direct. L'institut français de Bobo Dioulasso est en feu. Je rappelle c'est un organisme qui appartient à l'Etat français. C'est leur consulat. C'est le consulat français. Le consulat français de Bobo Dioulasso a été mis en feu aujourd'hui par les populations. Mais est-ce que vous ne craignez pas de 1978 où la France cherche un prétexte par exemple pour intervenir directement dans le conflit au Burkina Faso ? Intervenir en faveur de Damiba bien sûr ?*

***Podassé :** agir en faveur de Damiba, aucun ressortissant français ne va sortir. Voilà. On les a tous repérés. Actuellement, ils ne peuvent pas sortir. L'aéroport est fermé. Les voies terrestres sont fermées. Donc on est tous dans le blocus ensemble. Si on va tous mourir, on meurt tous avec les ressortissants français ensemble ici. Donc, c'est le départ de l'armée française. On ne va plus attendre que oui, il faut donner après. Damiba et la France bougent aujourd'hui, ils quittent le Burkina Faso. Il nous remet Damiba et il prend leur armée et ils bougent. On ne va pas reculer. On est sorti, on rentre plus. Dès que j'ai fini ici, je repars sur le terrain. On a déjà installé le podium de résistance. Je rejoins les camarades. Raison pour laquelle depuis matin les gens m'appellent pour avoir des informations. J'ai plus de deux cent appels. Je ne réponds pas. Aujourd'hui c'est pas le jour de trop parler. Il faut agir.*

3. Interprétation du discours de Nestor Podassé

L'interprétation du discours se fera à trois niveaux essentiellement. Il s'agira de faire ressortir ses caractéristiques linguistiques, la dimension haine qui y figurent ainsi que ses effets perlocutoires.

3.1 Les caractéristiques linguistiques du discours

Le premier élément qui attire l'attention, après lecture des propos de Nestor Podassé, c'est sa virulence contre sa cible qui est la communauté française résidant au Burkina Faso. Cette virulence s'actualise, en premier lieu, dans le vocabulaire du champ lexical de l'agir. Un agir dont la finalité serait la destruction de la cible si la condition de remise de Damiba, le président déchu, n'est pas respecté. Ce champ lexical est reconstitué à travers les expressions et phrases suivantes :

« (...) arrête de trop parler et agir sur le terrain ; nous avons mis feu et nous attendons ; commencer à égorger les ressortissants français qui sont à Bobo ; on agit ; nous on a déjà quadrillé la ville ; personne ne rentre, personne ne sort ; on a pris tous les coins stratégiques ; nous avons

déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè ; donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux ; chacun son français, chacun son européen ; je repars sur le terrain ; on a déjà installé le podium de résistance ; je rejoins les camarades ; je ne réponds pas ; aujourd'hui c'est pas le jour de trop parler ; il faut agir »

La séquence d'ouverture et celle de fermeture de ses propos sont matérialisés par les termes « il faut agir ». À l'analyse, nous notons que c'est uniquement par l'action qu'il estime pouvoir atteindre son objectif. Et l'action dont il fait cas, c'est la destruction de la cible si la condition de la remise de Damiba n'est pas respectée. Cette cible est perçue comme une menace, une entrave à l'acquisition de l'objet de la quête : la fin de l'impérialisme français au Burkina. C'est alors dans de grandes violences que cela pourra se faire. Et un signal fort est déjà envoyé au destinataire : « *A l'heure où je vous parle, l'institut français de Bobo est en feu. Nous avons mis feu et nous attendons. L'institut français de Bobo est en feu, donc nous attendons. Ça c'est d'abord un bip pour dire à la France, il faut libérer Damiba.* » L'usage de ce champ lexical de l'agir à l'endroit de la cible fait dire à M. Buchart (2023, p. 176) que « la finalité de ces outrances volontaires est de réveiller ou de susciter la colère, l'indignation, voire des actions violentes, en cristallisant une figure d'ennemi à combattre, injonction laissant libre cours à toute interprétation. » Par la répétition de l'expression « il faut agir », Nestor Podassé normalise et banalise les propos excessifs et outranciers et souhaite engendrer un effet de meute, en créant un ethos collectif revancharde et belliqueux.

D'autre part, il est à noter que les énoncés de Nestor Podassé relèvent majoritairement de l'assertif. Les assertifs, faut-il le rappeler, sont des énoncés qui véhiculent des informations à l'endroit du destinataire. Ce qui fait dire aux chercheurs M. Riegel et al. (2011, p. 982) que, « s'il affirme quelque chose, le locuteur est censé garantir la teneur de ses propos et demande à autrui de partager sa croyance ». Les informations livrées par le sieur Podassé à travers les assertifs indiquent le danger auquel la cible est exposée si toutefois sa requête de libération de Damiba ne connaît pas de suite favorable : « *Il est temps qu'aujourd'hui qu'on arrête de trop parler et agir sur le terrain. A l'heure où je vous parle, l'institut français de Bobo est en feu. Nous avons mis feu et nous attendons. Nous on parle plus beaucoup. On agit. Nous on a déjà quadrillé la ville. Personne ne rentre, personne ne sort. On a pris tous les coins stratégiques. Les aéroports ne fonctionnent pas, les voies terrestres ne fonctionnent pas. Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen.* » Par ces assertifs, Podassé livre des informations sur les actions déjà réalisées (institut français de Bobo en feu, quadrillage de la ville, repérage de tous les ressortissants français et étrangers, fermeture des voies terrestres et aériennes) et celles qui se réaliseraient si la condition principale n'est pas respectée (assassinat ciblé des ressortissants français et européens).

3.2 Les menaces dans le discours de Podassé

Par ordre d'importance, les menaces sont la série d'actes de langage inscrits dans les propos de Podassé après les assertifs. Par ces menaces, il signifie à la cible le danger qui la guette à l'horizon si toutefois sa condition n'est pas respectée. S'agissant de la menace, C.

Moïse et al. (2015, p. 85) nous en disent plus. Elle est une « manifestation agressive par laquelle on signifie à autrui la capacité que l'on a à lui faire du mal et/ ou l'intention de lui en faire. L'interlocuteur perçoit, en retour, l'imminence d'un danger potentiel ». La cible, la communauté française et européenne à Bobo, est effectivement en danger car « les frontières sont fermées, les aéroports ne fonctionnent pas, les voies terrestres ne fonctionnent pas ». Elle est prise dans un guet-à-pent. Tout a été minutieusement préparé pour qu'il n'y ait pas d'échappatoire pour cette communauté visée. Elle se retrouve alors à la merci de son bourreau qui dispose de sa vie : « *Si la France ne livre pas Damiba d'ici demain matin, on va commencer à égorger les ressortissants français qui sont à Bobo. Il faut libérer Damiba. Si tu ne livres pas Damiba d'ici demain matin, puisque les frontières sont fermées. Les aéroports ne fonctionnent pas, les voies terrestres ne fonctionnent pas. Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen. agir en faveur de Damiba, aucun ressortissant français ne va sortir. Voilà. On les a tous repérés. Actuellement, ils ne peuvent pas sortir. L'aéroport est fermé. Les voies terrestres sont fermées. Donc on est tous dans le blocus ensemble.* »

Toutes ces menaces brandies à l'encontre de la cible sont une manifestation de l'hostilité et de l'agressivité du sujet discours vis-à-vis de sa cible. Qu'en est-il de l'expression de la haine dans le discours du sieur Podassé ?

3.3 La haine dans le discours de Podassé

La haine du sujet parlant Podassé à l'égard de sa cible est bien perceptible à travers les mots du discours. Cette élucidation conceptuelle de C. Demask (2023, p. 219) nous permet de délimiter les contours de la notion discours de haine :

Le discours de haine fait référence à une expression qui est abusive, insultante, intimidante, harcelante et/ou qui incite à la violence, à la haine ou à la discrimination. Il est dirigé contre des personnes en raison de leur race, de leur origine ethnique, de leur religion, de leur sexe, de leur âge, de leur condition physique, de leur handicap, de leur orientation sexuelle, de leurs convictions politiques, etc.

À la lumière de cette approche, l'on peut soutenir que les propos du sieur Podassé relèvent de la rhétorique de la haine car, ils incitent au meurtre d'une communauté donnée : « *Si la France ne livre pas Damiba d'ici demain matin, on va commencer à égorger les ressortissants français qui sont à Bobo. Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen.* » Ces passages indiquent clairement l'appel à la violence voire au meurtre d'une communauté au Burkina, celle française en priorité et éventuellement celle européenne et américaine. La haine prend corps dans les mots du discours par l'usage de la violence verbale à travers les actes de langage menaçants et les excès langagiers.

Dans l'insécurité qui sévit au Sahel, l'opinion publique y voit une mainmise de la France. Beaucoup d'observateurs estiment qu'elle ne joue pas franc jeu. Avis partagé par l'écrivain A. A. Siguiré (2022, p. 36) : « En Afrique de l'ouest dite francophone, la France régente tout : la politique, l'économie, l'éducation et même la vie des couples. Elle sème partout la terreur, c'est-à-dire la peur, la désolation, la tristesse et l'inquiétude. La France

prive de nombreux pays africains de leur droit à la souveraineté et au respect. » Ce que les autorités françaises qualifient de sentiment anti-français en Afrique n'est rien d'autre que la volonté des Africains de mettre fin à son ingérence dans les affaires intérieures de leur État. Depuis la prise du pouvoir par le capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022, des déclarations d'hostilité à la présence militaire française sur le sol burkinabè se multiplient. Les organisations de la société civile luttent à visage découvert contre la France et ceux qu'ils qualifient de « valets locaux » de l'impérialisme, car pour eux, tout le malheur et la souffrance des burkinabè y trouvent leur source. La haine devient alors un moyen de légitime défense, de défoulement et de combat de l'« ennemi ». C'est la lecture que font les chercheurs N. L. Bailly et al. (2021, p. 8) sur le sujet :

La haine est hostilité, aversion, exécution, répugnance pour quelqu'un ou quelque chose. Elle vise alors l'humiliation, le rejet et l'anéantissement de l'autre, parfois dans de grandes violences. La haine est une passion intense sacrificielle, dans le sens où elle peut pousser le haïsseur ou la haïsseuse à agir jusqu'à sa propre mort. Elle est tenace, puisqu'elle se nourrit sans fin de ressentiment et de vengeance, et sans effort, en tant qu'elle serait « une modalité faible de l'affirmation de l'identité », une construction de soi « contre ». Elle prend sa source au cœur des âmes blessées, « errantes » qui auraient elles-mêmes été meurtries par rejet ou manque de reconnaissance, victimes d'actes jugés injustes. La haine serait donc une façon de faire face à sa propre douleur.

La haine prend sa source au cœur des âmes blessées, meurtries, victimes d'actes jugés injustes, peut-on lire à la fin de cette citation. Même si dans les propos de Podassé aucun reproche n'est formulé explicitement à l'encontre de la France, une lecture sociologique du contexte de production du discours permet de se rendre à l'évidence que le sujet parlant en avait gros sur le cœur. En effet, la duplicité de la France dans la lutte contre le terrorisme au Burkina a permis au phénomène de se métastaser et atteindre un niveau inquiétant. Ce qui valut le second coup d'État perpétré par Ibrahim Traoré le 30 septembre 2022. Les burkinabè, dans leur ensemble, ont du mal à comprendre que malgré la présence militaire française sur le sol burkinabè et les armes et technologie de dernière génération dont ses soldats sont équipés, les terroristes gagnent du terrain. En outre, les burkinabè sont remontés contre la France quand celle-ci émet des restrictions d'acquisition de certains matériels militaires par l'armée. Pendant que les terroristes sont équipés d'armes lourdes et font des avancées significatives en termes de dégâts humains et matériels, l'armée burkinabè, sous-équipée, peine à repousser ces assaillants et à assurer la sécurité des populations meurtries. Les propos de podassé traduisent ainsi le sentiment d'injustice que subit le peuple burkinabè de la part de la France. La haine se présente comme le retournement de cette injustice, la revanche des faibles sur l'opresseur. Et le moment du coup d'État est la période idéale pour agir. Toutes les énergies sont dirigées sur la cible, objet de la haine. C'est pourquoi, O. Varoil et E. Martini (2023, p. 55) notent que « le discours de haine ne se contente pas d'opérer une transformation des affects en représentation, il le fait dans un sens précis et sur une série d'objets qui deviennent des objets repoussoirs, abjects, détestés, haïs, et sur lesquels les destinataires de ces énoncés sont incités à déverser leur violence ». Capter le ressenti, les frustrations et la colère des populations burkinabè pour les canaliser ensuite sur une cible à détruire, tel est l'objectif recherché par le sujet discoureur dans ses propos. L'élimination physique de la cible

apparaît donc comme une obsession du hâisseur au point qu'aveuglé par sa haine, il consent à mourir avec sa cible : « *Donc on est tous dans le blocus ensemble. Si on va tous mourir, on meurt tous avec les ressortissants français ensemble ici.* » Rien n'arrête le hâisseur dans sa ferme volonté de détruire sa cible. Dans le déferlement de cette haine, tout ce qui appartient au haï ou est proche de lui est pris pour cible : « *Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen.* » L'ambassade de France à Ouagadougou et l'institut français à Bobo Dioulasso ont subi la furie des manifestants en colère comme le relève Nestor Podassé : « *A l'heure où je vous parle, l'institut français de Bobo est en feu. Nous avons mis feu et nous attendons.* »

4. Dimension perlocutoire des propos de Nestor Podassé

Toute prise de parole n'est jamais neutre. L'on parle en vue d'émouvoir, de révolter, de charmer, de condamner, de féliciter, d'encourager, de se libérer, etc. Cette finalité assignée au discours avec son corollaire de conséquences est désignée par le terme perlocutoire, en pragmatique. Les propos de Podassé ont eu pour effet trois niveaux de conséquences : des conséquences au niveau psychologique, au niveau social et au niveau juridique. Toutes ces conséquences sont vécues par les deux parties.

Au premier niveau qui concerne le destinataire, la violence verbale à travers la haine véhiculée par le discours a créé un sentiment d'insécurité physique et psychologique au niveau de la cible. Les mots choisis sont suffisamment forts pour créer l'effet recherché : terroriser l'esprit des ressortissants de cette communauté et provoquer leur mort symbolique. La menace est réelle et le sentiment d'insécurité est décuplé à travers ces informations de première main :

« Si la France ne livre pas Damiba d'ici demain matin, on va commencer à égorger les ressortissants français qui sont à Bobo. Nous on parle plus beaucoup. On agit. Nous on a déjà quadrillé la ville. Personne ne rentre, personne ne sort. On a pris tous les coins stratégiques. L'institut français de Bobo est en feu, donc nous attendons. Ça c'est d'abord un bip pour dire à la France, il faut libérer Damiba. Si tu ne livres pas Damiba d'ici demain matin, puisque les frontières sont fermées. Les aéroports ne fonctionnent pas, les voies terrestres ne fonctionnent pas. Nous avons déjà repéré les ressortissants français et européens et américains vivant sur le sol burkinabè. Donc, s'ils donnent pas Damiba, on va s'occuper d'eux. Chacun son français, chacun son européen. »

Alors, il n'y a qu'un pas entre le dire et le faire tel que décrit par C. Moïse et son équipe de recherche (2015, p. 13) : « Par-delà la violence verbale, l'ultime recours pour se faire entendre pourra être la violence physique sous la forme de passages à l'acte, souvent annoncés dans les montées en tension par une parole menaçante et ou des gestes. »

Par ailleurs, de tels propos ont des répercussions sur le plan social. Ainsi, pour paraphraser Austin (1970), dire c'est détruire sa cible. La mise à feu de l'institut français de Bobo est l'une des conséquences immédiates des propos du sujet parlant. C'est un signe annonciateur de la grande menace qui pèse sur la cible, la communauté française, si la condition exigée n'est pas remplie comme il l'a si bien signifié : « *L'institut français de Bobo est en feu, donc nous attendons. Ça c'est d'abord un bip pour dire à la France, il faut libérer Damiba.* »

Au second niveau d'analyse des effets perlocutoires des propos, deux conséquences sont à noter pour le sujet parlant. D'une part, si parler c'est extérioriser sa pensée, c'est révéler son malaise, sa colère, nous pouvons soutenir que Nestor Podassé s'est libéré émotionnellement. Cette interview est une sorte de catharsis pour lui car il a pu se libérer de ses émotions négatives et retrouver son calme intérieur. Psychologiquement, il est stabilisé.

Au troisième niveau, les propos ont eu des conséquences sur le plan juridique. Une plainte a été déposée par l'ambassadeur de France d'alors, Luc Hallade, au tribunal de grande instance de Bobo Dioulasso contre le sieur Podassé pour incitation à la haine et au meurtre de la communauté française résident au Burkina. Le jugement a eu lieu le lundi 27 février 2023 au palais de justice de Bobo Dioulasso. Il a été reconnu coupable de faits de menaces de mort sous condition et a été condamné à vingt-quatre mois de prison, dont six fermes, et deux millions de francs CFA d'amende.

Conclusion

Pour conclure, rappelons que la réflexion dans cet article portait sur le thème suivant : « Analyse des effets perlocutoires du discours anti-français de Nestor Podassé pendant le coup d'État du 30 septembre 2022 au Burkina Faso ». La formulation de ce thème de recherche nous a valu la convocation de plusieurs outils d'analyse, lesquels outils ont permis d'analyser les actes de langage, la violence verbale et le discours de haine. En fin de compte, l'analyse nous autorise à dire que les propos de Nestor Podassé s'inscrivent dans la catégorie des discours de haine. Sa finalité est de provoquer un effet de meute en vue de détruire la cible qui n'est autre que la communauté française vivant au Burkina particulièrement, et accessoirement les occidentaux impérialistes. Pour y arriver, il mobilise dans son discours le vocabulaire de l'agir, les actes de langage menaçants, les assertifs et la violence verbale. Les conséquences du discours sont de divers ordres aussi bien pour le destinataire que le destinataire. Sur le plan émotionnel, la haine véhiculée par le discours a créé un sentiment de terreur et un choc psychologique chez la cible. Sur le plan social, la communauté française et celle occidentale, pour leur sécurité, se sont mises en quarantaine pendant les événements. Par ailleurs, des actes de vandalisme ont causé l'incendie de l'institut français de Bobo Dioulasso et la destruction d'une partie de l'enceinte du bâtiment de l'ambassade de France à Ouagadougou. Sur le plan juridique, une plainte fut déposée en justice contre le sieur Podassé et il écopa d'une peine d'emprisonnement de vingt-quatre mois dont six fermes et d'une amende de deux millions de franc CFA. Cette étude confirme à nouveau que la parole, dans sa dimension sociale, est un couteau à double tranchant. Elle peut à la fois servir et desservir des causes.

Références bibliographiques

- Austin J. L., 1970. *Quand dire c'est faire*, Paris, éditions du Seuil.
- Buchart M., 2023. Le leader populiste : catalyseur de violence verbale et pyromane de la révolte. *Neuphilologische Mitteilungen*.
- Buchart M., Anton G., Hartmut Lenk E. H., 2023. Les excès langagiers dans le discours public. *Neuphilologische Mitteilungen*.

- Bailly N. L., Claudine M., 2021. La haine en discours, Paris, Le Bord de l'eau.
- Derive J., 2012. L'art du verbe dans l'oralité africaine, Paris Harmattan
- Demaske C., 2023. L'opérationnalisation des discours de haine à l'échelle de la communauté un plan de lutte contre les discours de haine.
- Longhi J., Vernet S., 2023. Quelle place pour les réseaux sociaux numériques dans la production et la circulation des discours de haine ?
- Moïse C., Meunier E., Romain C., 2015. Violence verbale dans l'espace de travail, analyses et solutions, Paris, éditions Breal.
- Moïse, C. et al., 2008. La violence verbale, tome I : Espaces politiques et médiatiques, Paris : L'Harmattan.
- Sylla L., 2007. Anthropologie de la paix, de la contribution de l'Afrique à la culture de la paix, Abidjan, Les éditions du CERAP.
- Roberte T., 2002. Pour enseigner la grammaire, Paris, Delagrave.
- Voirol O., Martini E., 2023. La fabrique discursive de la haine : Affects, agitation fasciste et « politique du ressentiment.